



CANADA

# Débats de la Chambre des communes

---

VOLUME 143 • NUMÉRO 005 • 1<sup>re</sup> SESSION • 40<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

COMPTE RENDU OFFICIEL  
(HANSARD)

**Le lundi 24 novembre 2008**

—  
Présidence de l'honorable Peter Milliken

## **TABLE DES MATIÈRES**

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve  
à la fin du présent numéro.)

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

**<http://www.parl.gc.ca>**

## CHAMBRE DES COMMUNES

Le lundi 24 novembre 2008

La séance est ouverte à 11 heures.

---

*Prière*

---

### DISCOURS DU TRÔNE

•(1100)

[Traduction]

#### REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 21 novembre, de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence la Gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement et du sous-amendement.

**Le Président:** La dernière fois que la Chambre a étudié cette question, le député de Simcoe-Nord avait la parole et on en était à la période des questions et observations faisant suite à son allocution. Y a-t-il des questions ou des observations?

Puisqu'il n'y en a pas, nous reprenons le débat et le député de Haute-Gaspésie—La Mitis—Matane—Matapédia a la parole.

[Français]

**M. Jean-Yves Roy (Haute-Gaspésie—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ):** Monsieur le Président, je remercie mes chers collègues de m'appuyer et je les remercie de leur enthousiasme. Avant de débiter, j'aimerais mentionner que je partagerai mon temps avec le député de Berthier—Maskinongé, mon collègue ici présent, que je salue ce matin.

J'ai été très surpris par le discours du Trône, mais non pas de façon positive, parce qu'on se serait attendu à autre chose compte tenu que le gouvernement avait supposément décidé de convoquer la Chambre parce que nous faisons face à une crise importante, particulièrement dans le secteur manufacturier. Ainsi, compte tenu du fait qu'on ait convoqué la Chambre très rapidement après la campagne électorale, on se serait attendu à des mesures extrêmement concrètes dans plusieurs domaines, et ce n'est pas du tout le cas.

Même en fin de semaine, on entendait le premier ministre, au cours d'une conférence de presse, et on ne sentait pas du tout l'urgence de faire face à la crise que nous vivons à l'heure actuelle de façon dramatique, particulièrement dans ma région et au Québec. Par exemple, depuis le début de la crise dans le secteur du bois d'oeuvre, plus de la moitié des 300 usines de transformation ont fermé au Québec, et certaines de ces usines ont fermé tout récemment. Cela représente 30 000 mises à pied de travailleurs et de travailleuses au cours des derniers mois et des dernières années, et ce, uniquement au Québec.

À mon avis, en parcourant l'ensemble du Canada, en allant partout où le secteur du bois d'oeuvre est assez important, comme en Colombie-Britannique, on constaterait que la crise est extrêmement puissante et malheureuse pour l'ensemble des régions comme la mienne. On se serait attendu à ce que le premier ministre arrive avec un plan permettant à ces entreprises de faire face à la crise, mais ce n'est pas du tout ce qu'on a eu. On a plutôt eu un discours du Trône que je qualifierais de mou, de presque sans contenu.

Le ministre des Finances nous disait en fin de semaine qu'il faudrait peut-être attendre le dépôt du budget avant d'annoncer des mesures. Or, on est déjà en crise et c'est une crise majeure. Malheureusement, dans le discours du Trône, il n'y a absolument rien pour encourager les travailleurs et les travailleuses et absolument rien pour encourager les citoyens et les citoyennes de mon comté.

Il y a un autre exemple. Pas plus tard que le 21 novembre, une des plus grosses entreprises de la circonscription de Haute-Gaspésie—La Mitis—Matane—Matapédia, Uniboard — Panval —, annonçait encore une fois la cessation d'une partie de ses activités. Non seulement l'entreprise cesse de produire et réduit effectivement sa production, mais on nous dit qu'actuellement, compte tenu de la crise, il va être très très difficile de prévoir quand l'entreprise pourra recommencer la production, parce qu'elle produit effectivement des panneaux particules qui peuvent servir à fabriquer des meubles. Or, lorsque la consommation diminue, bien entendu on n'a pas le choix de réduire la production.

On parle d'une entreprise de 350 employés, dans une MRC qui compte entre 14 000 et 15 000 habitants. On peut alors imaginer l'impact d'une telle fermeture, même si on sait que ces gens pourront bénéficier de l'assurance-emploi. Mais, encore une fois, il n'y a absolument rien dans le discours du Trône au sujet de l'assurance-emploi. Cela ne contribue que pour 50 p. 100 du salaire régulier d'un employé, et cela, pendant un certain temps, en plus des 15 jours d'attente dont nous demandons l'abolition.

Le discours du Trône qui nous a été présenté est absolument vide de contenu quant aux moyens à envisager pour faire face à la crise à laquelle nous sommes confrontés. On nous annonce en plus qu'il n'y aura absolument rien au sujet de la culture, sauf peut-être un petit élément. On maintient les coupes au plan de la culture et on maintient aussi les coupes contre les organismes à but non lucratif à caractère économique. Ces organismes sont extrêmement importants pour notre région.

Au cours de la campagne électorale, j'ai donné des exemples, entre autres pour le secteur de Rimouski. Je pourrais donner l'exemple du SEREX, dans le secteur de la vallée de la Matapédia, un organisme voué à la recherche.

*L'Adresse*

•(1105)

Pourquoi le Bloc québécois demande-t-il qu'on investisse de façon extrêmement importante dans la recherche et le développement? Pourquoi demande-t-il aux deux paliers de gouvernement d'investir davantage en recherche et développement? La réponse est pourtant simple: si on veut créer des emplois et si on veut que nos entreprises puissent se développer et être concurrentielles à l'étranger, il faut effectivement investir de façon extrêmement importante en recherche et développement pour développer de nouveaux produits et de nouvelles façons de faire.

À l'heure actuelle, les entreprises, chez nous comme un peu partout dans le reste du Canada, n'ont pas nécessairement la capacité financière d'investir en recherche et développement. Il faudrait donc, immédiatement, que les deux paliers de gouvernement le fassent, tant le gouvernement fédéral que le gouvernement du Québec.

On a appris que la part d'investissement en recherche et développement du gouvernement du Québec avait diminué au cours des dernières années. Je considère cela extrêmement malheureux parce que c'est tout le développement de nouveaux produits et de nouvelles technologies nous permettant d'être plus efficaces qui a été ralenti. Quand on fait face à une crise, les entreprises n'ont pas nécessairement les liquidités nécessaires — je pense que c'est très clair — pour investir de façon extrêmement importante en recherche et développement, alors que ce devrait être le cas. Pour faire face à la crise et réussir à s'en sortir, il faut trouver de nouvelles façons de faire pour être plus efficace et, en même temps, il faut tenter de créer de nouveaux produits.

Il y a un autre élément dont on ne parle pas dans le discours du Trône. Ou plutôt, on en parle, mais de façon négative: on ne tient absolument pas compte, mais pas du tout, du consensus québécois en ce qui concerne les jeunes contrevenants. C'est aussi le cas du registre des armes à feu. Ce que le gouvernement du Québec a demandé était très simple: qu'on lui transfère le registre des armes à feu pour qu'il le gère. À ce sujet, le gouvernement persiste et refuse tout à fait de s'entendre avec le gouvernement du Québec.

Du côté de l'environnement, c'est la même chose. On ne mentionne pas le Protocole de Kyoto. Oui, on parle d'investir dans des énergies nouvelles et dans les énergies propres, mais on parle aussi d'investir dans le nucléaire. On ne dit pas non plus qu'on va cesser d'investir dans les sables bitumineux qui sont extrêmement polluants et, à l'heure actuelle, la principale cause d'émissions de gaz à effet de serre au Canada.

Il faut comprendre que, si on veut investir dans des ressources dites vertes et dans l'énergie renouvelable, il faut peut-être ralentir un peu la production de pétrole issu des sables bitumineux. Cela permettrait d'utiliser les montants qu'on donne aux grandes pétrolières. On pourrait nous remettre ces sommes pour qu'on investisse de façon extrêmement importante dans des énergies renouvelables.

Quand je parle d'énergie renouvelable, je parle d'énergie éolienne, de panneaux solaires, de biocarburant, etc. À l'heure actuelle, il n'y a pas suffisamment d'investissements pour nous permettre de réduire de façon très importante notre dépendance au pétrole. Et pourtant, on a vu pendant la récente campagne américaine la volonté des deux partis, tant le parti républicain que le parti démocrate, d'investir de façon extrêmement importante dans des énergies renouvelables qui nous permettraient de réduire le plus possible notre dépendance au pétrole.

Pourquoi devrions-nous réduire notre dépendance au pétrole? Probablement pour deux raisons. Premièrement, le pétrole produit

beaucoup de gaz à effet de serre. Deuxièmement, en étant de moins en moins dépendants du pétrole, on est effectivement de moins en moins dépendants de la situation des marchés. Or on sait ce qui s'est produit sur les marchés au cours des récents mois. Il y a eu une flambée des prix du pétrole, et cela a affecté un très grand nombre de nos entreprises. Je pense particulièrement à Uniboard, chez nous à Matane, qui tente actuellement de trouver des moyens pour être moins dépendante du pétrole. Pour cela, il faut investir, et l'entreprise, comme toutes les autres entreprises du secteur manufacturier, est malheureusement confrontée à un manque de capitaux.

Je conclurai en disant que le discours du Trône est extrêmement décevant. On réunit la Chambre rapidement après les élections mais on nous offre un discours du Trône mièvre, qui nous propose peu de choses — pour ainsi dire presque rien — pour faire face à la crise.

•(1110)

**M. Paul Crête (Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup, BQ):** Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt le discours de mon collègue. Effectivement, il représente une région qui a manifesté clairement, lors de l'élection, qu'elle voulait que le gouvernement conservateur adopte une approche différente. Le député l'a mentionné lui-même relativement aux coupes en matière de développement régional.

Toutefois, on peut vraiment faire un constat, et c'est frappant: le gouvernement actuel a fait fi des résultats de la dernière élection. Dans le sous-amendement du Bloc québécois — que je vais lire rapidement —, on dit qu'on se prononcera contre le discours du Trône parce « qu'il ne répond pas aux consensus québécois, notamment en ce qui a trait à la législation sur les jeunes contrevenants, au rapatriement au Québec des pouvoirs en matière de culture et de communications, à l'élimination du pouvoir fédéral de dépenser et au maintien du système actuel de réglementation des valeurs mobilières ».

Sur tous ces sujets, le rouleau compresseur des conservateurs a continué comme s'il n'y avait pas eu d'élection au Québec. Donc, on constate un peu de mépris pour la démocratie dans ce discours du Trône et on espère que notre sous-amendement sera adopté par cette Chambre. Il permettra de corriger le discours du Trône en conséquence.

Le député a soulevé un élément majeur en parlant des coupes dans le développement régional. Il y a un seul bon signe: le ministre qui était là avant l'élection n'y est plus et nous en avons un nouveau. Souhaitons qu'il aura une ouverture d'esprit différente. En effet, il est vrai qu'à Rimouski, des coupes dans ce domaine ont fait mal, comme dans le Bas-Saint-Laurent. On a vu la même chose pour Pôle Québec Chaudière-Appalaches, dans la région de Québec.

Nous sommes à la veille d'une récession. Hier, le premier ministre l'a dit. Il a rajouté « technique » au bout du compte pour essayer d'adoucir la situation. Néanmoins, il l'a reconnu, alors que pendant la campagne électorale, il jugeait impossible qu'il y ait une récession et faisait des déclarations qui allaient dans le sens contraire.

Maintenant qu'il y a une reconnaissance de cette récession et que cela prend des mesures actives, les premiers gestes concrets à faire à court terme pour le développement régional ne devraient-ils pas être de redonner à ces organismes leur capacité d'intervenir pour soutenir nos économies régionales?

*L'Adresse*

**M. Jean-Yves Roy:** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup de sa question.

Oui, cette mesure devrait être prise, et de façon immédiate. On parle des organismes à but non lucratif à caractère économique, comme je l'ai mentionné tout à l'heure dans mon intervention. Il a parlé de Chaudière-Appalaches et de Rimouski; on pourrait parler de Gaspé, de Trois-Rivières ou d'Amqui. C'est tout un ensemble d'organismes qui, justement, soutenaient les entreprises qui démarraient ou encore les entreprises qui souhaitaient implanter de nouveaux produits ou de nouvelles technologies. Ces organismes aidaient aussi les entreprises à faire de la recherche. En effet, quand vous êtes propriétaire d'une petite ou moyenne entreprise, vous n'avez pas nécessairement le personnel ni les moyens pour faire de la recherche et du développement. Donc, la plupart du temps, vous devez confier à d'autres organismes le soin de ce faire.

J'ai un exemple très concret en tête. Dans mon comté, on a développé une bûche propre pour foyer, selon un procédé particulier, qui permet de réduire de façon très importante les émissions de gaz à effet de serre et, en même temps, qui utilise des résidus forestiers. Pour l'entreprise en question — qui n'est pas une très grande entreprise —, il était impossible de faire de la recherche chez nous. Il a fallu aller faire de la recherche en Finlande. Il faut comprendre que si l'on avait investi en recherche et développement, cette recherche aurait pu se faire ici et, probablement, beaucoup plus rapidement. C'est un exemple très concret.

Pour une petite ou moyenne entreprise, il est extrêmement important que les organismes à but non lucratif à caractère économique soient subventionnés et puissent continuer à oeuvrer avec ces entreprises. C'est ce qui fera le succès de nos entreprises, surtout lors d'une crise majeure où l'on doit faire face à une concurrence encore plus féroce.

• (1115)

**Le vice-président:** Il reste juste assez de temps pour une très brève question. Le député de Saint-Léonard—Saint-Michel a la parole.

**M. Massimo Pacetti (Saint-Léonard—Saint-Michel, Lib.):** Monsieur le Président, c'est la première fois que je prends la parole sous cette législature. Aussi, je voudrais remercier mes électeurs de m'avoir fait confiance et de m'avoir élu. Je veux aussi vous féliciter, monsieur le Président, pour votre nomination.

J'ai une brève question pour mon collègue du Bloc. On est présentement en campagne électorale dans la province de Québec et on vient d'avoir une élection fédérale. Comment, en toute bonne conscience, ce député peut-il ne pas appuyer le discours du Trône et, au lendemain de ce discours, faire que, tous ensemble, on travaille avec ce gouvernement même si celui-ci a décidé de déclencher des élections et que rien n'a changé? Comment, en toute bonne conscience, peut-on gaspiller encore 300 millions de dollars qui appartiennent aux Canadiens et aux Canadiennes?

**Le vice-président:** L'honorable député de Haute-Gaspésie—La Mitis—Matane—Matapédia a trente secondes pour répondre à la question.

**M. Jean-Yves Roy:** Monsieur le Président, vous n'êtes pas très généreux envers moi. Vous ne me donnez que trente secondes pour répondre à une question aussi vaste que celle-là.

Selon moi, l'élection fédérale était inutile, tout comme l'est celle qui se déroule actuellement au Québec. Soyons clairs. On déclenche des élections au moment où l'on s'en va vers une crise majeure. On

demande à la Chambre des communes de se réunir de façon très rapide, mais on ne propose rien. J'espère que ça ne se passera pas comme ça au Québec, après l'élection. Compte tenu du fait qu'il y a une élection au Québec, j'espère que le gouvernement réagira de façon beaucoup plus vigoureuse et plus rapide.

**M. Guy André (Berthier—Maskinongé, BQ):** Monsieur le Président, c'est la première fois que je prends la parole au cours de cette nouvelle législature.

J'aimerais remercier sincèrement les électeurs et les électrices de la circonscription de Berthier—Maskinongé de m'avoir fait confiance pour un troisième mandat consécutif. Je peux les assurer que je continuerai à défendre avec vigueur, ardeur et détermination les intérêts des gens de cette circonscription de la région de la Mauricie, de même que les intérêts de l'ensemble des citoyens du Québec.

Je suis heureux d'intervenir en cette Chambre, non pas parce qu'il y a de quoi se réjouir en ce qui a trait au discours du Trône présenté par le gouvernement conservateur, mais bien parce que je le fais au nom des citoyens et des citoyennes de la région que j'ai l'honneur de représenter.

Avant même la lecture du discours du Trône, le Bloc québécois avait indiqué clairement au gouvernement conservateur qu'il devait abandonner son idéologie du laisser-faire, qui a été très coûteuse pour l'économie québécoise, et affirmer sans hésitation que le gouvernement fédéral a un rôle clé à jouer pour soutenir l'économie et aider les gens frappés par la crise que nous connaissons actuellement.

Dans cette optique, le Bloc québécois a avancé des propositions constructives afin que ce Parlement concentre ses efforts sur les besoins de la population alors que nous entrons dans une période de récession économique. L'ensemble de nos propositions repose sur un consensus québécois dont nous avons débattu au Québec lors de la dernière campagne électorale. Les citoyens ont voté majoritairement en faveur des députés du Bloc québécois pour défendre leurs intérêts.

En effet, au cours des derniers mois, les partis politiques présents à l'Assemblée nationale, les gens du milieu des affaires et les syndicats ont tous demandé des mesures énergiques de la part du gouvernement fédéral afin qu'il appuie notamment notre économie et, en particulier, bien sûr, notre secteur manufacturier. Malheureusement, à la lecture du discours du Trône, nous sommes déçus, très déçus, de constater qu'aucune des propositions faites par le Bloc québécois et l'ensemble des acteurs économiques du Québec n'a été retenue, alors que celles-ci reposent sur des priorités touchant de près les Québécois et les Québécoises et découlent directement du choix de ceux-ci lors de la dernière campagne électorale fédérale. C'est honteux.

Ce discours du Trône confirme que ce gouvernement conservateur demeure totalement insensible aux effets de la crise sur notre économie et la population. Il est totalement figé dans une idéologie archaïque.

Ce discours du Trône ne présente aucune mesure de relance pour venir en aide aux industries manufacturières les plus vulnérables face à la compétition internationale. Par exemple, dans mon comté, l'industrie du meuble occupe toujours une place importante en ce qui a trait à la création d'emplois dans ma circonscription.

*L'Adresse*

Le gouvernement choisit encore une fois de ne pas agir. Fidèle à lui-même, ce gouvernement croit toujours que le libre-marché, la libre-entreprise sans intervention de l'État, peut tout régler et que toute intervention de ce gouvernement ne peut avoir que des effets négatifs pour l'industrie. Ce n'est pas vrai. Le gouvernement a la responsabilité de soutenir nos entreprises et il doit la prendre. En somme, nous nous retrouvons devant un discours du Trône qui est vide de mesures, vide de vision, insensible face aux difficultés que connaissent nos communautés et qui ignore la base économique du Québec, soit l'industrie manufacturière.

• (1120)

Quand ce gouvernement comprendra-t-il qu'il a un rôle à jouer pour soutenir l'économie de la population, particulièrement en temps de crise? Au lieu d'ignorer et de continuer, comme si de rien n'était, le Bloc québécois lui demande au contraire de prendre ses responsabilités et d'agir afin de soutenir notre économie. Nous payons encore des impôts à Ottawa. Nous versons d'énormes sommes à Ottawa et nous avons le droit d'obtenir des services pour soutenir nos industries.

Le Bloc québécois a suggéré à plusieurs reprises des voies d'aide et de soutien à l'industrie manufacturière et forestière. Par exemple, nous avons proposé des garanties de prêts pour aider les entreprises à se moderniser et de rendre remboursable le crédit d'impôt à la recherche et au développement pour que les entreprises puissent en bénéficier, même si elles sont à l'étape du développement et qu'elles ne font pas encore de profits. Je suis convaincu que ces mesures permettraient à nos industries au Québec, comme l'industrie du meuble, de se développer et de relever le défi de la concurrence internationale. On ne doit pas mettre de côté l'ensemble de nos industries manufacturières au Québec, comme le fait ce gouvernement. Comme je le disais, cette industrie du meuble occupe une place importante dans notre région de Berthier—Maskinongé. Dans l'ensemble du Québec où nous avons ce type d'industries, nous voulons maintenir ces emplois.

Nous avons des entreprises innovatrices avec une main-d'oeuvre qualifiée qui ont su relever le défi de l'ALENA. Maintenant, face au contexte commercial économique difficile, plusieurs d'entre elles sont en difficulté. Elles ont besoin d'un appui de ce gouvernement fédéral. Malheureusement, ce gouvernement a fait la sourde oreille à nos propositions. La seule réponse consistant encore en des baisses d'impôt sur les profits qui, je le rappelle, ne bénéficient qu'à ceux qui font des profits. Mais dans l'ensemble, la plupart de nos industries au Québec ne font pas de profits. Diminuer les impôts auprès de compagnies qui ne font pas de profits ne donne rien à nos industries.

J'inviterais les membres de ce gouvernement à prendre connaissance de ce livre qui s'intitule *La crise manufacturière au Québec: ça va mal à shop!* Cela fait le tour de l'ensemble des régions du Québec qui ont été touchées par la crise manufacturière. C'est un bouquin qui vient d'être publié. On y parle des emplois dans la Beauce qui ont été perdus au niveau du secteur manufacturier. Ce sont 3 000 emplois perdus depuis cinq ans dans la Beauce. On y parle des 800 emplois perdus chez Goodyear à Valleyfield. Et, bien sûr, on y parle de la Mauricie, des pertes d'emploi dans le secteur des pâtes et papier, dans le secteur du textile, dans le secteur du meuble, dans la région que je représente. Il offre réellement un bon tour d'horizon. J'invite les membres de ce gouvernement et des partis de l'opposition à prendre connaissance de la réalité, des pertes d'emplois dans les régions du Québec. Il y a des propositions dans ce livre, par exemple comment ce gouvernement doit investir et venir en aide à nos industries manufacturières. C'est un bon livre.

Au Québec, on n'est plus à l'époque de dire que nos industries sont prospères. Il est tout simplement scandaleux de constater — bien sûr, je le dis — que ce gouvernement n'agit pas de façon urgente. Ce gouvernement refuse d'aider les communautés qui sont en difficulté, mais continue d'aider sans hésitation les pétrolières de l'Ouest. Il déclare qu'il veut soutenir le secteur de l'énergie nucléaire et maintient son souhait de poursuivre les achats militaires sans aucune balise. Ce gouvernement nous a démontré, par ce discours du Trône, qu'il rejette plusieurs des consensus québécois établis par l'Assemblée nationale, par la population, les syndicats et les différents acteurs socio-économiques de notre société. On ne comprend pas.

• (1125)

Dans ce contexte, le Bloc québécois n'aura d'autre choix que de voter contre ce discours du Trône.

[Traduction]

**L'hon. Keith Martin (Esquimalt—Juan de Fuca, Lib.):** Monsieur le Président, je signale en passant, à l'intention des bons Canadiens du Québec qui nous regardent, que le Québec reçoit une somme plus élevée par habitant du fédéral, en comptant les versements et les dépenses, que les Canadiens de toute autre province.

Le Québec a beaucoup innové en santé et a bien des choses à montrer au reste du Canada sur la manière dont il a innové dans le domaine des partenariats public-privé pour permettre aux personnes qui tombent malades d'obtenir des soins de qualité comme tous les Canadiens méritent d'en recevoir lorsqu'ils en ont besoin.

Mon bon ami, ne pense-t-il pas que le ministre de la Santé du Québec a un important rôle à jouer en ce qu'il devrait rencontrer ses homologues du gouvernement fédéral et des autres provinces pour voir comment nous pourrions innover pour assurer aux Canadiens d'un océan à l'autre l'accès à des services de santé de qualité quand ils en ont besoin?

Je pense plus précisément à deux choses: d'abord, l'importance d'avoir une stratégie nationale sur la main-d'oeuvre médicale; ensuite, l'importance de partenariats public-privé et l'importance d'intégrer les services publics et les services privés, comme cela se fait en Europe, pour soulager le système public. J'aimerais savoir ce qu'il en pense.

[Français]

**M. Guy André:** Monsieur le Président, j'aimerais informer mon collègue que la santé est une compétence provinciale, donc une compétence du Québec.

Au Québec, le système de santé est organisé. Nous avons le ministère de la Santé et des Services sociaux. Dans chacune des régions, nous avons des agences régionales, nous avons des CLSC, des centres de santé et des centres jeunesse. Notre appareil distribue des services à tous les types de clientèle, soit les jeunes, les personnes âgées et les personnes en perte d'autonomie qui ont besoin de recevoir des services hospitaliers. Nous avons un très bon système de santé. Il est très organisé. Nous n'avons pas besoin d'un système de santé parallèle.

Tout ce que nous demandons au gouvernement fédéral, c'est qu'il transfère l'argent que nous versons à Ottawa, et ce afin de soutenir davantage notre secteur de santé qui subit actuellement d'énormes pressions à cause du vieillissement de la population.

Ici, à Ottawa, on investit des sommes d'argent dans une commission sur la santé mentale. Au Québec, il y a une politique sur la santé mentale. Nous avons des intervenants en santé mentale dans les CLSC, nous avons des équipes de santé mentale dans les hôpitaux, nous avons des psychiatres, des travailleurs sociaux, des psychologues et des infirmières. Nous avons un ensemble de services. Nous n'avons pas besoin d'Ottawa...

• (1130)

**Le vice-président:** Questions et commentaires. L'honorable député de Hamilton-Est—Stoney Creek a la parole.

[Traduction]

**M. Wayne Marston (Hamilton-Est—Stoney Creek, NPD):** Monsieur le Président, le député du Bloc a-t-il été aussi consterné que moi lorsqu'il a entendu le discours du Trône? Je m'attendais à entendre parler des pensions et des aînés, mais mes espoirs ont été déçus.

Ne serait-ce pas un bon moment pour apporter des changements dynamiques à notre régime d'assurance-emploi? Il existe en réalité une iniquité du fait que le nombre de semaines de prestation varie selon les régions. Les travailleurs du Québec et de l'Ontario semblent pénalisés comparativement aux travailleurs des autres régions du pays.

J'attirerai l'attention du député sur un autre point également. Selon les rapports, il semble que le premier ministre cible maintenant les fonctionnaires du pays et qu'il en fait des boucs émissaires pour détourner l'attention de la vraie crise.

[Français]

**M. Guy André:** Monsieur le Président, j'aimerais remercier mon collègue de sa question.

Bien sûr, le Bloc québécois est en faveur d'un développement économique qui soutient le domaine social. Ici, nous sommes devant un gouvernement qui ne tient pas compte des individus aux prises avec des pertes d'emploi. On refuse de bonifier le régime d'assurance-emploi. Celui-ci était beaucoup plus généreux dans les années 1970 et 1980, alors que les prestataires y avaient droit pendant environ un an.

Parlons maintenant des personnes âgées. Le Supplément de revenu garanti existe pour les personnes âgées qui vivent au niveau du seuil de la pauvreté, soit avec 8 000 \$ par année. On doit soutenir ces personnes. Ce gouvernement ne tient pas compte de l'individu, n'offre pas de services de protection sociale et n'investit pas pour protéger des gens aux prises avec des problèmes économiques. Ce que le gouvernement doit faire, c'est investir dans l'humain, tout en continuant d'investir, bien sûr, dans le développement économique...

**Le vice-président:** À l'ordre. Nous reprenons le débat. Le secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien a la parole.

[Traduction]

**M. Dean Del Mastro (secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien, PCC):** Monsieur le Président, c'est pour moi un honneur d'intervenir ce matin pour appuyer le discours du Trône du gouvernement qui s'intitule, *Protéger l'avenir du Canada*.

J'aimerais parler du contexte dans lequel le discours du Trône a été rédigé. Je constate que personne ce matin n'a parlé de la situation actuelle du Canada ni des objectifs recherchés lorsqu'on rédige le discours du Trône. Certains députés de l'opposition qui ont pris la parole ce matin ont dit souhaiter des réactions et des solutions impulsives. Ce n'est pas là le but du discours du Trône. Le discours

### L'Adresse

du Trône est un plan qui doit guider le Canada dans la bonne direction de manière à protéger notre avenir.

Avant de commencer mon discours, je souhaite attirer votre attention sur quelques manchettes de ce matin, question de vous mettre en contexte:

Étant donné le ralentissement aux États-Unis, le principal partenaire commercial du Canada, la performance économique du Canada semble avoir défié les experts dernièrement. Par exemple, pendant que les ventes de voitures dégringolaient aux États-Unis le mois dernier, elles connaissaient une hausse de 1 p. 100 au Canada.

En fait, les ventes d'automobiles ont augmenté d'environ 1,4 p. 100.

L'économie américaine a perdu plus d'un million d'emplois au cours des 12 derniers mois, alors qu'à la fin octobre, durant la même période, 223 000 emplois avaient été créés au Canada.

Le discours du Trône porte sur la protection de l'avenir du Canada. Pour protéger l'avenir du Canada, il faut protéger ses acquis. Le Canada n'est pas une île. Notre principal partenaire commercial, le pays avec lequel nous partageons la plus longue frontière non défendue au monde, est l'épicentre de la crise économique mondiale. C'est le genre de détail dont il faut tenir compte. Nous pensons qu'il faut protéger nos acquis.

Le 14 octobre, les Canadiens ont confié au gouvernement un mandat renouvelé et élargi, un mandat plus fort, afin qu'il dirige le Canada pendant cette période difficile. En s'engageant dans ce nouveau mandat, le gouvernement est déterminé à assurer le leadership énergique auquel les Canadiens aspirent. Nous protégerons les Canadiens pendant cette période difficile et nous collaborerons avec eux pour assurer notre prospérité future. Nous allons soutenir les travailleurs et les entreprises du Canada dans leur poursuite d'un avenir meilleur.

Le gouvernement est déterminé à préserver le succès du Canada pendant cette période d'incertitude mondiale. Le discours du Trône contient le plan élaboré par le gouvernement pour aider à protéger la sécurité économique du Canada. Ce plan est basé sur cinq principes, notamment la réforme du secteur financier mondial, la saine gestion des finances publiques, l'importance de la sécurité d'emploi pour les familles et les collectivités, la promotion de l'investissement et du commerce, et l'action gouvernementale plus efficace.

Le discours du Trône contient également notre plan pour diriger le pays. Celui-ci s'inspire du travail réalisé pendant le mandat précédent. Nous y mettons l'accent sur les priorités qui comptent réellement pour les Canadiens, les priorités qui ont permis de concrétiser le type de résultats que j'ai énumérés au début de mon exposé, le type de priorités qui nous ont permis de devancer tous les pays du G8. Alors que nous entrons dans cette période difficile, le Canada reste le seul pays du G8 à afficher un excédent budgétaire pour l'exercice en cours, à rembourser la dette tout en réduisant les impôts.

Le discours du Trône contient notre plan pour diriger le pays, plan qui s'inspire de notre mandat. Nous avons l'intention d'assurer notre avenir énergétique, de lutter contre les changements climatiques et de préserver notre environnement, de multiplier les occasions pour tous les Canadiens, d'assurer la sécurité des Canadiens, de contribuer à la sécurité mondiale et de renforcer nos institutions.

Je tiens à insister sur un certain nombre de priorités qui figurent dans le discours du Trône. Plutôt que de discourir de tout et de rien et de me contenter de faire un survol à haute altitude des questions, je vais parler d'un certain nombre de dossiers qui préoccupent directement les Canadiens aujourd'hui.

*L'Adresse*

Lorsque la campagne électorale a débuté, j'entendais parler de nombreux problèmes dont il n'est plus question maintenant. Il y a quelques mois à peine, le prix de l'essence était le principal sujet de discussion. Je suis certain que nombre de députés se souviendront d'en avoir entendu parler. Il s'agissait alors de la question qui était au premier plan des préoccupations des Canadiens. Ce n'est plus le cas actuellement. D'autres choses les préoccupent. Dans ma circonscription, Peterborough, j'entends beaucoup parler du secteur industriel.

Peterborough est un centre manufacturier. L'activité industrielle fait partie de notre patrimoine et de notre histoire depuis que Thomas Edison y a implanté la société Edison Electric, qui est devenue la Générale Électrique du Canada. Les députés m'entendent souvent parler de la ville électrique pour désigner Peterborough et de la région de la ville électrique pour désigner ma circonscription. Peterborough a été la première ville en Amérique du Nord à disposer d'un éclairage des voies publiques et cela grâce à Thomas Edison, qui y a implanté la société Générale Électrique, et au potentiel de production d'hydroélectricité de la rivière Otonabee, qui traverse la région.

•(1135)

L'industrie a toujours constitué l'une des principales activités de Peterborough et revêt une importance considérable pour la région. Le secteur de l'automobile est très présent dans ma circonscription. La société General Motors est le plus grand employeur privé de Peterborough. De nombreux fournisseurs de pièces sont eux aussi établis dans ma circonscription et créent de l'emploi. Il est évident que le secteur de l'industrie est très important pour les gens de ma circonscription, et pour moi leur représentant.

Le discours du Trône contient des engagements précis de la part de notre gouvernement. J'aimerais souligner certains d'entre eux ainsi que notre engagement à l'égard de l'industrie:

Afin de réduire davantage les pressions sur les coûts d'exploitation des entreprises canadiennes, notre gouvernement prendra des mesures pour encourager les sociétés à investir dans le renouvellement du matériel et de l'outillage.

Le secteur manufacturier au Canada, et en particulier la construction automobile et l'aérospatiale, se fragilise de plus en plus. Notre gouvernement apportera de nouveaux soutiens à ces industries.

Je constate que notre plan économique, Avantage Canada, ainsi que les budgets récents, nous ont permis de progresser considérablement vers la création d'un climat d'affaires favorisant l'investissement à long terme, l'innovation et la création d'emploi dans tous les secteurs de l'économie. Je reviens une fois de plus à mes commentaires de départ. Alors que les États-Unis ont perdu un million d'emplois, le Canada en a gagné 226 000 au cours de la même période. De fait, depuis que notre gouvernement est au pouvoir, soit un peu moins de trois ans, nous avons ajouté plus de 800 000 emplois à l'économie canadienne. Plus de 17 millions de Canadiens travaillent à temps plein à l'heure actuelle. C'est un record. Le taux de chômage est proche d'un minimum historique, à 6,1 p. 100. Nous constatons donc les effets des mesures prises par notre gouvernement.

Tout en reconnaissant l'importance stratégique du secteur manufacturier et le défi que posent, pour nos entreprises, la situation financière et la compétitivité à l'échelle du monde, notre gouvernement a réduit les impôts pour faire baisser les coûts d'entreprise. Nous avons aidé les entreprises à être concurrentielles et à créer des emplois. D'ici à 2012-2013, le gouvernement du Canada aura assuré plus de 9 milliards de dollars en allègements fiscaux au secteur de la fabrication. Notre gouvernement prend des mesures dans le domaine scientifique pour renforcer les secteurs de l'automobile, de

l'aéronautique et de la défense, et pour rendre le capital plus accessible aux PME du secteur manufacturier canadien.

Le ministre des Finances est intervenu très rapidement au cours du dernier mois pour que le marché soit bien pourvu en liquidités, de manière à ce que les banques puissent continuer à prêter. En agissant de la sorte, il aide le secteur manufacturier, l'entreprise et notamment la petite entreprise dans des endroits comme Peterborough et les 308 circonscriptions d'un bout à l'autre du pays. C'est la raison pour laquelle les mesures prises par le gouvernement actuel et décrites dans le discours du Trône ont une importance si critique.

Il convient également de rappeler que, dans le budget de 2008, le gouvernement du Canada est venu en aide à l'industrie canadienne et plus particulièrement au secteur manufacturier en mettant en oeuvre des mesures précises, comme la création du Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile. Ce fonds appuie la recherche stratégique à grande échelle et des projets de développement dans le secteur de l'automobile. Je suis fier de signaler que des engagements ont été pris concernant, par exemple, l'usine de moteurs d'Essex, près de Windsor. Le fonds a été créé pour appuyer la transition de cette usine, la rendre plus concurrentielle et, donc, garantir des emplois au Canada pour l'avenir. C'est dire toute l'importance d'un tel fonds.

Je rappelle que les allègements fiscaux de 9 milliards de dollars sur cinq ans englobent des réductions d'impôt généralisées et un amortissement accéléré temporaire visant les machines et le matériel. À cet allègement fiscal vient s'ajouter un accès amélioré au capital.

Les entreprises canadiennes ont profité de l'amortissement accéléré. Elles ont investi dans du nouvel équipement. Par exemple, Quaker Oats, une filiale de Pepsi-QTG, a investi quelque 26 millions de dollars dans son usine de Peterborough au cours des deux dernières années. C'est un bon exemple de l'avantage accordé par un amortissement accéléré, qui améliore l'efficacité, la compétitivité et la rentabilité des entreprises. Cette mesure protège 700 emplois dans le secteur manufacturier à Peterborough. On voit bien que cela a un effet.

Qu'est-ce qui est à la base de l'industrie canadienne? Qu'est-ce qui lui permet d'être concurrentielle? Lorsque je parle aux chefs d'entreprise du Canada, ils me disent qu'ils ont véritablement besoin de l'infrastructure nécessaire pour soutenir leurs activités centrales. Ils sont prêts à investir si nous établissons un environnement favorable, si nous mettons en oeuvre de bonnes mesures fiscales, une fiscalité compétitive, et si nous leur donnons accès au capital. Nous devons faire en sorte que nous banques puissions appuyer les entreprises et financer ces investissements. Les chefs d'entreprise ont besoin d'une infrastructure moderne qui aide les entreprises.

•(1140)

C'est pourquoi notre gouvernement a lancé Chantiers Canada, un fonds de 33 milliards de dollars, le plus important investissement du gouvernement fédéral dans l'infrastructure depuis la Seconde Guerre mondiale. Qu'est-ce que le discours du Trône disait à propos de Chantiers Canada? Quels autres engagements avons-nous pris en ce qui concerne l'infrastructure qui appuie les entreprises canadiennes?

D'abord, nous avons souligné que le gouvernement a fait preuve de leadership pour mettre en oeuvre un plan d'infrastructure qui aide les provinces, les territoires et les collectivités de toutes tailles à moderniser l'infrastructure qui permet une économie plus forte, un environnement plus sain et des collectivités plus prospères.

*L'Adresse*

Grâce à Chantiers Canada, un plan sans précédent, notre gouvernement verse un financement à long terme, stable et prévisible pour répondre aux besoins en matière d'infrastructure partout au Canada. Le gouvernement continuera de collaborer de manière constructive avec ses partenaires des provinces et des municipalités afin de cibler et d'approuver plus rapidement les projets d'infrastructure et d'accélérer les versements. Notre contribution de 33 milliards de dollars pour mettre le Canada en chantier est formidable. Mon parti a fait preuve d'un leadership exceptionnel en affectant une telle somme à des projets qui vont changer les choses. Il demeure toutefois important de veiller à ce que l'argent prévu soit versé à nos partenaires des provinces et des municipalités.

Alors que notre gouvernement assure un investissement sans précédent de 33 milliards de dollars sur une période de sept ans, jusqu'en 2014, le plan offre également aux provinces un financement à long terme prévisible et flexible qui les aidera à restaurer l'infrastructure au pays. Le gouvernement a signé une entente cadre avec chacune des provinces canadiennes, ce qui est très important parce que l'argent doit pouvoir circuler.

Je tiens également à souligner que si nous avons assuré une certaine prévisibilité aux provinces, nous l'avons également fait pour les municipalités qui le réclamaient depuis longtemps. En rendant permanent le remboursement de la TPS aux municipalités, nous les avons aidées à prévoir leur budget.

Lorsque j'ai rencontré les représentants des municipalités au cours de l'hiver 2006, environ 10 mois après avoir été élu, ils m'ont dit que, pour faciliter la planification au niveau des infrastructures, ils devaient savoir combien d'argent ils pouvaient compter recevoir des gouvernements provincial et fédéral sur une période d'au moins dix ans pour pouvoir établir leurs priorités en matière d'infrastructure.

Qu'avons-nous fait? Nous leur avons précisé quels montants ils allaient obtenir au cours des prochaines périodes et nous leur avons assuré qu'ils pourraient compter sur un transfert de la taxe sur l'essence dorénavant permanent. Nous leur avons également accordé le plein remboursement de la TPS, une mesure qui a permis à la ville de Peterborough d'économiser environ 700 000 \$ par année. C'est une somme importante pour une ville ayant un budget de quelque 80 millions de dollars. Tous reconnaîtront qu'il s'agit là d'une somme importante.

De quoi d'autres les industries ont-elles besoin? Nous leur offrons l'environnement concurrentiel dont elles ont besoin. Nous appuyons leurs investissements. Nous voyons à ce que les banques les épaulent. Nous leur offrons l'infrastructure de premier ordre dont elles auront besoin pour commercialiser leurs produits. Et de quoi d'autres ont-elles besoin encore? Elles ont besoin de marchés.

Le Canada est un pays commerçant. Comme mes collègues ne sont pas sans le savoir, les réussites du Canada sont tributaires des marchés auxquels il a accès. Nous savons que les États-Unis sont le principal partenaire commercial du Canada, mais notre pays mettrait son indépendance économique en péril en mettant tous ses oeufs dans le même panier. Ce n'est pas ce que nous voulons faire. Voyons un peu certaines des nouvelles ententes que notre gouvernement vient de signer. Elles sont mentionnées dans le discours du Trône.

Nous allons chercher à conclure de nouveaux accords commerciaux en Asie et dans les Amériques, ainsi qu'avec l'Union européenne, afin d'ouvrir des marchés aux entreprises canadiennes. Dans le cadre de sa stratégie commerciale mondiale, le Canada prévoit entreprendre des négociations commerciales musclées en vue d'obtenir un accès concurrentiel aux marchés qui offrent d'importants débouchés pour nos produits et notre expertise.

Le gouvernement s'efforcera de finaliser des accords commerciaux bilatéraux qui assureront plus de prospérité économique aux Canadiens. Le Canada et l'Union européenne s'emploient à élaborer des mandats formels dans le but de lancer, dès que possible, des négociations visant un partenariat économique. Cela constitue une priorité du premier ministre du Québec en particulier, M. Jean Charest, qui a souvent parlé de la nécessité d'établir un partenariat économique, un accord commercial, avec l'Union européenne. Notre gouvernement agit dans ce dossier et obtiendra des résultats.

● (1145)

Je rappelle que, cette fin de semaine, nous avons signé un autre accord commercial bilatéral. Le gouvernement ratifiera les résultats des négociations commerciales qui ont été menées à bien avec les pays de l'AELE, le Pérou, la Colombie et la Jordanie. Là encore, la stratégie commerciale mondiale du Canada fait état de négociations commerciales musclées pour ouvrir de nouveaux débouchés aux entreprises canadiennes.

J'ai parlé brièvement de Peterborough, des entreprises qui s'y trouvent et du fait que Peterborough constitue un centre manufacturier. De fait, l'Ontario fait figure de chef de file mondial en matière d'énergie nucléaire. Quelque 40 000 travailleurs qualifiés dans le domaine du nucléaire vivent et travaillent dans cette province.

Peterborough, où a été fondée la Générale électrique du Canada, a toujours été un chef de file en matière d'énergie nucléaire. Les sociétés Numet, Générale électrique et Camco sont au nombre de celles qui emploient des gens de ma circonscription.

Le gouvernement s'est expressément engagé envers l'énergie nucléaire dans le discours du Trône. Le Canada est un chef de file mondial dans ce domaine. Des pièces de bon nombre de génératrices utilisées un peu partout dans le monde ont été fabriquées à l'usine de la Générale électrique de Peterborough. La plupart des plus importantes génératrices hydroélectriques utilisées dans le monde ont été fabriquées à Peterborough, notamment celles du barrage Hoover et de Churchill, ainsi que des génératrices utilisées dans l'ensemble de l'Asie et de l'Amérique du Sud. Elles ont toutes été fabriquées à Peterborough.

Nous avons le savoir-faire pour construire ces appareils et générer de l'électricité verte. L'Ontario, dont ma circonscription entre autres, possède ce savoir-faire. Lorsque le gouvernement s'engage à faire en sorte que le Canada ait une réglementation efficace afin d'encadrer d'éventuels projets nucléaires provinciaux, il soutient les entreprises ontariennes.

Ce que nous savons, c'est que le nucléaire est une technologie éprouvée et fiable pour produire une énergie abondante. L'énergie nucléaire est sécuritaire, propre et ne produit aucune émission. Au Canada et ailleurs dans le monde, on investit dans le nucléaire pour atteindre les objectifs en matière de sécurité énergétique et de lutte contre les changements climatiques.

*L'Adresse*

Il est clair que le nucléaire continuera de faire partie de l'éventail de sources d'énergie du Canada puisqu'il représente 15 p. 100 de l'électricité produite au Canada, pourcentage qui passe à 50 p. 100 en Ontario. Si on regarde ce qui se fait dans d'autres pays concurrents, par exemple en France, un autre pays du G8, on remarque que près de 90 p. 100 de la capacité de production de base de ce pays provient du nucléaire. Cela a permis à la France d'enregistrer un rendement supérieur aux autres pays dans certains domaines, comme les changements climatiques. Le nucléaire représente une solution réaliste pour répondre aux besoins énergétiques futurs de l'Ontario et du Canada. On envisage l'énergie nucléaire comme une solution de rechange possible aux sables bitumineux de l'Alberta, ce qui permettrait également à la province de réduire ses émissions de gaz à effet de serre.

Le gouvernement continue d'appuyer le travail de la Commission canadienne de sûreté nucléaire, un organisme de réglementation indépendant et fort qui supervisera les demandes liées à tous les nouveaux projets nucléaires. Comme il a été noté dans le budget de 2008, nous aidons également Énergie atomique du Canada limitée en lui fournissant de nouveaux fonds et en lui donnant une nouvelle direction qui, à notre avis, lui permettront de s'orienter vers l'avenir.

Une autre industrie qui est d'une importance cruciale pour l'Ontario, ainsi que pour votre province natale, monsieur le Président, est celle de l'agriculture. Qu'est-ce que notre parti a fait pour l'agriculture? Qu'est-ce qu'on disait sur l'agriculture dans le discours du Trône?

**L'hon. Wayne Easter:** Rien, rien du tout.

**M. Dean Del Mastro:** J'entends le député de Malpeque. Il ne parvient pas à se contenir. Il est extrêmement heureux des engagements que nous avons pris à l'égard de l'agriculture ainsi que de la façon dont notre parti avance dans ce dossier et apporte son appui aux agriculteurs.

Dans le discours du Trône, on a parlé plus particulièrement de la manière dont le gouvernement protégera le système de régulation de l'offre au Canada. On a également abordé la question de choix en matière de commercialisation pour les producteurs de céréales de l'Ouest, sujet qui, je le sais, passionne grandement le député de Malpeque. C'est une question qu'il veut aborder et sur laquelle le gouvernement se penchera.

Nous croyons en une industrie agricole vigoureuse au Canada, et nous travaillons en ce sens. C'est pourquoi les Ontariens et les Canadiens vivant dans les régions rurales ont voté en masse pour notre parti, notre gouvernement, le premier ministre, le ministre des Finances et le ministre de l'Agriculture.

En conclusion, les Canadiens ont réitéré leur confiance envers le gouvernement. Le gouvernement est déterminé à assurer la prospérité continue du Canada en temps d'instabilité économique mondiale.

● (1150)

Tous nos efforts viseront à résoudre les problèmes que la main-d'oeuvre, les familles et les entreprises canadiennes rencontreront maintenant et à l'avenir.

**L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.):** Monsieur le Président, le député de Peterborough fait preuve de tellement d'imagination en tentant de réécrire l'histoire qu'il en oublie les faits. Il a parlé dans son discours du remboursement de la taxe sur l'essence et du remboursement de la TPS aux collectivités. Le fait est qu'il s'agit là d'initiatives entreprises par le gouvernement précédent.

Voici ce qu'a vraiment réalisé le gouvernement dont le député fait partie. Il est étrange que le discours du Trône s'intitule « Protéger l'avenir du Canada », alors qu'aucun premier ministre et aucun gouvernement dans l'histoire du pays n'a autant ébranlé la situation financière du Canada que ce parti et ce premier ministre. Les conservateurs ont miné la capacité fiscale du pays. Ils ont grugé les excédents budgétaires. Ils ont déclaré pendant la campagne électorale qu'il n'y aurait pas de déficit. Pourtant, le premier ministre a dit aujourd'hui qu'il y aurait maintenant un déficit, qu'il a attribué à l'économie mondiale, alors que la faute revient en réalité à lui et à son parti. Ce sont leurs actions qui ont miné la sécurité financière du Canada.

Ma question porte toutefois sur les déclarations du député relativement à l'agriculture.

À la fin de ses observations, le député a déclaré qu'en votant comme ils l'ont fait dans les régions rurales du pays, les Canadiens ont démontré leur confiance en ce gouvernement. C'est faux. Les conservateurs ont obtenu davantage de sièges, mais nous savons que ce parti a obtenu moins de voix qu'aux élections précédentes. Il faut rétablir les faits. Il ne s'agit pas là d'une confiance accrue, mais bien du contraire. Le système parlementaire leur a accordé davantage de sièges, j'en conviens, mais la question est: que vont-ils faire pour les producteurs primaires de ce pays?

Nous savons qu'à la dernière législature vous avez utilisé tous les moyens antidémocratiques existants pour saper l'autorité de la Commission canadienne du blé. Vous avez déboursé 1,1 milliard de dollars de moins...

● (1155)

**Le vice-président:** À l'ordre, s'il vous plaît. le député de Malpeque sait qu'il ne doit pas s'adresser directement aux autres députés, qu'il doit formuler ses observations par l'intermédiaire de la présidence.

Le secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien a la parole.

**M. Dean Del Mastro:** Monsieur le Président, le député de Malpeque tient des propos plutôt énigmatiques. Un plus grand nombre d'agriculteurs a élu un plus grand nombre de conservateurs d'un bout à l'autre du pays, mais le député ne croit pas que les producteurs agricoles appuient plus solidement les conservateurs pour autant. D'ici la fin de la journée, le député va assurément tenter de justifier ses propos, mais je ne crois pas qu'il puisse fournir une explication rationnelle.

Le député a d'abord soulevé des questions que j'aimerais aborder. Le Parti libéral parle souvent des excédents faramineux qu'il avait l'habitude de dégager. Comme nous le savons tous, les libéraux ont réalisé des excédents faramineux. Cependant, ils ne pouvaient pas les prévoir. Ils disaient par exemple qu'ils prévoyaient des excédents de quelque 3 milliards de dollars. Ils surimposaient les contribuables, puis s'exclamaient, par après, « surprise, nous avons réalisé un excédent de plusieurs milliards de dollars, et même de plus de dix milliards de dollars », ce qui bien sûr les amenait à faire des dépenses qui ne bénéficiaient pas toujours aux Canadiens.

*L'Adresse*

Par exemple, le dernier budget des libéraux prévoyait une hausse de 14 p. 100 des dépenses, mais le type d'orientation fondée sur des principes qu'on s'attend à trouver dans les budgets, le type de mesures garantant de résultats au Canada n'y étaient pas. J'ai indiqué qu'au cours des 12 derniers mois 226 000 nouveaux emplois ont été créés et que les ventes d'automobiles étaient à la hausse au Canada. Aux États-Unis, on a perdu un million d'emplois et on a vendu la moitié moins d'automobiles que dans le passé. Voilà la différence. C'est au leadership du premier ministre qu'on la doit.

En outre, dans le dossier agricole, nos producteurs savent qu'ils peuvent compter sur notre gouvernement en ce qui a trait à l'OMC. Ils savent que nous défendons la gestion de l'offre. Nous l'avons prouvé. En 13 ans, les libéraux n'ont jamais soutenu la gestion de l'offre auprès de l'OMC. Ils ont failli à la tâche.

[Français]

**M. Paul Crête (Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup, BQ):** Monsieur le Président, tout le monde au Canada sait que ce qui empêche le gouvernement de toucher à la gestion de l'offre, et c'est la motion qui a été adoptée en cette Chambre sous un gouvernement minoritaire et à laquelle le gouvernement actuel est obligé de se plier. Aussitôt qu'il y aura un gouvernement majoritaire au Canada, particulièrement s'il est conservateur, la gestion de l'offre disparaîtra dans le grand marché mondial, dans l'ouverture des marchés que les conservateurs souhaitent. C'est évident et, en ce sens, les Québécois ont fait preuve d'une sagesse très sérieuse...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Paul Crête:** Je vois que les députés conservateurs se sentent provoqués parce qu'ils savent que cette situation est vraie, effectivement.

Une autre chose est assez paradoxale. Aujourd'hui, on discute d'un discours du Trône en cette Chambre, mais le vrai discours du Trône, le premier ministre l'a prononcé au Pérou en fin de semaine. Il a dit qu'il y aurait un déficit, qu'il y aurait une récession, même s'il a mis le mot « technique » au bout pour adoucir le tout. Or c'est complètement à l'inverse du discours que tenait le premier ministre pendant la campagne électorale.

On est venu en aide aux banques, on veut venir en aide aux industries, et c'est bien. Le gouvernement sera-t-il logique et, à la suite des déclarations du premier ministre en fin de semaine, fera-t-il aussi en sorte que les gens les plus mal pris de notre société, ceux qui vont perdre leur emploi durant cette récession, aient un régime d'assurance-emploi adéquat? Par exemple, on pourrait faire disparaître le délai de carence de deux semaines qui, actuellement, pénalise les personnes qui perdent leur emploi et qui ont besoin de cet argent pour joindre les deux bouts à la fin du mois.

[Traduction]

**M. Dean Del Mastro:** Monsieur le Président, encore une fois, et comme le député a commencé par parler de la gestion de l'offre, j'aimerais souligner quelques-unes des mesures que notre gouvernement a prises dans ce domaine.

Tout d'abord, nous nous sommes assurés auprès de l'OMC que tous nos partenaires n'aient aucun doute sur le fait que le Canada allait défendre la gestion de l'offre, quoi qu'il advienne. C'est là la position adoptée par notre gouvernement.

En outre, revenons aux mesures que nous avons prises depuis le début de la dernière législature. Nous avons été le premier parti à prendre des mesures pour contrer des problèmes, comme celui de l'importation d'huiles de beurre et de concentrés de protéines laitières. Ces produits inondaient notre marché et étaient exempts

de nos tarifs douaniers sur les produits laitiers importés. Nous avons recouru à l'article XXVIII à cet égard.

Nous savons que le Parti libéral n'a rien fait sur la question des huiles de beurre, qui ont remplacé une grande partie de la production laitière canadienne. Les concentrés de protéines laitières étaient de nouveaux ingrédients importés pour la fabrication de fromages, remplaçant les produits laitiers canadiens. Nous avons recouru à l'article XXVIII pour plafonner ces importations et avons introduit des normes de composition pour les fromages. Si ce ne sont pas là des mesures prises par un gouvernement qui appuie la gestion de l'offre, j'aimerais savoir comment les partis de l'opposition qualifieraient ces mesures. Nous appuyons la gestion de l'offre. Ils en ont manqué des bouts, ma foi.

● (1200)

**M. Bruce Hyer (Thunder Bay—Superior-Nord, NPD):** Monsieur le Président, je m'élève contre la façon dont le député de Peterborough parle au nom des Canadiens, disant qu'ils sont pour l'énergie nucléaire et pour la planification de sa production.

Dans la circonscription de Thunder Bay—Superior Nord et dans tout le Nord de l'Ontario, la plupart de mes électeurs trouvent que l'énergie nucléaire est coûteuse, dangereuse et risquée et ils ne veulent pas que des déchets nucléaires soient enfouis dans leur région. Ce que mes électeurs de Thunder Bay—Superior-Nord et les Canadiens du Nord de l'Ontario veulent, c'est une énergie durable. Nous voulons des investissements dans les énergies solaire, éolienne, hydroélectrique et géothermique. Nous voulons surtout que le gouvernement investisse sérieusement dans la conservation.

Ma question pour le député est la suivante. Quand le parti du député s'intéressera-t-il aux sources d'énergie durable et quand et comment investira-t-il dans ces formes d'énergie et élaborera-t-il un plan dans ce sens?

**M. Dean Del Mastro:** Monsieur le Président, puisque le député est nouveau à la Chambre, nous lui pardonnerons de n'être pas informé des nombreux investissements que notre gouvernement a faits dans les sources d'énergie nouvelles et durables, comme l'énergie solaire et l'énergie éolienne, et la séquestration du carbone, comme à Weyburn, en Saskatchewan. Il ne connaît pas ces mesures. En fait, le député précédent de Thunder Bay—Superior-Nord, Joe Comuzzi, était au courant de ces choses et comprenait très bien l'économie canadienne dans ses grandes lignes.

Comme je l'ai déclaré dans mon discours, 40 000 Ontariens travaillent dans le secteur nucléaire. Nous sommes parmi les premiers dans le monde pour ce qui est du nucléaire et je suggère fortement au député de faire ses recherches et de s'informer au sujet de l'histoire du Canada et de notre bilan dans le secteur nucléaire. Nous sommes des meneurs dans le monde. Le monde aura besoin d'énergie. Il aura besoin d'une énergie propre et c'est pourquoi il est important de faire progresser la technologie nucléaire canadienne et le savoir-faire canadien dans le domaine nucléaire. Les 40 000 Ontariens qualifiés qui travaillent dans ce secteur sont les premiers dans le monde et notre gouvernement les soutient.

**L'hon. Scott Brison (Kings—Hants, Lib.):** Monsieur le Président, je partagerai le temps dont je dispose avec le député de Charlottetown.

C'est avec grand plaisir que j'interviens aujourd'hui dans le débat sur l'Adresse en réponse au discours du Trône. Avant de commencer, je tiens à remercier la population de Kings—Hants de m'avoir élu député pour la cinquième fois. La population de ma circonscription m'a fait l'honneur et le privilège de me choisir pour être sa voix ici, à la Chambre des communes.

### L'Adresse

Lors des dernières élections, les Canadiens ont élu un gouvernement minoritaire. En tant que parlementaires, nous devons travailler ensemble en respectant la volonté de l'électorat et en nous efforçant de bien faire fonctionner le Parlement. Il nous incombe à tous, à tous les partis et à tous les chefs, de mettre le sectarisme de côté et de faire fonctionner le Parlement dans l'intérêt supérieur des Canadiens, particulièrement pendant la période économique difficile que nous traversons.

Il est également important pour nous tous de faire preuve de la plus grande franchise lorsque nous parlons aux Canadiens des défis à affronter et de leurs causes profondes. La clarté en matière financière est aujourd'hui d'une importance capitale. Après 11 années d'excédents budgétaires, c'est avec tristesse que beaucoup de Canadiens ont vu le mot « déficit » dans le discours du Trône, tandis que le gouvernement essaie de préparer la population à ce qui semble être un déficit inévitable. Après la planification soignée pratiquée pendant des années par les gouvernements libéraux précédents, voici que, à peine trois années plus tard, le gouvernement conservateur est sur le point de nous faire retomber en situation de déficit.

Il y a 15 ans, un gouvernement libéral avait hérité d'un déficit de 42 milliards de dollars du gouvernement conservateur précédent. Grâce à la gestion financière énergique des gouvernements libéraux de M. Chrétien et de M. Martin, le Canada a réussi à sortir de cette impasse, à éliminer le déficit et à commencer à rembourser la dette.

Les Canadiens se souviendront du fait qu'il n'a pas été facile de rétablir l'équilibre budgétaire. Il a fallu prendre de dures décisions et consentir de nombreux sacrifices. Pour maintenir ces gains durement acquis, un consensus s'est formé au Canada : les gouvernements doivent prendre toutes les précautions possibles pour éviter un déficit. Voilà pourquoi le ministre libéral des Finances, Paul Martin, avait établi une réserve pour éventualités de façon permanente dans le cadre financier du Canada.

Comme libéraux, nous admettons qu'un gouvernement n'est pas toujours en mesure de prévoir les chocs économiques extérieurs. Toutefois, il peut et doit se préparer en prévision de tels chocs.

Différentes crises ont suscité de l'incertitude économique : les attentats terroristes du 11 septembre 2001, l'épidémie de SRAS, les cas d'ESB signalés au Canada ainsi que les crises entraînées par les fluctuations des taux de change. Sous le régime libéral, le Canada a non seulement réduit sa dette et diminué les impôts sur le revenu des entreprises et sur les investissements, mais a aussi eu une performance financière et économique qui a fait l'envie des pays du G8.

Il y a seulement trois ans, les conservateurs ont hérité de la plus forte économie et de la plus forte situation financière de l'histoire du Canada. Nous avons l'économie la plus forte du G8. Nous avons un excédent budgétaire de 13 milliards de dollars, nous disposons d'une réserve pour éventualités de 3 milliards de dollars, nous avons les meilleurs chiffres de création d'emplois depuis 30 ans et nous n'avons aucun déficit.

Depuis, les conservateurs ont réussi non seulement à gaspiller l'excédent de 13 milliards, mais aussi à éliminer la réserve de 3 milliards qui devait servir à parer aux imprévus. Ils ont ainsi privé le Canada de la capacité de réagir au ralentissement économique qui s'annonce.

Au cours de la période d'abondance, les conservateurs ont vidé les coffres et ont placé le Canada dans une telle situation que nous n'avons plus aujourd'hui les moyens d'aider les Canadiens vulnérables en période de difficultés.

Il ne s'agit pas seulement d'argent. Les Canadiens se sentent vulnérables à cause de la récession qui menace et de la situation économique dans le monde. Les Canadiens veulent que leur gouvernement se prépare à affronter les chocs extérieurs. Ils veulent être sûrs qu'en période de crise, leur gouvernement soit non seulement disposé à aider ceux qui en ont besoin, mais ait également les moyens de le faire.

Au cours de la campagne électorale, le premier ministre a trompé les Canadiens au sujet de la possibilité d'un déficit.

• (1205)

Aujourd'hui, les conservateurs essaient de tromper les Canadiens en ce qui a trait à la cause du déficit.

Il s'agit d'une question importante lorsqu'un gouvernement minoritaire est au pouvoir. Si nous voulons envisager les solutions honnêtement, nous devons envisager les problèmes honnêtement. En tant que députés, nous ne pouvons pas proposer des solutions pour l'avenir de l'économie canadienne à moins d'être prêts à admettre la vérité à propos de certains problèmes auxquels nous devons faire face, même si c'est une vérité qui dérange.

Le déficit n'a pas été causé par la situation économique dans le monde, mais bien par le gouvernement conservateur. La semaine dernière, Kevin Page, le directeur parlementaire du budget, a affirmé précisément dans son rapport que le déficit a été causé par les orientations stratégiques du gouvernement conservateur. Il a pointé du doigt les décisions prises, notamment le choix de réduire la TPS plutôt que d'appliquer d'autres mesures d'allègement fiscal, comme des réductions de l'impôt sur le revenu, qui auraient davantage stimulé la croissance et amélioré les perspectives économiques. Il a en outre indiqué que les conservateurs avaient augmenté les dépenses de 25 p. 100 depuis leur arrivée au pouvoir.

Bien des gens voyaient qu'on se dirigeait vers ce genre de problème et, longtemps avant la présentation du rapport de M. Page, mettaient déjà en doute la capacité des conservateurs d'assumer leurs responsabilités financières. En février dernier, un éditorial du *Globe and Mail* comparait le bilan des libéraux à celui des conservateurs en matière d'économie. Voici ce que disait cet éditorial:

Quel parti a pris les commandes du pays alors que ce dernier croulait sous le poids de sa dette et a adopté de rigoureuses et douloureuses mesures d'économie jusqu'à ce que le gouvernement fédéral affiche un excédent? Ce sont les libéraux.

Je poursuis la lecture de l'éditorial du *Globe and Mail*:

Quel parti n'a pas vu les signes avant-coureurs du ralentissement économique, a réduit la TPS et a fait des dépenses effrénées, de telle sorte qu'il a mis la table pour un budget minceur, le 26 février, qui risque de précipiter le Canada dans une nouvelle ère de déficits, si le gouvernement ne fait pas attention? Ce sont les conservateurs.

Cet éditorial a paru dans le *Globe and Mail* du 21 février 2008.

Les économistes s'entendent sur ce qu'il faut faire si l'on veut vraiment stimuler l'économie. Les conservateurs disent avoir prévu le coup en réduisant la TPS de manière préventive. Ils affirment qu'ils voulaient stimuler l'économie. Pourtant, dans les budgets où ils ont réduit la TPS, cette mesure n'est pas justifiée par le besoin de stimuler l'économie. En fait, à l'instar de nombreux Canadiens, les conservateurs savent que, s'ils ont réduit la TPS, c'était davantage pour acheter des votes que pour garantir la prospérité.

*L'Adresse*

Les économistes s'entendent pour dire que, si nous voulions vraiment stimuler l'économie, la croissance et la prospérité, nous ferions mieux de réduire les impôts sur le revenu, sur les investissements et sur les profits, plutôt que les taxes à la consommation. Dans son récent rapport intitulé « Réforme fiscale au Canada pour plus d'efficacité et d'équité », l'OCDE soutient qu'il est malavisé de déplacer l'assiette fiscale vers la consommation. Elle y dit que, en général, les réductions de l'impôt des sociétés et de l'impôt sur le revenu favorisent davantage l'efficacité économique parce qu'on croit que de telles réductions contribuent à éliminer une part plus grande du fardeau fiscal excessif que des réductions de la TPS.

Cependant, les conservateurs n'ont pas écouté les économistes et sont allés de l'avant avec leurs mesures fiscales malavisées, et nous voilà maintenant en train de replonger notre pays dans le déficit.

Sur le plan des résultats économiques, on a pu voir les signes avant-coureurs de ce qui s'en venait bien avant que la crise financière mondiale actuelle ne se manifeste. L'économie canadienne a en fait régressé durant la première partie de l'année en cours. Nos chiffres de productivité n'avaient pas été aussi faibles depuis dix-huit ans. S'il y en a qui se demandent si les conservateurs comprennent l'économie, ils n'ont qu'à s'interroger sur la sagesse des propos tenus par le premier ministre durant la campagne électorale.

Le 15 septembre, il a déclaré que si nous étions pour subir un genre de crise ou de récession, cette crise ou cette récession serait probablement déjà arrivée.

C'était le 15 septembre. Les Canadiens qui ont pris le premier ministre au sérieux à ce moment-là, qui ont suivi son conseil et qui ont investi dans le TSX ont vu celui-ci perdre 33 p. 100 de sa valeur depuis ce temps.

Le 7 octobre, le premier ministre a dit que, selon lui, c'était probablement le moment d'acheter des actions pour faire de bonnes affaires. Depuis ce temps, le TSX a reculé de 16 p. 100. Nous nous rendons bien compte que le premier ministre ne réussit pas beaucoup mieux en tant que conseiller en placements qu'en tant qu'économiste.

• (1210)

Les Canadiens sont inquiets, et à juste titre. Au cours des jours et des semaines à venir, il sera d'une importance cruciale que nous, les parlementaires, tenions compte de cela en examinant la mise à jour économique qui nous sera présentée jeudi et en débattant des idées qui pourront aider le Canada à traverser cette période difficile.

Il sera absolument essentiel pour le gouvernement d'être très franc quant aux causes profondes de la situation financière dans laquelle se trouve notre pays. Il sera absolument essentiel que le gouvernement dise la vérité aux Canadiens, c'est-à-dire que ce sont ses politiques fiscales malavisées et ses dépenses excessives qui ont acculé le Canada au déficit. Avant que nous puissions envisager des solutions pour l'avenir, les conservateurs devront être honnêtes quant aux causes des problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui.

**M. Nathan Cullen (Skeena—Bulkley Valley, NDP):** Monsieur le Président, je souhaite au député un bon retour à la Chambre.

Je suis perplexe sur un point concernant l'opinion des libéraux sur ces politiques que le député vient de tourner en dérision. S'il n'était pas d'accord avec le gouvernement sur sa façon d'augmenter les dépenses et de réduire les impôts à la dernière législature, pourquoi le Parti libéral a-t-il passé tout ce temps à appuyer le gouvernement?

Selon le directeur du budget, notre situation financière est un gâchis qui a été engendré par les décisions du gouvernement précédent et cela a contribué à l'effondrement non seulement des

épargnes des Canadiens, mais aussi de leur sécurité au moment de la retraite. Pourquoi son parti et lui ont-ils offert un appui fondamental au gouvernement?

Il ne s'agissait pas simplement d'inquiétudes au sujet des élections à venir. On craignait aussi que le Parti libéral ne soit vraiment partisan du Parti conservateur et qu'il appuie ses politiques. Encore une fois, nous voyons les libéraux assurer ni plus ni moins qu'une coalition sur un programme néo-libéral.

Le député peut-il répondre à cette question très simple?

• (1215)

**L'hon. Scott Brison:** Monsieur le Président, d'abord, le Parti libéral croit réellement que la réduction des impôts sur les revenus et les investissements est une bonne chose pour l'économie. En fait, le député aurait intérêt à s'informer de ce qu'ont fait des partis sociaux-démocrates ailleurs dans le monde. Par exemple, les pays scandinaves ont réformé leur régime fiscal pour les sociétés afin d'attirer des capitaux et de stimuler la croissance, la prospérité et les possibilités. Ils peuvent ainsi investir dans les politiques sociales progressistes.

Le problème, dans notre cas, c'est que les conservateurs ne tiennent pas à faire des investissements d'ordre social et que les néo-démocrates ne comprennent pas l'économie. Les conservateurs ne se préoccupent pas vraiment de l'environnement et les néo-démocrates ne comprennent pas l'économie. Le seul parti qui comprenne bien l'importance d'une économie de marché forte et les priorités en matière d'environnement et de politique sociale est le Parti libéral.

En fait, le parti du député a défait un ancien gouvernement libéral et rejeté un budget qui prévoyait un programme national d'éducation préscolaire et de garde d'enfants, l'accord de Kelowna — qui aurait permis d'investir dans les collectivités des Premières nations du Canada — et des investissements sans précédent dans les études postsecondaires.

Ce que je veux faire valoir, c'est que son parti prend parfois des décisions pour lesquelles il n'a pas à rendre de comptes. Quand il aura regagné la confiance des Canadiens, le Parti libéral à la Chambre des communes pourra former le gouvernement, et il doit donc prendre des décisions un peu plus responsables que ce n'est le cas pour le Nouveau Parti démocratique.

Finalement, monsieur le Président...

**Une voix:** Son parti...

**Le président suppléant (M. Barry Devolin):** À l'ordre, s'il vous plaît. Questions et observations; le député d'Esquimalt—Juan de Fuca a la parole.

**L'hon. Keith Martin (Esquimalt—Juan de Fuca, Lib.):** Monsieur le Président, dans le même ordre d'idée que la question précédente, je dis à mon collègue, le porte-parole de mon parti en matière de finances, que bon nombre d'entre nous, moi y compris, ont été ébahis par le silence du premier ministre au sujet des changements qui doivent être apportés à la structure financière internationale afin d'empêcher le genre de combine à la Ponzi qui a semé le chaos dans les marchés mondiaux. Selon lui, que doit faire le gouvernement pour agir en leader et changer les choses?

Ma deuxième question porte sur un des piliers de notre économie, c'est-à-dire l'accès à l'éducation postsecondaire. Nous savons que bien des gens dans nos circonscriptions n'y ont pas accès parce qu'ils n'ont pas assez d'argent. C'est totalement contraire aux valeurs canadiennes.

*L'Adresse*

Nous avons fait de bonnes suggestions. J'aimerais que mon collègue présente à la Chambre nos solutions concrètes pour donner à tous les Canadiens l'accès à la formation de niveau postsecondaire dont ils ont besoin en fonction de leur mérite et non de la taille de leur compte en banque.

**L'hon. Scott Brison:** Tout d'abord, monsieur le Président, en ce qui concerne la structure financière internationale en cette période de crise, il faut souligner que le récent sommet du G20, à Washington, a été instructif à deux égards.

Premièrement, le G20 est une création canadienne de l'ancien ministre des Finances, Paul Martin. Le fait que le G20 soit passé d'une réunion des ministres des Finances à un sommet des dirigeants des pays en bonne et due forme est important. Et ce sera d'autant plus important au fur et à mesure que le G20 qui a fait ses preuves, ce dont nous devrions tous être fiers, gagnera en crédibilité.

Il est en outre révélateur que le seul disciple irréductible des politiques économiques de George Bush qui était présent lors de ce sommet était notre actuel premier ministre.

J'ai une dernière chose à dire. Les dirigeants mondiaux subissent actuellement une pression énorme en vue de trouver des solutions. On parle aussi de Bretton Woods. À l'époque, les accords de Bretton Woods avaient nécessité trois ans de préparation et trois semaines de réunions. On ne peut donc pas s'attendre à tout régler du jour au lendemain.

Cela dit, j'espère que nos efforts pour surmonter l'échec des marchés...

**Le président suppléant (M. Barry Devolin):** Suite du débat. Le député de Charlottetown a la parole.

**L'hon. Shawn Murphy (Charlottetown, Lib.):** Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui pour formuler quelques observations en réponse au discours du Trône.

Comme tous les députés le savent, le discours du Trône est ce que j'appellerais l'énoncé général du programme du gouvernement. Il n'est pas censé traiter de mesures législatives ou de programmes particuliers. C'est le programme du gouvernement, ou sa vision, pour la période à venir.

Je tiens pour ma part à énoncer bien clairement ma vision de notre pays.

Un gouvernement central fort agissant au nom de toutes les régions et de toute la population de notre pays a sa place. Nous partageons un même destin. Il convient que le gouvernement fédéral joue un rôle important dans la vie quotidienne des Canadiens, quelle que soit leur activité ou le lieu de leur travail.

En prenant connaissance du discours du Trône, certaines contradictions m'ont frappé. Certes, je souscris à diverses propositions, dont la mise en oeuvre ira dans le sens de la vision qui est la mienne. Par contre, certaines déclarations risquent de faire faire un pas en arrière au Canada, et je compte bien en parler.

Permettez-moi tout d'abord de signaler un les aspects du discours du Trône qui me semblent fort constructifs.

Tout d'abord, il a été question de la nécessité d'un seul organisme de réglementation des valeurs mobilières. Voici ce qu'on en dit dans le discours du Trône:

Pour resserrer davantage la surveillance des marchés financiers au Canada, notre gouvernement travaillera avec les provinces à la création d'une commission des valeurs mobilières commune.

Si on le compare aux autres pays de l'OCDE, le Canada, en dépit de son immensité, est très petit, ne comptant que 34 millions de

personnes. Or, je ne crois pas que nous puissions continuer à fonctionner avec 13 organismes distincts de réglementation des valeurs mobilières et 13 compétences distinctes en la matière. Cela ne fonctionnera pas à l'avenir sur le plan de l'administration financière. Nous serons avantagés dès que nous nous serons dotés d'un seul administrateur de valeurs mobilières agissant au nom de l'ensemble des Canadiens.

Il est aussi question dans le discours du Trône de la nécessité d'éliminer divers obstacles au commerce, à l'investissement et à la mobilité de la main-d'oeuvre entre les provinces. On propose même l'échéance de 2010 à cet égard. J'appuie cette initiative.

J'exhorte le ministre des Finances à aller de l'avance sur ces deux questions. Certaines provinces manifesteront leur opposition en raison d'intérêts particuliers, surtout pour ce qui est d'un organisme unique de réglementation de valeurs mobilières. J'exhorte le ministre des Finances à agir courageusement, à ne pas reculer mais plutôt à foncer.

Le discours du Trône traite également de toute cette idée de proposer à la Chambre des mesures législatives visant à limiter le pouvoir fédéral de dépenser. Je m'oppose à cela.

En ma qualité de député, je ne souscris pas à ce concept qui manque de vision. Cela ne ressemble pas au Canada. Il s'agit d'un énoncé de politique du Parti réformiste, repris par l'Alliance canadienne et maintenant par le Parti conservateur. Le Parti progressiste-conservateur n'aurait très certainement pas appuyé une telle mesure.

La Cour suprême du Canada a reconnu le pouvoir fédéral de dépenser sur le plan constitutionnel. Les gouvernements de différentes allégeances qui se sont succédé ont utilisé ce pouvoir pour construire un Canada meilleur, à mon avis. Ce pouvoir a été utilisé pour développer et mettre en valeur des valeurs et des visions pancanadiennes. Je citerai quelques programmes en exemple.

Premièrement, je parlerai de la pension de vieillesse, qui représentait un tout petit montant d'argent. Je crois qu'il s'agissait d'une mesure du premier ministre Diefenbaker. C'était un petit montant d'argent qui a pourtant eu une énorme incidence sur tous les Canadiens.

Il y a eu ensuite les allocations familiales. Encore une fois, il s'agissait d'un petit montant qui était versé à chaque famille ayant un enfant de moins de 18 ans.

● (1220)

Par la suite, dans les années 1960, on a adopté la Loi canadienne sur la santé qui a bouleversé le cadre législatif du pays. Cette loi ne faisait pas l'unanimité. En fait, les médecins et les provinces étaient contre, mais le gouvernement de l'époque était audacieux, courageux et visionnaire.

Cette loi a été suivie par le Régime de pensions du Canada qui garantissait à tous les Canadiens, peu importe leur lieu de résidence, un régime de pensions.

Ensuite, ce fut le tour du programme d'assurance-emploi, suivi du Supplément de revenu garanti, qui garantissait à tous les Canadiens de plus de 65 ans un niveau de revenu garanti.

Le crédit d'impôt pour enfants est apparu dans les années 1990, une mesure particulièrement importante pour les familles à faible revenu. Après, nous avons eu des programmes de recherche qui prévoyaient des fonds pour la recherche, surtout dans le contexte de l'éducation post-secondaire. La liste est encore longue.

*L'Adresse*

Ces programmes et ces initiatives n'auraient peut-être pas connu de succès ni vu le jour si on avait imposé des restrictions au pouvoir fédéral de dépenser.

Ce concept isole les uns des autres les 13 provinces et territoires. Il ne crée que des obstacles. Il ne s'agit très certainement pas de la vision du Canada et à long terme, le Canada ne fonctionnera pas s'il applique ce concept.

Il me semble que ce concept prend de l'ampleur dans ce que j'appellerai les périodes d'abondance. Au cours des 12 dernières années, la situation économique a été relativement bonne, ce qui a permis à certains de croire que les 13 administrations qui forment le Canada n'ont pas vraiment besoin les uns des autres. On pouvait être tenté de se dire que tous ces grands discours concernant un destin commun ne sont que sottises et sentimentalisme qui n'ont pas d'effets sur les valeurs et la vision du Canada.

Peut-être le Canada est-il mieux défini par une interprétation strictement littérale des pouvoirs et compétences de chaque administration provinciale, en fonction de l'idéologie du gouvernement fédéral de l'heure. Peut-être n'avons-nous pas besoin les uns des autres. Je n'ai cependant pas l'impression que ce concept puisse s'appliquer en période de vaches maigres.

En ce moment, notre pays est confronté à d'énormes défis. Je dirais aux députés et à mes concitoyens canadiens que cette situation est sans précédent, du moins depuis la dépression des années 1930. La situation actuelle est vraiment grave. Elle touche tous les secteurs économiques. Elle est peut-être plus prononcée dans l'industrie automobile, mais elle se manifeste aussi dans l'industrie aéronautique, l'industrie forestière, le secteur manufacturier, etc. D'après ce que nous savons de ce qui se passe dans notre pays en ce moment, il est clair qu'un gouvernement central fort a un rôle très important à jouer.

La semaine dernière, nous avons ici des représentants du secteur canadien de l'automobile. Jeudi dernier, l'association représentant les concessionnaires était ici. Ce matin, le *Globe and Mail* a parlé de l'industrie forestière en Colombie-Britannique. Des représentants viennent ici pour demander l'aide du gouvernement fédéral qui, je crois, a le devoir de répondre. Toutefois, comment concilier cela avec ce fameux concept du pouvoir fédéral de dépenser? Ce n'est pas possible.

On a laissé ce concept se développer dans le cadre d'une idéologie bornée qui veut limiter de plus en plus l'intervention du gouvernement et préconise la déréglementation de tous les secteurs, même quand il s'agit des banques et des prêts hypothécaires, la réduction des impôts et une application aveugle des principes du capitalisme. Cette idéologie ouvre la voie à la cupidité, ce qui donne lieu à de graves conséquences. Nous ne devrions pas progresser dans cette voie. Je ne crois d'ailleurs pas qu'on le fera dans la situation économique actuelle.

• (1225)

Le discours du Trône a quelques bons éléments dont je me réjouis et que j'appuierai, mais il a aussi de mauvais aspects. Quoi qu'il en soit, à long terme, le gouvernement et le Parlement devraient évoluer vers un gouvernement central fort capable de défendre l'équité et de respecter l'équilibre.

• (1230)

[Français]

**M. Paul Crête (Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup, BQ):** Monsieur le Président, j'ai écouté le discours de mon collègue avec intérêt, surtout sa conclusion alors qu'il dit qu'on a

besoin d'un gouvernement central fort. Cela m'aide à comprendre pourquoi les libéraux ont décidé d'appuyer ce discours du Trône qui a été rejeté massivement par les Québécois.

Lors de la dernière élection, le nombre de votes comme celui des députés à la faveur des conservateurs a diminué au Québec. L'une des raisons à cela, justement, c'est qu'on trouvait que, dans l'approche conservatrice, beaucoup de choses ne correspondaient pas du tout à ce que le Québec souhaitait. C'est pour cela que nous avons déposé un sous-amendement au discours du Trône qui, en gros, « dénonce le fait qu'il ne répond pas aux consensus québécois, notamment en ce qui a trait à la législation sur les jeunes contrevenants, au rapatriement au Québec des pouvoirs en matière de culture et de communications, à l'élimination du pouvoir fédéral de dépenser et au maintien du système actuel de réglementation des valeurs mobilières ».

Voici ce que je comprends de l'intervention de mon collègue: les libéraux ont voté en faveur de ce discours du Trône parce qu'une approche centralisée correspond effectivement à leur vision du Canada, comme pour les conservateurs.

Aussi, mon collègue ne peut-il pas comprendre pourquoi les Québécois ont pour solution de sortir du Canada et de devenir un pays le plus tôt possible? De cette façon, ils pourront avoir leur propre autonomie, leurs propres pouvoirs de décision. De leur côté, les Canadiens pourront avoir le type de gouvernement qu'ils souhaitent, comme celui auquel travaillent ensemble les conservateurs et les libéraux actuellement, leur approche menant à la réalisation d'un gouvernement centralisateur.

[Traduction]

**L'hon. Shawn Murphy:** Monsieur le Président, je n'ai pas du tout l'intention de m'excuser à propos de mes commentaires sur un gouvernement central fort. Je crois que cette vision est acceptée dans la plupart des régions du Québec.

Le député a parlé de voter pour ou contre. Les Canadiens ne veulent pas qu'on déclenche des élections à cause du discours du Trône.

Actuellement, les gens sont inquiets pour leur famille, leur emploi, leurs épargnes et leur pension. Ils veulent que nous examinions ce qui se passe dans notre pays sur le plan de l'économie et dans le secteur manufacturier afin que tout ne s'effondre pas. Par conséquent, il nous faut maintenant plus que jamais un gouvernement central fort capable de répondre aux besoins de tous les Canadiens, y compris ceux qui vivent au Québec. Nous avons besoin d'un gouvernement central fort pour toutes les provinces, y compris le Québec.

**M. Alan Tonks (York-Sud—Weston, Lib.):** Monsieur le Président, je pense que la Chambre partage l'opinion du député sur la nécessité d'un gouvernement central fort et sur le rôle historique d'un tel gouvernement. De notre point de vue en Ontario, ce rôle a surtout été de contribuer à renforcer la fédération au moyen de la péréquation.

Je me demande si le député pourrait approfondir un peu le sujet. Parmi les programmes dont il a parlé, il a été question de la Loi canadienne sur la santé et de l'assurance-emploi. L'Ontario est dans une situation inéquitable à ce chapitre en raison des modifications apportées à la formule de péréquation. Je me demande si le député voit dans le discours du Trône un quelconque espoir pour l'Ontario, à savoir que le gouvernement est disposé à traiter de cette grave question, soit celle du manque d'équité de la formule actuelle de péréquation.

*L'Adresse*

**L'hon. Shawn Murphy:** Monsieur le Président, j'aimerais d'abord souhaiter un bon retour à la Chambre à mon collègue de York-Sud—Weston.

Il a parlé de la péréquation, de la Loi canadienne sur la santé et du programme d'assurance-emploi. Il s'agit de programmes et de lois adoptés par le gouvernement du Canada en vertu du pouvoir fédéral de dépenser. Si la disposition dont il est question dans le discours du Trône avait existé dans les années 1960 à l'époque où Tommy Douglas et les autres travaillaient à l'élaboration de ces programmes, nous n'aurions pas les lois que nous avons aujourd'hui et peut-être que nous n'aurions pas le magnifique pays que nous avons aujourd'hui.

La formule de péréquation fait partie du rôle global du gouvernement fédéral. Elle permet à toutes les provinces d'offrir des services relativement égaux à des taux d'imposition relativement semblables. Il s'agit d'un programme controversé. On y a apporté de nombreux changements au cours des deux ou trois dernières années. Certains y voient des injustices. Tout dépend du point de vue. C'est selon qu'on voit le verre à moitié plein ou à moitié vide.

Je sais que l'Ontario bénéficie maintenant de la péréquation, ce qui est dommage, mais s'il y a quoi que ce soit d'injuste, on devrait en débattre à la Chambre.

• (1235)

**M. Joe Preston (Elgin—Middlesex—London, PCC):** Monsieur le Président, il est agréable de vous voir occuper le fauteuil.

Comme c'est la première fois que je prends la parole au cours de la session, je voudrais prendre un instant pour remercier mes électeurs de m'avoir manifesté leur confiance en m'élisant de nouveau pour les représenter aux Communes. C'est un grand honneur que de prendre la parole en leur nom dans cette salle empreinte de tant d'histoire, et je vais continuer de travailler d'arrache-pied pour les représenter aussi bien qu'ils le méritent.

Qu'on me permette aussi de remercier mon équipe de campagne, mes nombreux bénévoles de même que Brian et Karen, plus particulièrement, qui ont travaillé fort à bien des reprises pour m'aider à me faire élire. Je n'y serais pas parvenu sans leur appui, sans leur inlassable dévouement. Je suis profondément ému et touché par le grand nombre de personnes qui m'ont manifesté leur soutien de diverses manières pendant la dernière campagne électorale. Je les remercie toutes. Leurs valeureux efforts ne sont pas passés et ne passeront pas inaperçus.

Je voudrais par-dessus tout remercier ma femme, Geri, et les autres membres de la famille. Sans leur amour et leur appui, je ne serais pas ici aujourd'hui. Geri a été non seulement ma meilleure amie, mais aussi une excellente militante de campagne et un membre de l'équipe. Je lui dois une éternelle reconnaissance.

Je souhaite la bienvenue à mes amis et collègues qui sont de retour à la Chambre et j'accueille également, en les félicitant, les nouveaux députés. Mes meilleurs vœux les accompagnent au moment où ils se lancent dans cette grande aventure au service de leurs collectivités et de leurs électeurs. C'est une grande et honorable responsabilité qui leur a été confiée. Qu'ils ne l'oublient jamais. J'ai hâte de les rencontrer tous et de travailler avec eux.

Je suis honoré de pouvoir exprimer aujourd'hui mon point de vue sur le discours du Trône dont Son Excellence a donné lecture la semaine dernière. Je prends la parole pour appuyer ce discours, et je vais expliquer brièvement à la Chambre pourquoi.

Je représente la circonscription d'Elgin—Middlesex—London, située au cœur du Sud-Ouest de l'Ontario. Il s'agit d'une vaste

circonscription rurale et agricole, mais elle a aussi une composante industrielle considérable et un grand secteur automobile. Dans ce contexte, je puis dire à la Chambre que le discours du Trône a abordé les nombreuses questions qui sont importantes pour ces collectivités.

Depuis longtemps, les industries manufacturière et automobile font la force de la région. L'un des grands problèmes que ma circonscription doit affronter aujourd'hui est la fermeture prochaine, annoncée récemment, de l'usine de camions Stirling, mais il ne faut pas oublier non plus les nombreuses usines où sont prévues des mises à pied à St. Thomas et dans les environs. Cette annonce me concerne directement, car j'ai beaucoup d'amis et de voisins qui seront touchés par cette fermeture et d'autres difficultés économiques.

Je suis heureux de constater que le gouvernement songe à des mesures pour aider davantage ces industries. Tous les secteurs de l'automobile et de la fabrication sont aux prises avec des difficultés croissantes, surtout maintenant.

Le gouvernement reconnaît l'importance stratégique du secteur manufacturier canadien, étant donné surtout les difficultés financières et la vive concurrence mondiale qu'il faut affronter. Pour manifester son soutien, le gouvernement du Canada a pris de nombreuses mesures, dont la création du Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile. Ce fonds appuie les projets de recherche et de développement stratégiques et de grande envergure dans le secteur automobile.

Le gouvernement poursuivra sa collaboration avec ses partenaires provinciaux pour faire en sorte que les mesures fédérales correspondent bien aux besoins du secteur manufacturier. Il prend des mesures pour favoriser les métiers spécialisés et les stages d'apprentissage, pour aider les travailleurs qui doivent s'adapter en cette période d'incertitude économique. Il a dit dans le discours du Trône qu'il veillerait à ce que les programmes et services existants répondent le plus efficacement possible aux besoins des Canadiens.

Une aide ciblée sera à la disposition de ceux qui en ont le plus besoin. Nos bureaux de circonscription continuent de recevoir de nombreuses lettres et courriels de personnes confrontées à une situation difficile et à des bouleversements dans leur emploi. L'exemple de Doug me vient à l'esprit. Doug travaille depuis 16 ans à l'usine Sterling, qui fermera bientôt ses portes. Doug croyait pouvoir travailler encore longtemps dans cette usine, où il occupe depuis 11 ans un poste de soudeur. Il ne possède toutefois aucun diplôme de soudeur. Nous nous efforçons de faire correspondre l'expérience de Doug aux exigences d'un diplôme attestant de ses compétences afin qu'il puisse traverser cette difficile épreuve et trouver un autre emploi.

Il est important d'aider les gens de ma circonscription et les Canadiens qui traversent actuellement une période de transition. Notre économie ne pourra être plus solide que les travailleurs et les familles qui la composent. Ce sont ces travailleurs et leurs familles qui forment nos collectivités. C'est la force dont ils font preuve collectivement qui forme une collectivité.

*L'Adresse*

J'aimerais parler un peu de St. Thomas, d'où je viens. J'ai assisté à quelques événements là-bas ce week-end. Il y a eu vendredi un bien cuit dans le cadre de la campagne de Centraide. La vedette de ce bien cuit était un dénommé Al Hughson, une personne très active dans la collectivité et qui participe aux activités de Centraide depuis aussi longtemps que je me souviens. Comme il s'agissait également du directeur du salon funéraire local, il était très facile de le mettre en boîte vendredi soir, et c'est ce que nous avons fait.

• (1240)

J'aimerais raconter une anecdote. La radio de CBC était sur place pour réaliser des entrevues et faire des enregistrements, ce qu'elle a souvent fait dernièrement dans ma ville, compte tenu des nombreuses fermetures d'usines et autres événements. La journaliste est venue me voir après coup. Elle m'a confié que toute la soirée avait été consacrée à parler d'Al et de la façon dont il s'impliquait dans la collectivité, à rappeler qu'il avait travaillé fort pour la collectivité. Pourtant, personne n'avait mentionné les problèmes auxquels la collectivité doit faire face. J'ai répondu que nous passons ces choses sous silence dans une collectivité comme la mienne, car nous savons que nous devons travailler ensemble. J'ai ajouté que nous savons que c'est grâce aux personnes comme Al et les autres qui étaient dans cette salle que la collectivité est aussi forte.

J'ai rencontré à nouveau la journaliste le samedi soir. Elle réalisait de nouvelles entrevues avec nous pendant que nous jugions les chars de la parade du Père Noël. C'était l'une des plus grandes parades, l'une de celles qui avaient attiré le plus grand nombre de participants parmi les parades que j'ai vues à St. Thomas, en particulier au moment où l'économie n'est vraiment pas reluisante. C'était fantastique à voir. Pendant que nous jugions les nombreux chars, il était étonnant de constater combien d'usines et leurs employés avaient tout de même conjugué leurs efforts pour présenter certains des chars les plus spectaculaires. Ils étaient toujours là pour leur collectivité. Lorsque nous avons descendu la rue Main dans une voiture tirée par des chevaux — et je m'excuse auprès des chevaux —, les spectateurs étaient massés sur dix rangs de profondeur de chaque côté de la rue. La parade du Père Noël est une occasion très spéciale et les sourires des enfants étaient incroyables. Pourtant, en observant les enfants et leurs sourires, je savais que, derrière, il y avait des parents qui étaient inquiets parce que leur emploi n'est pas aussi sûr qu'il pourrait l'être. Cependant, ce qui donne son sens à la collectivité, c'est la façon dont ses membres savent unir leurs efforts.

Comme à d'autres endroits dans le Sud de l'Ontario, la population de ma circonscription est consciente des autres mesures adoptées par le gouvernement. La fiducie pour le développement communautaire favorise notamment la formation axée sur l'emploi, le développement des compétences et l'élargissement des perspectives pour les travailleurs mis à pied. Les plans de transition locaux stimulent le développement économique, créent de nouveaux emplois, accélèrent le développement des infrastructures et aiguillent l'économie sur la voie de la diversification.

Pour encourager et aider les personnes qui entrent sur le marché du travail ou qui entreprennent un apprentissage dans des métiers spécialisés, notre gouvernement a créé de nombreux incitatifs qui sont de nature à aider les gens à exceller dans ces domaines. Notre gouvernement a entre autres investi dans les subventions incitatives aux apprentis et dans les crédits d'impôt pour création d'emplois, qui incitent les employeurs à engager des apprentis. Le gouvernement investit 3 milliards de dollars dans les ententes relatives au marché du travail nouvellement conclues avec les provinces pour pallier les manques dans les programmes favorisant l'accès au marché du travail, à l'intention des gens qui ne sont pas admissibles dans le

cadre du programme d'assurance-emploi. Nous allons devoir former de nombreux travailleurs pour qu'ils se préparent à occuper les nouveaux emplois qui se créent sur le marché du travail. Cette somme s'ajoute au transfert aux provinces et aux territoires des mesures actives d'aide et de formation dans le cadre de l'assurance-emploi, avec le financement nécessaire. Ce transfert vise à fournir aux provinces et aux territoires la souplesse nécessaire pour pouvoir répondre aux besoins locaux et régionaux de formation axée sur l'emploi et d'aide à l'emploi, compte tenu des particularités du marché du travail à chaque endroit.

Notre gouvernement consacre des sommes importantes à aider les familles et les collectivités à trouver des emplois. La famille doit demeurer l'épine dorsale de l'économie. Notre gouvernement va continuer de renforcer la main-d'oeuvre de l'avenir en maintenant son aide financière aux étudiants.

Le visage de la population étudiante est destiné à changer, en particulier à certains endroits dans le Sud de l'Ontario. Les gens se recyclent et se préparent à occuper de nouveaux emplois, les étudiants ne seront plus nécessairement ceux que l'on était habitué de voir. Il va falloir former ces travailleurs pour qu'ils puissent effectuer la transition entre leur ancien emploi et un nouvel emploi.

Même si les familles sont aux prises avec des difficultés financières causées par la crise économique mondiale, elles devront quand même penser à la formation postsecondaire de leurs enfants. Dans le budget de 2008, nous nous sommes engagés à simplifier et à moderniser le Programme canadien de prêts aux étudiants. Nous avons proposé également un nouveau programme canadien consolidé de subventions aux étudiants. Ce nouveau programme enthousiasmant aidera les familles pour lesquelles le coût des études postsecondaires pose problème.

Pour que ces programmes puissent être mis en oeuvre, il faudra notamment continuer de collaborer avec les acteurs du milieu, les provinces et les territoires, et nous sommes déterminés à le faire.

Ma circonscription compte également une population d'ainés très active. La majorité d'entre eux sont encore jeunes. Les aînés constituent une partie essentielle de notre communauté. Ils savent que notre gouvernement a leur meilleur intérêt à coeur et qu'il fera tout ce qu'il peut pour assurer leur sécurité financière, surtout en cette période d'incertitude économique à l'échelle mondiale.

• (1245)

L'année dernière, le gouvernement a accordé un allègement fiscal de près de 5 milliards de dollars aux personnes âgées et aux retraités. Notre gouvernement a doublé le montant admissible pour revenu de pension, faisant passer de 69 à 71 ans l'âge limite pour convertir les régimes de pensions et les régimes enregistrés d'épargne-retraite. Il a prévu des méthodes de fractionnement du revenu pour les aînés et les retraités. C'est probablement l'un des changements de fond apporté au cours de la dernière année dont on a le plus parlé. C'est certainement le sujet qui a été le souvent soulevé par les gens qui sont venus nous rencontrer dans nos bureaux.

Dans le budget de 2008, nous avons haussé l'exemption rattachée au Supplément de revenu garanti pour aider les aînés à revenu faible ou moyen qui décident de continuer de travailler. Comme je l'ai souligné plus tôt, il y a plusieurs aînés qui sont encore jeunes dans ma circonscription.

*L'Adresse*

En raison de sa composition, ma circonscription doit également s'occuper d'énergie, d'environnement et d'agriculture. Nous avons réuni ces trois secteurs, ce qui a donné un ensemble très intéressant. La sécurité énergétique est la principale priorité de notre gouvernement et les électeurs de la circonscription d'Elgin—Middlesex—London ont pris de nombreuses mesures pour mettre au point des sources d'énergie plus propres et plus avantageuses.

Un important parc éolien a été aménagé sur la rive nord du lac Érié. On y retrouve plus de 60 turbines qui produisent un grand nombre de mégawatts d'énergie éolienne bien propre. L'été dernier, des députés et des membres du Congrès américain sont venus visiter le parc. C'est un domaine dans lequel nous avons une longueur d'avance. C'était bien de voir les gens de l'autre côté du lac Érié venir voir ce qui se faisait au Canada.

L'une des membres du Congrès, représentant l'Ohio, a fait un commentaire magnifique que j'oserais lui emprunter. Elle a dit que le lac Érié était l'Arabie saoudite du vent. Nous sommes heureux de voir que de notre côté du lac, nous faisons une bonne utilisation de notre vent et nous invitons les États-Unis à partager notre vent et à tirer profit du vent qui vient de leur côté aussi.

L'initiative écoÉNERGIE visant l'énergie renouvelable fournit une aide de 1,5 milliard de dollars à l'appui du développement de sources d'énergie renouvelables, telles que le vent, la biomasse, les petites centrales hydroélectriques, le solaire ou la géothermie. Ce programme est très profitable pour notre circonscription dans le domaine de l'énergie solaire et éolienne. L'appui accordé par notre gouvernement dans le domaine énergétique permettra d'accroître le nombre d'emplois et de possibilités.

À Dorchester, une petite localité dans le Nord de la circonscription, une entreprise, EnerWorks, profite de la vague d'intérêt à cet égard. Elle utilise l'énergie solaire pour chauffer l'eau. Elle vend ses projets et ses produits aux quatre coins du Canada et elle mise sur l'énergie solaire pour chauffer l'eau dans les maisons et, partant, diminuer la consommation énergétique.

Le week-end dernier, on a annoncé qu'un groupe au sud de London était en train de monter une centrale solaire. Cette centrale solaire, où on transforme l'énergie solaire en électricité, est installée dans une zone agricole.

La beauté du discours du Trône, c'est qu'il indique aux Canadiens plusieurs façons de participer à l'amélioration de notre avenir économique. Je vous en ai fourni quelques exemples. Le Canada est fondé sur la promesse de pouvoir s'accomplir : travailler fort, élever une famille et avoir une vie meilleure. Le gouvernement éliminera les obstacles qui empêchent les Canadiens de réaliser leur plein potentiel. Nous continuerons d'aider les familles, car la santé et la solidité de notre économie reposent sur elles.

Nous avons aussi parlé d'autres sources d'énergie propre et d'agriculture dans la circonscription. Une usine d'éthanol a ouvert ses portes récemment dans la localité d'Aylmer, dans le Sud de la circonscription. On y fabrique de l'éthanol à partir du maïs. Ce combustible propre est produit par des agriculteurs locaux. L'ouverture officielle de l'usine aura lieu en décembre. Cette usine toute neuve en est à ses toutes premières productions d'éthanol. Le gouvernement aide les agriculteurs à produire de l'énergie avec les produits de leurs récoltes. Grâce au gouvernement, les agriculteurs transforment leurs bonnes récoltes en profits et en énergie propre pour les voitures. La formule est gagnante dans la circonscription.

La circonscription d'Elgin—Middlesex—London est formidable pour les familles. Mes enfants y ont grandi. Ils sont partis, mais mon épouse et moi y sommes restés. Les familles constituent la force de

la circonscription. J'ai parlé plus tôt du défilé du Père Noël et de la coopération entre les familles. Dans le discours du Trône, nous avons promis de bonifier la Prestation universelle pour la garde d'enfants et d'ouvrir l'accès aux prestations de maternité et aux prestations parentales aux petites entreprises.

Je suis un petit entrepreneur. Je n'aime pas utiliser le mot « petit », mais je trouve important que le gouvernement aide les petits entrepreneurs. La petite entreprise est le moteur de l'économie dans une multitude de domaines au Canada et il est important que le gouvernement lui vienne en aide.

Nous avons pris des mesures afin de soutenir les familles s'occupant de proches handicapés. Nous aiderons les Canadiennes et les Canadiens à acquérir une première propriété. Nous avons prolongé la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance. Nous avons aidé plus de Canadiens à trouver un logement abordable.

• (1250)

Enfin, et ce n'est certes pas la moindre des choses, nous avons pris des mesures créatives pour nous attaquer aux maladies coronariennes, pulmonaires et neurologiques et nous avons donné suite au travail effectué par la Commission de la santé mentale. Les Canadiens ont de nouveau accordé leur confiance à notre gouvernement et nous sommes déterminés à déployer tous les efforts possibles pour relever le défi. Les familles canadiennes se retrouvent quotidiennement devant des défis de ce genre. Nous devons unir nos efforts pour mener cette tâche à bien.

La criminalité et la sécurité sont encore des enjeux importants, même dans les zones rurales du Sud de l'Ontario. La sécurité des Canadiens est une priorité, non seulement leur sécurité financière en cette période d'incertitude économique, mais aussi leur sécurité personnelle dans leurs foyers et dans leurs collectivités. Nous avons promis de prendre des mesures sévères de lutte contre la criminalité et de travailler avec nos partenaires pour améliorer l'administration de la justice. Nous renforcerons les dispositions législatives dans des secteurs clés comme la criminalité chez les jeunes, le crime organisé et la violence liée aux gangs. Nous axerons notre législation en matière d'armes à feu sur l'élimination de la contrebande et l'imposition de lourdes peines à ceux qui commettent des crimes à l'aide d'armes à feu, sans toutefois traiter comme des criminels les agriculteurs respectueux des lois. Nous accroîtrons l'efficacité du système canadien de justice pénale et assurerons aux citoyens que justice sera faite, et ce, rapidement.

La sécurité de nos familles et de nos collectivités est notre plus grande priorité. Le système de justice pénale doit être au service des victimes et non des criminels. Compte tenu de l'instabilité qui règne actuellement à l'échelle mondiale, notre gouvernement a fait des plans pour accélérer certaines de ses initiatives. Par exemple, nous avons prévu 33 milliards de dollars dans le budget pour les infrastructures. Nous avons conclu des ententes avec 13 provinces et territoires et travaillons avec ces gouvernements et avec les dirigeants municipaux d'un bout à l'autre du pays pour mener cette tâche à bien. Notre gouvernement est déterminé à accélérer l'exécution du plan Chantiers Canada afin que ces projets soient réalisés le plus rapidement possible, comme nous l'avons promis aux collectivités.

Tout au long de ce discours, les députés m'ont entendu dire que le discours du Trône trace un plan qui aidera la circonscription d'Elgin—Middlesex—London, l'Ontario et le Canada tout entier. C'est un plan qui donne de l'espoir aux familles et aux collectivités, un plan pour faire progresser le Canada.

*L'Adresse*

Comme on l'a entendu plusieurs fois dans le discours, la collaboration entre tous les ordres de gouvernement et les citoyens est essentielle. Nous devons nous serrer les coudes pour relever ce défi. La solution est là: il nous suffit simplement d'unir nos efforts pour l'appliquer.

**L'hon. Judy Sgro (York-Ouest, Lib.):** Monsieur le Président, je félicite mon collègue de sa réélection. Je suis heureuse de le voir de nouveau à la Chambre en train de soulever des questions qui nous préoccupent tous.

Comme lui, je représente une circonscription de l'Ontario et, pour ma part, je suis passablement préoccupée par le caractère vague de bien des parties du discours du Trône, à une époque où les Canadiens espèrent vraiment obtenir une forme d'aide très directe. Je pense que nous partageons les mêmes préoccupations concernant le secteur de l'automobile, qui touche des milliers et des milliers d'emplois, de personnes et de familles partout au Canada, mais surtout en Ontario. Notre province vit une situation très difficile actuellement.

J'aimerais savoir ce que mon collègue pense qu'il faudrait faire pour l'industrie de l'automobile, étant donné que nous n'avons encore rien entendu de précis sur ce qui sera fait pour aider ce secteur au Canada.

**M. Joe Preston:** Monsieur le Président, je félicite également ma collègue de sa réélection.

La députée a raison. Depuis les élections et même durant la campagne électorale, j'ai passé beaucoup de temps à parler aux travailleurs de l'automobile. Il y en a beaucoup dans ma circonscription, et de nombreuses familles ont un lien quelconque avec cette industrie. Ce n'est pas un problème propre à St. Thomas. Ce n'est pas non plus un problème propre à Elgin—Middlesex—London, ni propre à l'Ontario. Ce n'est même pas un problème proprement canadien. C'est un problème qui se pose à l'échelle de l'Amérique du Nord. Il se peut que le problème soit encore plus vaste, mais tenons-nous en à l'Amérique du Nord.

Les solutions au problème existent, mais nous devons travailler ensemble pour le surmonter. La semaine dernière, le ministre de l'Industrie a passé du temps à Washington en compagnie de son homologue de l'Ontario. Ils ont travaillé ensemble à la solution du problème. C'est la manière d'y parvenir. La solution ne viendra pas d'en haut. C'est impossible. Je ne crois pas que les choses se passent ainsi. Nous devons travailler de concert avec la province.

Les États-Unis y travaillent également. Ils ont renvoyé à leur table de travail les présidents des trois grandes sociétés de Detroit en leur demandant de revenir avec un plan que le gouvernement pourrait aider à réaliser. C'est un très bon début, mais je ne suis pas sûr que la solution puisse venir de nous. C'est ensemble que nous devons trouver la solution, et nous devons y travailler ensemble.

• (1255)

**M. Nathan Cullen (Skeena—Bulkley Valley, NDP):** Monsieur le Président, je suis également heureux de revoir mon collègue.

En tant que propriétaire d'une petite entreprise avant mon entrée dans la vie politique, je partage certaines de ses préoccupations sur l'orientation du gouvernement.

J'espère que le voyage à Washington du ministre de l'Industrie et de son collègue ontarien n'a pas été considéré comme une réussite. En effet, ils n'ont rencontré aucun législateur important ayant la moindre influence sur ce qui se passe dans le secteur américain de l'automobile. Ils auraient obtenu de meilleurs résultats s'ils s'étaient simplement réunis à Toronto au lieu de dépenser l'argent des

contribuables pour aller à Washington rencontrer de simples membres du personnel.

Le problème ne trouve peut-être pas son origine dans la circonscription d'Elgin—Middlesex—London, à St. Thomas ou ailleurs, mais la philosophie de déréglementation que le gouvernement préconise est la cause de nos ennuis. C'est cette philosophie qui, d'après des dirigeants de l'Europe et d'autres parties du monde, doit être modifiée. Pourtant, le premier ministre a tenu un discours en Amérique du Sud la semaine dernière qui faisait écho aux paroles du président Bush, selon lesquelles on devrait continuer sur la même voie. On ne peut pas corriger un problème en répétant les mêmes erreurs qui l'ont causé initialement.

Le parti du député est-il prêt à envisager une réforme de nos instruments de réglementation afin que nous puissions éviter à l'avenir des crises sur les marchés financiers et dans les cycles d'investissement? Il est évident que le gouvernement a joué un rôle dans l'effondrement de l'économie et qu'il a contribué à la situation économique actuelle dans le monde.

**M. Joe Preston:** Monsieur le Président, je voudrais aussi féliciter le député de son retour à la Chambre.

Il a présenté un excellent argument. Il y a beaucoup de gens à blâmer, mais cela signifie aussi que beaucoup de gens peuvent contribuer à la solution. C'est ce que nous recherchons vraiment.

J'ai parlé dans mon discours de la façon dont les collectivités se serrent les coudes lorsque c'est nécessaire. Nous savons que les Canadiens peuvent se serrer les coudes pour résoudre des problèmes. Nous avons vu des Canadiens de toutes les couches de la société se mettre ensemble au travail pour surmonter des obstacles. Nous en avons été témoins lors de la crise de l'ESB. Les Canadiens ont fait preuve de solidarité et ont dit qu'ils achèteraient du bœuf malgré les cas d'ESB signalés. Ils l'ont dit et l'ont fait, ce qui a été d'une grande aide.

Ces deux derniers mois, les Canadiens ont constaté que le secteur de l'automobile était en difficulté. Qu'ont-ils fait? Ils ont acheté plus de voitures qu'ils ne l'avaient fait l'année précédente. En plein milieu d'une grave crise économique, ils sont en train d'acheter plus de véhicules. Voilà comment les Canadiens se serrent les coudes pour contribuer à la solution des problèmes.

Nous sommes conscients de la situation. Comme le député l'a mentionné, même les dirigeants européens s'en rendent compte. L'industrie automobile est en crise partout dans le monde, pas seulement en Amérique du Nord.

Je ne crois pas que la solution puisse venir d'un petit endroit comme Ottawa. La solution doit consister à travailler tous ensemble pour relever les défis.

**M. Scott Simms (Bonavista—Gander—Grand Falls—Wind-sor, Lib.):** Permettez-moi, monsieur le Président, de vous féliciter de votre nomination. Je voudrais également féliciter mon collègue de son retour à la Chambre.

Je vais poser très rapidement cette question.

Le député a parlé de la collectivité. Je peux certainement sympathiser avec lui. J'ai dans ma circonscription plus de 200 collectivités dont la plus grande n'a que 13 000 habitants. Je sais donc ce qu'il entend quand il parle d'esprit communautaire.

Je voudrais cependant lui poser une question au sujet de la Fiducie pour le développement des collectivités.

*L'Adresse*

Le député a mentionné en particulier le recyclage. Il a dit que les gens avaient besoin d'être recyclés en cas de ralentissement économique. Dans ma région, beaucoup de gens du secteur des pêches ont entre 55 et 60 ans. Je suis sûr que la situation est la même pour de nombreuses personnes de sa circonscription dans des secteurs tels que l'industrie forestière. Que pense-t-il, non du recyclage, mais plutôt d'un programme de retraite anticipée qui permettrait à ces gens de quitter la population active dans la dignité, tout en laissant plus de place aux jeunes? Cela donnerait plus de possibilités aux générations montantes.

Ma question ne porte donc pas sur le recyclage. Si c'est de cela que mon collègue veut parler, je préférerais qu'il ne le fasse pas et que nous passions à un autre orateur. Je voudrais qu'il nous parle des moyens d'aider les gens à faire la transition entre la population active et la retraite.

• (1300)

**M. Joe Preston:** Monsieur le Président, Bonavista—Gander—Grand Falls—Windsor est une circonscription exceptionnelle.

Je ne l'ai pas mentionné dans mon discours, mais j'aimerais dire maintenant que nous avons des pêches commerciales remarquables sur la rive nord du lac Erie. Par conséquent, nous ne voudrions surtout pas oublier les autres pêcheurs du Canada.

Comme je l'ai dit dans mon discours, la population de ma circonscription compte de nombreux aînés de différents âges. Je ne m'aventurerai pas à parler de l'âge que chacun ressent à un moment particulier. Pour répondre à la question du député concernant la retraite anticipée, je dirais que ceux qui veulent partir le feront, que ceux qui ne le souhaitent pas continueront à faire du travail productif ou du travail communautaire et que nous nous en féliciterons.

**M. Alan Tonks (York-Sud—Weston, Lib.):** Monsieur le Président, le député d'Elgin—Middlesex—London a donné un point de vue très intéressant sur le recyclage et la façon dont il pourrait être orienté, par exemple, vers la technologie et les domaines de la production d'éthanol et d'énergie éolienne. Il est certain que, venant d'une localité manufacturière où est établie la société Sterling Truck, j'aime bien l'idée de faire le lien entre les débouchés et la formation, dans notre économie en pleine mutation.

Ma question concerne davantage les métiers. Nous avons une certaine expérience avec l'association des métiers de la construction, avec les formations préparatoire et d'apprentissage, mais il est peu question, dans le discours du Trône, de la rénovation de vieux immeubles d'appartements, de mises en chantier ou de logements abordables. L'argument du lien tient toujours. Si nous formons des jeunes, ils doivent être sur le marché et là entrent en jeu la disponibilité, l'offre et la demande. Voudrait-il nous en dire un peu plus? Entrevoyait-il des mesures plus centrées sur le logement dans le budget du gouvernement?

**M. Joe Preston:** Monsieur le Président, nous avons parlé des ententes relatives au marché du travail avec les provinces. Il y a certainement des travailleurs qui se recyclent dans le cadre de ces ententes.

J'aime l'idée de relier le système des métiers à la construction de logements abordables. Dans mon cas, j'aimerais aussi que la formation puisse être mise à contribution pour la préservation d'édifices historiques. Nous perdons des compétences dans le domaine de la maçonnerie en pierre et d'autres métiers de ce genre. C'est un autre domaine où nous pourrions certainement agir. J'espère que nous pourrions collaborer pour régler ce problème.

**L'hon. Hedy Fry (Vancouver-Centre, Lib.):** Monsieur le Président, je vous félicite de votre nomination et je vous signale

que je vais partager mon temps de parole avec la députée de Scarborough-Sud-Ouest.

Le discours du Trône a dit fort justement que nous sommes plongés dans une crise. Dans certains discours, le ministre des Finances et le premier ministre ont employé le terme « récession » et ils ont dit que, théoriquement, nous étions en récession.

Ce que nous devons tous faire, c'est nous serrer les coudes. Nous convenons tous que les partis politiques doivent collaborer dans l'intérêt de tous les Canadiens. En période difficile, nous devons unir nos efforts. L'heure n'est pas à l'esprit de parti. Il faut plutôt que les partis politiques travaillent ensemble, élaborent un plan clair et décident de nos orientations. Je fais ici une déclaration constructive. Selon moi, nous souhaitons tous collaborer avec le gouvernement pour affronter le problème.

Beaucoup de Canadiens seront touchés. Des emplois vont disparaître. L'un de mes collègues a parlé de logement. Bien des gens n'ont toujours pas de logement. Des familles à revenu moyen n'arrivent pas à en trouver un. Ceux qui occupent un logement locatif constatent que, lorsque le propriétaire fait des rénovations, le loyer augmente au-delà de leurs moyens, et ils se retrouvent à la rue. Il y a là un vrai besoin. Lorsque des emplois disparaissent, des gens perdent leur maison. De plus en plus de gens ont besoin de logements.

Il faudra discuter de certains besoins sociaux lorsque nous débattons des mesures à prendre pendant la crise, des besoins de ceux qui perdent leur emploi et doivent tout de même payer les études de leurs enfants, acheter de quoi nourrir la famille et s'offrir un logement. C'est là un élément important, mais ce lien n'a pas été fait dans le discours du Trône.

Je n'ai pas envie de dire: je vous l'avais bien dit. Mais il est vrai que nous avons fait remarquer aux membres du gouvernement, il y a environ deux ans, que ces difficultés allaient surgir. Tout le monde a vu cela venir. Pas besoin d'être un professeur d'économie pour voir les signes précurseurs: le secteur manufacturier périclite.

Jusqu'en janvier 2007, dans ma province, la Colombie-Britannique, 45 usines ont fermé dans le secteur forestier. C'est ainsi que des localités entières, comme Mackenzie, dont les 4 500 habitants dépendaient complètement des 1 500 travailleurs de la scierie, se retrouvent vis-à-vis de rien du tout. Des gens ont abandonné leur maison, faute de pouvoir la vendre. Ils ne peuvent pas la donner. Dans mon petit coin du monde, il y a maintenant des villes fantômes. Dès 2007, nous avons vu cela venir.

Nous avons posé des questions à la Chambre: que ferions-nous pour le secteur automobile, pour pallier la perte d'emplois dans ce secteur, la perte d'emplois dans le secteur forestier? Personne ne blâme qui que ce soit pour la perte d'emplois dans le secteur forestier. Une grande partie du problème est attribuable au dendroctone du pin. Ce n'est pas une question que nous pouvons régler. Il faudra de 75 à 100 ans pour régénérer les forêts décimées par cet insecte. Il ne sera pas facile de soutenir le secteur forestier de la Colombie-Britannique.

Nous pourrions peut-être aider le secteur automobile. Nous devrions réfléchir sérieusement aux mesures à prendre, car nous ne pouvons nous permettre ces pertes d'emplois. Lorsque des travailleurs sont réduits au chômage, le gouvernement doit dépenser de l'argent sous forme de prestations d'assurance-chômage ou d'assistance sociale pour les aider à satisfaire leurs besoins. Il n'est dans l'intérêt supérieur de personne que des emplois disparaissent. Et c'est un drame pour ceux qui n'ont pas de travail et ne peuvent pas subvenir à leurs besoins ni à ceux de leur famille.

*L'Adresse*

On le savait. On savait que des pertes d'emploi se produisaient. Le gouvernement faisait face à un feu nourri de questions, mais il nous répondait que tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes. Il n'y avait pas de gros problème. Les choses devaient s'arranger toutes seules.

Le gouvernement dépensait beaucoup. Les recettes de l'État diminuaient, mais le gouvernement augmentait les dépenses. Un enfant de dix ans peut vous dire que, lorsqu'on dépense plus d'argent qu'on en a dans les poches, on se retrouve avec un déficit. C'est ce qui s'est produit.

Nous avons prévenu le gouvernement, mais je crois que nous devons parler de ce qu'il faut faire à partir de maintenant. Le gouvernement ne peut pas continuer de mettre la faute uniquement sur l'effondrement des marchés et sur les autres problèmes qui surviennent dans le monde. Il a fait preuve d'un manque de prévoyance et d'un manque de vision. Il a été incapable d'agir lorsqu'on a commencé à voir ce qui allait se produire et qu'on s'est aperçu que les problèmes n'allaient pas disparaître tout seuls.

Le pays est chanceux. Son économie repose sur des assises solides. Avant que les conservateurs ne prennent le pouvoir, nous avons équilibré le budget neuf fois de suite. Nous avons doté l'État d'un fonds pour éventualités de 3 milliards de dollars. Pourquoi le gouvernement libéral a-t-il constitué ainsi une réserve pour les mauvais jours? Pensons à la crise du peso, à la grippe asiatique, au SRAS et aux attentats du 11 septembre 2001. Le gouvernement a eu besoin d'argent soudainement pour réagir à ces urgences.

● (1305)

Tout cela nous a appris à mettre de l'argent de côté. Nous savons tous qu'il faut mettre de l'argent de côté pour les mauvais jours. Si nous dépensons l'argent mis de côté pour les mauvais jours, nous risquons de pâtir lorsqu'ils surviendront. Malheureusement, lorsque le gouvernement est un mauvais gestionnaire de l'économie, ce n'est pas lui qui écope, mais plutôt les Canadiens.

Les gouvernements comptabilisent, parlent de déficit et d'états financiers, etc. Pourtant, la réalité des Canadiens ordinaires prend la forme de la perte d'emplois, du manque d'argent, de l'incapacité de trouver de l'emploi et d'un sentiment d'impuissance. Voilà les dures réalités. Il importe d'agir de façon responsable sur le plan budgétaire et de bien gérer l'économie non pas simplement pour donner du gouvernement l'image d'un bon gestionnaire, mais également pour protéger les citoyens.

Nous devons discuter de la marche à suivre. Malheureusement, le discours du Trône n'offre pas de plan. De ce côté-ci de la Chambre, nous voulons voir un plan. Nous souhaitons voir un plan complet, intégré, couvrant le moyen et le long terme, et qui nous propose la marche à suivre. Nous ne pouvons nous en tenir à ce que nous faisons auparavant.

Nous entrons dans un nouveau type de révolution industrielle. Le Canada est un petit pays de 32 millions d'habitants seulement. Nous ne pouvons d'aucune manière concurrencer des régions ou des pays aussi peuplés que l'Union européenne, l'Asie, l'Inde et la Chine. Notre population active n'est pas suffisamment abondante pour que nous nous en tenions à certaines catégories d'emplois manufacturiers comme ceux qui existent dans ces régions. En effet, dans certains pays, les gens peuvent gagner leur vie avec un salaire de 5 \$ l'heure. Les gens arrivent à se loger et à nourrir leur famille. On ne peut en faire autant ici.

Nous devons réfléchir à notre orientation. Et nous devons réfléchir aux façons d'agir intelligemment. Comme d'autres pays, nous sommes en train de dépasser la révolution industrielle pour plonger

dans le XXI<sup>e</sup> siècle. Nous devons plonger dans un type d'économie nouvelle où priment la créativité et l'innovation. La nouvelle révolution est axée sur la créativité et l'innovation. Pour franchir ce pas, nous devons savoir où et comment dépenser pour préparer l'avenir. Comme chacun le sait, nous devons disposer d'un fonds d'urgence pour éviter que des gens soient laissés pour compte et aussi pour investir dans la nouvelle économie. Nous devons nous demander comment le faire.

Nous devons penser aux arts et à la culture. Le Conference Board a dit que l'économie de la création — dont font partie les arts, la culture et le cinéma — avait contribué, directement et indirectement, 84,6 milliards de dollars à notre produit intérieur brut l'an dernier. Cela équivaut à un peu plus de 7,4 p. 100 de notre PIB. Ce secteur a créé 1,1 million d'emplois, pas seulement dans les arts et la culture, mais aussi dans les secteurs connexes que sont le tourisme, la restauration et d'autres industries des services et de la vente au détail qui créent de la richesse et des emplois.

Pourtant, le gouvernement a démontré son manque de vision quand il a sabré cette économie, une économie vers laquelle un pays comme le Canada devra se tourner. De nos jours, les arts et la culture dépassent la performance scénique, la création musicale, la sortie de disques et le tournage de films. Ce secteur englobe tout un volet technologique. Nous savons tous que la numérisation, les iPod et une foule d'autres technologies nouvelles sont issues de l'économie de la création. Elles ont été créées et développées dans le milieu des arts et de la culture.

Ce qu'il y a de bien avec les arts et la culture, c'est qu'ils sont des outils importants de réseautage à une époque où nous avons besoin de tisser des liens étroits. On entend dire que les gens doivent se serrer les coudes et que les Canadiens vont relever le défi. Nous savons que les Canadiens vont se retrousser les manches et dépenser de l'argent, acheter des voitures et assurer la survie de notre économie, mais pour ce faire, ils ont besoin d'argent. Sans emploi, pas d'argent à dépenser.

De ce côté-ci de la Chambre, nous sommes prêts à assurer l'établissement d'un filet de sécurité et la réalisation d'un plan à long terme, mais il nous faut un plan. Nous réclamons un véritable plan substantiel que nous pourrions étudier, critiquer et accepter ou rejeter. Il faut toutefois une certaine base pour bâtir quelque chose de neuf.

On ne peut plus attendre. Le problème est bien réel. Nous aurions pu l'éviter ou, au moins, l'atténuer un peu mieux. Cela n'a pas été fait, mais au lieu de pleurer sur les pots cassés, je demande au gouvernement de bien vouloir nous présenter un plan et nous donner une direction pour le bien de tous les Canadiens.

● (1310)

**Mme Yasmin Ratansi (Don Valley-Est, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie la députée pour son discours mûrement réfléchi.

La députée s'intéresse beaucoup au secteur forestier et au secteur culturel. Elle a mentionné que la situation actuelle aurait pu être évitée. Si de bonnes politiques économiques avaient été mises en place, le Canada aurait pu absorber le coup de la récession.

*L'Adresse*

Selon le directeur parlementaire du budget, le gouvernement actuel a dépensé 40 milliards de dollars de plus qu'il n'en a touché en recettes, et ce, à cause de mauvaises politiques économiques et de subterfuges fiscaux. La députée peut-elle me dire comment les bons gens de la Colombie-Britannique, les gens du secteur forestier, pourront traverser cette récession maintenant que nous n'avons plus la réserve pour éventualités de 3 milliards de dollars que les libéraux avaient lorsqu'ils étaient au pouvoir?

**L'hon. Hedy Fry:** Monsieur le Président, lorsque les libéraux formaient le gouvernement, nous avons parlé du fait que le dendroctone du pin était une réalité et que nous ne pouvions rien faire pour éliminer ce problème qui menace la forêt de disparition. Nous avons parlé de mettre en place de nouvelles économies pour les gens de cette partie de la Colombie-Britannique. Nous avons parlé de développer l'économie et de travailler avec les collectivités. Nombre d'entre elles envisageaient d'examiner de nouvelles technologies, de miser sur le secteur des services et de faire d'autres choses afin que ceux qui ne pouvaient plus compter sur le secteur forestier pour les 75 années à venir puissent aller de l'avant.

Personne ne demande qu'on renfloue le secteur forestier. Nous demandons qu'on exploite le capital humain, qu'on donne aux gens les moyens de se recycler, qu'on investisse dans la création de nouvelles technologies et de nouvelles économies pour les gens de cette région. Ces gens sont très innovateurs. Ils veulent travailler et ont des projets pour y arriver. J'ai vu leurs projets; ils existent depuis deux ans.

Le gouvernement a affirmé dans ses budgets de 2006 et de 2007 qu'il allait investir de l'argent dans cette région. L'argent n'est pas arrivé. Il n'y a pas d'argent. Nous aurions pu éviter cela. C'était il y a trois ans. À l'époque, on aurait pu faire les choses de façon telle que les gens auraient été prêts au moment de la catastrophe et ils auraient du travail. Ils auraient de quoi commencer à reconstruire. On ne peut pas réagir seulement lorsque la crise se produit. Il faut s'y préparer si on la voit venir. Comme médecin, c'est du moins ce que je pense que les gens doivent faire et c'est ce qu'ils ont tendance à faire.

• (1315)

**Mme Michelle Simson (Scarborough-Sud-Ouest, Lib.):** Monsieur le Président, c'est un privilège pour moi de prendre la parole à la Chambre des communes pour la première fois dans le cadre du débat sur l'Adresse en réponse au discours du Trône.

Je voudrais commencer par remercier les électeurs de Scarborough-Sud-Ouest pour l'appui et la confiance qu'ils m'ont témoignée en me chargeant de les représenter à la Chambre des communes. C'est un honneur et un privilège de les servir.

Je voudrais également remercier le directeur de ma campagne, Pierre Cyr, ainsi que le président de la campagne, Earl Provost, qui ont su mobiliser une formidable équipe de volontaires. Leur travail infatigable et leur dévouement m'ont permis d'être ici aujourd'hui. Je tiens en même temps à remercier les membres de ma famille et mes nombreux amis pour leur soutien.

Enfin, je veux exprimer ma gratitude aux deux hommes qui occupent la première place dans ma vie: mon fils Eric et mon mari George, qui a toujours été présent quand j'avais besoin de lui. George est mon meilleur ami. Son amour et son appui ont joué un très grand rôle dans mon élection.

Si l'opposition officielle a signalé qu'elle ne s'opposerait pas au discours du Trône, ce n'est pas parce qu'il contient un plan pour sortir notre pays de la crise actuelle. C'est plutôt parce que notre pays a besoin d'un Parlement qui sache collaborer afin d'affronter efficacement les sérieux défis auxquels nous sommes confrontés.

En fait, à titre de nouvelle députée, je suis très déçue que le gouvernement ait adopté dans le passé des politiques qui ont contribué à l'instabilité économique actuelle et qu'il ne semble aujourd'hui avoir aucun plan destiné à rétablir la confiance des Canadiens dans notre économie.

Le discours du Trône insiste beaucoup sur la nécessité de préparer les Canadiens aux difficultés qui les attendent. Par suite de la mauvaise gestion de l'économie par les conservateurs, il n'y a pas de doute que nous pouvons nous attendre à des temps difficiles.

Le gouvernement conservateur a hérité du gouvernement libéral précédent non seulement un excédent budgétaire de 12 milliards de dollars, mais aussi une tradition libérale pluriannuelle de prudence financière et de budgets équilibrés. En l'espace de deux ans et demi, les conservateurs ont réussi non seulement à dilapider tout cela, mais aussi à détruire la culture de gestion financière énergique que les libéraux avaient travaillé si fort, de concert avec tous les Canadiens, pour créer et maintenir.

Même en pleine connaissance de cause, le gouvernement conservateur refuse d'admettre que ses propres décisions ont joué un rôle important dans la situation actuelle des Canadiens.

Le gouvernement libéral précédent avait compris que, dans une économie mondialisée, d'importantes réductions d'impôts pour tous les Canadiens, se traduisant par une diminution régulière de la dette nationale et par un plan d'urgence viable, peuvent protéger les Canadiens contre bien des difficultés économiques qui prennent naissance à l'étranger et sont indépendantes de notre volonté.

En fait, les gouvernements ont la responsabilité, envers leurs citoyens, d'être prêts à affronter des circonstances imprévues et de veiller à ce que le Canada soit dans la meilleure position possible pour le faire. Le gouvernement libéral précédent l'avait compris, ce qui avait permis au Canada de surmonter plusieurs crises grâce à une gestion prudente des excédents budgétaires.

Au cours de la campagne électorale qu'il avait lui-même déclenchée, le premier ministre avait promis que le Canada ne retomberait plus jamais en situation de déficit. Maintenant que les élections sont passées, le premier ministre lance de sinistres avertissements aux Canadiens, leur affirmant non seulement qu'un déficit est inévitable, mais que c'est peut-être la seule solution possible pour le Canada.

Le gouvernement prétend qu'il avait prévu ce ralentissement économique il y a plus d'un an. Si tel est le cas, pourquoi le premier ministre s'est-il engagé envers tous les Canadiens, il y a seulement cinq semaines, à ne jamais retomber en situation de déficit, tout en sachant qu'il ne pourrait pas tenir sa promesse?

Le Canada avait un budget déficitaire pour les trois premiers mois de cet exercice. Comme le discours du Trône l'a clairement signalé, nous allons encore une fois connaître un important déficit. Ce déficit ne découle pas de la crise mondiale du crédit. C'est le résultat direct des choix faits par le gouvernement. C'est le gouvernement conservateur qui a décidé d'augmenter les dépenses au point de devenir le gouvernement le plus dépensier de l'histoire du pays. C'est lui qui a choisi de réduire les impôts d'une façon qui a compromis l'assiette fiscale.

*L'Adresse*

• (1320)

Comme le directeur parlementaire du budget, Kevin Page, un fonctionnaire indépendant, l'a écrit dans son rapport, le faible rendement financier enregistré jusqu'à maintenant découle « en grande partie [des] décisions politiques antérieures plutôt que de l'affaiblissement de l'économie. » Cette analyse, faite par un fonctionnaire pourtant nommé par le premier ministre lui-même, ne concorde pas du tout avec l'explication que le premier ministre essaie de faire passer. Cela a eu des conséquences négatives pour tous les Canadiens.

Il est également troublant que le discours du Trône ne reconnaisse pas les problèmes auxquels font face les plus défavorisés, les gens qui seront le plus durement touchés par le ralentissement de l'économie canadienne. Il ne prévoit aucune disposition pour les Canadiens pauvres, y compris quelque 800 000 enfants.

Le gouvernement a également ignoré la question des garderies abordables. Ce n'est pas surprenant, compte tenu du fait que le gouvernement actuel, avec l'aide du NPD, a démantelé le programme national de garderies du gouvernement libéral précédent. Je suis persuadée que le gouvernement espérait que cette question serait oubliée à la suite de sa décision de signer des chèques au lieu de régler ce grave problème. Un chèque mensuel n'est pas synonyme de garderie. Il ne permet pas non plus de créer une seule nouvelle place en garderie. Les familles qui triment dur ont besoin de garderies sûres, accessibles et abordables.

Le discours du Trône ne prévoit rien non plus au sujet des problèmes de nos aînés. Après avoir vu leur situation financière mise à mal par la décision du gouvernement d'imposer les fiducies de revenu, ils voient maintenant leurs épargnes de nouveau ravagées par la crise économique actuelle. Pourtant, le discours ne fait aucune mention d'eux. Il nous faut un plan pour protéger nos aînés.

Le discours du Trône passe sous silence la pauvreté, les garderies et les aînés. Pourtant, le gouvernement a la responsabilité d'aider les Canadiens à passer à travers la crise actuelle, notamment ceux qui vivent dans la pauvreté et ceux qui risquent d'y tomber, les familles de travailleurs qui en arrachent, ceux qui ont déjà perdu leurs emplois et les milliers d'autres qui les perdront à mesure que s'aggravera la crise économique.

Le discours du Trône du gouvernement conservateur est simplement une info-pub conçue pour faire avaler aux Canadiens qu'il n'est pas responsable de nos problèmes actuels. Or, un discours du Trône doit justement montrer la voie de la prospérité économique, de la justice et de l'équité pour tous les Canadiens. Les libéraux le comprennent ainsi, de même que les Canadiens.

En tant que députée de l'opposition officielle, je comprends que les Canadiens veulent que le Parlement s'attaque, de concert et en partenariat avec les provinces et les municipalités d'un bout à l'autre du pays, aux difficultés qui menacent notre pays. Les libéraux sont déterminés à faire en sorte que le Parlement prenne les meilleures mesures économiques possibles pour aider le Canada à traverser ces temps difficiles. Les Canadiens ne méritent rien de moins.

**Mme Yasmin Ratansi (Don Valley-Est, Lib.):** Monsieur le Président, j'aimerais féliciter la députée pour son premier discours. Elle a fait un excellent travail. On pourrait croire qu'elle est députée depuis longtemps.

Comme elle l'a fait remarquer avec justesse, le discours du Trône manque de substance. Il ne présente aucun plan, et cela parce que les coffres du gouvernement sont vides. Comme elle l'a fait remarquer avec justesse, cela est dû au fait que les conservateurs ne disposaient d'aucune politique adéquate ou que leur politique était si teintée

d'idéologie qu'ils ont été incapables d'épargner en prévision des jours difficiles, comme l'avaient fait les libéraux. Par conséquent, ils n'ont plus d'argent. C'est le gouvernement qui est responsable de la récession au Canada.

Quand les députés font du porte à porte pour parler avec leurs concitoyens, quel est, selon la députée, leur niveau de confiance envers le premier ministre? Toutes ses promesses relatives à la récession se sont avérées fausses et il dit maintenant qu'il y aura une récession. Une semaine avant les élections, il disait qu'il n'y aurait pas de récession. C'est exactement ce qu'il a dit aux membres du Canadian Club. Quel est le niveau de confiance actuel des Canadiens?

• (1325)

**Mme Michelle Simson:** Monsieur le Président, la confiance est à son plus bas. J'ai reçu des centaines de courriels de la part de mes concitoyens au sujet de la crise économique actuelle, notamment des personnes âgées. Je suis très préoccupée par le nombre de personnes âgées qui s'attendent à perdre leur maison au cours de cette période difficile. On parle ici de personnes qui ont travaillé fort pour établir les fondations de notre économie au cours des dernières années et qui voient aujourd'hui cette économie s'effriter. Ils croient que la récession trouve ses origines ici même au Canada et ils sont inquiets de voir qu'il n'y a aucun fonds de prévoyance pour l'affronter.

Comme nous le savons tous et comme le rappelleraient les banques et les économistes aux familles canadiennes, il faut toujours épargner en prévision des jours difficiles, et je crois que des jours extrêmement difficiles nous attendent.

**M. Ed Fast (Abbotsford, PCC):** Monsieur le Président, j'aimerais à mon tour souhaiter la bienvenue à notre collègue dans notre auguste assemblée. Je suis persuadé qu'elle y vivra des expériences très enrichissantes.

J'aimerais dire quelques mots sur ses principaux commentaires qui laissaient entendre que notre gouvernement aurait dilapidé les excédents dont nous avons hérité. On pourrait comparer les finances du gouvernement à celles d'une famille. Pensons, par exemple, à une famille ayant une marge de crédit dans une banque ou quelque autre obligation et qui obtiendrait une somme d'argent imprévue. Elle pourrait, bien sûr, épargner cette somme en prévision de jours difficiles, mais l'intérêt qu'elle retirerait de ce placement serait inférieur à celui qu'elle aurait à payer sur sa marge de crédit.

La meilleure chose à faire, ce que des milliers de familles canadiennes, y compris la mienne, font lorsqu'elle reçoivent une somme d'argent imprévue, une gratification versée par l'employeur par exemple, c'est de l'utiliser pour rembourser la marge de crédit qui exige des intérêts plus élevés.

Malheureusement, notre collègue n'a même pas mentionné que le gouvernement avait en fait remboursé 40 milliards de dollars du montant de la dette publique. Nous avons essentiellement remboursé une partie de l'hypothèque qui aurait été léguée aux générations futures. C'était une décision très responsable.

J'aimerais que la députée m'explique comment cet argent aurait pu être gaspillé puisqu'il a servi à rembourser une partie de la dette du pays.

**Mme Michelle Simson:** Monsieur le Président, comme j'ai déjà été banquière, j'approuve la notion de réduction de la dette, mais je ne crois pas que la dette du Canada était ingérable avant que les excédents ne servent à la réduire.

*L'Adresse*

Des électeurs de ma circonscription ont comparé cette situation à celle de deux personnes qui se marient et achètent une maison. Elles contractent une hypothèque et sacrifient presque tout le reste. Elles n'ont plus aucune qualité de vie. Tout ce qui compte, c'est rembourser l'hypothèque. Elles ne peuvent entretenir leur maison lorsque le toit commence à fuir et la fondation, à s'effondrer. Elles finissent par rembourser leur hypothèque, mais doivent ensuite raser leur maison et s'endetter de nouveau pour en reconstruire une neuve aux coûts actuels du marché.

La réponse facile à la question du député est qu'il n'y a pas que la réduction de la dette qui est d'une importance capitale dans ce pays. Je crois que ce que nous vivons en ce moment l'est aussi.

● (1330)

**M. Bruce Hyer (Thunder Bay—Superior-Nord, NPD):** Monsieur le Président, je vais partager le temps dont je dispose avec le député de Welland.

J'aimerais remercier les électeurs de Thunder Bay—Superior-Nord de m'avoir élu pour les représenter au Parlement. C'est pour moi un grand honneur et une responsabilité encore plus grande. Après avoir travaillé plus de 30 ans à mon propre compte, je vais maintenant travailler pour les milliers de personnes de ma circonscription.

J'aimerais aussi remercier les bénévoles de Thunder Bay qui n'ont jamais cessé de travailler pour le NPD depuis l'époque où Ernie Epp et Iain Angus les ont représentés à la Chambre.

J'aimerais surtout remercier ma merveilleuse famille, Margaret et Michael Hyer, qui m'ont offert un soutien sans faille au cours des cinq dernières années et des trois dernières campagnes électorales.

Le Nord-Ouest de l'Ontario a contribué à fournir les matières premières qui ont servi à la construction d'Ottawa, de Montréal et de Toronto, soit les fourrures et le bois d'oeuvre. Ces matières premières ont contribué à faire du Canada un pays prospère. C'est maintenant au Nord de l'Ontario d'avoir besoin de l'aide d'Ottawa. Nos citoyens et nos petites municipalités se sentent laissés pour compte. Nous avons l'impression qu'alors que nous nous avons besoin de son aide, Ottawa a oublié où nous sommes, qui nous sommes et ce dont nous avons besoin.

J'ai frappé à des milliers de portes en cinq ans. J'ai entendu beaucoup d'expressions de colère et d'inquiétude. Dans le Nord de l'Ontario, des milliers d'emplois sont disparus dans le secteur primaire et surtout dans le secteur forestier, l'exploitation des forêts et les scieries. J'ai entendu s'exprimer de la colère et une inquiétude extrême dans les localités qui dépendent de la forêt et dont les scieries et les exploitations forestières ont interrompu leurs activités, par exemple à Longlac, à Nakina, à Beardmore, à Red Rock, à Nipigon et à Thunder Bay, dont beaucoup d'usines ont été touchées. À d'autres endroits, comme Terrace Bay et Marathon, la situation est tangente, tout comme elle l'est dans deux usines encore en exploitation à Thunder Bay.

Depuis le 14 octobre, je multiplie les efforts dans beaucoup de dossiers importants pour améliorer le sort des familles dans notre région. Ainsi, il faut favoriser la fabrication de produits forestiers à valeur ajoutée et étudier les possibilités du bois sur le plan énergétique. Il y a également eu des réunions consacrées à des questions régionales qui concernent les mines, les soins de santé, les routes, le service de fret ferroviaire à Greenstone et le rétablissement des services de VIA Rail à Thunder Bay et sur la rive nord du lac Supérieur.

Mes adjoints travaillent déjà fort à Thunder Bay pour aider beaucoup de nos concitoyens, au niveau local, à répondre à leurs

besoins. Toutefois, seule la Chambre et le gouvernement fédéral peuvent répondre à un grand nombre des besoins dans le Nord-Ouest de l'Ontario en collaborant pour investir et pour créer ou rétablir des collectivités, des familles, un environnement et une économie en bonne santé.

Dans ma circonscription, les membres des Premières nations représentent plus de 20 p. 100 de la population. Nous voulons qu'ils aient plus que les indemnités versées pour régler la question des pensionnats. Nous voulons qu'ils s'intègrent au tissu économique et politique du Canada.

La circonscription compte aussi un grand nombre de Métis. Ces Canadiens issus des mariages de l'époque du commerce des fourrures veulent être reconnus à la table fédérale.

Dans ma circonscription, Thunder Bay—Superior-Nord, nous avons une oasis culturelle au milieu d'une vaste nature sauvage. Par habitant, nous avons plus sièges que Toronto pour les concerts symphoniques et plus de sièges que Montréal pour le théâtre. Nous avons un beau secteur des arts visuels qui est ouvert à l'art autochtone, à l'art traditionnel et à l'avant-garde; il y a des œuvres étonnantes. Cela, nous le devons à des particuliers et à des gouvernements passés qui nous ont aidés à établir les assises qui ont permis à notre secteur culturel de s'épanouir. Je vous en prie, ne réduisons pas le financement des arts. Augmentons-le plutôt afin que les arts puissent continuer à se développer à Thunder Bay, dans le Nord-Ouest de l'Ontario et dans tout le Canada rural.

À Thunder Bay—Superior-Nord, nous avons des artisans et des gens de métiers compétents qui n'ont pas peur du travail, une population active expérimentée et capable de s'adapter. Nous avons besoin de soutien pour favoriser l'innovation, pour trouver de nouvelles manières de fabriquer de nouveaux produits à partir de nos forêts. Nous sommes reconnaissants des investissements consentis à Thunder Bay pour la médecine moléculaire et les technologies.

Tous ne reprendront pas le travail. L'État doit, au moyen d'investissements judicieux et de règlements rigoureux, protéger les pensions, les maisons, les économies de ceux qui seront contraints de prendre leur retraite. Si des travailleurs sont mis à pied au milieu de leur carrière, nous voulons qu'ils puissent compter sur un régime d'assurance-emploi qui répond à leurs besoins et les protège, non un régime qui multiplie les règlements pour éviter de leur verser des prestations afin que le ministre des Finances puisse équilibrer ses comptes. Nous devons arrêter de prendre l'argent que les travailleurs ont versé à l'assurance-emploi. C'est leur argent, pas celui du gouvernement.

● (1335)

Dans ma circonscription, comme dans presque toutes les circonscriptions au Canada, un peu plus de la moitié de la population est féminine. Les femmes veulent le rétablissement du bureau de Condition féminine Canada. Elles réclament une attention respectueuse au plan tant de l'équité que de l'égalité.

Environ 35 p. 100 des résidents de ma circonscription, dont moi-même, n'ont pas de médecin de famille. Des gens doivent se rendre en avion à Winnipeg, à Toronto ou à Hamilton pour obtenir les nombreux services et les traitements dont ils ont besoin. Des gens qui ont besoin de services psychiatriques obtiennent des diagnostics sommaires et des prescriptions, mais on ne leur propose pas de stratégie de thérapie et de traitement.

*L'Adresse*

Lorsque Tommy Douglas and Lester Pearson ont travaillé à la création de ce qui fut notre merveilleux système de soins de santé, la contribution fédérale était de 50 p. 100. Aujourd'hui, le financement fédéral est bien en-deçà de 20 p. 100. Il est essentiel que le gouvernement fédéral respecte sa promesse depuis longtemps oubliée d'être un partenaire égal avec les provinces dans le domaine des soins de santé.

Si le premier ministre nous dit que les déficits imminents l'empêchent de répondre à ces besoins, nous le pressons de récupérer une partie des fonds qu'il a donnés à ses amis banquiers et aux pétrolières par le truchement d'énormes réductions d'impôt.

Je lance un appel spécial au ministre de l'Industrie. Nous avons une usine spécialisée dans la production de papiers fins à Thunder Bay, la Thunder Bay Fine Papers. Sous la gouverne de ses précédents propriétaires non gérants, cette usine a été très mal gérée. Elle a été rachetée et la gestion en a été réorganisée par des gens de la localité, des gens de Thunder Bay. Cette usine et les familles de Thunder Bay ont besoin de l'aide du ministre de l'Industrie, par l'intermédiaire de FedNor, peut-être. Cette usine unique fabrique des papiers fins de spécialité à valeur ajoutée pour les livres, les magazines et les brochures de haute qualité. C'est une usine presque entièrement canadienne, dont la plupart des copropriétaires vivent à Thunder Bay. Elle a conclu une entente favorable spéciale, une convention collective de dix ans, avec le Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier. Elle a amélioré de façon spectaculaire son efficacité énergétique et le rendement de sa main-d'oeuvre. Alors que sous la gouverne précédente la main-d'oeuvre consacrait 6,9 heures de travail par tonne de produit, elle consacre actuellement 2,8 heures de travail par tonne. Ainsi, l'usine se classe dans le premier quart des usines les plus efficaces en Amérique du Nord. De plus, son carnet de commandes est rempli pour plusieurs années à venir.

L'Ontario a apporté les contributions suivantes: une garantie de prêts de 25 millions de dollars, un prêt-subsvention de 1,5 million de dollars. Le Fonds du patrimoine de l'Ontario a versé lui aussi une somme de 1,5 million de dollars.

Le ministre de l'Industrie a le pouvoir de sauver cette usine. Il a le pouvoir de sauver plus de 600 emplois directs dans une ville de 108 000 personnes, ainsi que des centaines d'emplois indirects à Thunder Bay. De plus, il pourrait protéger de nombreux emplois à l'usine Bower, qui se trouve également à Thunder Bay et qui est la source de la pâte kraft utilisée dans ces papiers fins. Bref, le ministre a le pouvoir de sauver plusieurs milliers d'emplois directs et indirects à Thunder Bay et d'éviter à plusieurs milliers de familles dans cette ville une situation difficile et des inquiétudes à l'approche de Noël.

Si le ministre de l'Industrie, le premier ministre et le gouvernement désirent montrer, par l'intermédiaire de la FedNor ou autrement, qu'ils s'intéressent aux produits forestiers à valeur ajoutée, qu'ils se soucient des travailleurs forestiers du Nord-Ouest de l'Ontario et qu'ils croient qu'un investissement ciblé dans la ville de Thunder Bay est important, ils doivent faire ce qui suit: premièrement, ils doivent accorder une garantie d'emprunt de 20 à 30 millions de dollars à la Thunder Bay Fine Papers pour l'aider à surmonter ses difficultés de liquidités initiales; et, deuxièmement, ils doivent demander aux organismes gouvernementaux canadiens de faire leurs achats auprès d'imprimeries qui utilisent des papiers fins produits au Canada plutôt que les papiers produits à l'étranger qui sont souvent employés de nos jours.

Je suis un biologiste de la faune. Les biologistes allient deux stratégies pour sauver les espèces en voie de disparition. Ils mettent

au point un plan visant à assurer la viabilité à long terme, mais, en premier lieu, ils élaborent rapidement une stratégie de survie à court terme pour l'espèce en déclin.

Monsieur le Président, le ministre de l'Industrie doit comprendre que l'industrie forestière canadienne est en voie de disparition et que les travailleurs forestiers de Thunder Bay et du Nord-Ouest de l'Ontario sont les plus menacés. Nous lui demandons instamment de montrer que son gouvernement se soucie de nos travailleurs forestiers et de l'avenir du Nord-Ouest de l'Ontario.

Nous devons agir rapidement pour protéger ces emplois à la Thunder Bay Fine Papers et dans les localités de l'ensemble du pays qui dépendent des ressources naturelles.

Je veux de nouveau signaler à quel point je suis heureux de siéger à la Chambre; j'ai hâte de travailler avec tous les partis et de prouver que nous pouvons conjuguer nos efforts afin de faire du Canada le pays que nous désirons tous et dont les Canadiens ont besoin.

• (1340)

**M. Nathan Cullen (Skeena—Bulkley Valley, NPD):** Monsieur le Président, je félicite le député et lui souhaite la bienvenue à la Chambre. Je félicite aussi les gens de Thunder Bay—Superior-Nord d'avoir fait le bon choix à l'occasion des élections.

La question que j'adresse à mon collègue porte très précisément sur l'usine qui était au centre de sa première intervention à la Chambre, non seulement en raison de son caractère symbolique, mais aussi parce qu'il s'agit d'un exemple concret de ce que le gouvernement peut et ne peut pas faire.

Les décisions que le gouvernement prendra en cette période de bouleversements économiques sont d'une importance cruciale pour les gens de sa circonscription et de bon nombre d'autres circonscriptions d'un bout à l'autre du pays. À l'heure actuelle, en cette enceinte, le gouvernement est en train de décider s'il accordera des réductions d'impôts de 50 milliards de dollars, s'il fera des investissements précis ou s'il offrira une aide financière à l'intention des aînés dans le but de protéger leurs pensions.

Quelles mesures visant précisément les gens de Thunder Bay—Superior-Nord le député devra-t-il trouver dans la mise à jour financière, le mini-budget, pour pouvoir accorder au gouvernement son appui ainsi que celui des gens qu'il représente, compte tenu du fait que le gouvernement a une responsabilité et qu'il est conscient de la situation que vivent les gens du Nord de l'Ontario et de collectivités semblables à la sienne dans l'ensemble du pays?

**M. Bruce Hyer:** Monsieur le Président, je le répète, les gens du Nord-Ouest de l'Ontario ont perdu confiance dans le gouvernement du Canada. Ils ont perdu confiance dans le gouvernement conservateur. Ils croient que le premier ministre ne se soucie pas du secteur forestier ni des gens qui y travaillent et qu'il ne semble pas se préoccuper davantage du travailleur ordinaire au Canada. Nous espérons qu'ils se trompent à cet égard.

C'est l'occasion idéale pour le gouvernement de prouver aux gens de Thunder Bay et du Nord-Ouest de l'Ontario qu'il se préoccupe véritablement de leur sort.

Après plusieurs centaines d'années d'efforts en vue de construire un Canada meilleur, voici un microcosme de la situation au Canada aujourd'hui. Le gouvernement se préoccupe-t-il du travailleur ordinaire ou se préoccupe-t-il seulement des grandes sociétés multinationales dans une économie de marché prétendument libre?

*L'Adresse*

**M. Wayne Marston (Hamilton-Est—Stoney Creek, NPD):** Monsieur le Président, je félicite le nouveau député de Thunder Bay—Superior-Nord et je lui souhaite la bienvenue à la Chambre.

Dans son premier discours, il a mentionné la pénurie criante de médecins dans sa collectivité, et la situation est la même d'un bout à l'autre du pays, mais elle semble particulièrement grave chez lui.

Nous avons beaucoup entendu parler aujourd'hui de déficit et de dépenses conduisant à un déficit. Le député a fait allusion au fait que des réductions de l'impôt des entreprises, notamment des grandes pétrolières et des banques, sont prévues au cours des prochaines années, et devraient s'élever à environ 14 milliards de dollars par année. Ce serait probablement une bonne idée si le gouvernement annulait ces réductions d'impôt.

Le député a aussi mentionné les garanties d'emprunts. La fin de semaine dernière, j'étais chez le concessionnaire Dewildt Chrysler, dans Hamilton-Est—Stoney Creek, et je discutais avec les propriétaires des problèmes qu'ils connaissaient. Plus tôt aujourd'hui, un député du côté ministériel a donné des chiffres sur les ventes d'automobiles. Le problème des concessionnaires, c'est le renouvellement de leurs stocks. Ils ont beaucoup vendu, mais ils ont besoin de fonds pour reconstituer leurs stocks et offrir les nouveaux modèles.

Un autre député a parlé du taux de chômage, qui se situerait à 6,1 p. 100. C'est un chiffre qui remonte à plus d'un mois et demi et je suis convaincu que ce taux est bien plus élevé aujourd'hui. Le député peut-il nous dire si le taux de chômage a beaucoup empiré ces six dernières semaines dans sa circonscription, comme cela s'est produit dans la mienne?

**M. Bruce Hyer:** Monsieur le Président, j'ignore le taux de chômage réel actuel dans Thunder Bay—Superior-Nord. Je sais que, dans le Nord et le Nord-Ouest de l'Ontario, les petites collectivités ainsi que Thunder Bay, nous avons un taux de chômage bien supérieur à la moyenne nationale et que cette moyenne est bien au-dessus de ce qui est acceptable dans une économie moderne.

Nous gardons l'espoir qu'il y aura des investissements ciblés, qui pourront être renouvelés, dans toute la région afin d'instaurer la stabilité, la sécurité et la confiance pour les citoyens ordinaires du Nord-Ouest de l'Ontario.

• (1345)

**M. Malcolm Allen (Welland, NPD):** Monsieur le Président, je voudrais me joindre aux nombreux autres qui l'ont déjà fait pour vous féliciter de votre réélection à la présidence de la Chambre. Lors de l'élection de mardi dernier, nous avons entendu un appel retentissant à une plus grande civilité et à un plus grand respect de la part de tous les députés. Je suis sûr que vous saurez vous acquitter de ce mandat.

Je voudrais également me joindre à mes collègues néo-démocrates pour offrir mes félicitations au premier ministre, au chef de l'opposition officielle et au chef du Bloc québécois. J'aimerais en même temps remercier mes électeurs de Welland pour la confiance qu'ils m'ont témoignée en me chargeant de les représenter ici. Je leur en serai toujours reconnaissant.

Je profite aussi de l'occasion pour remercier ma famille. Lorsque je suis arrivé au Canada comme immigrant avec mes parents, mon père n'avait pas de travail. Nous venions de Glasgow, où il travaillait pour un chantier naval. Mon père était venu au Canada pour construire des navires. Après six mois, n'ayant toujours pas trouvé de travail, il a dû décider, avec ma mère et ses quatre enfants, s'il valait mieux rester dans le pays ou rentrer chez lui. Mon père a pris

une décision, qui a dû être très dure pour lui parce que nous n'avions aucune autre famille au Canada: celle de rester.

C'est avec une grande tristesse que je prononce aujourd'hui ces paroles que j'aurais voulu adresser directement à mon père. Il est décédé il y a un an de sclérose en plaques. Toutefois, la décision qu'il a prise à l'époque me permet de prendre la parole aujourd'hui devant cette assemblée. J'en serai éternellement reconnaissant à mon père et ma mère.

Marié depuis 29 ans, j'ai toujours vécu un partenariat avec ma femme Peggy et nos trois enfants. Je les remercie de leur soutien et leur affection indéfectibles, sans lesquels ma présence ici n'aurait pas eu pour moi tout le sens qu'elle revêt aujourd'hui.

Je voudrais également dire aux députés qui, comme moi, viennent d'être élus à la Chambre pour la première fois, que je suis honoré de figurer dans leur groupe. J'ai hâte de me retrousser les manches pour m'attaquer au travail que les Canadiens attendent de nous.

Il est clair que nous affrontons aujourd'hui une crise économique sans précédent dans les temps modernes. Pour les plus jeunes, j'irais même jusqu'à dire sans précédent tout court. Ces jeunes devront s'adresser à leurs grands-parents, peut-être même à leurs arrière-grands-parents pour savoir ce qui s'est passé il y a bien longtemps dans notre pays.

Ce sont des temps très troublants et très difficiles pour les Canadiens, surtout dans la circonscription de Welland que j'ai l'honneur de représenter. Le discours du Trône de mercredi dernier était une occasion pour le gouvernement de présenter un plan audacieux en faveur des Canadiens. Malheureusement, il ne l'a pas fait.

Les Canadiens souhaitent que le Parlement prenne des mesures pour atténuer l'impact de la crise économique. Pour le faire, nous croyons qu'il est nécessaire de nous attaquer à cinq priorités.

Premièrement, le gouvernement doit concevoir un plan de stimulation économique pouvant protéger les emplois actuels et en créer de nouveaux. Si nous voulons éviter quelque chose de bien pire qu'une récession, nous devons veiller à ce que les gens aient du travail et gagnent leur vie.

Deuxièmement, nous devons protéger les pensions des Canadiens qui ont édifié le pays et nous ont permis d'en profiter. Nous devons nous assurer que ces pensions sont protégées et que les retraités ne retomberont pas dans les dettes et la pauvreté.

Troisièmement, nous devons immédiatement suspendre les réductions d'impôt de 7,3 milliards de dollars au profit des sociétés, qui doivent prendre effet en 2009. Il semble ridicule d'offrir des milliards de plus à des entreprises rentables tandis que le reste de l'économie est en difficulté. Pour moi, le moins que nous puissions faire est d'investir dans nos propres gens plutôt que dans des sociétés qui empochent les réductions d'impôts et vont s'établir au Mexique, comme John Deere.

Quatrièmement, nous réclamons de vraies mesures de lutte contre les changements climatiques. Il se profile de ce côté une crise qui pourrait être plus grave que celle que traverse l'économie, mais on trouve aussi là un élément de solution, une partie du remède. En créant des emplois dans le secteur environnemental, nous pouvons aider à résoudre nos deux problèmes simultanément: la crise économique et la crise des changements climatiques.

*L'Adresse*

Cinquièmement, nous devons apporter une vraie réforme aux institutions démocratiques et avoir un gouvernement minoritaire plus ouvert, responsable et coopératif. Il existe actuellement chez nous un déficit démocratique, car des millions de Canadiens ont l'impression d'être laissés en marge du processus électoral. En même temps, nous guettons des signes clairs montrant que ce Parlement où le gouvernement est minoritaire sera plus productif que le dernier, qu'il y aura moins de discorde.

Ces cinq priorités ne sont pas extravagantes. Elles ne sont pas déraisonnables. Il nous a semblé que, en abordant quelques-unes ou la totalité de ces questions, nous pourrions collaborer avec le gouvernement afin d'apporter les solutions que les simples citoyens réclament de nous tous.

• (1350)

Un certain nombre d'éléments m'ont enchanté dans le discours du Trône de mercredi dernier. J'en ai aimé le ton général. Il était conciliant et témoignait d'une ouverture à la collaboration.

Le premier ministre a dit qu'il voulait travailler avec les autres partis à la Chambre et il nous a demandé de présenter nos idées. J'estime que ce que nous proposons est sérieux. Mais solliciter des conseils pour ne pas en tenir compte par la suite, c'est comme faire des promesses creuses. Nous devrions trouver un moyen de faire comprendre aux deux côtés de la Chambre que, si nous voulons collaborer, il faut que nous nous écoutions les uns les autres.

Je me suis réjoui de ce que le discours du Trône disait de l'élaboration d'un système continental de plafonnement et d'échange de droits d'émission, et l'invitation à collaborer avec le gouvernement pour appliquer un programme d'améliorations écoénergétiques est encourageante. Nous réclamons ces initiatives depuis un certain nombre d'années. J'ai hâte de connaître les détails de ces propositions et j'espère pouvoir les appuyer.

De plus, le nouveau discours que nous entendons au sujet de nouvelles installations de recherche de calibre mondial est prometteur. Le Canada compte des chercheurs et des innovateurs de premier ordre, et il est grand temps de mobiliser cette énergie et cette capacité d'innovation. L'Université Brock et le Collège Niagara, qui se trouvent dans ma circonscription, parlent de nouvelles industries biochimiques et de bio-industries. Le président de l'Université Brock déborde d'enthousiasme. J'ai hâte de voir cette innovation, cette collaboration avec les innovateurs qui vont se manifester, les détails de ce qui se trouve dans le discours du Trône.

Tout cela est bien beau, mais la majeure partie du discours reste vague, il donne peu de détails et il ne propose pas de plan d'action concret. Le discours du Trône est censé être le plan d'action du gouvernement. Il est censé esquisser son orientation stratégique. Ce n'est pas l'impression que j'ai eue mercredi dernier. Les Canadiens espéraient davantage et les néo-démocrates aussi.

Comme je suis un député du Sud de l'Ontario, j'attendais des détails sur ce que le gouvernement entend faire pour contrer l'instabilité croissante du secteur manufacturier. Le cœur industriel de l'Ontario est en cause, et je n'ai pas entendu un seul mot à ce sujet.

La crise ne se limite pas au secteur de l'automobile. Dans le Sud de l'Ontario, on croit souvent qu'il n'y a que l'automobile. Ce n'est pas tout à fait vrai. La vérité, c'est que cette région très industrialisée est aussi très diversifiée. Le problème, c'est que nous voyons beaucoup de sociétés abandonnées à leur sort et acculées à la faillite, et d'autres qui se contentent de plier bagages et d'aller s'installer ailleurs.

CanGro était une société établie juste à l'extérieur de ma circonscription, dans la péninsule du Niagara, qui produisait principalement des fruits en conserve. La péninsule du Niagara est étroitement associée à l'idée des récoltes de fruits mûrs. CanGro était la dernière manufacture de conserves à l'est des Rocheuses, et l'on n'a rien fait pour stopper sa dégringolade il y a environ quatre mois. Maintenant, les producteurs de pêches n'ont plus personne à qui envoyer leurs pêches. En fait, les pêcheurs ont été arrachés du sol, et ils ne produisent plus. C'est une véritable honte.

On trouve aussi dans ma circonscription un endroit appelé Horizon Milling. La plupart des gens se souviendront davantage de la farine Robin Hood. La nouvelle société Horizon Milling a décidé d'acheter Robin Hood. La première chose qu'elle ait faite a été de mettre ses employés en lock-out et de demander à ses travailleurs et à ses retraités de faire des concessions. Elle a laissé ses travailleurs dans la rue pendant 15 mois avant de fermer l'usine. C'est absolument honteux. Cette usine était en exploitation depuis une soixantaine d'années. Des grand-pères, des pères et des enfants y avaient travaillé les uns après les autres à Port Colborne. C'est très malheureux.

Ma circonscription se trouve dans une des plus vieilles régions du pays. C'est le quatrième endroit où nos ancêtres se sont installés. Maintenant, 70 p. 100 des jeunes de moins de 30 ans quittent la région du Niagara parce qu'ils n'y trouvent pas d'emploi. Si nous poursuivons vers la destinée qu'on nous prépare aujourd'hui, je crains que tous les jeunes finissent par quitter la région pour trouver de l'emploi ailleurs. Nous devons arrêter cette hémorragie. Nous devons trouver de nouveaux filons à exploiter. Nous devons prévoir des moyens non seulement d'assurer la survie des industries manufacturières en place aujourd'hui dans ma circonscription, mais aussi d'en créer de nouvelles, exploitant de nouvelles technologies et offrant de nouveaux emplois à la population.

Nous avons besoin de nouvelles idées; il faut aussi que tous les partis fassent un compromis. Si le gouvernement veut réellement coopérer, je lui suggère de travailler avec tous les partis pour que nous puissions mettre au point un plan proprement canadien qui pourra nous tirer de ce mauvais pas et même rendre notre pays plus fort et plus compétitif dans le contexte du XXI<sup>e</sup> siècle.

• (1355)

**Mme Chris Charlton (Hamilton Mountain, NPD):** Monsieur le Président, le discours du député de Welland m'a emballée. Je suis heureuse de voir que notre région peut compter sur un autre ardent défenseur du secteur manufacturier, des emplois et, par-dessus tout, des travailleurs et de leurs pensions.

J'ai trouvé intéressant que le député parle de l'usine de John Deere qui, nous le savons tous, était rentable. John Deere a profité des baisses d'impôt généralisées offertes par le gouvernement aux grandes sociétés, mais cela n'a pas empêché cette entreprise rentable de fermer son usine et de transférer ces emplois au Mexique.

Visiblement, le discours du Trône, qui n'en avait que pour l'augmentation des baisses d'impôt généralisées aux grandes sociétés, n'aide pas les entreprises qui ont désespérément besoin d'aide. En vérité, comme les députés le savent, les entreprises qui ne font pas de profits ne paient pas d'impôt et ne profitent donc pas des baisses d'impôt.

### Déclarations de députés

J'aimerais que le député de Welland aille un peu plus loin, car je sais que les travailleurs de sa collectivité ont déjà beaucoup souffert de la crise économique actuelle, tout comme ceux de Hamilton. Ce sont leurs emplois et leurs pensions qui ont écopé. Ils ont souffert de l'accès inadéquat à l'assurance-emploi et, évidemment, ont payé pour sortir les banques du bourbier.

Je crois que le député conviendra qu'il est temps de commencer à venir en aide aux travailleurs de Welland. Pourrait-il nous donner des exemples concrets de moyens pour y arriver?

**M. Malcolm Allen:** Monsieur le Président, la députée a parfaitement raison en ce qui concerne les réductions d'impôt. John Deere a amassé ces réductions d'impôt et les a utilisées pour expédier ses installations de fabrication au Mexique. Quelques rares emplois ont été transférés au Wisconsin, mais la grande majorité d'entre eux sont allés au Mexique.

John Deere se trouvait dans la ville de Welland depuis près de 100 ans. De son propre aveu, la société était très rentable et efficace et disposait d'une excellente main-d'oeuvre. Dans un communiqué émis l'année dernière, la société se disait attachée à Welland, malgré cela, neuf mois plus tard un autre communiqué annonçait la fermeture des installations sans qu'il en ait été question avec qui que ce soit. Avant de partir, la société n'a même pas dit merci pour les réductions d'impôts.

J'ai parlé avec un jeune couple. Le mari travaillait chez John Deere. Ils étaient dans la fin de la vingtaine ou au début de la trentaine, à peine plus vieux que mes propres enfants. Ils m'ont dit qu'ils pensaient avoir enfin trouvé un emploi stable dans une région agricole, parce que John Deere était l'entreprise phare de la région. Alors que toutes les autres supprimaient des emplois, celle-ci embauchait. J'ai vu le désespoir sur leurs visages. Ils me demandaient: « Qu'allons-nous faire? Où devons-nous aller? Qu'advient-il de nous, de nos amis et de nos familles quand nous devons nous en aller? »

C'est absolument déchirant de voir une jeune famille dans cette situation. Ces jeunes veulent rester dans leur collectivité et être près des leurs. Ils veulent élever leurs enfants de façon que les grands-parents aient la possibilité de voir leurs petits-enfants. Ils attendent de nous, les députés, que nous trouvions des moyens leur permettant de rester dans leur collectivité en créant des emplois, en empêchant que ceux-ci disparaissent, en empêchant les John Deere de ce monde de prendre les réductions d'impôt accordées par les conservateurs et de partir vers le Sud au Mexique.

## DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

### LE PRIX D'EXCELLENCE DU NORD DE L'ONTARIO

**M. Greg Rickford (Kenora, PCC):** Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre, je saisis l'occasion pour remercier les électeurs de la merveilleuse circonscription de Kenora de m'avoir élu.

J'ai récemment eu l'honneur de présenter à Larry Hope le Prix d'excellence du Nord de l'Ontario pour le Centre régional de culture et de formation de Dryden, situé au coeur de la circonscription de Kenora.

Le centre a été conçu en pensant à la collectivité. Il reconnaît que l'usine de papier locale et ses produits du bois représentent la principale industrie de la région. C'est le centre d'avant-garde,

innovant, pour la formation et les événements culturels de toute la région. J'ai présenté le prix dans le cadre du gala WoodWORKS! de Toronto, parrainé par la FedNor qui, grâce à sa relation harmonieuse de financement avec le Conseil canadien du bois, fait la promotion des produits du bois grâce à divers programmes et services visant à ouvrir un accès au marché et à stimuler la demande.

Je félicite le Centre régional de culture et de formation de Dryden de sa poursuite de l'excellence au service de la circonscription de Kenora.

\* \* \*

● (1400)

### FRANK LEDWELL

**L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.):** Monsieur le Président, je profite de l'occasion pour rendre hommage au regretté Frank Ledwell et pour souligner sa contribution remarquable à la collectivité de l'Île-du-Prince-Édouard.

Auteur de renom, enseignant et poète officiel, Frank s'est employé à faire l'éloge et la promotion de la vie des Prince-Édouardiens. L'oeuvre de Frank a été honorée par moult distinctions, dont l'Ordre de l'Île-du-Prince-Édouard. En 2004, il a été nommé poète officiel de la province pour une période de trois ans.

Frank a grandi pendant la Grande Dépression, est entré dans l'enseignement à 16 ans et a poursuivi son travail auprès du milieu artistique sa vie durant. Par sa gentillesse, sa bonté et son humour, il inspirait tous ceux qui le croisaient. Il plaçait sa famille au-dessus de tout. Frank Ledwell a enrichi la vie de ses étudiants, de ses collègues et de ses amis. Son oeuvre continuera d'inspirer des écrivains et l'état d'esprit et l'optimisme qu'il faisait naître chez les autres continueront d'embellir le monde.

\* \* \*

[Français]

### L'ASSOCIATION QUÉBEC-FRANCE DE GRANBY

**Mme Monique Guay (Rivière-du-Nord, BQ):** Monsieur le Président, c'est en ce mois de novembre que l'Association Québec-France de Granby célèbre ses 30 ans. Cette association, qui a pour objectif de prolonger dans la société civile les relations des gouvernements français et québécois, a à son actif de belles réalisations. Grâce aux présidents successifs qui ont cru en leur association, elle a permis à plus de 500 jeunes d'effectuer des stages en France pour les vendanges, la rénovation de châteaux, des stages à la ferme et de nombreux voyages de groupe.

Elle compte aussi à son actif l'organisation de la première Semaine de la France et de la Semaine de la Francophonie, dont la Franco-Fête qui s'est tenue en 2004. À ces événements s'ajoutent les volets causeries, conférences, concerts, expositions d'oeuvres d'art, défilés de mode française, concours et activités gastronomiques que l'association a aussi mis sur pied.

Au nom des collègues du Bloc québécois et en mon nom personnel, permettez-moi d'offrir nos meilleurs voeux à l'Association Québec-France de Granby et de lui souhaiter longue vie.

### LE PRIX DE L'ESSENCE

**Mme Carol Hughes (Algoma—Manitoulin—Kapusking, NPD):** Monsieur le Président, les Canadiens et Canadiennes sont heureux de voir que le prix de l'essence a baissé. Lors de mon départ d'Ottawa jeudi passé, j'ai remarqué que le prix de l'essence était d'environ 75 ¢ le litre. Toutefois, dans mon comté, le prix de l'essence est plus élevé. Ce vendredi, le prix de l'essence à Elliot Lake était de 20 p. 100 supérieur à celui d'Ottawa.

[Traduction]

La plupart de mes électeurs n'ont d'autres choix que de parcourir en voiture de longues distances pour se rendre au travail ou à leurs rendez-vous chez le médecin, en raison de la rareté ou de l'absence de moyens de transport public dans leur région. Je ne cesse d'entendre des électeurs frustrés se plaindre du prix de l'essence de Manitowadge à Blind River, de Hearst à Kapuskasing et même jusqu'à Little Current. Ils en ont assez de se faire arnaquer à la pompe.

Le NPD demande la création d'un bureau d'enquêtes et de poursuites pour remédier au vol à la pompe. Les Canadiens sont en droit d'exiger une agence de surveillance des prix dotée de réels pouvoirs pour leur assurer de payer le juste prix à la pompe, peu importe la région où ils vivent.

\* \* \*

### LE LEADERSHIP MUNICIPAL EN MATIÈRE DE PATRIMOINE

**Mme Lois Brown (Newmarket—Aurora, PCC):** Monsieur le Président, je suis heureuse de prendre aujourd'hui la parole à la Chambre pour souligner l'exploit de la belle ville d'Aurora, dans la partie sud de ma circonscription, qui a reçu le Prix du prince de Galles de 2008 pour leadership municipal en matière de patrimoine.

Aurora possède un très beau centre-ville patrimonial et la ville a construit des installations pour y attirer ses résidents. La municipalité a travaillé avec diligence à la préservation de la majeure partie de son patrimoine. Je félicite la mairesse, les membres du conseil municipal et les résidents de la ville, dont la vision commune a permis à Aurora de recevoir ce prix bien mérité.

Le Prix du prince de Galles a été remis plus tôt cet automne à la mairesse d'Aurora dans le cadre des festivités entourant l'anniversaire de la ville de Québec. Félicitations pour cette réalisation et bonne chance pour l'avenir.

\* \* \*

[Français]

### MICHEL A. THÉRIEN

**L'hon. Mauril Bélanger (Ottawa—Vanier, Lib.):** Monsieur le Président, j'aimerais aujourd'hui souligner l'oeuvre d'un poète originaire d'Ottawa, Michel A. Thérien, oeuvre qui lui a valu l'admiration de la critique ainsi que la reconnaissance de plusieurs organismes littéraires.

Michel est un militant de la francophonie au Canada et dans le monde. Il a participé à la création d'un axe poétique à la Biennale de la langue française. Cette année, il a passé un mois en résidence à la Maison des ailleurs, à Charleville-Mézières, la ville natale d'Arthur Rimbaud. Il est le premier Canadien à avoir reçu cet honneur.

Encore faut-il souligner que M. Thérien a été finaliste aux Prix littéraires du Gouverneur général, en 2008, pour son recueil intitulé *Du vertige et de l'espoir: Carnets africains*.

### Déclarations de députés

Michel Thérien est un formidable exemple de la vitalité et de la culture franco-ontariennes et de la créativité foisonnante de nos artistes. Bravo, Michel, et que vos Muses vous inspirent toujours!

\* \* \*

• (1405)

[Traduction]

### L'UKRAINE

**Mme Joy Smith (Kildonan—St. Paul, PCC):** Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui en souvenir des victimes du génocide des Ukrainiens de 1932 et 1933, que l'on connaît aussi sous le nom d'Holodomor. En mai dernier, à l'issue d'un vote unanime, la Chambre a décidé de faire du quatrième samedi de novembre le Jour commémoratif de la famine et du génocide ukrainiens (« l'Holodomor ») et de reconnaître officiellement la famine de 1932 et 1933 en Ukraine comme un acte de génocide.

La fin de semaine dernière, le ministre de l'Immigration s'est rendu à Kiev avec des représentants de la communauté des Canadiens d'origine ukrainienne pour commémorer cet acte de génocide. Le 22 novembre, des Canadiens de partout au pays se sont joints à l'Ukraine pour souligner le 75<sup>e</sup> anniversaire de cette tragédie, qui a causé la mort de millions d'Ukrainiens.

Cette commémoration est un témoignage vivant pour qu'on n'oublie pas les victimes qui ont perdu la vie ou dont on a violé les droits fondamentaux et la dignité. C'est un signe que la vérité finit parfois par triompher de l'occultation et du déni à certains endroits sur Terre.

\* \* \*

[Français]

### TROIS-RIVIÈRES

**Mme Paule Brunelle (Trois-Rivières, BQ):** Monsieur le Président, les festivités entourant le 375<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la ville de Trois-Rivières débiteront dès janvier 2009.

Voilà plus d'un an que la Ville et son comité organisateur ont déposé une demande d'aide financière auprès du gouvernement fédéral. Pourtant, les ministres interpellés dans ce dossier n'ont toujours pas donné signe de vie au comité organisateur des fêtes. Le temps presse, et Trois-Rivières ne veut surtout pas faire les frais de l'inertie de l'ancienne ministre du Patrimoine canadien.

Alors que la Ville a obtenu 2 millions de dollars du gouvernement du Québec pour souligner dignement cet important événement historique, le gouvernement fédéral, lui, n'a toujours pas donné de réponse aux intervenants locaux dans ce dossier.

Trois-Rivières, deuxième ville francophone fondée en Amérique, mérite pleinement la participation financière du gouvernement fédéral pour l'organisation de son 375<sup>e</sup> anniversaire de fondation.

\* \* \*

[Traduction]

### LA VISITE DE L'AGA KHAN

**M. Devinder Shory (Calgary-Nord-Est, PCC):** Monsieur le Président, je tiens d'abord à remercier Dieu et mes parents décédés qui m'ont permis d'être ici parmi vous aujourd'hui. J'aimerais également remercier mon épouse, Neetu, et mes enfants, Jatin, Chetan et Arisha, qui sont toujours prêts à m'offrir leur appui. Enfin, je tiens à remercier tous les électeurs de Calgary-Nord-Est qui m'ont élu pour les représenter à la Chambre des communes.

*Déclarations de députés*

Ma circonscription compte bon nombre d'Ismâiliens qui ont été heureux d'accueillir leur chef spirituel, l'Aga Khan, qui s'est arrêté dans notre ville hier dans le cadre de sa tournée pancanadienne. Environ 14 000 d'entre eux doivent se réunir cet après-midi à Calgary et près de 50 000 autres s'étaient rassemblés à Toronto la fin de semaine dernière.

Son Altesse l'Aga Khan a félicité le Canada de son engagement à l'égard du pluralisme et des droits de la personne, des valeurs qui sont chères au gouvernement conservateur. C'est la raison pour laquelle nous avons collaboré avec l'Aga Khan pour la construction du nouveau Centre mondial du pluralisme.

Au nom du Parti conservateur, j'aimerais souhaiter la bienvenue au Canada à l'Aga Khan et le plus grand des succès pour le reste de sa visite.

\* \* \*

**L'UKRAINE**

**M. Borys Wrzesnewskyj (Etobicoke-Centre, Lib.):** Monsieur le Président, cette fin de semaine, nous avons commémoré le 75<sup>e</sup> anniversaire de l'Holodomor, l'extermination par la faim de la population rurale de l'Ukraine, survenue en 1932-1933. Des millions de gens sont morts de faim dans le grenier même de l'Europe.

En 1932-1933, Moscou a mis en oeuvre un plan directeur à l'endroit des Ukrainiens. Derrière du barbelé, l'Ukraine s'est transformée en enfer, sa campagne a été dénudée de ses feuilles et de ses herbes puisque les gens mangeaient tout ce qui poussait. L'Ukraine est devenue un pays où l'on n'entendait ni le chant des oiseaux ni le bruissement de l'herbe, où seuls les chariots servant à ramasser les morts rompaient le silence sinistre des villages.

Un à un, par centaines, par milliers et par millions, leurs corps ravagés par la faim se sont éteints et décomposés dans cette terre noire et fertile.

Aujourd'hui, jurons deux mots tout simples à ces millions de victimes innocentes du passé tragique et commun de l'humanité: jamais plus.

*[Le député s'exprime en ukrainien]*

\* \* \*

*[Français]*

**LE FLAMBEAU OLYMPIQUE**

**M. Daniel Petit (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC):** Monsieur le Président, je veux aujourd'hui célébrer l'esprit canadien que nous ferons valoir dans un an, lorsque le flambeau olympique traversera le Canada en passant dans des endroits comme Victoria, Alert, la Pointe-Pelée et le cap Spear, sans parler de la belle province du Québec.

Des milliers de Canadiennes et Canadiens prendront part à la course de 45 000 km, et des millions d'autres se rassembleront dans les collectivités, d'un océan à l'autre, pour célébrer l'esprit olympique canadien.

Grâce à l'appui que le gouvernement fédéral apporte au parcours de la flamme olympique et à des programmes tels que À nous le podium!, le Canada sera fier, en 2010, de voir le monde témoigner du moment de gloire de la Colombie-Britannique.

Je me réjouis de bientôt voir la flamme arriver à Charlesbourg, dans notre belle région de la capitale nationale du Québec, et nous brûlons d'impatience de la voir illuminer, lors du lancement des Jeux olympiques du Canada.

● (1410)

*[Traduction]*

**L'ÉCONOMIE**

**M. Nathan Cullen (Skeena—Bulkley Valley, NPD):** Monsieur le Président, j'aimerais rendre hommage aux habitants de Skeena—Bulkley Valley, dans le Nord-Ouest de la Colombie-Britannique, qui depuis des années traversent eux-mêmes une récession. Avec le ralentissement de l'industrie de la pêche et de l'industrie forestière, certaines de nos collectivités affichent un taux de chômage de plus de 80 p. 100 depuis plus de huit ans. Malgré tout, cette situation est devenue une histoire d'innovation et de courage. En fait, le pays et le reste du monde pourraient en tirer des leçons en matière d'innovation dans l'exploitation minière et sur la façon d'attirer des investissements, comme ont su le faire le terminal portuaire à conteneurs de Prince Rupert et l'abattoir coopératif de Telkwa, en Colombie-Britannique. Les gens se sont mobilisés et ont uni leurs forces. Les collectivités autochtones et non autochtones ont joint leurs efforts dans un intérêt commun, soit rebâtir notre économie.

Ces leçons peuvent servir à l'échelle nationale. Le gouvernement doit être disposé à collaborer et à innover, et à bâtir une économie pour l'avenir, plutôt qu'une économie axée sur le passé.

\* \* \*

**L'UKRAINE**

**M. James Bezan (Selkirk—Interlake, PCC):** Monsieur le Président, cette année marque le 75<sup>e</sup> anniversaire d'un des crimes les plus odieux de l'histoire moderne: la famine génocidaire de 1932-1933 orchestrée par le régime communiste soviétique de Joseph Staline contre le peuple ukrainien.

La famine avait été délibérément ourdie en vue d'anéantir systématiquement les aspirations du peuple ukrainien à la liberté et l'indépendance de l'Ukraine, et elle a entraîné la mort de millions d'Ukrainiens. Les autorités soviétiques et leurs alliés de l'Ouest ont caché la vérité sur ce crime horrible pendant des décennies.

Le 22 novembre marquait le premier Jour commémoratif de l'Holodomor au Canada. C'est un grand honneur pour moi que le projet de loi C-459, instituant cette journée commémorative nationale de l'Holodomor, ait été appuyé à l'unanimité au cours de la dernière législature.

Ce qui est plus important encore, la loi reconnaît la grande famine de 1932-1933 pour ce qu'elle était en réalité: un génocide. De nombreuses cérémonies ont eu lieu d'un bout à l'autre du Canada en l'honneur des survivants de l'Holodomor et, bien sûr, à la mémoire des millions et des millions de victimes. Que leur souvenir soit éternel.

*[Le député s'exprime en ukrainien:]*

*Vichna yim pamyat.*

[Français]

### LE ROUGE ET OR DE L'UNIVERSITÉ LAVAL

**M. Pascal-Pierre Paillé (Louis-Hébert, BQ):** Monsieur le Président, en disposant des Mustangs de Western Ontario par la marque de 44 à 21 à l'issue d'un match enlevé, le Rouge et Or de l'Université Laval a remporté samedi, à Hamilton, l'édition 2008 de la Coupe Vanier, symbole de la suprématie au football universitaire canadien.

Il s'agit de la cinquième Coupe Vanier de la courte histoire de l'équipe de Québec. Cela vient clore d'une magnifique façon une saison parfaite, un autre exploit dont bien peu d'équipes peuvent se vanter.

Le Bloc québécois tient à féliciter toutes les personnes qui ont contribué à ce beau succès: joueurs, entraîneurs, propriétaires et supporteurs ont été les ingrédients essentiels d'une recette gagnante. L'Université Laval a toutes les raisons d'être fière de son équipe de football, et ses succès rejaillissent sur tout le Québec.

\* \* \*

[Traduction]

### L'INDUSTRIE DE LA HAUTE TECHNOLOGIE

**M. Glen Pearson (London-Centre-Nord, Lib.):** Monsieur le Président, en 1951, 3M Innovation a commencé à transformer la technologie canadienne à son usine de London, en Ontario. Depuis ce temps, l'usine de London est devenue l'une des principales entreprises vertes de haute technologie de notre ville, et elle a des retombées indirectes considérables pour l'ensemble de la région du Sud-Ouest de l'Ontario.

Vendredi, 3M a dû annoncer qu'elle mettrait à pied 140 employés à temps plein. Cela aura sans aucun doute des répercussions énormes sur la vie des habitants de London et des autres résidents du Sud-Ouest de l'Ontario.

Maintenant plus que jamais, nous devons nous engager à la Chambre à augmenter les investissements dans notre précieux secteur de la haute technologie. C'est la clé de notre prospérité en tant que pays, et ce qui fera du Canada un leader mondial. Nous ne devons pas tarder à investir dans les technologies vertes.

\* \* \*

### LE DÉPUTÉ DE KINGSTON ET LES ÎLES

**M. Gord Brown (Leeds—Grenville, PCC):** Monsieur le Président, j'ai le privilège de prendre la parole au nom de tous les députés pour souligner l'anniversaire important survenu vendredi dernier, le 21 novembre. C'est ce jour-là, en 1988, que vous, monsieur le Président, avez été élu pour la première fois député de la circonscription de Kingston et les Îles. Vingt ans, ce sont de longs états de service.

Après un peu de recherches, j'ai constaté que vous avez prononcé votre premier discours à la Chambre le 16 décembre 1988, et que votre première question au gouvernement de l'époque portait sur la procédure. Un biographe pourrait dire que vous anticipiez sur le rôle pour lequel vous êtes bien connu aujourd'hui.

J'ai cru comprendre que vous aviez occupé, en cours de route, divers postes dont beaucoup avaient trait à la procédure, notamment secrétaire parlementaire du leader à la Chambre, président du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre et vice-président des comités pléniers.

### Questions orales

Le 29 janvier 2001, vous avez été élu 34<sup>e</sup> Président de la Chambre des communes. Vous n'étiez que le troisième Président de notre histoire à être élu par scrutin secret par l'ensemble des députés.

Dans l'esprit de collaboration qui caractérise maintenant la Chambre des communes, et au nom de tous les députés, je tiens à vous féliciter pour les 20 années que vous avez consacrées à servir la population de Kingston et les Îles et la population du Canada.

**Des voix:** Bravo!

• (1415)

**Le Président:** Je remercie le député de Leeds—Grenville.

## QUESTIONS ORALES

[Français]

### L'ÉCONOMIE

**L'hon. John McCallum (Markham—Unionville, Lib.):** Monsieur le Président, il y a deux mois, le premier ministre a dit qu'il n'y aurait pas de récession si les conservateurs étaient élus. Il a ajouté que la création d'un déficit serait stupide — ce sont ses propres mots. Aujourd'hui, après les élections, il affirme exactement le contraire. Le Canada aura une récession conservatrice et le Canada aura un déficit conservateur.

Vu cette double tromperie, comment les Canadiens peuvent-ils croire un mot de ce que dit ce premier ministre conservateur?

[Traduction]

**M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, je n'ose même pas penser à la situation dans laquelle nous serions si nous avions élu un gouvernement libéral parce que les Canadiens auraient vu leur fardeau fiscal s'alourdir au moment où ils sont le moins en mesure d'absorber une telle augmentation. Les libéraux voulaient augmenter la TPS. Ils voulaient aussi ajouter une taxe sur les émissions carboniques.

Nous devons continuer à réduire les impôts dans la mesure du possible et accepter la réalité, soit que le monde entier traverse une période économique difficile.

**L'hon. John McCallum (Markham—Unionville, Lib.):** Monsieur le Président, la question portait sur l'éthique, et non sur les concepts économiques, surtout pas sur les concepts économiques insensés que nous venons d'entendre.

Les Canadiens veulent savoir la vérité pure et simple au sujet de l'économie. Ils n'ont pas besoin de se faire dorer la pilule et de se faire induire en erreur. Pas plus tard qu'hier, Kevin Page, directeur parlementaire du budget, a confirmé que le premier ministre était évidemment au courant de la possibilité d'un déficit durant la campagne électorale.

Pourquoi, pour reprendre les paroles du premier ministre lui-même, l'idée d'un déficit est-elle passée de stupide à essentielle en quelques semaines à peine?

**M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, ce sont là des termes plutôt forts venant d'un membre du caucus libéral, parti qui a en fait perdu les dernières élections parce qu'il a fait d'une taxe sur les émissions carboniques qui aurait coûté aux Canadiens des milliards de dollars le principal enjeu de sa campagne.

Grâce au leadership de notre premier ministre, nous réussirons à traverser une période qui, comme nous le savons tous, sera difficile.

*Questions orales*

Nous sommes impatients d'entendre la mise à jour que présentera jeudi notre ministre des Finances pour nous indiquer la voie que nous emprunterons.

**L'hon. John McCallum (Markham—Unionville, Lib.):** Monsieur le Président, c'est le premier ministre lui-même qui a employé les termes « stupide » et « essentielle ».

L'économie est en récession lorsqu'elle se contracte pendant deux trimestres d'affilée. Pourquoi alors le premier ministre insiste-t-il pour dire que nous sommes « techniquement » en récession? Croit-il que le mot « techniquement » rend la récession moins effrayante? Est-il en train de dire au travailleur qui a été mis à pied de se réjouir parce qu'il n'est que « techniquement » en chômage? Le premier ministre pense-t-il que le fait d'induire les Canadiens en erreur sur l'économie n'est qu'un détail?

Pourquoi ne veut-il pas cesser de dorer la pilule, s'éloigner du jargon et appeler cette récession par son nom?

**M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, je vous remercie d'avoir permis au député de terminer sa question.

Nous avons parlé, de ce côté-ci de la Chambre, des mesures visant à stimuler l'économie. Alistair Darling, chancelier de l'Échiquier, a dit ceci aujourd'hui: « Pour empêcher la récession de s'aggraver, nous devons aussi prendre des mesures pour injecter de l'argent dans l'économie immédiatement [...] l'approche la meilleure et la plus juste est une mesure qui aidera tout le monde [...] Une augmentation très nécessaire des dépenses » — grâce à une réduction de la taxe sur la valeur ajoutée — « diminuera le coût des produits et services et, en encourageant ainsi les consommateurs à dépenser, contribuera à stimuler la croissance. »

C'est exactement ce que le gouvernement conservateur a fait il y a un an.

**L'hon. Scott Brison (Kings—Hants, Lib.):** Monsieur le Président, d'abord, le directeur parlementaire du budget affirme que le nouveau déficit conservateur est attribuable aux « décisions politiques antérieures [des conservateurs] plutôt qu'à l'affaiblissement de l'économie. » Voici que Tom Flanagan, l'ancien chef de cabinet du premier ministre, déclare qu'ils ont sciemment dilapidé l'excédent pour justifier les compressions néoconservatrices motivées par des choix idéologiques.

Pourquoi les conservateurs ont-ils vidé la réserve pour éventualités quand les choses allaient bien, pourquoi ont-ils amputé les capacités financières qui devaient aider les Canadiens à traverser des périodes difficiles? Est-ce une question d'incompétence ou d'idéologie?

• (1420)

**M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, il est paradoxal que le député revienne sur la réserve pour éventualités, la réserve fictive pour éventualités, puisque la Chambre n'a jamais adopté de loi à cet égard.

Les libéraux ne se contentaient pas de refiler tous les coûts aux provinces en réduisant les paiements de transferts, ils constituaient aussi une caisse noire pour leurs folles dépenses de mars. Nous étions tous très las de ces pratiques. Voilà pourquoi les Canadiens ont élu un gouvernement conservateur. Ils veulent que ce dernier fasse preuve de prudence et de frugalité en matière budgétaire.

**L'hon. Scott Brison (Kings—Hants, Lib.):** Monsieur le Président, la réserve pour éventualités était bien réelle et le

gouvernement conservateur a réellement hérité d'un excédent de 13 milliards de dollars du gouvernement libéral.

Qu'ont fait les conservateurs avec cet excédent? Ils ont sauvagement sabré dans les programmes d'alphabetisation, la promotion de l'égalité des femmes, l'accès aux tribunaux, ainsi que les programmes des arts et de la culture, pour ne nommer que ceux-là.

Maintenant, après avoir miné la sécurité financière du Canada, le ministre des Finances est sur le point d'annoncer le nouveau déficit conservateur.

Les Canadiens ont le droit de savoir à quels genres de compressions néoconservatrices motivées par des choix idéologiques ils peuvent s'attendre.

**M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, nous avons entendu différentes accusations.

J'aimerais rappeler à la Chambre que nous avons entendu parler de cette réserve fictive pour éventualités. Nous avons entendu parler de l'accord fictif de Kelowna et du programme national fictif de garderies.

Ce qui n'est pas fictif, c'est que les libéraux niaient l'existence du déséquilibre fiscal avec les provinces. Nous avons réglé ce problème. Nous l'avons réglé, car c'est ce qui s'imposait. Il nous fallait injecter des fonds dans les provinces pour qu'elles puissent continuer d'offrir aux Canadiens les services dont ils ont besoin.

[Français]

**M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ):** Monsieur le Président, la semaine dernière, le premier ministre a reconnu qu'un déficit est à envisager au cours de la prochaine année. En fin de semaine, il a avoué, tout comme son ministre des Finances, qu'une récession était à nos portes. Alors que tous les pays de l'OCDE prennent des mesures pour stimuler l'économie et venir en aide à la population, le ministre des Finances, lui, nous dit d'attendre au prochain budget.

Le premier ministre ne réalise-t-il pas que c'est maintenant qu'il doit agir, pas dans trois mois?

[Traduction]

**M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, je rappelle au député que je viens de mentionner les baisses d'impôt annoncées aujourd'hui par le Royaume-Uni, baisses qui totalisent 38 milliards de dollars, dont une réduction de 1,5 p. 100 de la taxe sur la valeur ajoutée.

Nous avons pris de telles mesures préventives il y a un an, dans notre mise à jour économique de l'automne 2007. Nous avons laissé 37 milliards de dollars dans les poches des Canadiens afin qu'ils puissent se préparer au repli économique.

[Français]

**M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ):** Monsieur le Président, ce qu'ils ont surtout retourné comme argent, c'est de l'argent dans les poches des pétrolières.

Selon Sherry Cooper, économiste en chef à la Banque de Montréal, c'est dès maintenant que le gouvernement doit agir et présenter des mesures pour stimuler l'économie. Le Bloc québécois a présenté un plan de relance qui vient en aide aux industries manufacturière et forestière ainsi qu'à la population. En tout, une vingtaine de suggestions ont été mises sur la table afin de relancer l'économie. Tout ce qui manque, c'est de la volonté politique. Qu'attend le premier ministre pour agir?

*Questions orales*

[Traduction]

**M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, comme je l'ai souvent dit, nous avons pris des mesures préventives visant à laisser l'argent des Canadiens dans leurs poches.

Nous avons également créé la Fiducie pour le développement des collectivités de 1 milliard de dollars précisément pour aider les collectivités touchées par les mises à pied, dont bon nombre sont situées au Québec et dans le Nord de l'Ontario. Ce sont des sommes que les collectivités ont dû investir dans leur infrastructure.

Nous avons établi un fonds pour l'infrastructure de 33 milliards de dollars qui aura des retombées partout au pays. Voilà un stimulant.

[Français]

**M. Jean-Yves Laforest (Saint-Maurice—Champlain, BQ):** Monsieur le Président, la semaine dernière, le premier ministre se disait prêt à écouter nos suggestions pour faire face à la crise qui touche l'industrie manufacturière. Devant l'absence de mesures concrètes dans le discours du Trône, le Bloc lui a fait des suggestions ce matin, notamment l'établissement d'un crédit d'impôt remboursable pour la recherche et le développement.

Le ministre des Finances va-t-il enfin comprendre l'urgence de la situation et agir dès maintenant, ou nous dira-t-il tout bêtement qu'il se croisera les bras en attendant le prochain budget?

• (1425)

[Traduction]

**M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, je profite de l'occasion pour recevoir les suggestions faites ce matin par le Bloc.

Le ministre et le premier ministre ont demandé aux députés de leur faire part de commentaires constructifs et de suggestions, comme le Bloc l'a fait ce matin, à propos de ce dont leurs collectivités ont besoin.

J'invite tous les députés à communiquer leurs suggestions au premier ministre et au ministre des Finances au lieu de faire du chahut comme les députés d'en face.

[Français]

**M. Jean-Yves Laforest (Saint-Maurice—Champlain, BQ):** Monsieur le Président, dans l'énoncé économique de 2007, à la page 30, un graphique démontrait que l'industrie manufacturière était en récession depuis 2005. La situation ne s'améliore pas, et ce ne sont pas des baisses d'impôt pour des entreprises qui ne font pas de profits qui redresseront la situation.

Un an plus tard, le ministre va-t-il enfin s'ouvrir les yeux et agir immédiatement en mettant en avant des mesures pour stimuler l'économie, comme le propose le Bloc québécois?

[Traduction]

**M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, je suis impatient de discuter avec mon collègue des façons de mettre en oeuvre ses suggestions.

Nous avons du pain sur la planche, mais il faut reconnaître que la grande majorité des baisses d'impôt que nous avons accordées ont profité aux particuliers, qui ont pu décider eux-mêmes comment dépenser cet argent. Les Canadiens devraient avoir le choix de se lancer en affaires ou de maintenir leur niveau de vie. J'ai hâte de travailler avec mon collègue pour améliorer la situation.

**L'hon. Jack Layton (Toronto—Danforth, NPD):** Monsieur le Président, au cours du week-end, le ministre des Finances a déclaré que le Canada était « techniquement » en récession. Nous voudrions

savoir quelle est la différence, selon le premier ministre, entre être « techniquement » en récession et être en récession tout court et, plus particulièrement, si cela change de quelque manière que ce soit la situation des familles de travailleurs et des Canadiens de la classe moyenne qui s'efforcent de se débrouiller dans l'économie réelle.

Quelle est la différence?

**M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, permettez-moi de lire une citation pour répondre à cette question. Elle provient du discours du Trône du gouvernement néo-démocrate du Manitoba:

La crise mondiale nous impose un choix fondamental entre faire marche arrière sur les réductions fiscales prévues et assurer la prévisibilité auprès des entreprises et des particuliers. Nous avons choisi de maintenir la prévisibilité. Par conséquent, notre gouvernement respectera les engagements budgétaires annoncés précédemment [...] En juillet 2009, nous réduirons de nouveau le taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés [...]

**L'hon. Jack Layton (Toronto—Danforth, NPD):** Monsieur le Président, le premier ministre du Manitoba a également signalé qu'il n'est pas du tout opportun d'accorder des réductions d'impôt inconditionnelles aux grandes entreprises rentables alors que nos taux d'imposition sont déjà inférieurs à ceux de notre plus grand partenaire commercial. Il nous faut donc avoir un portrait complet de la situation.

Nous aurons beau débattre de ces statistiques, il n'en reste pas moins que ce que vivent les Canadiens dans l'économie réelle leur fait mal. Alors, en plus de mettre en place un ensemble de mesures de stimulation pour créer des emplois, le gouvernement va-t-il, dans sa mise à jour économique, agir pour protéger l'épargne, les hypothèques et les pensions? Va-t-il prendre dès maintenant les mesures qui s'imposent?

**M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, nous espérons recevoir des propositions constructives de ce parti. Nous en avons reçu du Bloc. Nous sommes impatients d'entendre de telles propositions constructives. Nous sommes également impatients de prendre connaissance de la mise à jour économique de l'automne qui sera présentée jeudi.

Un budget est également prévu au début de la prochaine année et il fournira les détails dont la Chambre a besoin.

[Français]

**L'hon. Jack Layton (Toronto—Danforth, NPD):** Monsieur le Président, le NPD a présenté le cadre fondamental d'un plan pour stimuler l'économie la semaine passée. Peut-être le député n'était-il pas ici — je ne le sais pas —, mais il peut le lire.

Le premier ministre a admis hier qu'il avait présidé à amener le Canada au bord de la récession et le ministre des Finances a dit que, techniquement, nous sommes en récession maintenant. Cependant, les gens ne perdent pas leurs emplois « techniquement »; ils les perdent pour vrai. Ce n'est pas technique; c'est tragique.

Le gouvernement va-t-il agir pour bonifier le système d'assurance-emploi afin d'aider les gens quand ils ont besoin de cette aide?

*Questions orales*

●(1430)

[Traduction]

**M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, c'est la raison pour laquelle nous avons prévu des changements au régime de l'assurance-emploi dans le budget de 2008. Nous savions qu'une période de difficulté s'annonçait. Nous savions que l'excédent théorique était déjà disparu depuis longtemps avant même l'arrivée au pouvoir des conservateurs.

Le prochain budget abordera bon nombre des questions que le député soulève aujourd'hui.

\* \* \*

**L'INDUSTRIE AUTOMOBILE**

**M. Gerard Kennedy (Parkdale—High Park, Lib.):** Monsieur le Président, tandis que la situation économique continue de s'aggraver, on est en train d'élaborer aux États-Unis un plan pour secourir une industrie automobile en difficulté. Au Canada, où, proportionnellement, cette industrie est 70 p. 100 plus importante pour l'économie, le gouvernement se complaît toujours dans les beaux discours et l'inaction.

Quand les conservateurs se réveilleront-ils et proposeront-ils un plan afin d'aider les travailleurs et leurs familles? Le gouvernement se contentera-t-il de regarder le Congrès américain attirer aux États-Unis les emplois des Canadiens dans ce secteur?

**L'hon. Tony Clement (ministre de l'Industrie, PCC):** Monsieur le Président, je souhaite la bienvenue au député à la Chambre. Il est agréable de le retrouver, car nous avons travaillé ensemble dans une autre assemblée par le passé.

Ce que le député a dit ne saurait être plus loin de la vérité. En réalité, le gouvernement a travaillé d'arrache-pied avec le secteur de l'automobile. Je dirai clairement à la Chambre et aux Canadiens qu'il n'est pas question de faire des chèques en blanc.

Du reste, nous avons agi bien avant que le Congrès américain n'envisage quelque mesure que ce soit. Nous avons mis sur pied le Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile. Nous avons réduit les impôts des entreprises et pas seulement dans le secteur de l'automobile. Nous avons aussi réduit les impôts des fournisseurs de pièces et des concessionnaires, et ceux de tous les consommateurs au Canada. Nous avons agi, et nous sommes fiers de notre bilan.

**M. Gerard Kennedy (Parkdale—High Park, Lib.):** Monsieur le Président, les chèques en blanc, ce sont ceux que reçoivent les travailleurs licenciés, par exemple chez General Motors, trois mois avant la date prévue parce que le gouvernement n'a rien fait pour empêcher les fermetures dans le secteur de l'automobile. Au Canada, ces travailleurs ont assez souffert.

Aux États-Unis, des études fouillées ont été consacrées aux effets sur les familles. Le ministre a dit que les conservateurs n'avaient aucun plan pour préserver les emplois.

Nous avons au moins le droit de savoir si le gouvernement conservateur a fait une étude d'impact. A-t-il essayé de voir comment les familles seraient touchées, comment d'autres entreprises le seraient, quelles seraient les conséquences pour les collectivités? Connaît-il l'impact, de sorte qu'il soit au moins prêt à agir lorsque les Américains mettront en œuvre les mesures qu'ils envisagent?

**L'hon. Tony Clement (ministre de l'Industrie, PCC):** Monsieur le Président, qu'il s'agisse du fonds d'aide aux entreprises ou d'EDC ou de tous les autres instruments de l'activité gouvernementale, nous

avons été là pour aider le consommateur canadien et les PME canadiennes.

Quant au secteur de l'automobile, nous voulons, en tout cas de ce côté-ci de la Chambre, établir un plan. À la différence des libéraux qui sèment l'argent et les chèques en blanc à droite et à gauche sans aucun plan, nous voulons établir un plan à long terme. C'est exactement ce que préconise aussi l'ancien patron du député, Dalton McGuinty.

\* \* \*

[Français]

**LES AÎNÉS**

**L'hon. Marlene Jennings (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine, Lib.):** Monsieur le Président, les conservateurs refusent d'accorder un délai de grâce aux aînés qui doivent transférer ou convertir leur REER en FERR. Les conservateurs forcent nos aînés à vendre leurs actifs au pire moment, alors que le marché est déjà à terre.

Est-ce de cette façon que le premier ministre compte dénicher les « aubaines » sur les marchés boursiers dont il nous parlait en campagne électorale?

[Traduction]

**M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, grâce à une mesure préventive du ministre des Finances, nous avons porté de 69 à 71 ans l'âge auquel les aînés doivent transformer leur REER en FERR.

Je vais être très clair. Vendredi, le ministre des Finances a adressé à toutes les institutions financières réglementées par le gouvernement fédéral qui gèrent des REER et des FERR une lettre dans laquelle il leur disait qu'elles étaient autorisées à permettre aux aînés d'effectuer la transformation sans pénalité. Nous attendons la réaction d'ici au 28 novembre.

[Français]

**L'hon. Marlene Jennings (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine, Lib.):** Monsieur le Président, je vais lui donner le cours 101 en matière de finances. Lorsque les aînés transfèrent leur REER en FERR, ils doivent payer des impôts. Pour payer ces impôts, les aînés doivent se départir de leurs investissements alors que le marché est à terre. Dans leur lettre aux banquiers, les conservateurs ne proposent rien pour régler ce problème. Ils auraient mieux fait d'écrire au Père Noël, car cela aurait peut-être donné quelque chose.

Les conservateurs ne se rendent-ils pas compte qu'en refusant d'agir, ils vont faire disparaître l'épargne de nos aînés?

●(1435)

[Traduction]

**M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, ce n'est pas le cas et il est malheureux que la députée ait mêlé le Père Noël à ce débat.

Nous avons pris des mesures préventives. Nous avons permis aux aînés...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Ted Menzies:** Si la députée pouvait garder le silence assez longtemps pour entendre ma réponse, elle comprendrait peut-être que nous avons déjà pris des mesures qui permettent de convertir les REER en FERR.

Ils doivent effectivement payer de l'impôt, mais il ne faut pas oublier qu'il s'agit là d'un abri fiscal pour les aînés.

*Questions orales*

[Français]

**LES VALEURS MOBILIÈRES**

**M. Pierre Paquette (Joliette, BQ):** Monsieur le Président, le vice-président de la Chambre de la sécurité financière du Québec, Luc Labelle, a eu des mots très durs pour le projet de création d'une commission unique des valeurs mobilières que met en avant le ministre des Finances, en disant que ce projet sonnera ni plus ni moins la fin de l'entrepreneuriat québécois dans le secteur des services financiers.

Comment le ministre des Finances peut-il défendre un projet qui risque, aux dires de M. Labelle, de privilégier les intérêts des grands acteurs du secteur financier de Toronto au détriment des réalités québécoises et régionales?

[Traduction]

**M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, je rappellerai au député que le Canada est le seul pays industrialisé qui soit encore dépourvu d'un organisme commun de réglementation des valeurs mobilières. Nous devrions avoir honte, car cette situation met un frein aux investissements de l'extérieur. Les investisseurs qui s'intéressent à notre pays découvrent l'existence de 13 organismes de réglementations distincts. Ce n'est pas exactement l'environnement propice aux investissements que nous devrions pouvoir montrer au monde extérieur.

En ce qui concerne la protection des investissements des aînés, un système décentralisé d'organismes de réglementation des valeurs mobilières éparpillés dans le pays n'est rien pour protéger les investissements.

[Français]

**M. Pierre Paquette (Joliette, BQ):** Monsieur le Président, le secrétaire parlementaire a menti à cette Chambre, parce que ce n'est pas vrai qu'il n'y a pas d'autres pays où il y a des commissions mobilières.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Pierre Paquette:** Il a induit cette Chambre en erreur. M. Labelle...

**Le Président:** À l'ordre. J'ai mal entendu l'honorable député de Joliette. Je l'ai entendu prononcer un mot devant cette Chambre, et non pas l'autre chose. Il sait bien qu'on ne peut pas dire une telle chose. J'invite l'honorable député à se corriger et à poser une question.

**M. Pierre Paquette:** Monsieur le Président, je retire le mot « mentir ». En fait, il a induit la Chambre et la population canadienne en erreur. Il y a d'autres pays où il y a des commissions des valeurs mobilières, comme dans certains États des États-Unis, par exemple.

M. Labelle ajoute que la réponse à la fragmentation dont se plaint le ministre, ce n'est pas la centralisation des pouvoirs, mais plutôt le système de passeport qui a fait ses preuves et qui fonctionne un peu comme les permis de conduire, qui sont valides partout au Canada.

Le ministre est-il conscient que si son projet voit le jour, ce sera le fédéral et l'Ontario qui décideront de la réglementation?

[Traduction]

**M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, il est intéressant de voir comment le député, en retirant sa déclaration, est arrivé à la réitérer.

Je rappelle cependant au député que j'ai bien parlé des pays industrialisés. Il s'agit de renforcer notre système de réglementation

et cela est très important. Nous avons dit et redit à la Chambre que nous respecterions les compétences provinciales. Nous ne pouvons forcer la main aux provinces. Par contre, nous les encourageons à aller de l'avant et elles seront les bienvenues en tant que participantes consentantes à cet organisme de réglementation des valeurs mobilières.

\* \* \*

[Français]

**LA CULTURE**

**Mme Carole Lavallée (Saint-Bruno—Saint-Hubert, BQ):** Monsieur le Président, la Conférence internationale des arts de la scène (CINARS) demande un programme de substitution pour contrer les effets des récentes coupes, sans quoi c'est la programmation 2009-2010 qui pourrait être compromise.

CINARS fait valoir qu'une aide gouvernementale de 4,5 millions de dollars pour remplacer les programmes PromArt et Routes commerciales permettrait d'aller chercher entre 20 et 40 millions de dollars de contrats à l'étranger.

Devant de tels chiffres, le gouvernement ne se rend-il pas compte que la culture est très rentable lorsqu'on lui donne un petit coup de pouce?

**L'hon. James Moore (ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles, PCC):** Monsieur le Président, nous comprenons que les arts et la culture sont importants pour l'avenir de notre pays. C'est pour ça que, dans le discours du Trône, il est écrit: « La créativité et l'innovation dans le secteur des arts contribuent à la fois à la vitalité culturelle du Canada et à son avenir économique. »

Si ma collègue veut mettre ses paroles en action, elle devrait voter en faveur du discours du Trône et elle devrait savoir, tout simplement, que c'est le gouvernement du Parti conservateur qui a augmenté les dépenses pour les arts et la culture de 8 p. 100. C'est nous qui défendons les arts et la culture, et ce sont eux qui ont voté contre.

● (1440)

**Mme Carole Lavallée (Saint-Bruno—Saint-Hubert, BQ):** Monsieur le Président, il y a un autre ministre qui induit la Chambre en erreur. On sait très bien que l'argent supplémentaire au ministère du Patrimoine canadien a été pelleté aux Jeux olympiques de Vancouver. Si le gouvernement ne fait rien pour les artistes, les ententes pour 2009-2010 sont compromises. Avec elles, ce seront 10 ans d'efforts qui seront irrémédiablement perdus.

Le gouvernement est-il conscient qu'uniquement par sa faute, des tournées prévues seront annulées et que plusieurs organismes risquent aussi de fermer leurs portes de façon définitive?

**L'hon. James Moore (ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles, PCC):** Monsieur le Président, comme je viens de le dire, on a augmenté nos dépenses pour les arts et la culture de 8 p. 100. Ce n'est pas une augmentation pour le ministère, mais pour la programmation pour les arts et la culture. On dépensera 2,3 milliards de dollars cette année. On a augmenté les dépenses. Le Bloc québécois a voté contre. Il n'était pas présent pour le Québec. Il était contre ces augmentations de dépenses. C'est nous qui défendons les arts et la culture de notre pays, et nous continuerons de le faire dans l'avenir.

*Questions orales***L'INFRASTRUCTURE**

**Mme Lise Zarac (LaSalle—Émard, Lib.):** Monsieur le Président, la semaine dernière, la Fédération canadienne des municipalités a dénoncé les délais administratifs qui pullulent soudain au sein du programme Chantiers Canada.

Alors que la crise financière menace de devenir une récession économique, le bon sens voudrait qu'on accélère les investissements en travaux de construction d'infrastructures, pour créer des emplois qui viendront compenser les mises à pied.

Les conservateurs restent-ils assis sur les 3 milliards de dollars de Chantiers Canada pour camoufler le nouveau déficit conservateur?

**L'hon. John Baird (ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités, PCC):** Monsieur le Président, je voudrais dire bonjour à notre nouvelle collègue de LaSalle—Émard.

On était très fiers de rencontrer Jean Perrault et les représentants des municipalités à trois reprises la semaine dernière. On a décidé de faire deux choses: on doit prendre les décisions aussitôt que possible et on doit donner le feu vert aux projets importants non seulement pour Chantiers Canada, mais aussi pour l'économie du Canada. On travaillera de concert avec les municipalités afin de trouver des solutions qui mèneront à de vrais résultats.

[Traduction]

**Mme Lise Zarac (LaSalle—Émard, Lib.):** Monsieur le Président, la semaine dernière, la Fédération canadienne des municipalités a dénoncé les délais administratifs qui pullulent soudain au sein du programme Chantiers Canada sous les conservateurs.

Pourquoi diable le gouvernement conservateur ne permet-il pas aux municipalités de puiser dans le fonds pour l'infrastructure de 3 milliards de dollars qui ne sert à rien, de sorte que nos villes puissent créer des emplois et stimuler leur économie locale? Le gouvernement espère-t-il utiliser ces fonds déjà affectés pour camoufler son nouveau déficit?

**L'hon. John Baird (ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités, PCC):** Monsieur le Président, non, ce n'est pas le cas. Nous avons l'intention de prendre des décisions rapides relativement à d'importants projets d'infrastructure au Québec et dans tout le pays, de manière à mettre à contribution les fonds fédéraux prévus dans le budget de l'année dernière.

Nous voulons également accélérer l'autorisation de projets d'infrastructure dans chaque région du pays. Nous avons eu une réunion très fructueuse avec la Fédération canadienne des municipalités. Nous avons une belle collaboration avec les provinces. Nous travaillons fort pour atteindre nos objectifs.

J'ajoute, à l'intention de la députée de LaSalle—Émard, que nous serions ravis de travailler avec elle et que nous accueillerons toute suggestion de sa part sur la façon d'obtenir ces résultats, dans le cadre d'une collaboration.

\* \* \*

**LE SECTEUR FORESTIER**

**M. Anthony Rota (Nipissing—Timiskaming, Lib.):** Monsieur le Président, les décisions mal avisées et la mauvaise gestion des conservateurs ont coûté au secteur forestier des milliers d'emplois, laissant bon nombre de gens du Nord de l'Ontario sans emploi et incapables de pourvoir aux besoins de leur famille. Le premier ministre dit que nous sommes techniquement en récession, comme si ce n'est pas grave. Les gens sans emploi dans ma circonscription pensent que c'est très grave.

Où est le plan pour aider les gens du secteur forestier qui souffrent et sont techniquement en chômage?

**L'hon. Lisa Raitt (ministre des Ressources naturelles, PCC):** Monsieur le Président, nous comprenons les pressions auxquelles sont exposés les travailleurs canadiens, surtout ceux qui vivent une transition en période d'instabilité économique.

Dans le discours du Trône, nous nous sommes engagés à continuer de venir en aide aux entreprises en ouvrant de nouveaux marchés et en investissant dans l'innovation. Nous comprenons que le bien-être économique de nombreuses régions et collectivités est tributaire des secteurs traditionnels du Canada, comme le secteur forestier, et c'est la raison pour laquelle nous allons faire ce qu'il faut.

**M. Anthony Rota (Nipissing—Timiskaming, Lib.):** Monsieur le Président, le gouvernement comprend sans vraiment comprendre.

[Français]

Nous parlons ici du gagne-pain des gens.

Les travailleurs du secteur forestier dans ma circonscription et dans celles du Nord de l'Ontario ont perdu leur emploi à cause de l'inaction des conservateurs.

Lorsqu'un travailleur mis à pied me demande ce que le gouvernement conservateur fait pour l'aider, qu'est-ce que je suis supposé de lui répondre?

• (1445)

[Traduction]

**L'hon. Lisa Raitt (ministre des Ressources naturelles, PCC):** Monsieur le Président, voilà pourquoi nous avons cherché à aider les travailleurs en créant la Fiducie pour le développement des collectivités. Permettez-moi d'expliquer à la Chambre comment cette fiducie aide les travailleurs et les familles du secteur forestier. M. Frank Everitt, président de la section locale 1-424 du Syndicat des métallurgistes unis, a dit ce qui suit:

Ce programme a permis à nos membres et à d'autres travailleurs du secteur forestier dans le Nord de prendre une pré-retraite, étendant ainsi les horizons de carrière d'autres personnes [...]

Nous faisons ce qu'il faut.

\* \* \*

**LE TRANSPORT AÉRIEN**

**M. Phil McColeman (Brant, PCC):** Monsieur le Président, je suis très heureux de prendre la parole pour la première fois à la Chambre en tant que premier député conservateur de la splendide circonscription de Brant depuis 50 ans. Je tiens à remercier tous les électeurs qui m'ont permis d'être ici.

Les citoyens de Brant ont appris dans les médias que leurs renseignements personnels, y compris les données sur leurs déplacements antérieurs, pouvaient être communiqués aux responsables de la sécurité publique américains lorsqu'ils voyagent à l'étranger.

Le ministre des Transports pourrait-il expliquer à la Chambre les mesures qu'il prend pour réduire les répercussions de cette politique sur les Canadiens?

**L'hon. John Baird (ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités, PCC):** Monsieur le Président, je sais que je parle au nom de tous les députés en souhaitant la bienvenue au nouveau député de Brant. Nous sommes tous impatients de travailler avec lui.

Notre gouvernement s'est engagé à respecter la sûreté, la sécurité et la vie privée de tous les Canadiens. Je peux assurer aux députés que le programme pour la sûreté des vols ne s'applique pas aux vols intérieurs canadiens, ni aux vols des compagnies aériennes canadiennes qui passent au-dessus de l'Alaska.

Nous travaillerons avec la nouvelle administration américaine afin d'accéder au plus haut niveau de sécurité aérienne possible. Les États-Unis ont indiqué que le programme pour la sûreté des vols ne s'appliquerait pas aux pays qui disposent d'un système de sécurité comparable au leur, et nous travaillerons avec nos nouveaux homologues américains sur ce dossier important.

\* \* \*

### LES FINANCES

**M. Glenn Thibeault (Sudbury, NPD):** Monsieur le Président, pendant que l'économie continue de se détériorer, de plus en plus de Canadiens utilisent leurs cartes de crédit même pour payer les biens qui leurs sont essentiels au quotidien. Des millions de détenteurs de cartes de crédit sont inquiets d'apprendre que, dans quelques jours, des banques vont majorer automatiquement leurs taux d'intérêt de 5 points de pourcentage. Cela s'ajoutera à des taux d'intérêt déjà excessifs de plus de 20 p. 100.

Quand le gouvernement interviendra-t-il pour protéger les Canadiens qui triment dur et empêcher qu'ils se fassent assommer par les taux d'intérêt sur leurs cartes de crédit en pleine période de crise économique?

**M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, je rappelle aux députés que le gouvernement ne régleme pas les frais exigés dans le secteur financier sur les taux de change. Le système repose sur la concurrence. Personne ne force les Canadiens à utiliser leurs cartes de crédit. Si les taux d'intérêt sur ces cartes sont trop élevés, je suggère aux Canadiens de se plaindre auprès de leurs institutions financières ou de simplement arrêter d'utiliser leurs cartes.

**M. Glenn Thibeault (Sudbury, NPD):** Monsieur le Président, les consommateurs canadiens ont besoin d'une intervention, pas de platitudes.

Même avant cette dernière arnaque, le taux préférentiel avait chuté radicalement, pourtant, les consommateurs n'en profitent pas lorsqu'ils utilisent leurs cartes de crédit. Nous en avons assez de voir les consommateurs se faire arnaquer. C'est le même gouvernement qui n'a rien fait au sujet des frais d'utilisation des guichets automatiques. Ne se rend-il pas compte que c'est lui qui régleme les banques et pas les banques qui régleme le gouvernement?

Est-ce que le ministre finira par intervenir pour faire bien comprendre qu'en cette période difficile, ce sont les consommateurs qui doivent passer en premier?

**M. Ted Menzies (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC):** Monsieur le Président, si les préoccupations du député sont valables, le Bureau de la concurrence les examinera. Cependant, je rappelle au député qu'il ne parle pas de quelque chose qui relève du pouvoir de réglementation du gouvernement fédéral.

\* \* \*

[Français]

### LE COMMERCE INTERNATIONAL

**M. Serge Cardin (Sherbrooke, BQ):** Monsieur le Président, en fin de semaine, allant même à l'encontre des recommandations du Comité permanent du commerce international, le premier ministre s'est empressé d'annoncer un accord de libre-échange avec la

### Questions orales

Colombie. En signant un tel accord, il ne fait aucun doute qu'il favorise d'abord la protection des investissements de compagnies canadiennes au détriment des droits humains. La Colombie a un des pires dossiers de l'hémisphère en matière de respect des droits de la personne.

Comment le premier ministre peut-il justifier une telle entente avec la Colombie, lorsque l'on sait que syndicalistes et Autochtones sont assassinés en toute impunité?

**L'hon. Stockwell Day (ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique, PCC):** Monsieur le Président, cela a été un honneur pour moi de signer le document que mon ami a mentionné. Puis-je me permettre de l'encourager à lire ce document, car il contient des sections exactes et très précises. Notamment au chapitre 16, je pense que ce sont les articles 16.3 et 16.4 qui sont spécifiques aux droits humains et aux droits des travailleurs. Ils sont très clairs et très forts.

● (1450)

**Mme Ève-Mary Thāi Thi Lac (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ):** Monsieur le Président, en signant l'accord de libre-échange avec la Colombie, le premier ministre ignore les droits humains et se rend ainsi complice de la corruption qui a cours au sein du gouvernement colombien.

Le premier ministre se rend-il compte qu'il envoie ainsi un très mauvais message à la communauté internationale en faisant fi des droits les plus fondamentaux de la personne?

[Traduction]

**L'hon. Stockwell Day (ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique, PCC):** Monsieur le Président, je sais bien que nous reprenons tout juste les travaux du Parlement et que les gens sont occupés. Il s'agit d'un document très volumineux qui a été signé, mais les sections dont parle la députée sont très claires. Les droits de la personne sont protégés. Il y a aussi des dispositions très claires sur les normes exécutoires conformes aux exigences de l'Organisation internationale du travail sur tout, du travail des enfants jusqu'aux questions de santé et de sécurité au travail.

Cela ne s'applique pas uniquement aux nombreuses entreprises qui investissent en Colombie. Il y a d'autres entreprises qui n'étaient pas assujetties aux règles et qui le sont maintenant, notamment pour ce qui est de la protection de l'environnement et de la lutte contre la corruption.

\* \* \*

### LA PAUVRETÉ

**M. Michael Savage (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.):** Monsieur le Président, dans le rapport sur la pauvreté publié vendredi dernier, Campagne 2000 révèle qu'un enfant sur neuf grandit dans la pauvreté au Canada. Il s'agit de 760 000 enfants. Au moment où le Canada glisse dans la récession, ces chiffres ne feront qu'augmenter. Ce rapport signifie que les conservateurs ne peuvent pas prétendre qu'ils n'ont pas pu prévoir ce qui allait se produire.

Pourtant, il n'existe aucun plan. Il n'existe aucune stratégie de réduction de la pauvreté permettant d'empêcher qu'un plus grand nombre de familles canadiennes ne deviennent encore plus pauvres. Pourquoi?

*Questions orales*

**L'hon. Diane Finley (ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, PCC):** Monsieur le Président, dans le budget de 2006, « Avantage Canada », nous avons formulé les premières mesures de nos stratégies contribuant à éliminer la pauvreté, particulièrement celle des enfants. C'est pour cela que nous avons créé la Prestation universelle pour la garde d'enfants. Soit dit en passant, cette prestation a permis à 55 000 enfants de sortir des rangs des démunis.

Il y a aussi la Prestation fiscale pour enfants et la Prestation pour enfants handicapés. Nous avons déjà pris diverses mesures pour aider à sortir les enfants de la pauvreté.

**M. Michael Savage (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.):** Monsieur le Président, en Nouvelle-Écosse, ma province, 16 000 enfants vivent dans la pauvreté. Tout comme ils ont ignoré complètement la crise financière, les conservateurs ignorent le problème de la pauvreté des familles et des enfants. Ce sont de mauvais gestionnaires et ce sont les Canadiens les plus vulnérables qui en paient le prix.

Pourquoi les conservateurs n'ont-ils pas une stratégie de réduction de la pauvreté faisant en sorte que les familles canadiennes dans le besoin ne sont pas laissées pour compte par ce gouvernement néo-conservateur qui ne se laisse guider que par son idéologie et dont Tom Flanagan est tellement fier?

**L'hon. Diane Finley (ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, PCC):** Monsieur le Président, nous sommes déterminés à faire en sorte que les Canadiens vivent le mieux possible, et c'est pour cela que, en plus d'avoir instauré la Prestation universelle pour la garde d'enfants, nous avons réduit la TPS, mesure qui aide de façon disproportionnée les personnes à faible revenu.

Nous avons aussi instauré la Prestation fiscale pour le revenu gagné de manière à aider les personnes à faible revenu à s'affranchir de l'aide sociale et à les inciter à réintégrer la vie active.

Nous avons aussi augmenté le Supplément de revenu garanti pour nos aînés. Nous avons augmenté de façon importante la limite des montants qu'ils peuvent gagner avant que la disposition de récupération s'applique.

Nous faisons tout en notre pouvoir pour que les gens puissent être le mieux nantis possible.

\* \* \*

[Français]

**LE SYSTÈME ÉLECTORAL**

**Mme Niki Ashton (Churchill, NPD):** Monsieur le Président, trop de gens n'ont pas pu voter lors des dernières élections à cause de divers problèmes. Ce sont des problèmes qu'on ne peut pas oublier maintenant que nous sommes élus. Dans mon comté, ce n'est pas tout le monde qui a pu voter. Certains n'avaient pas de permis de conduire. Il n'y a pas de routes. Certaines résidences n'ont pas d'adresse et ne sont donc pas sur la liste électorale. Le système laisse tomber les gens. Que fait le gouvernement pour régler ces problèmes et permettre aux gens des régions éloignées de voter?

[Traduction]

**L'hon. Steven Fletcher (ministre d'État (Réforme démocratique), PCC):** Monsieur le Président, le gouvernement a pris de nombreuses mesures pour s'assurer que tous les Canadiens peuvent voter. Les mesures d'identification visent à faire en sorte que tous les Canadiens admissibles peuvent voter, tout en renforçant l'intégrité du

processus électoral, en empêchant la fraude et en garantissant que le processus électoral continue d'inspirer confiance aux Canadiens.

Nous avons mis en place de nombreuses mesures pour nous assurer de cela. J'ai hâte de travailler avec les députés de la Chambre des communes ou les citoyens pour veiller à ce que tout le monde exerce son droit de vote.

• (1455)

**Mme Niki Ashton (Churchill, NPD):** Monsieur le Président, mes collègues m'ont dit de ne pas m'attendre à une réponse satisfaisante, mais je croyais que le ministre aurait au moins tenté de m'en donner une.

Le Nord canadien a la population la plus jeune du pays. Les jeunes n'ont souvent pas de cartes d'identité lorsqu'ils atteignent l'âge de 18 ans. En vertu des règles actuelles, on n'a pas laissé voter un très grand nombre d'Autochtones, de jeunes et de personnes âgées. Il n'est pas vrai que les gens ne veulent pas voter. On les empêche simplement de le faire parce qu'ils ne possèdent pas les pièces d'identité appropriées.

Le ministre pourrait-il expliquer quelles mesures il prendra pour corriger ce problème?

**L'hon. Steven Fletcher (ministre d'État (Réforme démocratique), PCC):** Monsieur le Président, je veux souhaiter la bienvenue à la députée. Je constate qu'elle aura à s'habituer à la nature des échanges qui se produisent ici.

Le gouvernement a pris un grand nombre de mesures pour assurer l'intégrité du système électoral. Les gens peuvent utiliser de nombreux moyens pour faire en sorte d'être inscrits sur la liste des électeurs. Les gens qui figurent sur cette liste peuvent se porter garants d'autres personnes qui n'y s'y trouvent pas. Ce sont de bonnes réformes. J'espère que le NPD collaborera avec nous.

\* \* \*

**LA SÉCURITÉ DES PRODUITS**

**M. Merv Tweed (Brandon—Souris, PCC):** Monsieur le Président, nous voyons tous les jours au Canada des signes que l'hiver approche à grands pas et, avec lui, la période des Fêtes. Lorsque les parents regardent leurs enfants déballer leurs cadeaux de Noël, ils ont besoin de savoir que les jouets que le Père Noël a apportés sont sans danger.

La ministre de la Santé peut-elle dire à la Chambre quelles mesures sont prises par le gouvernement pour assurer la sécurité des produits?

**L'hon. Leona Aglukkaq (ministre de la Santé, PCC):** Monsieur le Président, lors de la dernière campagne électorale, les Canadiens ont clairement fait savoir que la sécurité des produits est une priorité. Le premier ministre les a écoutés et je suis heureuse et fière d'annoncer que le gouvernement tiendra sa promesse concernant le Plan d'action pour assurer la sécurité des produits alimentaires et de consommation.

De plus, Santé Canada a amélioré sa procédure de traitement des plaintes afin de veiller à ce que des mesures soient prises rapidement et efficacement lorsqu'un problème grave est porté à son attention.

### LA JUSTICE

**L'hon. Irwin Cotler (Mont-Royal, Lib.):** Monsieur le Président, la semaine dernière, le gouvernement a affirmé qu'il était prématuré de demander le retour d'Omar Khadr, qui est incarcéré à Guantanamo Bay. Il s'est dit favorable à la procédure judiciaire intentée contre M. Khadr.

Pourquoi le gouvernement accepte-t-il une poursuite que la Cour suprême des États-Unis et la Cour suprême du Canada déplorent, à laquelle le président des États-Unis compte mettre fin et que l'Association du Barreau canadien a condamnée, de concert avec d'autres intervenants? Pourquoi accepte-t-il qu'un Canadien fasse l'objet d'une telle poursuite alors que tous les autres pays occidentaux ont rapatrié et protégé leurs ressortissants?

**L'hon. Lawrence Cannon (ministre des Affaires étrangères, PCC):** Monsieur le Président, comme on le sait, M. Khadr fait l'objet d'accusations très graves. Le gouvernement du Canada a obtenu l'assurance que M. Khadr n'était pas soumis à des mauvais traitements. Des fonctionnaires du ministère se sont d'ailleurs rendus plusieurs fois sur place pour s'assurer que M. Khadr était bien traité et ils vont continuer de le faire.

Toute question à propos de l'intention du Canada de demander aux États-Unis de libérer M. Khadr de Guantanamo est prématurée et ne donne lieu qu'à des conjectures, étant donné qu'une procédure judiciaire est en cours et que des appels sont à l'étude.

[Français]

**M. Paul Crête (Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup, BQ):** Monsieur le Président, il n'en reste pas moins qu'Omar Khadr est le seul citoyen d'un pays occidental qui reste à Guantanamo.

Le président élu des États-Unis, M. Barack Obama lui-même, a confirmé son intention de fermer ce centre de détention. Les conservateurs s'obstinent à s'opposer au rapatriement du jeune Khadr.

Le ministre des Affaires étrangères entend-il poser un premier geste pour rétablir la réputation internationale du Canada en demandant le rapatriement immédiat d'Omar Khadr? C'est un geste essentiel pour le nouveau ministre.

**L'hon. Lawrence Cannon (ministre des Affaires étrangères, PCC):** Monsieur le Président, comme je l'ai mentionné — et je vais le répéter maintenant en français —, M. Khadr fait face à des accusations extrêmement graves. Remarquons que je n'ai pas dit « Coderre », j'ai dit « Khadr ». Il faut que ce soit compris.

Toute question relative à l'intention du Canada de demander la libération d'Omar Khadr de la prison de Guantanamo est à nouveau prématurée et relève de la spéculation, puisque la procédure judiciaire et le processus d'appel sont en cours.

● (1500)

[Traduction]

**M. Wayne Marston (Hamilton-Est—Stoney Creek, NPD):** Monsieur le Président, le gouvernement qui doit bientôt prendre les commandes des États-Unis a annoncé très clairement son intention de se débarrasser de la prison de Guantanamo. Le président qui vient d'être élu a déclaré qu'il s'agissait d'un triste chapitre de l'histoire des États-Unis.

Un seul citoyen d'un pays occidental est encore enfermé là-bas, et il s'agit du Canadien Omar Khadr.

Le premier ministre souhaite-t-il plutôt qu'Omar Khadr soit extradé aux États-Unis pour être enfermé dans la prison à sécurité

### Questions orales

maximale de Fort Leavenworth? Préfère-t-il ne pas rapatrier ce garçon, que l'on a brisé par la torture, pour qu'il réponde de ses actes devant le système de justice canadien?

**L'hon. Lawrence Cannon (ministre des Affaires étrangères, PCC):** Monsieur le Président, je répète que cette personne fait l'objet d'accusations très graves.

Le député parle des autres pays, mais il faut souligner que, dans ce cas, des accusations ont été portées. Le principal intéressé fait actuellement l'objet d'une procédure judiciaire. Le gouvernement du Canada n'a pas l'intention de contester la souveraineté d'un autre pays en matière de justice.

\* \* \*

### LA SOUVERAINETÉ DANS L'ARCTIQUE

**M. Ron Cannan (Kelowna—Lake Country, PCC):** Monsieur le Président, le Canada est défini depuis des décennies comme un pays « fort et libre ».

Notre gouvernement a pris quelques mesures importantes pour protéger et préserver les intérêts du Canada dans l'Arctique.

Le ministre des Transports pourrait-il dire à la Chambre quelles mesures nous avons prises et allons prendre pour préserver notre souveraineté dans l'Arctique?

**L'hon. John Baird (ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités, PCC):** Monsieur le Président, il y a une vingtaine de minutes, on demandait où étaient la colère et l'indignation du ministre des Transports.

Je tiens à dire à la Chambre que nous allons diriger toute notre colère contre les navires étrangers qui polluent nos eaux arctiques. Le premier ministre a annoncé en août dernier que nous allions étendre la validité de nos principales lois environnementales à 200 milles nautiques au large de nos côtes.

Nous allons sévir contre les pollueurs dans l'Arctique et nous assurer que les eaux y restent propres.

\* \* \*

### LA JUSTICE

**L'hon. Irwin Cotler (Mont-Royal, Lib.):** Monsieur le Président, j'ai écouté les réponses du ministre des Affaires étrangères.

Le gouvernement n'est-il pas troublé, comme semblent l'être les fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères, par le message que l'on envoie à la communauté internationale en agissant comme si, quelle que soit l'iniquité du traitement réservé à un citoyen canadien à l'étranger, et peu importe si le processus est illégal et si la primauté du droit n'est pas respectée, le Canada allait accepter la situation tant que M. Khadr serait en attente de son procès, même s'il l'attend indéfiniment et même si les fonctionnaires américains ont dit qu'ils garderaient peut-être M. Khadr même s'il était acquitté?

**L'hon. Lawrence Cannon (ministre des Affaires étrangères, PCC):** Monsieur le Président, je rappelle, ainsi qu'à mes collègues, que le député qui me pose la question siégeait au sein du gouvernement quand M. Khadr a été envoyé à Guantanamo. Le député doit bien comprendre qu'un système judiciaire et un processus sont en place et que le gouvernement fédéral veille à ce qu'ils soient respectés à la lettre.

*Affaires courantes***AFFAIRES COURANTES****LE BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DES DÉPENSES (B) DE  
2008-2009***[Traduction]*

Le président du Conseil du Trésor présente un message dont le Président donne lecture à la Chambre et par lequel Son Excellence la Gouverneure générale transmet le Budget supplémentaire des dépenses (B) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009.

**L'hon. Vic Toews (président du Conseil du Trésor, PCC):** Monsieur le Président, je dépose à la Chambre un exemplaire du Budget supplémentaire des dépenses (B), accompagné de la répartition des crédits par comité permanent.

● (1505)

**L'hon. Ralph Goodale:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Compte tenu de la brièveté de la session d'ici la relâche habituelle de décembre, de la fin prochaine de l'actuelle période des crédits et du fait que les comités permanents de la Chambre ne sont pas encore en activité et prêts à recevoir le budget des dépenses et à en faire l'étude de la façon habituelle, j'aimerais que le leader du gouvernement à la Chambre nous fasse savoir s'il compte faire tout ce qu'il peut, en collaboration avec les autres partis, pour mettre les comités permanents sur pied le plus rapidement possible, sans prendre les dix jours auxquels le Règlement lui donne droit, pour que les comités puissent être saisis du budget le plus rapidement possible et avoir la possibilité de convoquer au moins une ou deux réunions avant la fin de la période des crédits en décembre.

**L'hon. Jay Hill:** Monsieur le Président, en réponse à ce rappel au Règlement, le gouvernement est tout à fait disposé à tenter de s'entendre avec les autres partis pour établir le plus rapidement possible la liste des membres de tous les comités permanents, et particulièrement celle des comités qui devront se pencher sur la situation économique dans laquelle se trouve actuellement notre pays.

\* \* \*

*[Français]***L'ACCÈS À L'INFORMATION ET LA PROTECTION DES  
RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

**Le Président:** J'ai l'honneur de déposer sur le bureau le Rapport annuel 2007-2008 concernant la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels du Bureau du vérificateur général du Canada.

*[Traduction]*

Le présent document est renvoyé d'office au Comité permanent de la justice et des droits de la personne dès sa formation.

\* \* \*

**LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU**

**Mme Chris Charlton (Hamilton Mountain, NPD)** demande à présenter le projet de loi C-227, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (déduction des frais de déplacement et de logement pour les gens de métier).

— Monsieur le Président, voici le tout premier projet de loi que j'ai l'occasion de présenter au cours de cette législature. Il s'agit d'un projet de loi qui a déjà été présenté. Les gens de métier du secteur du bâtiment et de la construction au Canada réclament cette mesure législative depuis plus de 30 ans. Cette mesure permettrait enfin aux

gens de métier et aux apprentis liés par contrat de déduire de leur revenu imposable les frais de déplacement et de logement qu'ils ont engagés afin d'obtenir et de garder un emploi dans le domaine de la construction sur un chantier situé à plus de 80 kilomètres de leur lieu habituel de résidence.

Il a toujours été insensé que des gens de métier soient sans travail dans une région tandis qu'une autre région pâtit de l'insuffisance temporaire de travailleurs qualifiés simplement parce que le coût des déplacements est trop élevé. Les temps sont déjà durs sur le plan financier. Il importe donc que, en tant que législateurs, nous fassions tout ce que nous pouvons pour aider les Canadiens à trouver du travail.

J'ai parlé de ce projet de loi au ministre des Finances, et il m'a assuré que cette mesure serait envisagée dans le cadre du processus budgétaire. J'espère qu'elle sera prévue dans la mise à jour économique que le ministre doit faire jeudi. Pour le gouvernement, ce qu'il économisera en prestations d'assurance-emploi et les recettes supplémentaires qu'il percevra au titre de l'impôt sur le revenu compenseront largement le coût de cet avantage fiscal.

L'adoption de ce projet de loi serait avantageuse à tous les égards. Ce serait avantageux pour le Trésor, avantageux pour l'économie canadienne et avantageux pour les travailleurs des métiers de la construction. J'espère qu'en cherchant des moyens de réagir à la crise économique, tous les députés oublieront l'esprit de parti et collaboreront pour que ce projet de loi soit adopté rapidement, comme il le mérite.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

\* \* \*

● (1510)

**PÉTITIONS**

LE DARFOUR

**L'hon. Judy Sgro (York-Ouest, Lib.):** Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter aujourd'hui des pétitions coordonnées par le groupe de défense Canadiens for Action in Darfur.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de collaborer avec la communauté internationale pour mettre un terme à la crise humanitaire au Darfour.

LE LEURRE D'ENFANTS SUR INTERNET

**M. Mike Allen (Tobique—Mactaquac, PCC):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur aujourd'hui de présenter une pétition au nom de la Catholic Women's League of Canada du conseil paroissial de St. Mary of the Angels et de nombreux autres résidents de ma circonscription, Tobique—Mactaquac.

Les pétitionnaires souhaitent porter à l'attention de la Chambre de sérieuses préoccupations concernant la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle sur Internet.

Ils demandent au ministre de la Sécurité publique et au Parlement dans son ensemble de prendre les mesures nécessaires pour que cette exploitation cesse immédiatement.

*Affaires courantes*

[Français]

## LA CIRCULATION DE CAMIONS LOURDS

**L'hon. Mauril Bélanger (Ottawa—Vanier, Lib.):** Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter à nouveau une pétition au nom des citoyens de la circonscription d'Ottawa—Vanier et de la région portant sur le besoin de construire un pont, et même deux, de façon à éventuellement avoir un périphérique autour de la région de la capitale nationale et à sortir les camions lourds du centre-ville pour nombre de raisons.

Les pétitionnaires demandent donc que le gouvernement du Canada exige que la Commission de la capitale nationale procède à l'étude approfondie d'un pont reliant le parc industriel Canotek à l'aéroport de Gatineau, soit l'option n° 7 de la première phase de l'étude d'évaluation environnementale sur les liaisons interprovinciales.

Ce souhait a été exprimé avec le désir d'en arriver effectivement à une saine gestion de la circulation de camions lourds dans la région de la capitale nationale.

[Traduction]

## L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION

**Mme Irene Mathyssen (London—Fanshawe, NPD):** Monsieur le Président, ma première pétition provient de nombreux Canadiens qui demandent au Parlement du Canada d'assumer la responsabilité de l'erreur commise par Statistique Canada en 2001 dans le calcul de l'indice des prix à la consommation. À cause de cette erreur, les prestataires du Régime de pensions du Canada, de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti ont touché un demi-point de pourcentage composé de moins par année et perdu ainsi plus de 1 milliard de dollars.

Les pétitionnaires veulent que le gouvernement prenne les mesures nécessaires pour rectifier cette erreur et aider les aînés.

## LE RÉGIME DE SOINS DE SANTÉ DE LA FONCTION PUBLIQUE

**Mme Irene Mathyssen (London—Fanshawe, NPD):** Monsieur le Président, ma deuxième pétition est signée par des membres de l'Alliance de la Fonction publique du Canada qui désirent attirer l'attention de la Chambre des communes sur le fait que les fonctionnaires fédéraux, les retraités fédéraux et leurs familles n'ont pas de carte-médicaments aux termes du Régime de soins de santé de la fonction publique.

Les pétitionnaires demandent au Parlement d'ordonner au Conseil du Trésor du Canada de fournir aux membres du RSSFP une telle carte d'ici le 31 décembre 2008.

## LE DARFOUR

**Mme Irene Mathyssen (London—Fanshawe, NPD):** Monsieur le Président, ma dernière pétition a été signée par un certain nombre de Canadiens qui sont profondément préoccupés par les 400 000 personnes qui ont perdu la vie et les 2,5 millions d'autres qui ont été déplacées en raison de la catastrophe humanitaire au Darfour.

Ces Canadiens demandent au gouvernement du Canada de jouer un rôle de chef de file pour mettre fin au désespoir, aux viols et aux massacres en se mobilisant avec la communauté internationale en vue de prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à ces atrocités.

## LA TRAITE DES PERSONNES

**Mme Joy Smith (Kildonan—St. Paul, PCC):** Monsieur le Président, des pétitions continuent d'arriver à mon bureau de la part de citoyens de tous les coins du pays qui attirent l'attention de la

Chambre des communes sur le fait que la traite de femmes et d'enfants entre pays, à des fins d'exploitation sexuelle, doit être condamnée. Ils rappellent aux parlementaires que c'est le devoir du Parlement que de protéger les membres les plus vulnérables de la société, les victimes de la traite des personnes. Les pétitionnaires demandent aux parlementaires de poursuivre leur travail en vue de lutter contre la traite des personnes à l'échelle mondiale.

Ces pétitions continuent d'arriver en grands nombres, jour après jour.

• (1515)

## LE DARFOUR

**L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.):** Monsieur le Président, j'ai deux pétitions à présenter. La première vient d'un certain nombre de personnes du Québec qui se préoccupent de la crise au Darfour.

[Français]

Ils mentionnent que depuis 2003, 400 000 personnes ont été tuées et 2,5 millions de personnes ont été déplacées. Ces citoyens demandent au gouvernement du Canada de s'engager, avec la communauté internationale, afin de mettre un terme à ces atrocités.

[Traduction]

## LES DROITS DE LA PERSONNE

**L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.):** Monsieur le Président, ma deuxième pétition est présentée par un grand nombre de Yukonnais qui font remarquer que le gouvernement chinois opprime le peuple du Tibet depuis 50 ans. Ce gouvernement avait promis d'améliorer le respect des droits de la personne s'il obtenait de droit de tenir les Jeux olympiques, mais la violence continue. Depuis 1950, 1,2 million de Tibétains ont été tués par le gouvernement chinois.

Par conséquent, les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada de négocier en toute honnêteté et en toute sincérité avec le dalai-lama. Ils demandent également au premier ministre d'aborder ouvertement et courageusement avec la Chine son refus tyrannique de respecter les droits civils et les droits de la personne, ainsi que le droit à la liberté et à la dignité du peuple tibétain.

## LA JUSTICE

**M. Mark Warawa (Langley, PCC):** Monsieur le Président, c'est pour moi un honneur de prendre la parole à la Chambre pour présenter une pétition signée par des électeurs de la vallée du Fraser.

Les pétitionnaires affirment que le crime contre les biens est une infraction grave qui touche un grand nombre de personnes et qui entraîne souvent des pertes financières énormes, ajoutant que la majorité des crimes contre les biens sont commis par un petit nombre de récidivistes.

Ils demandent au gouvernement d'assurer la sécurité des citoyens et de présenter une mesure législative suffisamment efficace pour les protéger.

\* \* \*

## QUESTIONS AU FEUILLETON

**M. Tom Lukiwski (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC):** Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au *Feuilleton*.

**Le Président:** D'accord?

**Des voix:** D'accord.

*L'Adresse*

## LE DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

### REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence la Gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement et du sous-amendement.

**M. Laurie Hawn (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale, PCC):** Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole devant vous et mes collègues députés pour participer au débat concernant le discours du Trône de notre gouvernement.

Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter de votre réélection à titre de Président, qui est tout à fait méritée compte tenu de vos compétences et de votre talent.

En deuxième lieu, permettez-moi d'exprimer toute mon appréciation et toute ma reconnaissance à l'endroit des bonnes gens d'Edmonton-Centre, qui m'ont donné l'occasion de continuer à les représenter à la Chambre. Il s'agit d'une responsabilité et d'un privilège que je prends tout à fait au sérieux.

J'aimerais également remercier celle qui est mon épouse depuis 40 ans, Judy, ainsi que nos enfants, Jennifer et Rob, de leur amour et de leur soutien.

Comme nous le savons tous, le discours du Trône est l'esquisse du plan d'action de notre gouvernement pour protéger l'avenir des Canadiens. Il contient un plan en cinq volets visant à faire en sorte que notre économie conserve sa résilience durant cette période de turbulences économiques à l'échelle planétaire et la maintienne par la suite, mais nous ne devons pas oublier que le discours du Trône décrit également dans les grandes lignes comment notre gouvernement contribuera à assurer la sécurité de nos familles et de notre pays.

La notion de sécurité est vaste, mais elle vise principalement le système de justice, la sécurité nationale ainsi que l'innocuité des produits et des aliments. Ces aspects concernent tous les Canadiens, et non pas seulement quelques privilégiés. En poursuivant les réformes à cet égard, nous veillons à l'intérêt de l'ensemble des Canadiens.

Au cours de la dernière campagne électorale, notre gouvernement a promis d'agir selon un certain nombre d'objectifs prioritaires pour faire en sorte que le Canada soit fort et qu'il soit libre. Je citerai au nombre de ces objectifs la défense de la souveraineté canadienne, la reconstruction des forces armées, l'amélioration de l'innocuité des aliments et des produits, le droit environnemental et le renforcement de notre système judiciaire. En agissant sur ces plans, notre gouvernement s'efforce d'assurer la sécurité de tous les Canadiens et de leurs familles.

La salubrité des aliments, la sécurité des produits et de l'environnement, l'efficacité du système judiciaire ainsi que l'auto-suffisance et la souveraineté du Canada sont des questions qui ont une très forte incidence sur la santé et le bien-être de l'ensemble des Canadiens. Ajoutés à la protection de notre économie, ces aspects devraient être au premier rang des préoccupations de tous ceux qui représentent les Canadiens à la Chambre.

Le Canada est un pays où les enfants doivent pouvoir jouer en toute sécurité dans leur propre cour, où les criminels armés dangereux doivent purger des peines d'emprisonnement pour les gestes qu'ils ont posés, où la nourriture qui est servie à table peut être

mangée sans crainte et où nous pouvons supposer que nos enfants vivront dans le Canada que nous connaissons aujourd'hui quand ils seront grands, et non dans un Canada dont la compétence territoriale ne s'étend pas à sa propre région arctique ou un Canada dont les forces armées sont affaiblies et incapables de nous secourir en cas de réel besoin.

Selon l'indice du développement humain des Nations Unies de 2007-2008, le Canada arrivait au quatrième rang, sur 192 pays, au chapitre de la qualité de vie. C'est un signe que de nombreux pays admirent le Canada et s'efforcent de lui ressembler. Nous devons travailler ensemble pour protéger l'avenir de ce très grand pays, un pays que nous connaissons et aimons tous.

Lorsque les Canadiens se rendent au travail, qu'ils dînent ou qu'ils mettent leurs enfants au lit le soir, ils ne pensent pas au gouvernement. Lorsqu'ils élisent un nouveau gouvernement, les Canadiens s'attendent avec raison à ce que ce dernier soit responsable et agisse dans leur intérêt. Nous nous y employons en assurant la sûreté et la sécurité de nos concitoyens, en prenant des mesures en ce sens, notamment en étant le premier pays au monde à interdire le bisphénol A, en proposant de renforcer la Loi canadienne sur la protection de l'environnement et en sévissant contre les produits chimiques toxiques par le biais de notre plan de gestion des produits chimiques.

Les améliorations apportées au plan de gestion des produits chimiques augmenteront le degré de protection contre les substances chimiques dangereuses. Le plan comprend un certain nombre de mesures préventives qui assureront une gestion efficace des produits chimiques et feront en sorte que ceux-ci ne se trouvent pas dans les jouets de nos enfants, dans l'eau que nous buvons ou dans les biberons que nous donnons tous les jours à nos bébés.

[Français]

Notre gouvernement améliorera, par voie législative, le contrôle des aliments, des médicaments et des produits de consommation. Il renforcera le pouvoir de rappel applicable aux produits et alourdira les pénalités encourues. Il lancera également, dans les plus brefs délais, une enquête indépendante au sujet de l'éclosion de listériose de l'été dernier et donnera suite, sans tarder, à ses conclusions.

Protéger et promouvoir la santé et la sécurité des Canadiens est d'une importance capitale pour le gouvernement du Canada. Les Canadiens doivent être assurés que les aliments qu'ils servent à table, les jouets qu'ils donnent à leurs enfants et les médicaments qu'ils prennent sont sans danger.

Le budget fédéral 2008 prévoyait plus de 458 millions de dollars sur cinq ans pour le Plan d'action pour assurer la sécurité des produits alimentaires et de consommation afin d'appuyer la collaboration, de renforcer les programmes de sécurité et de remplacer les lois désuètes par de nouvelles lois.

Même si en général les mesures relatives à la sûreté des aliments et des produits servent bien les Canadiens, nous faisons face à de nouveaux défis au fur et à mesure que les pratiques commerciales évoluent à l'échelle internationale.

● (1525)

De récents incidents ayant trait à de dangereux produits alimentaires, de santé ou de consommation ont démontré la nécessité de moderniser notre régime de réglementation, y compris les fondements législatifs.

*L'Adresse*

[Traduction]

En prenant des mesures dès maintenant, nous réduirons grandement les coûts futurs associés à l'épuration de l'eau, au nettoyage des sites contaminés et au traitement des maladies liées à l'exposition aux produits chimiques. Nous allons améliorer la qualité de vie de nos concitoyens et mieux protéger notre environnement.

Ce plan s'appuiera sur la position du Canada en tant que chef de file mondial en matière de gestion sécuritaire des substances et produits chimiques. Il favorisera de nouvelles et de meilleures techniques scientifiques qui permettront d'améliorer l'évaluation et l'atténuation des risques, et permettra aux familles canadiennes d'obtenir de meilleurs renseignements concernant l'utilisation et l'élimination sûres d'une variété de produits de tous les jours.

Le 8 avril dernier, le premier ministre a annoncé que le gouvernement allait procéder à une révision complète des lois sur la salubrité des aliments et la sécurité des produits de consommation afin de les rendre plus sévères pour mieux protéger les consommateurs canadiens. Le Plan d'action pour assurer la sécurité des produits alimentaires et de consommation est un ensemble complet de nouvelles mesures visant la création d'une réglementation plus rigoureuse concernant les produits alimentaires, de santé et de consommation, dont des initiatives destinées à mettre à jour et à redéfinir les étiquettes de composition des aliments afin de mieux indiquer l'origine des produits vendus sur le marché mondial actuel.

Les produits qui garnissent les étagères de nos épiceries proviennent maintenant des quatre coins du monde. Selon les directives actuelles, il est possible que les aliments identifiés comme étant des « produits du Canada » ou comme étant « fabriqués au Canada » n'aient pas grand-chose de canadien. Nous avons resserré les définitions de ces expressions familières afin que les Canadiens sachent exactement ce qu'ils achètent, et qu'ils achètent exactement ce qu'ils veulent. Ainsi, lorsque des contaminations alimentaires surviendront ailleurs dans le monde, nous pourrions rapidement cibler et isoler les produits qui contiennent les ingrédients contaminés.

Les nombreuses mesures prises par le gouvernement pour protéger les Canadiens contre la criminalité dans leur vie quotidienne est un autre exemple de la priorité que celui-ci accorde à la santé et à la sécurité des Canadiens. En ces temps incertains, comme en tout autre temps d'ailleurs, les Canadiens doivent savoir qu'ils sont en sécurité dans leur foyer et leur collectivité. Le gouvernement a pris de rigoureuses mesures contre la criminalité et travaillé de concert avec ses partenaires chargés de l'application de la loi et ceux du milieu judiciaire, et il continuera de le faire pour protéger les citoyens respectueux des lois. Les infractions graves seront punies par des peines sévères.

Nous nous efforcerons de renforcer les dispositions juridiques actuelles visant les jeunes contrevenants, les groupes criminalisés et le crime organisé. Nous nous efforcerons également de mettre fin au trafic d'armes transfrontières et de punir ceux qui commettent des crimes au moyen d'armes à feu, et non les propriétaires d'armes d'épaule et d'autres types d'armes respectueux des lois.

Déjà, en matière de lutte contre la criminalité, le gouvernement a donné suite au souhait des Canadiens de faire passer l'intérêt des victimes en premier et de privilégier une approche pratique relativement à la loi et à l'ordre, c'est-à-dire d'être ferme, mais équitable.

Nous avons proposé de nouvelles façons de détecter la conduite avec facultés affaiblies et de faire les investigations en pareil cas.

Nous prévoyons des peines plus sévères pour la conduite avec facultés affaiblies.

Nous allons présenter un projet de loi pour renforcer considérablement les sanctions prévues dans le Code criminel pour punir les actes violents contre les femmes enceintes. Notre projet de loi visera à ajouter la grossesse de la victime dans la liste des facteurs aggravants dont le juge devra tenir compte pour déterminer la peine. Il est important de souligner que ce projet de loi n'ouvrira pas la porte à la création de droits pour le foetus.

Il s'agit de la prochaine mesure législative que compte faire adopter le gouvernement afin de rendre les rues et les collectivités plus sûres, en particulier pour les femmes enceintes. La sécurité des Canadiens est notre priorité, par-dessus tout le reste. C'est pourquoi nous allons continuer de mettre en oeuvre notre programme de lutte contre le crime. L'année dernière, après deux longues années de manoeuvres dilatoires de la part des partis de l'opposition à la Chambre et dans l'autre endroit, le gouvernement a fini par faire adopter son projet de loi contre les crimes violents.

Cette mesure législative met fin à l'ère de la mollesse et de l'indulgence dans les sanctions. Les criminels dangereux qui menacent la population iront désormais purger en prison les peines qu'ils méritent amplement.

[Français]

Nous protégeons les jeunes Canadiens contre les prédateurs sexuels avec le rehaussement de l'âge de consentement sexuel de 14 à 16 ans.

Nous avons aussi introduit de nouvelles conditions de libération conditionnelle qui obligent ceux qui sont accusés d'avoir commis un crime grave avec une arme à feu à justifier leur remise en liberté en attendant leur procès.

Notre principale priorité est la sûreté et la sécurité des Canadiens. C'est pour cela que nous nous attaquons au crime. Partout au Canada, les procès sont de plus en plus longs, et les procédures judiciaires sont entamées de plus en plus tard. L'opinion générale est qu'une réforme est requise. Le gouvernement travaillera en collaboration avec ses partenaires afin que justice soit rendue, et ce, rapidement et équitablement.

Le présent gouvernement continuera de prendre des mesures concrètes dans des domaines qui sont importants pour les Canadiennes et les Canadiens, car protéger la société est une priorité pour nous et non pas une idée venue après coup. Nous sommes fiers des efforts que nous avons déployés au cours des deux dernières années pour faire adopter ces changements, et nous continuerons à nous attaquer au crime.

Aujourd'hui, les familles et les collectivités peuvent se sentir plus en sécurité partout au Canada.

[Traduction]

Dans une perspective plus large, le gouvernement s'est aussi employé à protéger le Canada et ses citoyens globalement. La stratégie de défense « Le Canada d'abord » est le plan exhaustif à long terme du gouvernement pour veiller à ce que les Forces canadiennes disposent des ressources humaines, de l'équipement et des appuis dont elles ont besoin pour protéger les intérêts canadiens, pour remplir les engagements du Canada sur la scène internationale et pour que le Grand Nord canadien demeure fort et libre.

*L'Adresse*

Comme son nom l'indique, la stratégie « Le Canada d'abord » vise à renforcer la capacité du pays de se défendre et de protéger sa population. Elle vise l'amélioration de la surveillance des frontières terrestres et des côtes ainsi que le renforcement de la capacité des forces armées de venir en aide aux autorités civiles en cas de catastrophe naturelle au pays ou d'événement majeur à l'étranger.

Nous sommes en train d'établir une station arctique de formation qui sera ouverte à longueur d'année à Resolute Bay. On y trouvera des installations militaires, un port en eau profonde, un point de ravitaillement en carburant et un port à Nanisivik. Nous allons devoir remplacer divers aéronefs et renforcer la surveillance avec des drones dans le Nord. En défendant la souveraineté du Canada dans l'Arctique, nous protégeons la souveraineté du Canada globalement.

Notre gouvernement va continuer de prendre très au sérieux ses responsabilités sur la scène internationale. Les femmes et les hommes qui composent les Forces armées canadiennes et ceux qui les accompagnent dans leur travail font la fierté du pays lorsqu'ils jouent un rôle de premier plan dans l'entreprise de stabilisation de l'Afghanistan pour l'avenir. Une telle entreprise n'est jamais facile et comporte toujours son lot de sacrifices.

C'est la cause que le Canada a défendue pendant plus d'un siècle en se tenant toujours prêt à faire ce qu'il faut, pour les bonnes raisons, en faveur de ceux qui ne peuvent pas le faire pour eux-mêmes.

Mes trois voyages en Afghanistan et mes contacts constants avec les Forces canadiennes m'ont appris à estimer et apprécier nos hommes et nos femmes soldats, matelots et aviateurs. Nous leur en demandons beaucoup, mais ils donnent toujours sans compter.

Nous avons l'obligation de veiller à ce que nos militaires obtiennent tout l'équipement et tout l'entraînement nécessaires. Nous devons également veiller sur eux et sur les membres de leur famille au terme de leur mission. Nous avons fait des progrès remarquables dans ce domaine au cours des 30 derniers mois, et nous avons bien l'intention de continuer.

À part le fait qu'elle renforce notre sécurité à l'intérieur et à l'étranger, notre stratégie de défense Le Canada d'abord devrait assurer d'importants avantages économiques aux Canadiens. Cet engagement sans précédent envers un financement stable et à long terme créera de bons emplois et de nouvelles occasions pour des milliers de Canadiens dans les industries de défense et profitera à des dizaines de collectivités qui appuient les bases militaires partout dans le pays.

Les industries canadiennes de l'aérospatiale et de la défense établies dans tous les coins du pays peuvent concurrencer n'importe qui et continueront à décrocher des contrats de la manière classique, c'est-à-dire en étant les meilleures.

En politique, le succès se mesure non au nombre de fois où notre nom paraît en manchette ni au nombre de discours prononcés à la Chambre, mais plutôt aux résultats réels et concrets offerts aux Canadiens dans les domaines qu'ils considèrent comme importants.

Au chapitre de la sécurité des familles, les mesures législatives prévues n'enthousiasmeront peut-être pas les experts, mais le fait de savoir que nos efforts pour éviter à des enfants, à des personnes âgées et à d'autres Canadiens vulnérables d'être victimes de criminels est l'un des résultats les plus importants que nous puissions viser.

Dans le même ordre d'idées, le fait que les parents s'inquiètent moins de la sécurité des jouets de leurs enfants ne fera sans doute pas

les manchettes, mais, n'en doutez pas un instant, les parents eux-mêmes y attachent la plus haute importance.

Les familles ne souhaitent pas passer leur temps à s'occuper du gouvernement. Elles n'ont d'ailleurs pas à le faire. Elles sont en droit de s'attendre à ce que le gouvernement s'occupe plutôt d'elles et à ce qu'il veille à assurer la sécurité des gens et des choses.

Il n'y a pas de doute que nous connaîtrons des temps difficiles, de même que tous les autres pays du monde. Nous avons surtout besoin à de tels moments d'un leadership sûr et stable. Notre gouvernement a déjà fait preuve de ce leadership chez nous et l'a manifesté aussi sur la scène internationale, aux récentes réunions du G20 et de l'APEC.

Ne représentant que 2 p. 100 de l'économie mondiale, le Canada ne peut pas faire grand-chose tout seul. Nous ne pouvons pas éviter l'impact de la crise économique qui sévit actuellement dans le monde. Nous pouvons cependant éviter la panique et les discours enflammés qui ne profitent à personne.

J'espère avoir l'occasion de collaborer avec tous les députés dans le but de protéger l'avenir des Canadiens au Canada et de préserver la place de notre pays dans la communauté des nations.

● (1530)

**L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.):** Monsieur le Président, je sais que le gouvernement veut réduire la criminalité, mais quel est exactement son plan concernant les interventions qui se sont avérées utiles, comme les mesures de prévention, la volonté de s'attaquer au mal à la racine, les nouvelles méthodes de formation et de réadaptation et les peines autres que l'emprisonnement? On peut en parler à des experts comme le chef de la police d'Ottawa et les divers témoins entendus la dernière fois par le comité, qui étudiait une quelconque mesure législative mal conçue. Ces gens ont expliqué, par exemple, le taux de succès de la Stratégie relative à la justice applicable aux Autochtones. Je sais que le ministre appuie cette stratégie, et je l'en remercie. Toutefois, pour que tout cela devienne réalité, il faut du financement permanent, et pas seulement un engagement pour trois ans. Les taux de récidive ont diminué et le Canada est devenu un lieu beaucoup plus sûr là où cette stratégie est utilisée, dans les régions où on l'a mise à l'épreuve. Que fait le gouvernement pour donner suite à l'emploi de ces méthodes éprouvées pour réduire la criminalité?

**M. Laurie Hawn:** Monsieur le Président, le député de Yukon a soulevé beaucoup de points dans sa question.

Le fait est qu'il n'existe aucun bouton magique sur lequel nous pourrions appuyer pour limiter la criminalité ou y mettre fin. Nous devons tout essayer, en commençant par nous attaquer aux causes premières de la criminalité, comme le député l'a mentionné, pour finir par songer aux châtiments à imposer. Quand le système échoue, les parents échouent ou la personne échoue et qu'une infraction grave est commise, il y a de graves conséquences. Nous ne pouvons plus avoir un système de justice qui favorise la récidive. Nous devons nous attaquer au problème en tenant compte de ces deux aspects. Nous devons travailler au sein des collectivités. Personnellement, je crois que le problème tient aux familles. D'une manière ou d'une autre, nous devons inciter les membres d'une famille à prendre soin les uns des autres. Franchement, à mon avis, autrefois, cela se faisait beaucoup plus.

Comme le député l'a dit, nous devons examiner attentivement ce qui fonctionne, pas seulement au Canada, mais aussi dans d'autres pays. Nous devons faire abstraction des considérations sectaires, ce que nous réussissons fort bien à faire dans la plupart des comités ici, afin de tenir compte des bonnes idées, d'où qu'elles proviennent.

*L'Adresse*

Ce ne sera pas un processus simple, mais plutôt évolutif. Nous devons garder l'esprit ouvert. En fin de compte, nous devons avant tout agir dans l'intérêt des Canadiens.

• (1535)

**L'hon. Shawn Murphy (Charlottetown, Lib.):** Monsieur le Président, notre collègue a parlé du leadership du premier ministre. J'aimerais lui poser une question sur le déficit.

Nous venons de terminer une campagne électorale qui a eu lieu du 2 septembre au 14 octobre dernier. Cette même question a été posée au premier ministre à tous les jours ou presque, et à chaque fois, il a répondu qu'il n'y aurait pas de déficit, qu'il serait irresponsable pour le gouvernement d'enregistrer un déficit et qu'il était ridicule d'en évoquer même la possibilité.

Il semble toutefois maintenant que ce n'était pas si ridicule et que le déficit soit maintenant essentiel. Le directeur parlementaire du budget affirme que cette situation n'est pas due à la situation économique mondiale, mais bien aux politiques du gouvernement conservateur. Le premier ministre n'était pas sans le savoir.

Puisque le premier ministre connaissait parfaitement la situation financière du gouvernement et qu'il savait donc que nous nous dirigeons vers un déficit, pourquoi n'en a-t-il rien dit aux Canadiens?

**M. Laurie Hawn:** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son court commentaire.

Il faut se rendre compte que la situation évolue rapidement et qu'elle se détériore rapidement. Tous ceux qui se sont penchés sur la question le savent bien. Le directeur parlementaire du budget a droit à son opinion.

Le premier ministre a pris l'an dernier des mesures semblables à celles que le gouvernement du Royaume-Uni prend aujourd'hui. Nous avons environ une année d'avance sur le Royaume-Uni.

Comme je l'ai dit dans mes commentaires, puisque nous ne comptons que pour 2 p. 100 de l'économie mondiale, il nous est impossible de nous mettre à l'abri de ce qui se produit dans le reste du monde. Ceux qui représentent 98 p. 100 de l'économie nous entraînent avec eux, que nous le voulions ou pas.

Ce que nous pouvons faire toutefois, c'est de prendre des mesures qui permettront d'adoucir, aussi peu soit-il, les répercussions pour les Canadiens. Nous avons besoin d'un gouvernement, d'un premier ministre, qui n'a pas peur de prendre des décisions difficiles, qui n'a pas peur de prendre les commandes. Cela nous a fait cruellement défaut jusqu'au 23 janvier 2006. Nous en avons un maintenant. Nous ne pourrions qu'en profiter et tous les Canadiens seront fiers de nous et nous remercieront.

**L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.):** Monsieur le Président, la réponse que vient de donner le député est insensée. Le ministère des Finances suit les recettes de l'État de façon quotidienne et hebdomadaire. Si le premier ministre ne savait pas que nous étions en récession pendant la campagne électorale, il n'est tout simplement pas compétent. Ou bien le premier ministre ménageait la vérité pendant la campagne électorale, ou bien il est tout à fait incompétent. De deux choses l'une.

Ce que je trouve paradoxal de la part des conservateurs, c'est qu'ils sollicitent les idées des députés de ce côté-ci quant à la façon de se sortir de ce pétrin, alors qu'il ont dépensé littéralement des millions de dollars pour dénigrer le chef de l'opposition, pour le ridiculiser et le détruire aux yeux du public. Alors qu'ils ont ridiculisé chacune des idées qu'il a avancées, voilà qu'ils les font leurs quelques semaines plus tard.

J'aimerais savoir si le député pense qu'il serait de mise que les conservateurs présentent des excuses avant de solliciter l'aide de l'opposition.

**M. Laurie Hawn:** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question dénuée de toute partisanerie. C'est incroyable. Nous avons dit qu'il devrait y avoir moins de partisanerie dans cet endroit. Nous avons dit que nous devrions travailler ensemble pour affronter les défis auxquels le Canada est confronté bien malgré lui. Notre participation à l'économie mondiale est de 2 p. 100. Le reste de l'économie mondiale, 98 p. 100, va nous entraîner dans sa chute. Le gouvernement fait preuve de leadership. Le premier ministre fait preuve de leadership. À en juger par les résultats des dernières élections, il est évident que les Canadiens le reconnaissent.

Je rêve du jour où nous pourrions venir dans cet endroit et tenter de trouver une solution à un problème qui touche tous les Canadiens. Peu importe notre allégeance, que nous soyons libéraux, conservateurs, bloquistes, néo-démocrates ou indépendants, nous devons travailler ensemble sans faire de partisanerie. Ce serait vraiment rafraîchissant si le député et certains de ses collègues prenaient cela au sérieux.

**L'hon. Larry Bagnell:** Monsieur le Président, comme le suggère mon collègue, je m'efforcerais d'éviter toute partisanerie quand je tente de trouver une solution à un problème.

Je ne m'attends pas à ce qu'il soit au courant de ce dossier, car il s'agit d'un dossier local, mais le ministre de la Justice et le ministre des Affaires indiennes travaillent avec le conseil des Tlingits de Teslin sur une stratégie novatrice en matière de justice. Le gouvernement devrait être fier de ce processus car il permettra de créer quelque chose de nouveau qui entraînera assurément une réduction du taux de criminalité. Je félicite le ministre de la Justice et le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien pour leur travail dans ce dossier.

J'aimerais avoir l'assurance du député qu'il appuiera ce processus afin qu'il continue d'évoluer le plus rapidement possible. On y travaille depuis de nombreuses années et il est presque terminé.

J'aimerais que le député travaille de manière coopérative et, comme il l'a dit lui-même, sans partisanerie avec les ministres et le personnel de ces deux ministères. Il ne leur reste que quelques réunions avant de mettre la touche finale à cet excellent nouveau système. Il pourrait s'agir d'un projet pilote pour le reste du pays.

• (1540)

**M. Laurie Hawn:** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Yukon pour cette information. Je ne connais pas particulièrement bien le dossier en question. J'appuie entièrement tout ce qui améliorera la vie des peuples autochtones du Canada.

La circonscription d'Edmonton-Centre compte un très grand nombre d'autochtones et ils sont très défavorisés, comme nous le savons tous. Chacun de nous fait son possible pour trouver des solutions à ces problèmes. Nous pouvons ne pas être d'accord sur le chemin à prendre, mais nous voulons tous arriver au même but.

Je suis très heureux de promettre d'appuyer tout ce qui peut fonctionner, tout ce qui peut améliorer la vie de ce segment de la population canadienne, car en bout de ligne, cela améliorera notre vie à tous.

*L'Adresse*

**L'hon. John McKay:** Monsieur le Président, le Parti libéral a averti depuis des mois le gouvernement du Canada qu'il était dangereusement près d'un déficit. En effet, ses dépenses étaient hors de contrôle, ses recettes avaient chuté, et il se dirigeait vers un déficit. Ce sont les faits. Nos avertissements ont été ignorés. Pire encore, ils ont été ridiculisés.

Quand le chef de l'opposition a proposé plusieurs idées pour aider le gouvernement à rectifier la situation, il a lui aussi été ridiculisé et des millions de dollars ont été dépensés pour détruire sa réputation.

Maintenant, il semble que les conservateurs veulent qu'on les aide. Les conservateurs ont ignoré nos avertissements, et ils nous ont ridiculisés, et maintenant ils veulent qu'on les aide. De plus, le premier ministre n'a pas dit toute la vérité durant la campagne électorale.

Le député pourrait-il me donner une bonne raison pourquoi le Parti libéral du Canada devrait aider le Parti conservateur parce que...

**Le vice-président:** Le secrétaire parlementaire dispose de 30 secondes.

**M. Laurie Hawn:** Monsieur le Président, il me faudrait beaucoup plus que 30 secondes pour répondre,

Nous ne demandons certainement pas l'aide de ce parti qui a dépensé tellement d'argent. Le député parle de nos dépenses alors que, lors de leurs deux dernières années au pouvoir, les libéraux se sont lancés dans des dépenses effrénées. Nous avons dépensé de l'argent sur les choses qu'ils ont négligées pendant des années. Pendant 13 longues années, ils ont négligé de nombreux programmes. Quand nous sommes arrivés au pouvoir et que nous avons examiné les dossiers, nous avons constaté qu'ils étaient vides, car les libéraux n'avaient rien fait.

Nous nous efforçons seulement de réparer les torts causés par la négligence des libéraux. Nous ne déformons pas les faits. C'est la pure vérité.

[Français]

**M. Jean-Yves Laforest (Saint-Maurice—Champlain, BQ):** Monsieur le Président, je vous informe que je partagerai mon temps avec la députée de Québec.

En ce qui a trait au discours du Trône, on peut faire plusieurs constats. Toutefois, les constats les plus importants démontrent qu'on est en face d'un discours du Trône qui est, selon le Bloc québécois, extrêmement désolant. Ce discours du Trône est désolant parce qu'on n'y a pas reconnu les intérêts et les valeurs principales des Québécois.

À mon avis, le premier ministre est demeuré complètement insensible aux effets d'une crise sur la population du Québec et sur l'économie. Paradoxalement, en campagne électorale, on a vu un premier ministre qui minimisait l'ampleur de cette crise et en atténuait les effets sur l'économie en général. Or, maintenant que l'élection est passée, on s'aperçoit que le discours a changé et que cette crise, qui est vraiment majeure, provoque des réactions assez négatives sur toute l'économie du Canada et du Québec. C'est donc très décevant de ce côté.

De plus, le premier ministre ne semble pas avoir tiré de leçons des résultats des élections au Québec. On sait que le jour du vote, 78 p. 100 de la population ont dit par leurs votes et leurs choix qu'ils étaient en désaccord avec les façons de faire et les politiques économiques du gouvernement conservateur. De plus, ces politiques économiques n'en sont pas, puisque les seules façons d'intervenir et les réponses reçues de la part du gouvernement ont toujours été en

lien avec les baisses d'impôts, les baisses d'impôts des entreprises et que c'est, selon lui, ce qui stimule l'économie.

Mais là on se retrouve dans une situation difficile. Dans le discours du Trône, on ne voit absolument rien qui irait dans un sens contraire à ce qui a été dit au cours des deux années et demie précédentes. C'est donc également très décevant de ce côté-là.

Avant le discours du Trône, j'avais personnellement beaucoup d'attentes, mais également beaucoup d'ouverture par rapport à une ou des annonces faites par le premier ministre, par le Parti conservateur et par le gouvernement, annonces voulant que le discours du Trône serait axé sur l'économie. Au contraire, on n'a que de grands énoncés sans contenu véritable, sans vraiment de substance qui viendrait aider et soutenir les entreprises manufacturières et forestières, notamment au Québec. On n'a pas eu cela.

On nous annonçait une certaine ouverture, mais on ne l'a pas vue. C'est donc extrêmement difficile de voter en faveur d'un discours du Trône qui ne répond pas à des attentes qu'on avait fait miroiter. En plus, parmi les différents constats, on remarque que ce discours du Trône est vraiment à l'image du dernier congrès conservateur, c'est-à-dire très idéologique. Or, on sait que cette idéologie n'a pas été reprise au Québec, et le Bloc québécois ne peut pas aller dans le sens d'une telle idéologie. Au contraire, à mon avis, les Québécois nous ont fait comprendre par leur vote qu'ils étaient tout à fait contre.

En définitive, nous sommes déçus et nous ne croyons pas que le premier ministre s'est montré à la hauteur de la situation. Évidemment, on se disait qu'il n'y aura pas les irritants habituels dans ce discours du Trône. Au contraire, le discours du Trône demeure flou quant à la volonté de vraiment soutenir l'économie du Québec ou l'économie du Canada en général. On a quoi comme mesure là-dedans, sauf des grands principes? On n'a rien qui est vraiment ciblé. On ne nous dit pas comment on va intervenir ni à quelle hauteur. C'est donc extrêmement décevant et cela laisse trop de place à l'imaginaire pour qu'on puisse vraiment aller en ce sens et croire que ce gouvernement va vraiment soutenir l'économie.

On sait que la situation des secteurs forestier et manufacturier est désastreuse, surtout celle du secteur forestier au Québec. On n'en finit plus de compter les pertes d'emplois, les arrêts temporaires parmi les usines de pâtes et papiers et les usines de sciage. On sait que l'économie du Québec est vraiment bâtie sur le système d'exploitation forestière, et ce, à un niveau très important.

● (1545)

À ce sujet, on n'a rien. Je me suis promené tout l'été dans ma circonscription qui est très vaste, que ce soit à Shawinigan, dans le secteur des Chenaux, à Sainte-Anne-de-la-Pérade, à Saint-Tite, à La Tuque ou à Parent. Ce sont toutes des municipalités qui vivent du secteur forestier. Tout le monde, toute la population, dit la même chose, peu importe l'endroit: comment se fait-il que le gouvernement fédéral ne fait rien pour nous aider? Les gens disent qu'il n'a rien fait pour les aider jusqu'à maintenant et qu'il les regarde les bras croisés.

*L'Adresse*

Les gens ont besoin d'aide. Ils ont besoin d'un gouvernement qui les aide. Ils s'attendent à cela, mais il n'y a absolument rien qui est fait. Il ne faut pas se surprendre du résultat. Les gens savent que le gouvernement conservateur n'a jamais eu pour stratégie d'aider véritablement les secteurs en difficulté, particulièrement au Québec. En multipliant plusieurs irritants, le premier ministre a démontré au fond qu'il ne semble pas avoir compris ce qui se passe au Québec.

Les coupes en culture ont été annoncées au mois d'août dernier et on en a beaucoup parlé pendant la campagne électorale. Aux yeux de nombreuses personnes, ces coupes sont extrêmement importantes pour le Québec. On l'a vu à l'issue des élections, lors du résultat, et on l'a vu durant la campagne électorale: les gens n'ont pas accepté que de telles coupes soient faites.

Pourtant, le discours du Trône aurait été une occasion privilégiée pour que le gouvernement mette fin à ces coupes et dise que la culture est importante au Québec, et ce, non seulement sur le plan du développement de la culture. C'est certain que c'est aussi un élément important, c'est l'assise de la société québécoise, de la nation québécoise par rapport à la langue. C'est aussi par rapport au développement économique. Lorsqu'un gouvernement investit dans la culture, il en récolte les fruits lui aussi. On ne comprend pas que le gouvernement s'obstine à ne pas soutenir suffisamment les entreprises culturelles au Québec, car c'est un moteur économique important.

On s'aperçoit aussi que, dans le discours du Trône, il y a, encore une fois, une volonté de persister à imposer une loi répressive en ce qui a trait aux jeunes contrevenants, et ce, en plus du démantèlement du Registre canadien des armes à feu. Plus tôt, j'ai parlé de la campagne électorale. Ce sont des éléments qui ont été importants, au Québec, lors de la dernière campagne électorale. Cela atteint profondément les gens quand on veut couper le Registre canadien des armes à feu. Au Québec, ce n'est pas comme ça. La majorité des gens croient en son importance. Cet outil est né de la volonté de la majorité des Québécois de faire un contrôle. Des événements importants ont poussé les Québécois à conclure qu'un contrôle des armes à feu serait nécessaire et soutiendrait non seulement les corps policiers, mais l'ensemble de la société.

Au sujet de la question relative à la loi répressive contre les jeunes contrevenants, le Québec sait que ce n'est pas le modèle privilégié depuis de nombreuses années. Puisque le Québec a beaucoup misé sur la prévention et sur des services pour soutenir les jeunes en difficulté, il a réussi à diminuer le taux de criminalité comme nulle part ailleurs en Amérique du Nord. Le Québec est l'État où il y a le moins de récidives, où il y a le moins de criminalité, où il y a le moins d'actes de violence. Des mesures ont fait leurs preuves.

Néanmoins, encore une fois, dans le discours du Trône, on retrouve une annonce indiquant qu'on va continuer à aller en ce sens. On ne comprend donc pas. On ne voit pas comment on pourrait appuyer un tel discours du Trône.

Il y a un autre élément qui est important, soit la persistance du gouvernement fédéral à vouloir créer une commission fédérale des valeurs mobilières. Il y a unanimité à l'Assemblée nationale du Québec. Les trois partis qui y sont présents ont voté à l'unanimité une résolution demandant au gouvernement fédéral de faire en sorte que cela ne se fasse pas. Actuellement, le Québec a des leviers qu'il contrôle et qu'il veut absolument continuer à contrôler. Cette volonté de vouloir imposer cette commission vient à l'encontre non pas seulement de l'Assemblée nationale, mais d'une très grande majorité d'intervenants du milieu financier qui disent que le Québec doit continuer à conserver ces leviers.

● (1550)

[Traduction]

**L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.):** Monsieur le Président, j'ai deux questions à poser.

Tout d'abord, est-ce que cela signifie que le député vote en faveur de nouvelles élections dans 35 jours?

Je suis heureux qu'il ait fait allusion à un acte criminel dont j'ai parlé il y a quelques minutes. Pourrait-il donner davantage de détails sur le succès d'autres types de procédure comme les peines non traditionnelles, le recyclage et les cercles de détermination de la peine, dont l'utilité a été prouvée?

Je le répète, le chef de la police d'Ottawa et les professeurs du domaine peuvent donner des exemples précis et des statistiques prouvant que ce sont des moyens beaucoup plus efficaces pour rendre le Canada plus sûr, mieux protéger les citoyens et empêcher que les victimes soient à nouveau frappées par des actes criminels. Il est évident que les mesures de réduction de la criminalité et de prévention de la récidive qui ont fait leurs preuves doivent être reprises. Le député a donné quelques bons exemples provenant du Québec. Au cours de la dernière législature, le gouvernement a essayé d'autres solutions et il a été vertement critiqué par pratiquement tous ceux qui s'y connaissent sur la question, à l'exception des députés de son parti.

Le député pourrait-il donner d'autres preuves que celles que nous ont présentées les experts devant le Comité de la justice?

[Français]

**M. Jean-Yves Laforest:** Monsieur le Président, je remercie le député de ses questions. Sa première question visait à savoir si nous souhaitons des élections dans 35 jours. Je pense que cette question doit être adressée au gouvernement conservateur. Ce sont les conservateurs qui ont rédigé le discours du Trône, un discours du Trône inacceptable aux yeux du Bloc québécois et de la majorité des circonscriptions que nous représentons au Québec. Nous avons justement fait campagne contre des propositions avancées par le Parti conservateur durant la campagne. Au Québec, 78 p. 100 des gens ont voté contre les propositions du Parti conservateur. Nous, nous défendons les intérêts du Québec, nous l'avons toujours dit. Nous voyons très mal comment nous pourrions voter pour un discours du Trône qui reprend à peu près le même discours que celui de la campagne électorale.

Mon collègue me demande d'apporter d'autres exemples. Il me fera plaisir de lui faire parvenir des exemples supplémentaires de programmes qui existent au Québec et qui ont fait leurs preuves. Ce que je citais tout à l'heure, ce sont évidemment des statistiques générales. Cela fait consensus au Québec: plus on s'occupe des jeunes, et plus on s'en occupe à un jeune âge, plus on lutte contre la pauvreté et plus on peut diminuer le taux de criminalité. Cela fait en sorte que des jeunes qui ont des difficultés passagères ne se formeront pas au même moule. On va les aider et on va les accompagner en leur faisant comprendre qu'ils ont d'autres ressources que la criminalité.

● (1555)

[Traduction]

**L'hon. Larry Bagnell:** Monsieur le Président, je sais que le Bloc québécois s'oppose à certains changements suggérés au système de justice pénale pour les jeunes, mais nous savons que le rapport Nunn, qui a été produit après une étude poussée, contient quelques bonnes suggestions.

*L'Adresse*

Nous avons appuyé pratiquement toutes les suggestions du rapport, mais le gouvernement semble n'en avoir choisi qu'une ou deux pour les inclure dans son programme. Je me demande si le député peut commenter cet aspect puisqu'il semble en connaître un chapitre sur le sujet.

[Français]

**M. Jean-Yves Laforest:** Nous allons prendre connaissance et étudier à fond les études dont le député fait mention. Nous allons les regarder attentivement. Nous pourrions ensuite lui donner une réponse plus exhaustive.

**Mme Christiane Gagnon (Québec, BQ):** Monsieur le Président, je vous remercie de me donner la parole pour que je m'exprime sur le discours du Trône. Je vais sans doute répéter les arguments que le Bloc québécois défend, mais je vais tenter de faire en sorte qu'ils soient très précis. Voici donc différents constats faits par le Bloc à la suite de la lecture du discours du Trône.

Nous avons pu constater de l'insensibilité face aux effets de la crise économique sur la population. On constate donc que le gouvernement fait fi de l'inquiétude de l'ensemble de la population, alors que les États-Unis étaient déjà en mode action durant la campagne électorale qui a été provoquée par le gouvernement conservateur. C'est justement un manque de sensibilité à ce qui se passait, parce qu'aux dires du premier ministre, il n'y avait pas de crise et il n'y avait pas lieu de s'inquiéter.

Aujourd'hui, il a un peu changé son fusil d'épaule, mais le discours du Trône nous montre qu'il semble retarder les prises de décisions qui seraient en vigueur si cette campagne électorale n'avait pas eu lieu. On aurait déjà étudié des mesures concrètes pour aider la population à traverser une crise économique, et on serait en train de les adopter.

On parle beaucoup du secteur manufacturier, mais cette crise était déjà annoncée depuis 2003. De plus, dans le dernier budget du ministre des Finances du Parti conservateur, on avait été extrêmement modeste quant au soutien qu'il aurait fallu apporter au secteur manufacturier. On est donc très déçus, surtout au Québec, par le discours du Trône. En effet, mon collègue soulevait que 78 p. 100 des Québécois avaient voté contre le Parti conservateur. C'était donc un message vraiment clair qu'on donnait au gouvernement conservateur. Or il persiste dans la même voie que pendant la campagne électorale.

Aucune leçon n'a donc été tirée des dernières élections et du message que la population du Québec leur a lancé. Le discours du Trône est axé sur l'idéologie. Plus tôt, on a soulevé la question des jeunes contrevenants. À ce chapitre, le discours du Trône est très explicite sur la direction que souhaite prendre le Parti conservateur.

D'autre part, j'aimerais citer un paragraphe du discours du Trône qui se trouve au chapitre Promouvoir l'investissement et le commerce:

Pour assurer la prospérité du Canada, il ne suffit pas de relever les défis actuels. Il faut bâtir pour demain une économie dynamique, génératrice de croissance et de bons emplois. Nous devons suivre le célèbre conseil d'une de nos légendes du hockey et toujours devancer la rondelle.

On se trouve plutôt dans un jeu d'échelles et de serpents, sauf que ce jeu ne comprend pas d'échelle et que des serpents. Cela démontre et illustre le peu de volonté du gouvernement de mettre de l'avant des actions et des mesures concrètes afin d'enrayer cette crise économique.

Les États-Unis sont en pleine crise économique. Ils achèteront donc moins. En conséquence, comme le Canada vend ses produits aux États-Unis, il ne sera pas à l'abri de la crise économique.

Ainsi, comme je le disais plus tôt, le gouvernement conservateur ne semble pas avoir de véritable plan pour le secteur manufacturier. Or nous aurions aimé trouver dans le discours du Trône des mesures concrètes ou des positions prises par le gouvernement conservateur. Par exemple, la mise sur pied d'un programme de prêts et de garanties de prêts à l'achat de nouveaux équipements de production pour les secteurs manufacturier et forestier est l'une des mesures qu'on aurait souhaité voir dans le discours du Trône, tout comme la création d'un crédit d'impôt remboursable pour la recherche et le développement.

Encore là, ce discours du Trône n'est pas très inspirant quant aux réelles intentions d'aider le secteur de la recherche et du développement et quant au réel désir de mettre fin aux privilèges fiscaux des pétrolières. En effet, le discours du Trône reste muet sur ce point.

La caisse de l'assurance-emploi est un autre élément qui nous a vraiment déçus.

• (1600)

On sait très bien, par exemple, qu'il faut aider les entreprises manufacturières à se sortir la tête de l'eau lorsqu'il y a fermeture d'usines en pleine crise économique. Comme je le disais tout à l'heure, la crise manufacturière a débuté en 2003 et il y a eu plusieurs mises à pied. Au fédéral, la caisse d'assurance-emploi qui a des surplus, aurait pu aider certains travailleurs à passer au travers de l'épreuve de mises à pied sauvages dans plusieurs des cas.

Le Bloc québécois voudrait que des directions claires soient données quant à l'abolition du délai de carence de deux semaines afin qu'une personne ait droit immédiatement à l'assurance-emploi. Présentement, quand quelqu'un perd son emploi, il existe un délai de carence, comme on l'appelle. Donc, cette personne doit attendre deux semaines avant de voir le premier chèque arriver chez elle.

On ignore complètement cette difficulté que subissent plusieurs travailleurs qui ont perdu, qui perdent et qui perdront leur emploi. Il est certain que même si la crise ne provoquera pas une secousse aussi difficile qu'aux États-Unis, il y aura quand même des conséquences très graves pour nos entreprises et nos industries manufacturières ou autres. Dans ce cas, il faudrait s'attaquer tout de suite à ce délai de carence de deux semaines pour qu'une personne ait droit immédiatement à l'assurance-emploi.

Nous voulons aussi une bonification du régime pour en élargir l'accès. On sait très bien que, depuis 1993, on a vraiment réduit l'accès à ce régime. Maintenant, très peu de personnes ont le droit de bénéficier de prestations d'assurance-emploi. Des critères ont été resserrés, et il est maintenant très difficile d'avoir accès à de l'assurance-emploi. Pourtant on sait que des milliards de dollars dorment dans les caisses. Si on a gardé ces sommes et qu'on ne les a pas mises dans le Fonds consolidé, elles devraient être disponibles pour ceux et celles qui perdent leur emploi. On a toujours dit qu'il s'agissait d'une assurance-emploi et qu'elle devait être accessible à ceux et celles qui paient les contributions à la caisse de l'assurance-emploi.

Il faut aussi offrir aux travailleurs âgés un programme de soutien au revenu. Ce sont des mesures qui sont évaluées à 45 millions de dollars. Encore là, on sait très bien que lorsqu'on perd son emploi et qu'on a 50 ou 55 ans, il est plus difficile de retrouver un emploi, surtout quand on vient du secteur manufacturier. Il est même difficile de retourner sur les bancs d'école pour apprendre un autre métier. En effet, dans cette situation, il y a une perte de revenu, et qui pourrait s'offrir de retourner sur les bancs d'école pour apprendre un nouveau métier? Donc, c'est un âge où il est plus difficile de trouver un autre emploi, même si l'on a d'autres compétences. On sait très bien que les employeurs actuels vont souvent préférer des travailleurs plus jeunes. Les travailleurs âgés subissent peut-être une certaine discrimination quand vient le temps d'évaluer certains dossiers.

Donc, nous sommes très déçus.

J'aborderai maintenant un autre dossier. L'ex-ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, le député de Jonquière—Alma, a été vertement critiqué pour ses coupes sauvages faites à Développement économique Canada. Dans la région de Québec, par exemple, Pôle Québec Chaudière-Appalaches a subi des coupes. L'ensemble de la communauté du Québec, les chambres de commerce, l'Union des municipalités du Québec, l'alliance des Manufacturiers et Exportateurs du Québec, le gouvernement du Québec, l'Assemblée nationale, le Parti québécois et le Bloc québécois ont été contre ces coupes qui touchaient l'aide aux industries. À Québec, par exemple, l'Institut national d'optique, un centre de recherche de haute technologie et de photonique est une industrie importante. On a donc fait des coupes au niveau d'entreprises qui mettent sur pied des brevets d'invention, et cela fera mal à l'industrie de la recherche en haute technologie.

C'est la même chose pour la culture. C'est la même direction qu'on veut suivre. Encore là, les nouveaux ministres nommés ne semblent pas avoir donné des réelles intentions dans le discours du Trône.

Donc, pour toutes ces raisons, le Bloc québécois ne peut pas donner son aval à un discours du Trône qui tient si peu compte de la crise économique et de son impact sur le Québec.

• (1605)

[Traduction]

**M. Wayne Marston (Hamilton-Est—Stoney Creek, NPD):** Monsieur le Président, ma collègue bloquiste a-t-elle eu la même impression que moi, l'impression d'une occasion ratée, lorsqu'elle a entendu le discours du Trône?

Les Canadiens espéraient un document dynamique, quelque chose qui aurait inspiré la population en cette période terriblement difficile que nous traversons. Le discours du Trône n'offre rien aux aînés. Il n'offre pas de services de garde d'enfants aux jeunes familles, pas plus qu'il n'offre des logements abordables et les emplois que cela créerait.

Les libéraux nous demanderont si nous allons voter contre ce discours du Trône et ainsi risquer d'aller de nouveau en élections. Mes principes me disent que je suis ici pour défendre les intérêts de mes électeurs, des aînés et des jeunes familles de Hamilton-Est—Stoney Creek. Je vais décidément voter contre quelque chose d'aussi peu inspirant que ce discours du Trône.

[Français]

**Mme Christiane Gagnon:** Monsieur le Président, c'est effectivement un discours du Trône qui n'est pas du tout inspirant, et ce, à plusieurs égards. On oublie un grand pan de la société, dont les

personnes âgées et les travailleurs de 55 ans et plus qui perdent leur emploi.

Quand il y a une crise économique, c'est important de soutenir l'économie et les entreprises, mais il faut aussi qu'un soutien soit donné au volet social. Selon moi, ce gouvernement a oublié d'avoir le cœur à gauche. Au niveau du développement social, il y a des responsabilités qui relèvent des gouvernements. Depuis que ce gouvernement est au pouvoir, il fait fi de ses responsabilités en matière sociale. On a pu le voir avec le Supplément de revenu garanti, où il n'a pas voulu accorder la pleine rétroactivité. Il faudrait une bonification, ce que demande d'ailleurs le Bloc québécois par l'entremise de mesures. On espère qu'avec ce que le Bloc québécois a livré en conférence de presse, soit les mesures que le Bloc veut mettre en place, cela inspirera ce gouvernement lors du prochain énoncé économique.

**M. Serge Cardin (Sherbrooke, BQ):** Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement ma collègue de Québec. Elle a fait référence aux légendes du hockey en parlant de devancer la rondelle. Je ne m'y connais pas beaucoup en matière de hockey, mais cela me fait penser que le premier ministre n'en connaît pas plus que moi. Si vous devancez la rondelle, vous courez la chance d'être hors jeu. Si vous êtes le gardien de but et que vous devancez la rondelle, vous pouvez vous la faire glisser entre les jambières. Je m'aperçois que le premier ministre n'a rien compris au hockey, pas plus qu'à ses cours d'économie alors qu'il voulait devenir le professeur.

J'aimerais demander quelque chose à ma collègue. Elle a parlé de l'industrie manufacturière. Depuis 2005, l'industrie manufacturière est déficitaire. En 2005, c'étaient les libéraux qui étaient au pouvoir. C'est une création et une conséquence de la politique économique des libéraux. Ils n'ont pas été capables de se servir des mesures potentielles, des mesures de sauvegarde, qu'on pouvait appliquer pour protéger le monde industriel et manufacturier. Ils n'ont pas voulu investir dans les crédits de recherche et de développement pour améliorer la compétitivité du milieu manufacturier. Ils n'ont pas voulu investir au niveau de la recherche et du développement pour moderniser l'industrie manufacturière. Il y a donc eu des manques énormes de la part du gouvernement libéral de l'époque. Le gouvernement conservateur a continué de la même façon. Aujourd'hui, il dit qu'il fera attention au secteur manufacturier.

Selon ma collègue, qu'est-ce que le premier ministre devrait mettre en application le plus rapidement possible?

• (1610)

**Mme Christiane Gagnon:** Monsieur le Président, pour aider l'industrie manufacturière, il faudrait mettre massivement des sommes d'argent au service des industries manufacturières afin qu'elles achètent de l'équipement à la fine pointe de la technologie pour être capables d'être compétitives par rapport à d'autres entreprises à l'extérieur et à l'intérieur du Canada.

Il est important que nos entreprises manufacturières puissent avoir des crédits remboursables en recherche et développement, ce qui pourrait les aider amplement. Il faut des crédits remboursables et non pas des crédits non remboursables. Si on ne fait pas de profits, cela ne sert à rien de donner un crédit à une entreprise.

[Traduction]

**Mme Patricia Davidson (Sarnia—Lambton, PCC):** Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui à la Chambre des communes pour appuyer le discours du Trône. Cependant, avant de commencer, j'aimerais prendre un instant pour m'adresser à mes collègues.

*L'Adresse*

Premièrement, je tiens à vous féliciter, monsieur le Président, d'avoir été nommé vice-président. Nous avons tous beaucoup parlé du décorum à la Chambre, surtout la semaine dernière. Je sais que vous ferez votre possible pour améliorer le décorum à la Chambre. Je sais aussi que les députés ministériels respecteront les règles de la Chambre et qu'ils se comporteront d'une manière honorable et digne de cette institution historique.

J'aimerais aussi féliciter tous les nouveaux députés. Leur désir de servir leur collectivité et leur pays les a amenés dans la capitale nationale. Je suis certaine qu'ils s'acquitteront de leurs fonctions avec honneur dans un esprit de respect mutuel.

En outre, je voudrais féliciter tous les députés qui sont de retour à la Chambre des communes pour représenter leurs circonscriptions. Unissons nos efforts dans les mois à venir pour abattre les nombreux obstacles auxquels notre pays fait face, car ensemble nous pouvons surmonter tous les obstacles, même les plus importants. Mettons de côté nos discours partisans pour réaliser les grandes choses auxquelles les Canadiens s'attendent de notre part. C'est là notre devoir. Nous devons réagir aux désirs des Canadiens et mettre fin à la partisanerie pour faire avancer notre pays.

Sur une note plus personnelle, je dois profiter de l'occasion pour remercier les nombreux électeurs de ma circonscription, Sarnia—Lambton. Je les remercie de leur appui au cours de la dernière campagne électorale. J'ai été très touchée par l'appui solide que j'ai reçu de ma collectivité. Je promets à tous mes électeurs, peu importe leurs préférences idéologiques, que je les servirai fidèlement et honnêtement et que je respecterai mes promesses de faire de Sarnia—Lambton un meilleur endroit pour toutes nos familles. Merci, Sarnia—Lambton. Mon personnel et moi travaillerons très fort pour défendre vos intérêts en cette 40<sup>e</sup> législature du gouvernement du Canada.

Mon dernier remerciement, mais non le moindre, ira à mon mari, Bill, à notre garçon Will, ainsi qu'à Tina et Josh, qui me donnent tant de soutien et d'amour. La famille a une grande importance pour chacun d'entre nous et il est bien vrai qu'une carrière en politique peut peser lourd sur la vie familiale, comme nous le savons tous.

Veillons tous à ne pas perdre de vue toute l'importance de notre famille comme lieu de ressourcement et soyons toujours conscients du fait que les décisions que nous prenons à la Chambre auront tout autant d'incidence sur l'ensemble des familles canadiennes que sur la nôtre. Gardons toujours à l'esprit l'honneur qui nous a été fait de siéger ici comme députés, d'y travailler quotidiennement à améliorer le Canada, nos collectivités et nous-mêmes. Je vous remercie, monsieur le Président, de me donner l'occasion de prendre la parole sur ces questions.

Le 19 novembre, la Gouverneure générale a fait lecture d'un discours du Trône dont le caractère historique deviendra de plus en plus évident, même s'il a fait l'objet de critiques partisans virulentes à certains égards. Le gouvernement, sous la direction du très honorable premier ministre, a décidé opportunément en ce moment critique de notre histoire nationale de prendre des mesures audacieuses pour affronter la tourmente économique qui menace tous les pays du monde.

Le premier ministre et le ministre des Finances ont participé récemment à une session d'urgence du G20. Lors de ce sommet, chacun des dirigeants de ce groupe de pays qui représente le monde industrialisé a souligné l'envergure planétaire de la crise, le fait qu'elle déborde le plan intérieur. Cette crise est particulière et elle risque d'être l'une des plus néfastes que nous ayons connues depuis des années dans ses effets économiques. Il faudra une direction

adroite et une grande collaboration dans cette Chambre pour que le Canada sorte non seulement renforcé de cette période difficile, mais plus uni et plus proche de son plein potentiel qu'il ne l'aura jamais été de toute l'histoire de notre Confédération.

Je suis convaincu que, durant cette période difficile, nous devons lancer des mesures audacieuses et bénéficier d'une direction ferme. J'ai confiance dans les capacités de notre premier ministre et du gouvernement actuel, qui sauront nous mener à bon port à travers les eaux turbulentes qui s'annoncent. C'est la raison pour laquelle je tiens à m'exprimer au sujet de certains aspects du discours du Trône qui, selon moi, sont les plus importants. J'aimerais faire ressortir quelles en sont les implications pour nos familles, nos collectivités et notre pays, et les raisons pour lesquelles nous devons enfin nous unir et faire abstraction de nos différences idéologiques pour le bien de notre grand pays.

● (1615)

En ce moment, les mesures de stimulation économique sont importantes pour les industries de l'ensemble du Canada. En premier lieu, l'industrie de la construction a besoin d'un bon coup de pouce, ce que le gouvernement du Canada a reconnu dans les budgets de 2007-2008. En outre, plus récemment, il a annoncé la tenue prochaine de négociations sur l'infrastructure, compte tenu du fait que l'argent doit commencer à être distribué aux municipalités le plus tôt possible.

Le Canada a investi 100 millions de dollars par année dans le programme de subvention aux apprentis pour encourager les Canadiens à la recherche d'une carrière à envisager plusieurs possibilités de formation. Cela est vital à ce stade. En offrant des crédits d'impôt pouvant atteindre 2 000 \$ pour chaque apprenti, tous ceux qui sont impliqués dans les métiers spécialisés peuvent être rassurés. Le gouvernement poursuivra sa lutte pour la création d'emplois pour nos jeunes Canadiens intéressés à faire carrière dans les métiers spécialisés. C'est pourquoi le gouvernement canadien a engagé 3 millions de dollars sur six ans au titre de nouvelles ententes sur la main-d'oeuvre avec les provinces afin de combler les fossés existants dans les programmes dans ce domaine.

À constater les investissements dans les métiers spécialisés couplés à des investissements vitaux dans l'infrastructure, il devient évident que le gouvernement comprend la voie à suivre dans cette période difficile pour notre économie. Le gouvernement comprend que la question de l'infrastructure est vitale dans toutes les collectivités, non seulement pour les emplois rémunérateurs qu'elle génère et d'autres raisons économiques connexes, mais aussi pour la sécurité des gens qui traversent les ponts, qui conduisent sur nos routes et qui consomment l'eau de nos aqueducs.

En 2014, le gouvernement aura investi 33 milliards de dollars dans l'infrastructure. Du jamais vu. Divers projets à grande échelle ont déjà été annoncés en priorité et d'autres le seront dans les semaines et les mois qui viennent. Les Canadiens, en particulier les hommes et les femmes qui composent notre main-d'oeuvre spécialisée, peuvent être rassurés. Il y aura des pelletées de terre pour les projets de construction et l'argent va couler pour les infrastructures vitales.

Afin d'assurer le financement de ces divers projets et d'amorcer une certaine forme de stimulation, le gouvernement du Canada collaborera activement avec ses partenaires municipaux et provinciaux à l'approbation de projets clés qui pourront ainsi être mis en oeuvre.

*L'Adresse*

Il y a un autre segment clé de notre main-d'oeuvre, celui que j'appelle nos héros méconnus. Ces hommes et ces femmes font toujours passer leurs collectivités et les autres Canadiens avant eux-mêmes. Je veux parler des agriculteurs.

Alors que les Canadiens se demandent qui devrait recevoir de l'aide financière des coffres de l'État, à un moment où la responsabilité financière n'a jamais été aussi grande, la Chambre doit reconnaître la contribution des agriculteurs à notre nation. Ce sont eux qui garnissent nos tables, souvent au prix de gros efforts pour leur propre famille, et ce, dans la conjoncture difficile que connaît le secteur agricole depuis quelques années. Quoi qu'il en soit, une chose est sûre. Lorsque nous investissons dans les exploitations agricoles canadiennes, les agriculteurs canadiens réinvestissent cet argent dans nos collectivités, que ce soit dans des éléments de production, comme les semences, dans du bétail ou dans l'équipement neuf dont ils ont besoin. Les Canadiens peuvent avoir la certitude que les programmes agricoles comme Cultivons l'avenir feront plus que stopper les pertes des exploitations agricoles canadiennes. Cet investissement profitera à nos agriculteurs et à leurs collectivités.

Le gouvernement du Canada comprend les sacrifices consentis par les agriculteurs ces dernières années et a réagi en créant des programmes comme Agri-investissement, Agri-stabilité et Agri-protection. Ces programmes sont les premiers à avoir été créés dans le cadre du programme Cultivons l'avenir et visent à garantir aux agriculteurs que des possibilités seront créées dans le secteur agricole dans la nouvelle économie de ce grand pays.

Nous défendrons les agriculteurs là où les gouvernements précédents ont failli à la tâche. En outre, le gouvernement du Canada défendra la liberté de choix des agriculteurs canadiens pour la commercialisation des céréales dans l'Ouest et appuiera vigoureusement les secteurs soumis à la gestion de l'offre, ici et à l'étranger.

À l'heure où nous passons de la vieille économie à de nouvelles possibilités en sciences et en recherche, il devient manifeste que la nouvelle économie du Canada sera à l'avant-garde de la recherche et de la capacité mondiales. Le financement de projets comme le parc technologique de Sarnia—Lambton, dans ma circonscription, créera quelque 1 000 nouveaux emplois, ce que j'ai déjà commencé à voir avec la formation de plusieurs jeunes entreprises prometteuses pleine de potentiel à Sarnia—Lambton.

● (1620)

Cela est d'autant plus remarquable que les investissements dans les projets portant sur les énergies nouvelles et les organisations de recherche coexistent avec la vigoureuse industrie pétrochimique de ma circonscription. Ce qui est encore plus encourageant, c'est qu'on observe une renaissance dans les secteurs énergétiques classiques comme ceux du pétrole, du gaz et du charbon, même à Sarnia—Lambton. L'innovation est omniprésente. Des technologies du charbon propre sont apparues. Les installations qui existent dans ma circonscription et un peu partout au Canada pour produire des biocarburants prennent de l'expansion. Des parcs d'éoliennes et de capteurs solaires ont surgi dans une région autrefois connue uniquement pour son industrie pétrochimique.

Je le dis haut et clair à la Chambre, au milieu des affaires et à tous les Canadiens, l'innovation a rapporté gros à Sarnia—Lambton. Avec le temps, la région sera considérée comme la vallée verte grâce au leadership de l'industrie locale et d'autres protagonistes, et grâce aux investissements de l'État.

Le temps est venu de prendre conscience du fait que des villes comme Sarnia peuvent se targuer de possibilités nouvelles et innovatrices, et d'investissements dans les sciences et la recherche. Et les énergies nouvelles ont la capacité de transformer profondément nos villes industrielles.

Il est possible d'exploiter les nouvelles possibilités des énergies renouvelables auprès des industries qui ont investi dans des technologies plus propres pour exploiter le pétrole, le gaz et le charbon. En fait, ces investissements sont absolument essentiels à notre avenir. Elles feront en sorte que, au fur et à mesure qu'évoluera l'économie mondiale, nos industries pourront se maintenir, seront rentables et emploieront des millions de Canadiens.

Dans cette optique, le gouvernement du Canada s'est donné comme objectif que, d'ici 2020, 90 p. 100 de l'électricité au Canada soit produite par des sources qui n'émettent pas de gaz à effet de serre. Il s'agit d'une initiative audacieuse qui nécessitera des partenariats avec les provinces et territoires et qui rapportera des avantages financiers aux Canadiens qui s'engagent dans la nouvelle économie.

Nous avons une technologie nucléaire qui est à l'avant-garde dans le monde, et nous allons l'exploiter. Nous avons également de vastes réserves de gaz naturel et de pétrole. Notre grand pays est bien positionné pour devenir une vraie superpuissance en matière d'énergie, et le gouvernement nous fera accéder à cette situation avantageuse par rapport à tous les autres pays.

Certes, le Canada deviendra une vraie superpuissance énergétique, mais il nous faut comprendre que cela nous confère une force exceptionnelle dans les négociations internationales en matière d'économie, d'énergie et d'environnement. Le Canada sera un chef de file dans le monde sur ces trois plans. Nous parviendrons ainsi à la prospérité dans l'intérêt des Canadiens tout en offrant au reste du monde un leadership vrai et concret.

Il est temps de faire disparaître ce réflexe conditionné voulant que le Canada ne soit qu'une puissance moyenne portée à l'ingérence et de reconnaître que notre pays peut, pour la première fois depuis des décennies, influencer sur les affaires internationales grâce au leadership du gouvernement du Canada et à la ténacité des Canadiens.

Je tiens également à profiter de l'occasion pour attirer l'attention sur une déclaration très importante qui a été faite dans le discours du Trône et qui permettra d'assurer la protection de la plus vitale de nos ressources naturelles. Le gouvernement du Canada présentera une mesure législative qui interdira tout transfert ou exportation d'eau en vrac provenant de nos bassins hydrographiques. Je félicite la ministre des Ressources naturelles et le premier ministre d'avoir pris cette initiative audacieuse et d'avoir reconnu l'importance de cette ressource. Nous devons à tout prix protéger cette ressource pour tous les Canadiens.

Je m'intéresse personnellement au plus haut point à l'annonce que le gouvernement du Canada a faite à l'égard des mesures qu'il compte prendre pour lutter contre les maladies cardiaques, pulmonaires et neurologiques. Bon nombre de Canadiens ont souffert de ces maladies et j'espère que des apports de fonds supplémentaires dans ce secteur de la recherche permettront aux Canadiens de rêver à un avenir en santé.

*L'Adresse*

De plus, le gouvernement a promis de combattre les préjugés sur les maladies mentales. Le gouvernement compte faire fond sur le travail de la Commission de la santé mentale. Nous avons déjà été témoins d'importants investissements dans les dossiers portant sur la santé mentale. Je tiens à féliciter le gouvernement d'avoir accordé une grande priorité à cette question et d'avoir lutté contre les préjugés associés aux maladies mentales. Les 110 millions de dollars qui ont été accordés à la Commission de la santé mentale pour la tenue de projets pilotes visent à nous permettre de nous attaquer de front à ces dossiers.

• (1625)

Je me rends compte que j'ai parlé de bon nombre de questions d'importance pour les Canadiens dans ce discours. Je crois sincèrement que le gouvernement se lance dans un processus de changement et d'innovation hardi et essentiel pour permettre à notre pays de surmonter tous les obstacles auxquels il se heurte. Il est étonnant de constater que certains de ces obstacles se trouvent à l'interne. Toutefois, dans sa grande prévoyance, le gouvernement du Canada verra à ce que les obstacles aux investissements dans le commerce intérieur et à la mobilité de la main-d'œuvre disparaissent d'ici 2010. Il faudra de l'innovation. Toutefois, le premier ministre a déjà tenu une première rencontre fructueuse, qui sera sans nul doute suivie de plusieurs autres, avec les premiers ministres des provinces. Tous comprennent bien les restrictions internes que de tels obstacles au commerce imposent à l'économie canadienne.

La reconnaissance mutuelle des titres de compétence par l'ensemble des provinces et des territoires favorisera le marché du travail et aidera les travailleurs étrangers qualifiés, qui pourront finalement jouir des mêmes droits de mobilité que les travailleurs canadiens. Dans une période de pénurie de main-d'œuvre qualifiée, cette mesure pourrait bien nous aider à surmonter les difficultés économiques au lieu de succomber aux pressions qui s'exercent sur notre grand pays, alors que nous sommes en train de nous bâtir une nouvelle économie.

Il y a un autre domaine important lié au commerce dans lequel le gouvernement du Canada a fait preuve d'un vrai leadership. C'est la conclusion de nouveaux accords commerciaux avec les Amériques, l'Asie et l'Union européenne. La stratégie de commerce international du Canada nous assurera un accès compétitif aux marchés étrangers, ce qui avantagera considérablement les entreprises et les travailleurs du Canada ainsi que nos produits, au fur et à mesure que nous étendrons notre horizon commercial au-delà de la situation actuelle.

Lors d'une autre période de transition mondiale, le président et général américain Dwight D. Eisenhower avait dit: « Un peuple qui fait passer les privilèges avant les principes ne tardera pas à perdre les deux. »

Je trouve que ces paroles s'appliquent très bien dans la situation actuelle. Nous avons la chance de bénéficier d'un mode de vie extraordinaire. Nous avons tant de privilèges au Canada que nous pouvons être tentés de perdre de vue les principes qui nous ont guidés sur la voie de cette prospérité. Ce sont ces principes qui nous ont guidés au cours du dernier siècle lorsque nous avons combattu pour la liberté des autres tout en assurant la sécurité des Canadiens. Ce sont les mêmes principes qui nous ont permis d'avoir une économie forte et d'offrir à notre population des occasions qui nous placent parmi les chefs de file du monde entier. Pendant des générations, le Canada s'est fièrement maintenu dans cette position et est devenu un symbole d'espoir pour les autres. Les autres pays nous envient les principes et les privilèges que nous avons peut-être tendance à tenir pour acquis. Ce sont ces mêmes principes que nous

devons protéger et valoriser aujourd'hui auprès de tous les Canadiens tandis que nous traversons cette période difficile.

Malgré les difficultés que nous percevons dans le monde, nous sommes unis dans la conviction que notre gouvernement fera tout ce qu'il faut pour assurer la prospérité, la sécurité et l'avenir de tous les Canadiens.

Voilà pourquoi j'exhorte aujourd'hui tous les députés à tenir compte de ce que je viens de dire et à accepter la tâche qui nous attend dans cette 40<sup>e</sup> législature: présenter à tous les Canadiens, d'un océan à l'autre, le flambeau de l'espoir, un havre sûr et la voix de la raison. J'appelle tous les députés à mettre de côté leurs sentiments partisans et à joindre leurs efforts pour que nous puissions traverser cette période difficile et en sortir parmi les pays les plus forts de la terre. Ensemble, nous pouvons y arriver.

• (1630)

**L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.):** Monsieur le Président, l'intervention de la députée m'a appris deux choses très intéressantes. D'abord, les conservateurs ont des principes. Du jamais vu.

La deuxième chose que j'ai apprise, c'est que nous aurons une rencontre des premiers ministres. C'est intéressant parce que, au cours de son premier mandat, au cours de la 39<sup>e</sup> législature, le premier ministre parlait à peine à ses homologues des provinces. Je pense qu'il les a invités à manger une fois. Danny Williams avait été particulièrement cinglant quand il a exprimé son avis sur l'intention du premier ministre de rencontrer ses homologues.

Au cours de la campagne électorale, le chef de l'opposition a dit qu'il serait bon d'organiser une rencontre des premiers ministres, mais on a ri de lui d'un bout à l'autre du pays en laissant entendre que c'était vraiment une idée ridicule.

Toutefois, une minute après les élections, le premier ministre rédigeait ce discours du Trône et y précisait qu'il y aurait une rencontre des premiers ministres, ce qui n'est certainement pas une mauvaise idée d'après nous.

J'aimerais savoir quel principe est défendu dans le cas présent: faire comme si les premiers ministres provinciaux n'existaient pas, ridiculiser le chef de l'opposition ou rencontrer les premiers ministres provinciaux?

**Mme Patricia Davidson:** Monsieur le Président, que voilà un bon exemple de respect du décorum et de coopération à la Chambre! Tout mon discours était orienté autour d'un thème, la nécessité de travailler ensemble. Pour ce faire, nous devons montrer un peu de tolérance face aux opinions et aux idées des autres.

Le très honorable premier ministre a dit très clairement qu'il rencontrera les premiers ministres de tout le pays. Nous collaborons de notre mieux avec les provinces et les territoires, nous parcourons le pays, nous constatons que les enjeux changent d'une région à l'autre et nous savons qu'il faut continuer à collaborer avec tous les intéressés pour sortir le pays de la crise.

[Français]

**Mme Nicole Demers (Laval, BQ):** Monsieur le Président, je remercie la députée de Sarnia—Lambton de son discours.

*L'Adresse*

Je connais très bien la députée de Sarnia—Lambton pour avoir siégé avec elle au Comité permanent de la santé ainsi qu'au Comité permanent de la condition féminine. Je crois qu'elle est sincère dans ses propos. Cependant, je me demande si la députée est consciente du fait que, pour la troisième fois maintenant, dans le troisième discours du Trône que son gouvernement nous a présenté, la place des femmes est tout à fait inexistante et tout à fait absente. On n'y fait référence qu'à quelques reprises et seulement pour dire « les Canadiens et les Canadiennes » et « les femmes du pays ».

Je ne trouve pas normal, quand on veut s'adresser à l'ensemble d'une communauté, à l'ensemble d'une nation, à l'ensemble d'un peuple, aux Québécois et aux Québécoises ainsi qu'à la population du Canada, que l'on ne fasse pas référence à 52 p. 100 de la population qui le méritent tout autant, sinon plus, parce que leur vulnérabilité est encore accrue par la crise économique actuelle. On ne voit aucune mesure, aucune incitation, pour s'assurer que les femmes ne souffriront pas elles non plus de la crise économique.

J'aimerais savoir pourquoi ma collègue croit qu'il en est ainsi.

● (1635)

[Traduction]

**Mme Patricia Davidson:** Monsieur le Président, la députée et moi avons travaillé ensemble au sein de différents comités au cours des dernières années. J'apprécie ses points de vue et l'importance qu'elle accorde à toutes les questions sur lesquelles elle travaille.

Il ne faut pas oublier que des élections générales viennent tout juste d'avoir lieu. La population s'est une fois de plus exprimée et elle a confié au gouvernement conservateur un mandat renouvelé et renforcé. Le discours du Trône a été présenté en une période de défi économique mondial exceptionnel. Nous sommes très conscients des privilèges et des responsabilités qui nous incombent en tant que gouvernement.

Sachant cela, si on examine de près le contenu du discours du Trône, on voit que nous veillons à ce que la réussite économique du Canada puisse continuer. Nous abordons des questions qui touchent toute la population. Le discours du Trône ne vise pas des segments précis de la société. Il s'adresse à tous les Canadiens. Nous voulons réformer le secteur financier mondial. Nous voulons assurer une saine gestion des finances publiques, garantir la sécurité d'emploi pour les familles et les collectivités, promouvoir l'investissement et le commerce et augmenter l'efficacité de l'action gouvernementale. Tout cela s'applique aux femmes autant qu'aux hommes.

Nous nous occupons de tous les segments de la société et c'est assurément ce qui ressort du discours du Trône.

**M. Jim Maloway (Elmwood—Transcona, NPD):** Monsieur le Président, la députée dit que d'ici 2020, 90 p. 100 des besoins du Canada en électricité seront comblés par des sources d'énergie qui n'émettent pas de gaz à effets de serre comme l'hydroélectricité.

Comment la députée compte-t-elle y arriver à moins que le gouvernement fédéral ne s'engage à créer un réseau électrique est-ouest afin que l'énergie hydroélectrique propre, en provenance du Manitoba, où se trouve une grande partie du potentiel hydroélectrique, puisse atteindre les marchés de l'Ontario et de l'Alberta?

**Mme Patricia Davidson:** Monsieur le Président, les sources d'énergie non émissives constituent une priorité pour le gouvernement. L'hydroélectricité n'est pas la seule source d'énergie de ce type.

Comme nous le savons tous, il s'agit là d'une des très bonnes sources d'énergie. Nous étudions des moyens d'en tirer davantage, mais il existe d'autres sources d'énergie. Nous étudions par exemple

les possibilités qu'offrent l'énergie éolienne, l'énergie solaire et la bioindustrie. Nous examinons tout cela.

En fait, la plus importante centrale solaire au Canada se trouvera dans ma circonscription Sarnia—Lambton. Cette centrale est en construction. On a débuté la pose du premier panneau solaire il y a quelques semaines. Il s'agit là d'un projet très important. Le gouvernement appuie activement toutes ces sources d'énergie.

Si on se déplace le long du lac Érié, on y trouve d'énormes parcs éoliens. Nous n'examinons donc pas uniquement l'énergie hydroélectrique, mais également plusieurs autres sources d'énergie.

● (1640)

**M. Ed Fast (Abbotsford, PCC):** Monsieur le Président, j'aimerais d'abord féliciter ma collègue pour son excellent résumé de l'orientation que le discours du Trône propose pour notre pays. Le premier ministre fait preuve d'un grand leadership en brossant les grandes lignes des méthodes qui nous permettront de relever les défis économiques qui nous attendent.

J'ai eu l'occasion, hier soir, d'assister à la remise des prix du choix des consommateurs à Vancouver, où l'on a rendu hommage aux meilleurs, aux plus brillants et aux plus prospères de nos gens d'affaires, des personnes qui dirigent des petites et moyennes entreprises, mais aussi des plus grandes.

Ces gens m'ont dit qu'ils remerciaient le gouvernement d'avoir réduit les impôts des sociétés, surtout en cette période économique particulièrement difficile. Je continue pourtant d'entendre nos collègues de l'opposition, ceux du NPD et du Bloc surtout, mais aussi quelques libéraux, insister sur le fait qu'il faudrait augmenter les impôts des sociétés.

J'aimerais savoir ce que ma collègue pense de cette folie que constituerait pour les entreprises de toutes tailles une hausse des impôts des sociétés en cette période économique très difficile.

**Mme Patricia Davidson:** Monsieur le Président, ce n'est dans l'intérêt de personne de commencer à augmenter les impôts en pleine crise économique. Je ne crois pas qu'il soit possible de résoudre un problème en augmentant les impôts.

C'est l'une des choses que l'on a entendues à plusieurs reprises pendant la campagne électorale. Les gens ne voulaient pas d'une taxe sur le carbone ou de toute autre nouvelle taxe. Ils apprécient ce que le gouvernement conservateur a fait. Ils apprécient le fait que les conservateurs ont réduit les impôts des contribuables et des sociétés, et ils veulent que nous poursuivions dans le même sens.

**L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.):** Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député d'Ajax—Pickering.

J'aimerais tout d'abord remercier les électeurs de Malpeque de m'avoir accordé de nouveau le privilège de les représenter à la Chambre. C'est un honneur. Je leur suis reconnaissant de m'avoir fait part de leurs préoccupations pendant la campagne électorale et je continuerai d'exprimer leurs préoccupations à cet endroit.

J'aimerais également remercier les membres de mon équipe ainsi que les bénévoles qui ont fait campagne pour moi d'avoir déployé des efforts incroyables et de m'avoir fait confiance pour représenter de nouveau ma circonscription

### L'Adresse

Le discours du Trône est la première occasion qu'a le gouvernement, à l'aube d'une nouvelle législature, d'indiquer l'orientation qu'il entend donner au pays. Il devrait s'agir d'un énoncé de fond, car de ce discours découlent les mesures législatives que le gouvernement estime être dans l'intérêt du pays. Toutefois, ce discours du Trône est différent car il s'appuie sur des mesures prises par le gouvernement qui ont grandement diminué sa capacité d'accomplir ce qu'il devrait pouvoir accomplir en période de difficultés économiques.

Un seul parti doit assumer la responsabilité d'avoir détruit la capacité de notre pays d'affronter cette période de difficultés économiques. C'est celui du gouvernement qui siège en face. Le député de Sarnia—Lambton vient tout juste de parler de rigueur budgétaire. Ce serait une idée toute neuve pour le gouvernement actuel. La rigueur budgétaire aurait évité au Canada d'être devant la difficulté qui est la sienne à l'heure actuelle à la grandeur du pays. Le gouvernement a hérité d'un excédent et il l'a essentiellement dilapidé.

Les gouvernements ont tout au moins l'obligation de veiller à ce que les finances du pays soient en bon ordre. C'est ce qu'ont fait les gouvernements libéraux précédents. Ayant hérité d'un déficit de 41 milliards de dollars du gouvernement conservateur Mulroney, nous l'avons non seulement éliminé, mais nous avons légué au gouvernement actuel un excédent de 12 milliards de dollars, un fonds de prévoyance devant servir en période de turbulence. Or, qu'en a fait le gouvernement conservateur actuel? Il l'a dilapidé.

Deux années ont suffi pour que le Canada, qui faisait l'envie des autres pays occidentaux industrialisés, soit au bord du déficit. Je crois comprendre que le premier ministre a parlé de déficit au cours du week-end. Jamais n'aurait-il employé ce mot et fait ainsi preuve de transparence durant la campagne électorale. En deux ans, donc, nous sommes passés d'un gouvernement central fort doté de réserves financières où puiser en des temps difficiles à un gouvernement central affaibli, pratiquement dépourvu de réserves.

Nous ne bénéficions plus de la planification prudente qui nous permettait de collaborer avec les provinces et les industries en réponse à leurs besoins avec un apport de ressources financières. Le gouvernement a dilapidé ses ressources. Le constat est triste à une époque où les Canadiens sont dans le besoin et doivent vraiment compter sur l'aide du gouvernement central. Le gouvernement a dilapidé ses réserves.

De toute évidence, le premier ministre reconnaît maintenant que le pays est pratiquement en situation de déficit, ce qu'il niait durant la campagne électorale. Cependant, il en refuse la responsabilité alors que tout gouvernement se doit de rendre des comptes et d'assumer ses responsabilités. Le premier ministre devrait reconnaître que son ministre des Finances a fait fausse route. Il devrait aussi reconnaître qu'il n'a pas bien informé les Canadiens durant la période électorale.

Comme je l'ai dit, il refuse d'assumer la responsabilité. Penchons-nous maintenant sur un extrait du rapport du directeur parlementaire du budget, un poste créé par le gouvernement conservateur. Voici ce qu'on y trouve à la page 16:

Ce faible rendement financier n'est sans doute pas attribuable, cependant, aux piètres conditions économiques [...] [mais en grande partie [à des] décisions politiques antérieures.] [...] Les recettes fiscales du fédéral sont en baisse de 353 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier, ce qui témoigne des récentes mesures politiques prises par le gouvernement canadien, telles que les dernières réductions de la TPS et des impôts des sociétés?

Jusqu'où cette situation pourrait-elle nous entraîner? Selon le directeur parlementaire du budget, le déficit pourrait atteindre 3,9 milliards de dollars l'année prochaine et 14 milliards l'année suivante. J'espère qu'il fait erreur, mais le gouvernement doit

accepter la responsabilité de la situation dans laquelle se trouve notre pays en ce moment. À tout le moins, ces chiffres confirment une mauvaise gestion économique sans précédent au Canada depuis Brian Mulroney et le gouvernement conservateur de l'époque.

● (1645)

En ce qui concerne la question du déficit, le ministre des Finances était absolument convaincu que les mesures adoptées par le gouvernement en février dernier étaient sensées. Toutefois, il s'agit du même ministre des Finances qui a plongé l'Ontario dans un déficit lorsqu'il faisait partie du gouvernement de cette province. Il n'est pas surprenant de voir les gens préoccupés par les finances de ce pays aujourd'hui. En fait, il est le même ministre des Finances qui a dit « Ne faites pas des affaires en Ontario ». Quel dommage. On a suivi son conseil, et c'est un problème.

Si le titre du discours du Trône, *Protéger l'avenir du Canada*, veut dire quoi que ce soit, il veut dire que, dans la législature actuelle, le gouvernement s'engage dans une direction très différente de celle de la dernière législature.

Je voudrais parler un peu des dépenses dans le secteur agricole. Quelques questions et réponses ont porté sur ce sujet aujourd'hui à la Chambre. D'après les discours des députés ministériels, nous savons pertinemment que le gouvernement prétend avoir dépensé plus d'argent dans le secteur agricole. Pourtant, les faits ne confirment pas cela. En réalité, le gouvernement a consacré 1,1 milliard de dollars de moins aux dépenses de programmes que le gouvernement libéral précédent ne l'avait fait à la fin de son mandat.

Qu'en est-il des dépenses dans le secteur de l'agriculture à l'Île-du-Prince-Édouard? Voici les faits. En 2005, le gouvernement libéral a versé aux agriculteurs de l'Île-du-Prince-Édouard 45,9 millions de dollars, par le truchement des dépenses de programme. Selon les chiffres fournis par Agriculture Canada, les agriculteurs de cette province ont perdu 15,3 millions de dollars au cours des deux premières années du règne conservateur. La bonne planification économique en prend pour son rhume avec ce gouvernement.

Dans le discours du Trône, on lit que le gouvernement conservateur « scrutera l'ensemble des dépenses de programme ». Cela m'inquiète énormément. La question est de savoir ce que cela signifie pour les agriculteurs de l'Île-du-Prince-Édouard. Ce que cela signifie pour les aînés d'un bout à l'autre du Canada. Ce que cela signifie par rapport aux compressions qui sont déjà en vigueur alors qu'il y a encore des secteurs qui luttent pour leur survie au Canada.

Dans ma province, nous avons essuyé de grosses pertes sur les récoltes de pommes de terre et de produits de grande culture, cet automne. Le ministre de l'Agriculture a annoncé le versement de 1 \$ la livre pour les pertes sur les récoltes, ce qui a eu l'heur d'insulter les agriculteurs de l'Île-du-Prince-Édouard.

Le gouvernement doit faire mieux. La solution ne passe pas par des compressions à répétition dans les dépenses de programme. Certains secteurs ont besoin qu'on augmente les dépenses de programme.

En ce qui a trait au dossier de l'environnement, un enjeu on ne peut plus clair lors de la dernière campagne électorale, le discours porte sur l'orientation à prendre pour lutter contre les changements climatiques, mais il est pour ainsi dire muet sur les coûts de l'orientation qu'adoptera le gouvernement.

Dans « Prendre le virage », le document publié par le gouvernement en mars 2008, on peut lire ce qui suit sur les répercussions économiques prévisibles:

Notre modèle [...]

*L'Adresse*

Il s'agit du modèle du gouvernement conservateur.

[...] suggère que les Canadiens peuvent s'attendre à assumer des coûts réels en vertu du Cadre réglementaire [...] ces coûts se manifesteront essentiellement par une hausse des prix de l'énergie, notamment en ce qui a trait à l'électricité et au gaz naturel.

Cependant, ces changements ne se feront pas sans conséquences pour les Canadiens. L'incidence négative du Cadre réglementaire sur le produit intérieur brut (PIB) réel du Canada sera faible au cours des cinq prochaines années, mais s'accroîtra graduellement [...]

Voilà un autre coût pour les Canadiens que le gouvernement n'a pas reconnu pendant la campagne électorale. Je suis très préoccupé par ce que je lis dans le discours du Trône relativement à des compressions dans les dépenses de programme, dans la fonction publique fédérale, et par la façon dont le gouvernement fédéral a joué ses cartes lors de la dernière campagne électorale. Nous avons besoin d'un soutien accru au chapitre de l'infrastructure, des dépenses dans les régions, des dépenses de programme pour l'agriculture et la pêche de même que pour les améliorations aux ports pour petits bateaux. Voilà nos besoins en cette période de ralentissement économique au Canada, ralentissement causé en partie par le gouvernement conservateur.

Il me tarde de voir le gouvernement présenter un programme économique positif, pas un programme négatif.

• (1650)

[Français]

**M. Serge Cardin (Sherbrooke, BQ):** Monsieur le Président, j'aimerais questionner l'honorable député au sujet de la gestion de l'offre. Le gouvernement dit qu'il défendra énergiquement ce principe. J'imagine que le député fait confiance au gouvernement puisqu'il appuiera le discours du Trône. Il appuiera donc le fait que le gouvernement défendra énergiquement la gestion de l'offre.

Cependant, il faut tout de même se référer à certaines contradictions des ministres conservateurs à ce sujet. Rappelons que le ministre du Commerce international et le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire ont multiplié les déclarations qui trahissaient les véritables intentions du gouvernement au cours des derniers mois.

Prenons l'exemple de l'ancien ministre du Commerce international qui avait déclaré qu'il faudrait bien qu'un jour où l'autre, on entrevoie la fin de la gestion de l'offre. Pour sa part, l'ancien ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire avait laissé entendre que les producteurs agricoles sous gestion de l'offre empêchaient le gouvernement de bien défendre les intérêts canadiens à l'OMC et qu'ils devraient envisager des compromis.

Le député peut-il me dire ce qu'il endosse quand il vote en faveur du discours du Trône? Endosse-t-il le fait que le gouvernement s'engage à défendre énergiquement la gestion de l'offre ou les déclarations faites par les anciens ministres?

[Traduction]

**L'hon. Wayne Easter:** Monsieur le Président, permettez-moi de décrire la situation telle qu'elle est vraiment. Si le gouvernement prétend qu'il défend énergiquement la gestion de l'offre, alors je suis inquiet. On ne peut pas vraiment croire ce que disent les députés ministériels sur cette question.

Un accord était en vue lors des dernières négociations à l'OMC. Le gouvernement ne l'a pas approuvé, mais il ne l'a pas non plus désapprouvé. C'est le retrait de l'Inde et de la Chine qui a sauvé la mise pour les producteurs canadiens des secteurs soumis à la gestion de l'offre. Autrement, qu'aurait fait le ministre là-bas? Il y aurait eu un accord prévoyant la réduction des barrières tarifaires, ce qui aurait facilité l'accès au marché canadien pour les produits étrangers.

C'est le genre d'accord qui était prévu. Le gouvernement conservateur était prêt à céder. Il aurait ainsi démoli la gestion de l'offre au pays.

Nous allons voir, en temps et lieu, si ce document dit la vérité. Il est certain qu'à l'OMC, le ministre et le ministre du Commerce international avaient l'intention de conclure un accord qui aurait signé l'arrêt de mort de la gestion de l'offre au pays.

• (1655)

**M. Nathan Cullen (Skeena—Bulkley Valley, NPD):** Monsieur le Président, mon collègue fait indubitablement preuve d'un grand enthousiasme et d'une grande volubilité lorsqu'il dénonce les politiques du gouvernement conservateur, mais il est vraiment étrange que, lorsque viendra le temps de voter, il fera comme il a fait les 42 fois précédentes où la confiance envers le gouvernement était en jeu.

J'ai entendu les collègues libéraux du député parler des grands avantages du programme d'assurance-emploi et du système national de soins de santé. Lorsque, dans le passé, les néo-démocrates ont collaboré avec des gouvernements minoritaires pour faire avancer les choses, ils se sont toujours fait un devoir de négocier, en échange de leur appui, des mesures concrètes et de véritables changements par rapport aux orientations du gouvernement. Mais, comme c'était le cas au cours de la législature précédente, le premier ministre sait qu'il peut compter sur l'appui des libéraux sans même avoir besoin de faire des concessions quant au programme que mon collègue vient de décrier.

Qu'est-ce que le Parti libéral a fait, au juste, pour qu'une partie au moins des politiques qu'il dit préconiser devienne bel et bien une réalité?

**L'hon. Wayne Easter:** Monsieur le Président, une chose est sûre au sujet du Parti libéral, c'est qu'il a les deux pieds bien ancrés dans la réalité. De son côté, le NPD a la tête dans les nuages et peut se permettre d'être irresponsable, puisqu'il est le quatrième parti à la Chambre.

Le député a parlé du programme d'assurance-emploi. N'eût été du Parti libéral, il n'y aurait pas d'assurance-emploi au Canada. N'eût été du Parti libéral, il n'y aurait pas d'assurance-maladie au Canada. N'eût été du Parti libéral, il n'y aurait pas de système de gestion de l'offre au Canada, ce système qu'on cherche à défendre aujourd'hui. Le député devrait prendre la parole et remercier le Parti libéral de tout ce qu'il a fait dans l'intérêt des Canadiens depuis la Confédération. Voilà ce que le NPD devrait faire au lieu de se livrer à ces jeux stupides.

**M. Mark Holland (Ajax—Pickering, Lib.):** Monsieur le Président, j'aimerais commencer par remercier les résidents de Ajax—Pickering de m'avoir fait le grand honneur de me réélire à la Chambre et de me laisser les représenter de nouveau. Je suis très flatté, et je suis extrêmement heureux d'être de retour ici.

Quand je me rendais chez les gens pour leur parler, je ne pouvais pas m'empêcher de remarquer que c'étaient des élections très différentes. Elles étaient différentes, car les enjeux sont si considérables et les problèmes auxquels les gens font face sont si compliqués. Je suis sur la scène politique depuis 11 ans. J'ai passé sept ans en politique municipale et plus de quatre ans comme député fédéral. Je n'ai jamais vu autant d'anxiété dans les yeux des gens. En effet, ils s'inquiètent pour leurs emplois, et ils se demandent comment ils vont être en mesure de payer leurs hypothèques.

*L'Adresse*

J'ai parlé à des personnes qui avaient prévu passer toute leur vie dans la même compagnie et recevoir une pension. Cependant, elles ont été mises à pied sans pension, et on leur a seulement versé une indemnité de départ insuffisante pour assurer leur avenir. Ces gens ne savent pas comment financer leur retraite. J'ai bien compris qu'être réélu cette fois-ci supposait un fardeau supplémentaire, un fardeau que les députés n'ont pas vu depuis longtemps parce que les gens se tournent de plus en plus vers leur gouvernement et leurs députés pour trouver des solutions et qu'ils exigent des mesures audacieuses.

Il n'y a rien de plus important dans une période difficile comme celle-ci que de faire preuve d'honnêteté et de nous assurer que nous disons à la population la vérité sur la situation actuelle et les problèmes auxquels nous faisons face. À cet égard, il est très frustrant de constater que le gouvernement continue de ne pas dire la vérité sur la situation actuelle.

Il y a quelques semaines à peine, durant la campagne électorale, le premier ministre a déclaré avec la dernière énergie qu'il n'y avait pas de déficit, qu'il n'y en n'aurait pas qu'il serait même stupide d'en envisager un. Pourtant aujourd'hui, quelques semaines plus tard, on nous déclare qu'un déficit est inévitable, que nous devons l'accepter et que cela fera partie de notre réalité dans les jours et les années à venir.

On a dit durant la campagne électorale à ceux qui s'inquiétaient de leurs pensions, de leurs revenus, et qui voyaient des milliards de dollars des marchés de capitaux s'envoler en fumée qu'il y avait là de bonnes occasions d'achat. Depuis lors, nous avons vu les marchés plonger de plus de 20 p. 100. En réalité, on ne nous dit pas la vérité au sujet de notre situation financière. On édulcore les choses ou encore on les banalise. On nous sert toutes sortes d'expressions comme celle de « récession technique » alors que les gens sont confrontés à des difficultés biens réelles et doivent pouvoir compter sur un véritable leadership.

Le secteur qui suscite peut-être le plus d'inquiétude à l'heure actuelle est celui de l'automobile. Les trois grands fabricants se sont rendus à Washington et, jusqu'à maintenant, ils n'ont pas réussi à trouver moyen de s'extirper de leur situation difficile. En réalité, le nouveau gouvernement n'entrera en fonction à Washington qu'à la fin de janvier et il sera alors trop tard pour certaines entreprises qui ont besoin d'aide immédiatement, qui ont besoin d'un plan.

Si nous ne faisons rien, si nous persévérons dans cette attitude de laisser-faire qui caractérise tellement le gouvernement depuis trois ans, nous allons nous retrouver devant le plan qu'auront formulé les Américains et qui passera nécessairement par le rapatriement des emplois aux États-Unis. Nous allons alors assister à la migration des emplois du Canada aux États-Unis et au démantèlement, pièce par pièce, de l'une des industries les plus vitales pour le Canada, et certainement pour Durham et, en fin de compte, cette industrie ne sera plus que l'ombre d'elle-même.

Or, la population exige que l'on bouge et que l'on réponde aux questions. Nous ne pouvons nous permettre d'attendre tout simplement que le Congrès adopte une position, qui sera certainement conçue à l'avantage des Américains.

Le deuxième aspect fort troublant concernant les positions du gouvernement, c'est qu'il ne reconnaît que depuis récemment qu'il existe effectivement une crise en matière de changements climatiques. Il en est même à déclarer qu'un problème existe et se gargarise de certaines formules. Il a présenté un certain nombre de plans sans grande substance pour faire semblant que la question l'intéresse, mais il faudrait faire tellement plus dans les circonstances.

C'était une chose quand les Américains étaient loin derrière nous sur le plan environnemental, mais maintenant, avec une nouvelle administration consciente que la nouvelle économie reposera sur les technologies dites « post-carbone », il est impératif que nous entrions dans la danse sans tarder. Avec l'Europe loin devant et les États-Unis sur le point de nous dépasser, si nous continuons à ne rien faire en croisant les doigts sans nous doter d'un plan, nous serons dans de beaux draps.

On pensait que l'avènement d'Internet était une révolution et que les nouvelles technologies en ligne étaient spectaculaires sur le plan de la croissance et de la création d'emploi, mais tout ça n'était que de la petite bière en comparaison des technologies sur lesquelles reposera l'économie post-carbone.

## ● (1700)

Si nous ne participons pas, si nous ne sommes pas au coeur du développement de ces nouvelles technologies pour assurer de grandes réussites canadiennes, nous ferons office de spectateurs pendant que l'Europe et les États-Unis profiteront de la manne. Nous allons continuer de perdre du terrain et à être dans une position difficile.

Revenons seulement trois ans et demi en arrière et voyons quelle était la capacité de notre pays de relever les défis. Nous affichions un excédent de 13 milliards de dollars, notre économie était solide et notre taux de chômage était faible. Nous étions au premier rang des pays du G7 pour la plupart des indicateurs économiques. Et où en sommes-nous aujourd'hui? Tout cela est réduit à néant.

Nous devons adopter des stratégies infiniment plus créatives parce que nous avons dilapidé notre capacité financière. Notre capacité de faire face à la tourmente mondiale actuelle a été grandement réduite par la mauvaise gestion des finances publiques du gouvernement et son refus de garantir, au minimum, un fonds de prévoyance. Au lieu de cela, le gouvernement a tenté de faire comme si c'était mal d'afficher un excédent et comme si garder un fonds de prévoyance était une mauvaise idée.

Sans cela, nous n'avons aucune autre option que d'enregistrer un déficit, et c'est précisément où nous en sommes. Quand les temps sont durs, nous n'avons plus la même capacité d'action et nous devons commencer à faire certaines choses dont parlent maintenant les conservateurs, comme la possibilité de vendre des biens ou de supprimer des programmes. Pourrait-il y avoir un pire moment pour procéder à une vente de feu, se départir de biens publics et réduire les programmes alors que les plus vulnérables en ont le plus besoin?

Nous devons tenir compte des plus vulnérables, de ceux qui ont le plus besoin d'aide, ainsi que des secteurs que le gouvernement passe sous silence.

Nous parlons de criminalité. Le gouvernement dit qu'il veut durcir le ton en matière de criminalité. En réalité, il ne pourrait pas être plus mou en ce qui concerne les sources de la criminalité.

*L'Adresse*

Pensons aux jeunes à risque, aux compressions des conservateurs dans ces programmes, à leur refus d'intervenir énergiquement dès les premiers signes que les gens s'engagent dans une mauvaise voie et à leur refus d'aider ceux qui ont peu d'espoir. Nous reconnaissons que si nous voulons réellement enrayer la criminalité, nous devons nous attaquer aux sources. Nous devons nous occuper des collectivités qui ne croient plus dans l'avenir. Nous devons nous occuper des jeunes qui grandissent sans grand espoir. Nous devons nous occuper de tout cela, mais le gouvernement refuse de le faire.

En ce qui concerne la pauvreté, le gouvernement doit reconnaître qu'il existe des gens qui n'ont pas de perspectives. Il y a des gens qui travaillent très fort pour joindre les deux bouts, mais qui sont incapables de combler leurs besoins essentiels comme l'épicerie, l'électricité ou le loyer. Même après de nombreuses heures de travail, certains se trouvent dans une position si précaire qu'ils s'inquiètent de leur avenir. S'ils perdent leurs emplois, ils pourraient tout perdre dans un instant. Il n'y a pas de plan pour cela, il n'y a pas de plan pour aider les gens à se sortir de telles situations.

Comme si cela ne suffisait pas, les répercussions sur l'économie sont dévastatrices puisque, plus il y a de gens qui sont expulsés du système, plus il y a de gens qui ne dépensent plus localement, qui ne contribuent plus à l'économie locale et qui sont incapables d'apporter une contribution utile à la société. Cela accélère la spirale et empire la situation.

Les personnes discrètes que le gouvernement devrait écouter, celles qui ont le plus besoin de notre aide sont celles dont le gouvernement ne tient aucun compte.

Des municipalités sont aux prises avec de graves problèmes en raison de l'état lamentable des infrastructures. Le gouvernement a peu parlé de la nécessité de s'occuper des infrastructures. Cela aurait dû se retrouver au cœur du discours du Trône. Il faut s'occuper des infrastructures d'une manière qui témoigne d'une vision audacieuse et qui reconnaît que, si nous ne dépensons pas pour améliorer les infrastructures, nous ne pourrions pas avoir une économie forte. Il ne faut pas réprimander les villes et les autres collectivités, ni les rabaisser ou en parler en termes négatifs, comme cela a été fait. Il faut reconnaître qu'elles sont les moteurs de notre économie et que si nous les laissons souffrir et s'éroder, notre pays se condamne à un piètre avenir.

La vérité, c'est que le discours du Trône n'est rien d'autre qu'une suite de phrases creuses. Il ne s'agit que d'un discours sans substance qui ne vise qu'à jeter de la poudre aux yeux.

Les députés ont l'obligation de prendre des mesures concrètes pour corriger la situation, de travailler ensemble et d'être honnêtes au sujet des défis qui nous devons relever.

● (1705)

**M. Ed Fast (Abbotsford, PCC):** Madame la Présidente, le député d'Ajax—Pickering nous a raconté une histoire dans laquelle il a passé sous silence les événements économiques des années 1980. Il ne s'en souvient peut-être pas parce qu'il était assez jeune à l'époque, mais, au début des années 1980, le Canada a connu une récession, une récession attribuable au Parti libéral, dont l'idéologie n'était pas dans l'intérêt des Canadiens. Nous nous sommes retrouvés dans une situation difficile dont nous nous sommes sortis uniquement lorsqu'un nouveau gouvernement conservateur a été élu en 1984.

Il est intéressant de voir que cette récession a été favorisée par des impôts élevés, de gros déficits et une dette nationale vertigineuse. Qu'est-ce qui est différent aujourd'hui? Nous assistons à un effondrement économique international et, pourtant, le Canada est encore le pays qui se porte le mieux, affichant les données

économiques fondamentales les plus solides. Contrairement à la situation dans les années 1980, lorsque les libéraux, en raison de leur idéologie, ont engendré une terrible récession, assortie de lourds impôts et de déficits élevés, aujourd'hui, nous avons remboursé 40 milliards de dollars sur la dette, nos impôts sont moins élevés et notre hypothèque nationale est en baisse. Nous pouvons envisager l'avenir avec grand optimisme.

Comment le député a-t-il pu oublier les leçons de l'histoire et comment peut-il encore parler de dépenser de l'argent pour nous sortir de la récession? Comment se fait-il qu'il adopte maintenant une approche semblable à celle qui s'est soldée par un échec au début des années 1980? Pourquoi ne reconnaît-il pas que l'approche du premier ministre repose sur des faits?

● (1710)

**M. Mark Holland:** Madame la Présidente, je commencerais en renvoyant le député à son propre chef, le premier ministre, qui a en fait dit qu'il nous fallait dépenser. Il a dit que nous devrions nous replonger dans le déficit et que le déficit est redevenu un mal nécessaire que nous allons revisiter pour la première fois depuis le milieu des années 1990.

Le député a parlé des leçons de l'histoire. Il y a bien des raisons pour lesquelles je me suis lancé en politique. La première fois que je me suis vraiment investi dans une élection, c'était en 1993. Je me souviens avoir lu un article du *Wall Street Journal* qui disait que, du point de vue de cette publication, le Canada était devenu un membre honoraire du tiers monde en raison de sa dette et de son déficit ingérables. À cette époque, le Canada devait composer avec un déficit annuel de 43 milliards de dollars. Nous étions au dernier rang des pays du G7 en ce qui concernait pratiquement tous les indices économiques. Pour le Canada, l'avenir n'aurait pu être plus sombre. Nous étions plus faibles que nos pairs, affaiblis comme jamais nous ne l'avions été auparavant.

Nous pouvons toutefois jeter un coup d'oeil à la transformation que nous avons été en mesure d'entreprendre en tant que pays. Dans les cercles internationaux, on a parlé du miracle canadien. Nous avons effectivement réussi à nous sortir de la mauvaise position dans laquelle nous nous étions retrouvés la dernière fois que les conservateurs avaient été au pouvoir et à devancer les autres membres du G7 à l'égard de pratiquement tous les indices. Notre déficit est devenu l'occasion de rembourser notre dette, au point où nous payions annuellement 3 milliards de dollars de moins d'intérêts. Nous avons dorénavant une réserve pour éventualités. Nous gérons les finances du pays comme il le fallait.

Voilà le genre de gestion financière que j'attends. Ce qui comptait le plus, à cette époque, c'était l'honnêteté. Le ministre des Finances nous donnait l'heure juste, il établissait des objectifs, année après année, et il les atteignait.

**Mme Libby Davies (Vancouver-Est, NPD):** Madame la Présidente, j'ai une question à l'intention du député d'Ajax—Pickering, mais j'aimerais d'abord vous féliciter pour ce premier jour où vous occupez le fauteuil de la présidence. Nous sommes très honorés de votre présence. Au nom du NPD et, j'en suis persuadée, de tous les députés, je me réjouis de voir une femme occuper le fauteuil de la présidence. J'aimerais souligner qu'aucune femme n'a occupé le poste de Présidente ou de vice-présidente de la Chambre ou encore de vice-présidente d'un comité plénier depuis 1997. Il était grand temps que cela se produise. J'espère que votre présence rétablira quelque peu l'équilibre des genres à la Chambre. Nous sommes heureux que vous occupiez ce poste et vous félicitons pour votre nomination.

*L'Adresse*

J'ai écouté les propos du député d'Ajax—Pickering et tout le débat concernant les déficits. Le député a fait, avec une certaine fierté, l'éloge du passé en parlant de ce que son gouvernement avait fait pour éponger ces déficits. Soyons toutefois très clairs sur le fait que, s'il existe une crise du logement dans ce pays, c'est en partie parce que, à l'époque, les compressions ont surtout visé les pauvres. Les programmes de logement ont fait l'objet de compressions.

Je me demande si le député pourrait nous dire ce qu'il pense de cet aspect du passé et du fait que nous souffrons toujours de ces compressions parce que nous ne disposons pas des programmes de logement dont le Canada a si désespérément besoin.

**La présidente suppléante (Mme Denise Savoie):** La députée de Vancouver-Est m'a fait tant de compliments qu'il ne reste que 30 secondes au député pour répondre.

**M. Mark Holland:** Madame la Présidente, les compliments sont bien mérités.

Nous devons nous attaquer sérieusement au problème de la pauvreté. Nous devons fixer des objectifs fermes. Si nous avons à tirer une leçon de l'histoire, c'est que nous devons fixer des objectifs très précis pour que, chaque année, nous ayons une référence en fonction de laquelle nous pourrions mesurer les progrès. Voilà ce que nous avons fait dans le cas du déficit. Nous devons en faire autant dans le cas de la pauvreté.

Pour ma part, j'ai l'intention de profiter de toutes les occasions pour dire que la Chambre devrait agir en faveur de ceux qui sont les plus durement touchés par ces conditions économiques très difficiles.

[Français]

**La présidente suppléante (Mme Denise Savoie):** Reprise du débat.

[Traduction]

Le député de Nanaimo—Alberni a la parole.

**M. James Lunney (Nanaimo—Alberni, PCC):** Madame la Présidente, puisque vous présidez ce soir, permettez-moi de vous féliciter d'avoir joint les rangs de l'équipe de la présidence et d'avoir été nommée pour aider les députés, non seulement dans ce débat important, mais aussi pour gérer les affaires de la Chambre. Je suis heureux de voir des députés de l'île de Vancouver jouer un rôle plus important à la Chambre.

C'est un grand honneur pour moi de prendre part au débat en réponse au discours du Trône, le premier débat de la 40<sup>e</sup> législature du Canada.

Je veux d'abord remercier les gens de ma circonscription, Nanaimo—Alberni, de m'avoir élu député pour un quatrième mandat consécutif. Je suis très conscient du grand honneur qu'ils m'ont fait et de la lourde responsabilité que j'ai à leur égard. C'est pourquoi je commence par les remercier.

J'aimerais remercier mes partisans et mon équipe de campagne, qui ont travaillé fort pour que je sois réélu. Je tiens à souligner le leadership de la directrice de ma campagne, Paula Peterson, qui a coordonné tous nos efforts et grâce à qui nous avons eu beaucoup de plaisir à travailler ensemble. Je remercie également John Ward, mon agent financier, qui a non seulement veillé à ce que nous fassions ce qu'il fallait mais que, compte tenu de la complexité des obligations financières, nous le fassions bien.

Je sais que les familles de tous les députés font un sacrifice pour qu'ils puissent représenter aux Communes les circonscriptions du pays, dans toute leur diversité. Je dois souligner les encouragements

et l'appui indéfectible et généreux de ma femme, Helen. C'est grâce à elle qu'il m'est possible d'être député de Nanaimo—Alberni.

Grâce à son travail remarquable, le président et député de Kingston et les Îles a été réélu dans sa circonscription et choisi également pour la quatrième fois comme Président de la Chambre. Je m'en voudrais de ne pas le féliciter. Je pense qu'un de nos députés en a parlé aujourd'hui. C'est certainement un fait historique que d'être élu Président pour la quatrième fois et de recueillir l'approbation de tous les partis. C'est une réussite remarquable qui mérite d'être soulignée.

Tous les députés, tous les partis et tous nos chefs vont devoir collaborer en cette 40<sup>e</sup> législature à un moment où le pays fait face à des troubles et à une incertitude économiques qui s'étendent à l'échelle mondiale. Ce sont des circonstances sans précédent dans l'ère moderne.

Ma circonscription est l'une des plus belles du pays. Elle va de la côte est à la côte ouest de l'île de Vancouver, au milieu de celle-ci. Du sommet inhospitalier des majestueux monts Moriarty et Arrowsmith, dans la chaîne de Beaufort, on aperçoit à l'est les agglomérations côtières bordées de plages que baignent des eaux tièdes et peu profondes. On aperçoit aussi à l'ouest Port Alberni et le parc national Pacific Rim, de réputation internationale, où se trouve Long Beach, lieu de prédilection des planchistes et des amateurs de grosses vagues et de tempêtes. Cet endroit majestueux où habitent mes électeurs est le seul à comprendre non pas une seule, mais bien deux réserves de la biosphère reconnues par l'État fédéral et par l'UNESCO: la réserve de la baie Clayoquot à l'ouest et la réserve du mont Arrowsmith à l'est, où nous habitons.

Cela dit, comme les autres régions du pays, la côte ouest traverse une période de transition qui a englouti le secteur forestier et l'industrie de la pêche et qui a eu d'importantes répercussions sur l'économie régionale, où domine l'exploitation des ressources naturelles.

Le discours du Trône qui a été prononcé dans cette enceinte il y a quelques jours, le 19 novembre, diffère grandement de ce que j'ai pu entendre et de ce qui a été débattu au cours des quatre législatures précédentes. Le gouvernement a manifesté son intention de gérer l'économie en cette période difficile.

Le discours du Trône est intitulé *Protéger l'avenir du Canada*. Le gouvernement est déterminé à assurer le maintien de l'essor économique du Canada en cette période d'instabilité mondiale. Sous la direction du premier ministre, le gouvernement du Canada a mis au point un plan en cinq étapes qui permettra d'assurer la sécurité économique de notre pays. En voici un bref résumé.

Tout d'abord, nous participerons à la réforme de l'environnement financier mondial en collaborant avec nos alliés et nos partenaires commerciaux pour revoir et renouveler les règles qui sous-tendent le système financier mondial. Ce processus a déjà été amorcé avec la participation du Canada à la rencontre du G20 qui a eu lieu le 15 novembre et aux rencontres de l'APEC qui viennent de prendre fin à Lima, au Pérou.

Je crois approprié de souligner à ce point-ci que le Forum économique mondial a évalué le système bancaire canadien comme étant le meilleur au monde.

• (1715)

J'ai entendu des applaudissements. Je crois qu'ils sont appropriés. Je suis heureux d'entendre cette manifestation d'enthousiasme.

*L'Adresse*

Toutefois, en cette période où le monde entier est ébranlé, il est bon de savoir que même si nous aurons des défis à relever, nous disposons de grandes forces qui pourront être utiles en ces temps difficiles.

Les mesures prises pour donner une plus grande latitude à la Banque du Canada et lui permettre de s'ajuster aux transformations mondiales et aux revirements économiques ont permis à la Banque du Canada de réagir rapidement et de dégager près de 20 milliards de dollars pour accroître les liquidités à un moment où le resserrement du crédit avait des répercussions catastrophiques ailleurs au monde et menaçait notre économie nationale.

De nouvelles mesures visant à protéger notre système hypothécaire, prévoyant des durées de prêts réduites et des versements initiaux obligatoires, ont aidé à empêcher l'effondrement qui a accéléré les crises financières actuelles aux États-Unis et partout au monde.

Nous allons veiller à ce que nos budgets soient solidement établis pour que le Canada ne retombe pas dans le piège des déficits structurels permanents inacceptables, tout en soumettant toutes les dépenses fédérales à un examen détaillé sous l'angle des dépenses responsables.

Je crois que le mot qu'il convient de souligner ici c'est le mot « toutes » les dépenses fédérales. Dans des périodes comme celles que nous vivons actuellement, nous devons examiner notre façon de dépenser. Comme toute famille doit le faire lorsque les temps sont difficiles, nous devons nous pencher sur la façon dont nous gérons nos finances et établir si nos investissements sont faits de la façon la plus appropriée et la plus stratégique possible en période d'austérité.

Nous devons assurer la sécurité d'emploi pour les familles et les collectivités. Pour ce faire, nous devons encourager l'apprentissage de métiers spécialisés et la formation en entreprise, soutenir les travailleurs en transition et apporter de nouveaux soutiens aux secteurs de l'automobile et de l'aérospatiale.

Sur ce point, on m'a demandé de réagir aux critiques formulées par les dirigeants de sociétés forestières de ma propre collectivité, qui s'opposent à cet engagement. Bien sûr, ces gens traversent déjà une crise au sein de leur industrie en transition. J'y reviendrai bientôt. Je répondrai à leurs préoccupations.

Nous devons aussi promouvoir l'investissement et le commerce en actualisant les lois sur l'investissement, la concurrence et le droit d'auteur, tout en collaborant avec les États-Unis pour relever les défis que nous partageons et en concluant des accords commerciaux avec l'Europe, l'Asie et les Amériques.

Le Canada a signé tout récemment une entente commerciale avec la Colombie, et il faudra la ratifier. Les négociations se poursuivent avec d'autres pays d'Europe, de l'Asie et des Amériques, mais nous devons aussi élargir nos marchés pour ne plus dépendre d'un seul marché immense au sud de notre frontière. Environ 85 p. 100 de nos échanges commerciaux se font avec notre voisin du Sud qui, comme nous le savons, éprouve des difficultés actuellement. C'est le bon moment pour chercher d'autres marchés afin de diversifier nos échanges, de les stabiliser et de saisir les possibilités financières que nous offrent d'autres pays. Nous réduirons ainsi notre dépendance à l'égard d'un élément unique. Cela me semble tout à fait opportun, et je crois qu'il est absolument essentiel de le faire.

Nous nous devons aussi d'augmenter l'efficacité de l'action gouvernementale en réduisant les tracasseries administratives, en corrigeant les procédures d'approvisionnement, en améliorant la prestation des programmes et des services et en améliorant la gestion des organismes, conseils, commissions et sociétés d'État du Canada.

Ici encore, à notre époque de difficultés économiques, je crois que le mot clé est « efficacité ». Il convient que tous, dans tous les secteurs de l'économie canadienne, examinent leur degré d'efficacité dans la prestation de services et s'assurent qu'il n'y ait pas de gaspillage.

Pour revenir à la question de l'aide à l'industrie, je crois qu'il est juste de dire que, même si l'on est actuellement en train d'examiner en détail l'aide qu'on pourrait offrir aux secteurs de l'automobile et de l'aérospatiale, on a déjà pris beaucoup de mesures pour aider tous les secteurs de l'industrie et du commerce. Nous vivons à une époque où la concurrence et les défis sont majeurs. C'est pourquoi nous envisageons, outre les mesures visant à aider tous les contribuables, des mesures pour aider les étudiants et les personnes âgées, sans oublier des réductions d'impôts pour tous les Canadiens.

Le gouvernement a déjà pris des mesures, dans le cadre du budget précédent ainsi que de la dernière mise à jour économique, pour réduire les impôts des petites entreprises et des sociétés.

Nous avons agi pour résoudre le différend avec les États-Unis concernant le bois d'oeuvre, ce qui a permis aux sociétés forestières canadiennes de récupérer plus de 4 milliards de dollars. Je pense que c'est une bonne chose que nous avons faite. Si on considère le défi auquel nous faisons maintenant face ainsi que les défis auxquels les États-Unis font eux-mêmes face, c'est une très bonne chose que nous ayons réglé ce différend au moment où nous l'avons fait. Même si la solution n'est pas parfaite et que les secteurs en transition ont encore des défis à relever, le fait d'avoir pris ces dispositions avant la crise a grandement contribué à la situation économique actuelle des entreprises qui sont en transition.

Nous avons établi une Fiducie nationale pour le développement communautaire de 1 milliard de dollars pour aider les collectivités dont l'économie est en période de transition et inciter les entreprises à acheter de nouvelles machines et à moderniser leur équipement.

## ● (1720)

Pour le secteur minier, le gouvernement prolongera le crédit d'impôt pour l'exploration minière. Par ailleurs, pour le secteur forestier et le secteur des pêches, le gouvernement a pris des mesures pour prolonger le soutien aux efforts de commercialisation sur le plan international et pour fournir des incitatifs à la création d'énergie à partir de la biomasse.

Je peux assurer aux gens concernés de la côte, surtout ceux du secteur forestier, qu'aucun secteur industriel ne recevra de chèque en blanc. Je suis certain que tout soutien offert par les contribuables par l'intermédiaire du gouvernement au secteur de l'aéronautique ou de l'automobile ne sera octroyé qu'une fois que tous les intervenants se seront engagés à participer à la transition vers un avenir durable. Je pense par exemple à l'engagement que Ford a pris d'investir 82 millions de dollars dans la mise au point d'un moteur éconergétique.

Il ne s'agit pas d'aider des entreprises dont les produits n'auront pas de valeur sur un marché compétitif et en constante évolution. Il s'agit de créer des occasions durables pour l'avenir et de créer un secteur de l'automobile durable.

*L'Adresse*

Dans ma circonscription, une entreprise qui a fait des efforts héroïques en vue d'assurer sa rentabilité et sa pérennité, c'est la Nanaimo Forest Products Ltd., qui a repris l'usine de pâte à papier Harmac dans le Sud de Nanaimo. Elle a fait une offre pour acquérir l'usine dont la vente avait été ordonnée par un tribunal. Elle a un régime de propriété unique dans ce secteur. Elle compte plus de 200 employés et chacun a fait un investissement personnel important de 25 000 \$. Collectivement, les employés détiennent 25 p. 100 des intérêts dans l'entreprise, en partenariat avec des associés. Pioneer Log Homes est une formidable entreprise socialement responsable. Totzauer Holdings et le groupe Sampson sont des sociétés privées qui réussissent très bien. Chacune de ces sociétés détient 25 p. 100 des actions dans l'entreprise.

Le fait que tant les employés que la direction participent à la réussite de l'entreprise a donné lieu à une très grande collaboration au chapitre des relations de travail. Aucune convention collective n'aura besoin d'être renégociée avant très longtemps.

Cette usine est très bien située. Elle dispose d'un port en eau profonde, de ressources en eau et d'un système de traitement d'eau. Elle a un potentiel de diversification vers la production d'énergie. Je la cite en exemple pour montrer que la collaboration de tous les intervenants rend les choses possibles et a permis à une entreprise, qui était en grande difficulté, de survivre dans un marché où la concurrence est féroce. Nous aurions pu perdre l'usine. Je crois que la collectivité est très fière de ses efforts et nous espérons que d'autres efforts héroïques comme ceux-là seront aussi couronnés de succès.

En période de transition, nous devons collaborer et travailler ensemble de manière à maximiser nos chances de réussite en dépit des défis qui se dressent devant nous.

Le discours du Trône aborde toute une gamme d'autres questions. Nous avons pris un engagement à l'égard de l'environnement au Canada. Nous continuerons de poursuivre notre objectif de réduire de 20 p. 100 les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020. Je suis heureux de voir que nous maintiendrons notre appui en faveur des énergies de remplacement de manière à développer ce secteur.

Nous réitérerons notre engagement à interdire les exportations massives d'eau, un enjeu important pour nombre de résidents dans ma circonscription, et je suis ravi de voir que le discours du Trône le mentionne.

En outre, le gouvernement aidera tous les Canadiens à participer en améliorant la Prestation universelle pour la garde d'enfants, en élargissant l'accès aux prestations de maternité et aux prestations parentales prévues dans le régime d'assurance-emploi et en aidant les Canadiens qui s'occupent d'un être cher handicapé. Ce sont des mesures très importantes que le gouvernement peut prendre, même lorsque les temps sont difficiles, afin d'aider les personnes qui travaillent et ont un enfant ou un adulte handicapé à la maison ou qui renoncent à d'autres possibilités économiques pour s'occuper d'un être cher dans une situation éprouvante.

Nous continuerons de travailler pour garder les Canadiens en sécurité en renforçant les peines infligées aux auteurs d'actes criminels graves. Nous adopterons de nouvelles règles sur la sécurité des aliments et des produits et nous présenterons une nouvelle déclaration sur la sécurité nationale. Nous continuerons également de contribuer à la sécurité mondiale.

Je reviendrai dans un moment à la sécurité des aliments et des produits, mais je pourrais peut-être parler un peu de la souveraineté dans l'Arctique.

Je suis personnellement heureux de voir que l'on donne corps à l'engagement du Canada envers l'Arctique. L'Arctique connaît en ce moment des changements sans précédent et notre souveraineté sur ce territoire qui offre richesses et possibilités économiques est contestée.

• (1725)

Je suis heureux de voir une déclaration en faveur de l'affirmation de notre responsabilité sur les terres et les eaux de l'archipel arctique aux termes de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et de l'élargissement de notre domaine de responsabilité sur la région en vertu de la Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques, qui exige que tout navire étranger qui entre dans les eaux territoriales canadiennes donne un avis. Cela permettra d'affirmer notre contrôle sur la zone de 200 milles dans l'Arctique.

Je suis également heureux de constater que nous allons de l'avant avec le projet d'un nouveau brise-glace de classe polaire qui sera nommé d'après le regretté John G. Diefenbaker, qui fut un grand premier ministre.

J'ai déjà mentionné les exportations massives d'eau, ce qui est important.

Je reviens maintenant aux gains d'efficacité. Il sera important que nous passions en revue tous les secteurs de notre économie afin de nous assurer que nous produisons les meilleurs produits et le plus efficacement possible. Les soins de santé sont une de mes grandes préoccupations. Si nous remontons aux années 1990, environ 30 p. 100 des dépenses de la Colombie-Britannique allaient à la santé. La première fois que je me suis présenté à des élections, ces dépenses représentaient 40 p. 100 du budget de la province. Aujourd'hui, c'est 44 ou 45 p. 100. Même si la province consacre une part toujours plus grande de son budget à la santé, il semble que la demande augmente constamment et on a l'impression que le gouvernement ne fait pas ce qu'il faut dans le domaine de la santé.

Nous encourageons l'innovation dans tous les secteurs, mais le secteur de la santé a été lent à l'accepter. Approximativement 30 p. 100 des soins de santé sont déjà dispensés à l'extérieur du système public. Je ne parle pas nécessairement de systèmes parallèles. Je parle de gains d'efficacité. Je parle de services qui sont actuellement offerts, mais qui sont peut-être sous-utilisés, et qui ne sont pas couverts par les régimes provinciaux en vertu de l'article 2 de la Loi canadienne sur la santé, les services complémentaires.

Il y a des possibilités considérables. Toutefois, dans notre empressement d'imposer des règles, j'espère que nous ne nuirons pas à la progression des services de santé offerts aux Canadiens. Je crois que le secteur de la santé a été lent à mettre à contribution les bienfaits de produits de rechange moins coûteux comme les vitamines, les minéraux et les amino-acides, ainsi que la façon dont nous réglémentons nos produits de santé naturels. Je crois que nous devons examiner cela attentivement.

Je sais que de nombreuses préoccupations ont été soulevées à la Chambre non seulement au cours de la dernière législature, mais également depuis la 37<sup>e</sup> législature, lorsque j'ai présenté le projet de loi C-420, qui traitait de la façon dont nous réglémentons les produits de santé naturels. Ces préoccupations ont été abordées tôt au début de la 38<sup>e</sup> législature avec l'aide du député d'Oshawa, et je sais qu'il y a eu de nombreuses discussions au cours de la dernière législature au sujet du projet de loi C-51, concernant la façon dont nous réglémentons ces produits.

*L'Adresse*

Je crains que la réglementation ne restreigne actuellement les possibilités qu'ont les Canadiens d'acheter des produits peu coûteux, non brevetables et à faible risque. J'imagine qu'une mesure législative sera proposée pour aborder une vaste gamme de questions relatives à la sécurité des produits de santé. J'espère que, lorsque nous examinerons ces questions au cours de la législature actuelle, nous trouverons une solution qui permettra aux Canadiens d'avoir accès à des produits de santé peu coûteux, non brevetables et à faible risque qui favorisent le mieux-être et permettent de prévenir les maladies.

Ce sont quelques-unes de mes préoccupations. Elles sont abordées dans le discours du Trône. Je sais que les députés discutent de diverses questions depuis plusieurs jours maintenant et que beaucoup d'idées ont été présentées. Je suis satisfait du discours du Trône. Il nous donne la possibilité d'aller de l'avant dans un grand nombre de dossiers que les Canadiens ont à coeur. Notre gouvernement dépensera l'argent de façon efficace. Il traitera les questions de sécurité et de criminalité. Nous voulons nous assurer de créer des collectivités sûres pour que les Canadiens puissent vivre en toute sécurité.

• (1730)

**M. John Rafferty (Thunder Bay—Rainy River, NPD):** Madame la Présidente, quelle joie de vous voir assise dans le grand fauteuil vert. Je le souligne pour tous ceux qui nous regardent sur leur téléviseur noir et blanc.

J'ai été heureux d'entendre le député dire que l'accord sur le bois d'oeuvre n'est pas parfait. Il a bien raison. En fait, samedi dernier, j'étais à Fort Frances et j'ai discuté avec Kendall Lundy, le propriétaire d'une petite entreprise du nom de Nickel Lake Lumber qui emploie 16 personnes.

Cette entreprise se spécialise dans le pin rouge et le pin blanc et exporte ses produits à valeur ajoutée surtout aux États-Unis. Mais l'entreprise est en difficulté. M. Lundy m'a dit qu'il fallait qu'une partie des milliards de dollars abandonnés aux États-Unis quand l'accord a été signé revienne aux propriétaires d'entreprises du secteur forestier du Canada. Il parlait de sa situation dans le Nord de l'Ontario, mais cela s'applique à tout le Canada.

Le député va-t-il collaborer avec moi et le NPD pour faire en sorte que cet argent revienne au Canada, aux propriétaires d'entreprises et aux familles de travailleurs du Canada et du Nord de l'Ontario?

• (1735)

**M. James Lunney:** Madame la Présidente, je sais que le député de Thunder Bay—Rainy River partage ces préoccupations. Je le félicite d'avoir été élu et d'avoir pu se joindre à nous à la Chambre. Il est originaire comme moi d'une collectivité vivant de la forêt et des ressources naturelles, et les besoins et les préoccupations de sa collectivité lui tiennent à coeur.

En ce qui concerne l'entente sur le bois-d'oeuvre, je ne crois pas que, lorsque ce conflit a éclaté, quiconque imaginait qu'il se poursuivrait pendant six ans. Les députés se souviendront que nous devons payer des droits punitifs de 27 p. 100 sous forme de droits compensateurs et antidumping, une barrière de 27 p. 100 que nos produits devaient surmonter.

Pendant la dernière législature, lorsque le gouvernement conservateur a été formé, ce dossier était prioritaire pour nous. Il a fallu beaucoup de capital politique pour obtenir une entente. Si les députés pensent qu'il s'agissait là du dossier le plus chaud à Washington, ils seront déçus. Washington n'était pas pressé de régler ce dossier. En effet, l'industrie américaine, gagnante dans le processus en cours, avait tout intérêt à le faire durer longtemps.

Nous n'avons pas conclu l'entente parfaite, mais elle a quand même rapporté 4 milliards de dollars à notre industrie. Je ne sais pas quand les quelque 5 milliards de dollars versés en droits par les entreprises canadiennes au département du Commerce américain seraient revenus au pays. Cependant, cet argent est bel et bien revenu à notre industrie.

Je sais que certains députés ont pensé que nous étions sur le point de gagner, mais il était naïf de penser que le pays le plus procédurier de la planète allait changer d'idée à notre avantage. Nous risquions une autre série de procédures sur le bois d'oeuvre. Les Américains ont simplement reformulé la contestation et modifié les chiffres. Nous allons embarquer dans une nouvelle série de procédures. Nous ne pouvons pas être certains de ce que nous aurions obtenu si nous n'avions pas trouvé cette solution.

Le député s'inquiète pour l'entreprise qu'il a mentionnée. Nous avons la partie très difficile sur la scène mondiale. Là d'où je viens, nous produisons du bois d'oeuvre de qualité supérieure à partir de Douglas taxifoliés centenaires. Je sais que l'Ontario produit aussi du bois d'oeuvre de qualité. Nous avons l'un des meilleurs bois d'oeuvre du monde, mais il est en concurrence féroce avec des produits de bois de qualité inférieure collés ensemble avec des stratifiés et des résines et dont la structure est aussi solide que celle de nos meilleurs produits.

Nous devons créer plus de produits à valeur ajoutée. Nous devons avoir accès aux marchés. L'entente sur le bois d'oeuvre nous a donné un meilleur accès aux marchés américains, tragiquement à un moment où le marché américain est en difficulté et où la demande pour n'importe quel produit est réduite en raison de la crise immobilière et ainsi de suite.

C'est une question complexe. Je suis certain que nous voudrions tous collaborer pour que le secteur forestier sorte de cette crise plus fort que jamais.

**L'hon. Larry Bagnell (Yukon, Lib.):** Madame la Présidente, j'ai beaucoup de respect pour mon collègue. Nous sommes arrivés à la Chambre en même temps.

J'aimerais lui poser une question sur les cartes de crédit, mais auparavant, c'est dommage que le bureau du premier ministre lui ait demandé de prononcer un discours sur le Nord, car aucun des points qu'il a soulevés ne sont mentionnés dans le discours du Trône. Le discours du Trône renferme une brève mention au sujet du Nord, mais ce n'est pas le point que le député a soulevé.

En fait, les points qu'il a soulevés sont quelque peu problématiques pour le gouvernement. Il a parlé d'élargir le contrôle en matière d'environnement, mais n'a pas rétracté la déclaration faite il y a quelques années portant sur le déversement de déchets dans l'Arctique. Le premier ministre nous a promis trois brise-glaces et, après l'avoir pressé à plusieurs reprises à ce sujet, nous n'en avons eu qu'un seul. Donc, il n'a pas tenu sa promesse.

*L'Adresse*

Maintenant, ma question sur les cartes de crédit. J'espère que le député nous aidera dans le dossier des augmentations possibles des frais liés aux cartes de crédit pour les consommateurs et les marchands. J'en ai déjà parlé à la Chambre. Les détaillants sont très mécontents des frais cachés et sans cesse plus élevés liés aux cartes de crédit. Ils sont outrés de la suggestion du gouvernement selon laquelle offrir les cartes Visa et Mastercard dans toutes les banques permettrait d'améliorer la situation. Les marchands sont frustrés de savoir que leurs frais peuvent augmenter sans qu'ils aient aucun contrôle sur la situation. Les consommateurs qui manquent un paiement voient leurs frais augmentés. Tout cela en période économique incertaine alors que les entreprises et les citoyens éprouvent déjà assez de difficultés.

J'espère que le député m'aidera à régler le problème des possibles augmentations des frais liés aux cartes de crédit.

● (1740)

**M. James Lunney:** Madame la Présidente, je suis heureux de voir le député de Yukon de retour à la Chambre. Je ferai d'abord un retour dans le passé. Tout comme bien d'autres députés qui commencent tout juste à faire la connaissance de leurs collègues, nous avons vécu une expérience intéressante pendant notre période d'orientation, il y a huit ans. Il nous a fallu au moins deux semaines avant de réaliser que nous n'appartenions pas au même parti.

Je sais que le député a à coeur les préoccupations du Yukon. En ce qui a trait à l'engagement du Canada dans le Nord, si le député n'a rien trouvé qui s'y rapporte, dans le discours du Trône, c'est que ce type de document est forcément vague ou à tout le moins de nature générale. Pourtant, il y était question du Nord.

Si mon collègue a été attentif au discours du premier ministre à la Chambre l'autre jour, il aura pris note d'engagements précis, et il verra que nous y donnerons suite.

En ce qui concerne les changements économiques qui se produisent actuellement d'un bout à l'autre du pays et qui ont poussé les banques à réexaminer une bonne partie des services qu'elles offrent, nous avons vraiment fait tout ce que nous pouvions pour assouplir les modalités de crédit, améliorer les liquidités et augmenter le crédit offert aux entreprises.

Le gouvernement du Canada ne dit pas aux banques comment mener toutes leurs affaires. Je suis persuadé que nous étudierons la question de la gestion des frais. Des mesures rigoureuses sont prévues, conformément à l'engagement pris par le gouvernement, pour promouvoir la compétitivité et réprimer les pratiques anti-concurrentielles.

Je suis persuadé que le ministre de l'Industrie et les membres du Comité de l'industrie étudieront la question des frais de cartes de crédit.

**M. Nathan Cullen (Skeena—Bulkley Valley, NPD):** Madame la Présidente, j'aimerais poser à mon collègue, que je félicite de nouveau d'avoir été réélu, une question sur un sujet qui, je l'espère, nous tient tous les deux très à coeur. La flotte de pêche commerciale sur la côte de la Colombie-Britannique a été décimée au cours des dernières années, des centaines de pêcheurs ayant décidé de ne pas continuer d'oeuvrer dans le secteur.

Nous tentons de convaincre le gouvernement d'adopter une mesure qui est petite, mais importante. Elle prévoit l'abolition de certains des frais que les flottes de pêche doivent verser au gouvernement fédéral chaque année. Ils peuvent s'élever à des centaines sinon à des milliers de dollars pour des bateaux qui ne rapportent aucun revenu. Par conséquent, dans le cas de certains

bateaux, les propriétaires n'ont pas continué de satisfaire aux exigences de sécurité. Nous avons vu le nombre d'accidents mortels augmenter au cours des dernières années du fait que les pêcheurs n'ont plus assez d'argent pour acheter les pièces nécessaires.

Le discours du Trône s'est très peu adressé aux pêcheurs en général et lorsqu'il l'a fait, ce n'était pas même vague, mais seulement décevant. Que voudrait-il voir au juste dans la mise à jour financière pour donner aux pêcheurs un sentiment d'espoir pour l'avenir après tant de saisons de pêche presque dévastatrices?

**M. James Lunney:** Madame la Présidente, c'est non seulement une question difficile, c'est une situation difficile pour les gens du secteur de la pêche commerciale. En ce qui concerne les permis, je crois savoir que le ministère des Pêches et des Océans est en train de mener une étude sur les frais et les permis. Je suis sûr que nous obtiendrons des réponses en temps et lieu.

Pour ce qui est de la pêche commerciale, je sais que les temps sont extrêmement durs dans la circonscription du député et dans toutes les collectivités côtières. C'est difficile à gérer. Les changements climatiques ont nui aux pêches, les stocks sont à la baisse et la concurrence est féroce. Nous devons renforcer certaines mesures internationales pour protéger les stocks. Je sais que le ministère travaille d'arrache-pied et prend de nouvelles ententes internationales pour régler certains de ces problèmes très complexes.

[Français]

**M. Robert Bouchard (Chicoutimi—Le Fjord, BQ):** Madame la Présidente, je vous remercie. D'abord, je veux vous féliciter de votre nomination. Je suis sûr que ça va bien aller et que vous aurez la collaboration de tous les députés de cette Chambre. Avant de débiter mon discours, je veux également vous prévenir que je vais partager le temps dont je dispose avec ma collègue la députée de Laurentides—Labelle.

Qu'on me permette, dans un premier temps, de remercier les citoyennes et les citoyens de la circonscription de Chicoutimi—Le Fjord qui m'ont accordé leur confiance, pour un troisième mandat, pour les représenter ici à Ottawa.

Le discours du Trône est un exercice important pour le système parlementaire canadien. Il indique la voie et les priorités que le gouvernement compte privilégier au cours des prochains mois.

Pourtant, le discours du Trône a complètement passé sous silence une série de dossiers qui sont prioritaires pour bon nombre de Québécois. Pire encore, le gouvernement conservateur a déposé un discours du Trône idéologique, sans se soucier du fait qu'il était minoritaire.

Le 14 octobre dernier, les Québécois ont envoyé un message clair aux conservateurs en élisant une forte majorité de députés du Bloc québécois. Les Québécois nous ont demandé de poursuivre notre travail, et de représenter leurs intérêts et leurs valeurs à Ottawa.

À cet égard, le discours du Trône a de quoi inquiéter la population, si je tiens compte de la situation qui concerne particulièrement les citoyennes et les citoyens du Saguenay—Lac-Saint-Jean. Le gouvernement conservateur a complètement manqué le bateau. Le discours du Trône ne répond pas aux besoins prioritaires du Québec.

Il n'y a aucun engagement pour bonifier le régime d'assurance-emploi ou créer un programme de soutien aux travailleurs âgés, mais surtout, il n'y a rien de nouveau pour venir en aide au secteur forestier, qui est en crise depuis quelques années.

*L'Adresse*

Je voudrais profiter de l'occasion pour faire brièvement l'état de la situation du secteur forestier au Saguenay—Lac-Saint-Jean et dans ma circonscription de Chicoutimi—Le Fjord. Le Saguenay—Lac-Saint-Jean est l'un des plus grands territoires forestiers du Québec, couvrant 85 688 kilomètres carrés, ce qui représente 17 p. 100 de l'ensemble des forêts du Québec. Plus spécifiquement, 23 des 49 municipalités de la région dépendent de l'économie forestière et sont qualifiées de municipalités mono-industrielles. En gros, plus du tiers des emplois du secteur manufacturier sont liés au domaine forestier.

Depuis quelques mois, les scieries de Saint-Fulgence et de Laterrière dans mon comté n'opèrent plus que pour produire les copeaux qui alimentent les papeteries, tandis qu'une autre scierie de mon comté à Petit-Saguenay ne fonctionne plus qu'avec un quart de travail. Plusieurs scieries situées dans le comté du nouveau ministre d'État (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec), le député de Roberval—Lac-Saint-Jean, ont également arrêté leur production. C'est le cas de Louisiana-Pacifique Canada Ltée à Chambord qui a fermé ses portes pour deux ans, de la scierie Arbec qui a fermé son usine de sciage et de la scierie de Girardville qui ne fonctionne plus qu'avec un quart de travail.

Les mauvaises nouvelles se font connaître de façon régulière. L'effet de la crise forestière au cours des dernières années a déjà frappé durement plusieurs communautés de ma région et de ma circonscription.

La situation dans ma circonscription n'est pas pire qu'ailleurs au Québec, mais elle est le reflet de bon nombre de circonscriptions qui comptent de nombreux travailleurs saisonniers oeuvrant, entre autres, dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie.

À titre d'exemple, le discours du Trône aurait pu s'avérer une excellente occasion pour le premier ministre de proposer des mesures pour améliorer l'assurance-emploi. Le Bloc québécois propose depuis longtemps l'annulation des deux semaines d'attente, ce qu'on appelle les deux semaines de carence, avant de pouvoir recevoir les prestations d'assurance-emploi. Il n'en coûte à peu près rien d'offrir un tel avantage.

• (1745)

Il faudrait une augmentation du taux des prestations et une réduction de la période de qualification, en la ramenant à 360 heures. Cependant, le discours du Trône ne fait malheureusement pas état de l'amélioration des conditions pour ce qui est de l'assurance-emploi.

Pour ce qui est des mesures afin de venir en aide au secteur forestier, le Bloc québécois a proposé des actions concrètes, mais les conservateurs ont choisi une fois de plus de tourner le dos à ces travailleurs. Lorsque j'ai entendu le discours du Trône mercredi dernier, j'ai été très déçu, car il n'y avait aucune mesure pour venir en aide au secteur forestier. La crise forestière qui afflige ma région, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, et plusieurs régions du Québec est loin d'être résorbée. Plusieurs prédisent que l'année 2009 sera davantage difficile, de même que les prochaines années.

Compte tenu de l'émergence du bois en provenance de la Chine et de la crise immobilière aux États-Unis, de nombreuses entreprises ont procédé à d'importantes mises à pied ou ont carrément fermé leurs portes. Par conséquent, si aucune mesure n'est mise en place par le gouvernement conservateur, la situation deviendra davantage catastrophique.

Depuis 2006, le gouvernement conservateur a laissé le secteur forestier à lui-même, mettant en péril des milliers d'emplois. Pourtant, le Bloc québécois a proposé de véritables solutions pour venir en aide à l'industrie.

D'abord, le gouvernement doit remettre en place le Fonds de diversification des économies forestières. Lorsque l'ex-ministre de Développement économique Canada a coupé le Fonds de diversification de 50 millions de dollars destiné aux régions frappées par la crise forestière, il a créé un véritable recul dans cette industrie. Ce programme permettait entre autres de venir en aide aux collectivités touchées et aux travailleurs. C'est une erreur que d'avoir coupé une telle assistance. Le gouvernement aurait pu profiter du discours du Trône pour annoncer qu'il allait remettre un tel programme en place mais avec aussi davantage de ressources financières.

Ensuite, le Bloc québécois a aussi proposé la mise en place d'un programme de prêts et de garanties de prêts pour aider à financer les investissements dans le matériel de production. Il s'agit d'un soutien aux entreprises qui désirent renouveler leurs équipements de production ou qui désirent tout simplement favoriser un meilleur développement de leur entreprise.

Puis, le Bloc a suggéré de diminuer les impôts des entreprises oeuvrant dans les secteurs manufacturier et forestier pour favoriser le développement technologique des entreprises, ou encore d'offrir des crédits d'impôt pour inciter l'embauche. Encore une fois, le discours du Trône n'a fait aucune place à une telle mesure.

Enfin, le Bloc québécois réclame depuis plusieurs années l'implantation d'un programme de soutien au revenu pour les travailleurs âgés. Les travailleuses et les travailleurs sont au désespoir en raison de l'absence d'aide. Ce sont des communautés entières qui sont touchées par ce manque à gagner. Le gouvernement du Québec a fait des efforts au chapitre de l'aide aux travailleurs âgés, cependant ces efforts seront insuffisants tant et aussi longtemps qu'Ottawa ne fera pas sa part.

Ces quatre mesures visent à stimuler le virage de l'industrie forestière vers les deuxième et troisième transformations du bois et l'utilisation du bois dans la construction d'édifices commerciaux et publics. Ce virage permettrait de concevoir des produits de haute valeur ajoutée. Cette façon de faire augmente la demande du bois dans le marché intérieur du Canada et du Québec et réduit le marché du bois vers l'exportation.

Je termine là-dessus et j'en profite pour demander aux deux députés conservateurs de ma région, les députés de Jonquière—Alma et de Roberval—Lac-Saint-Jean, de faire comme moi, d'intervenir et de prendre la défense du secteur forestier de ma région, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, au coeur de cette crise forestière, pour qu'il y ait un redressement et une amélioration de la situation. Ils ont le devoir de convaincre le premier ministre de mettre en avant des mesures pour venir en aide à ma région, le Saguenay-Lac-Saint-Jean.

• (1750)

[Traduction]

**M. Ed Fast (Abbotsford, PCC):** Madame la Présidente, j'ai écouté attentivement mon collègue. Il a proposé quatre stratégies qu'il aimerait que le gouvernement adopte pour améliorer la situation dans le secteur forestier. Je vais assurément considérer avec soin ces stratégies. J'apprécie qu'il ait offert des suggestions que le gouvernement peut examiner et évaluer afin de voir si elles peuvent améliorer le secteur forestier.

*L'Adresse*

Cependant, il a fait un commentaire qui était presque malhonnête. J'apprécie l'honnêteté à la Chambre. Il a dit que le gouvernement conservateur, dont je fais partie, n'a absolument rien fait pour s'attaquer aux problèmes que connaît l'industrie forestière au Canada. Il sait que ce n'est pas vrai.

J'aimerais rappeler au député que nous avons une Fiducie nationale pour le développement communautaire de 1 milliard de dollars, qui peut beaucoup pour répondre aux préoccupations des collectivités touchées. Le programme de déduction pour amortissement accéléré a été mis en place par notre gouvernement. Le secteur forestier a récupéré 4 milliards de dollars grâce à l'entente sur le bois d'oeuvre. Nous avons aussi mis en place un soutien de 1 milliard de dollars pour l'Ouest canadien dont les forêts sont ravagées par le dendroctone du pin afin d'aider les collectivités qui dépendent de l'industrie du pin et du bois d'oeuvre en Colombie-Britannique.

Le député accepte-t-il que nous avons beaucoup fait pour nous attaquer aux problèmes de l'industrie forestière au Canada?

• (1755)

[Français]

**M. Robert Bouchard:** Madame la Présidente, tout d'abord, c'est très peu. Le député parlait de la fiducie créée pour venir en aide aux secteurs forestier et manufacturier. Pour le Québec, c'est 216 millions de dollars sur deux ans. C'est très peu et cela touche à deux secteurs: le secteur forestier et le secteur manufacturier. De plus, cela n'a pas été vraiment équitable quant aux pertes d'emploi que le Québec a connues. L'aide dont le député parle au niveau de la fiducie représente 3 000 \$ par perte d'emploi, alors que si on compare avec l'Alberta, on parle de 25 000 \$ d'aide par perte d'emploi. On voit cette iniquité au niveau du secteur forestier. Quant à l'aide au niveau du pin, cela concerne l'Ouest.

Depuis cette annonce, qui date de plus d'un an, dans ma région, on annonce fermetures après fermetures. C'est donc signe que cette aide qui a été mise de l'avant ne rend pas service parce qu'il y a encore des fermetures annoncées de façon régulière, dans ma région et dans d'autres régions du Québec.

[Traduction]

**M. Dean Del Mastro (secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien, PCC):** Madame la Présidente, ayant écouté avec beaucoup d'intérêt les observations du député, je trouve qu'il y manque quelque chose.

Il considère la situation comme si nous vivions dans un monde à part, comme si le gouvernement pouvait par magie créer un énorme marché pouvant se substituer au marché américain du logement, qui est en crise. De son côté, le Parti libéral nous a dit aujourd'hui que le gouvernement devrait, d'une manière ou d'une autre, remplacer le déficit de 7 millions de véhicules des ventes du marché américain, qui s'est produit cette année.

Ces ralentissements sont cycliques. Nous en avons vu auparavant. Ce n'est pas la faute du gouvernement, qui ne peut pas remplacer le déficit de ce marché. Par ailleurs, qu'a fait le gouvernement? Il a introduit des stimulants massifs dans l'économie.

On dit que l'imitation est la forme la plus sincère de flatterie. Nous avons appris aujourd'hui que le gouvernement travailliste britannique a réduit de quelque 30 milliards de dollars sa taxe à la valeur ajoutée, qui constitue le pendant de notre TPS. Les Britanniques suivent donc l'exemple du Canada. De plus, nous avons entendu le président élu Obama dire aujourd'hui que non seulement il n'augmentera pas les impôts, mais qu'il les diminuera davantage, suivant une fois de plus l'exemple du Canada, du premier

ministre et du ministre des Finances, qui ont eu la bonne idée de préparer le Canada il y a plus d'un an.

Le Canada a une meilleure performance que tous ces pays. J'encourage le député à examiner ce que nous avons réalisé. Il constatera que nous sommes sur la bonne voie.

[Français]

**M. Robert Bouchard:** Madame la Présidente, si ce gouvernement était véritablement sincère dans son désir d'aider les régions aux prises avec la crise forestière, il remettrait un programme qu'il a supprimé quelque temps après son arrivée au pouvoir, soit le programme de diversification des économies au niveau des régions affectées par la crise forestière. L'une de nos mesures est de remettre ce programme en place pour aider les régions.

Un montant de 50 millions de dollars, évidemment, ce n'est pas suffisant. Des ressources devraient également être ajoutées. Prenons l'exemple du Québec. Depuis 2006, nous avons perdu 21 000 emplois dans le secteur forestier et, dans une petite région comme la mienne, on parle de 4 000 emplois perdus. C'est le temps d'y voir. C'est urgent.

• (1800)

**Mme Johanne Deschamps (Laurentides—Labelle, BQ):** Madame la Présidente, vous verrez probablement qu'on est deux cas d'exception, mon collègue de Chicoutimi—Le Fjord et moi. Mon allocution portera sur les mêmes éléments. Je vis moi aussi dans une région particulièrement touchée par la crise forestière.

Cela étant dit, j'aimerais tout d'abord profiter de cette belle occasion pour remercier chaleureusement les électeurs de ma circonscription de Laurentides—Labelle qui m'ont, pour une troisième fois, renouvelé leur confiance. Je leur en suis très reconnaissant et je réitère mon engagement à bien les représenter, à défendre leurs intérêts et aussi à être leur fidèle porte-parole. J'aimerais aussi féliciter chaque député pour leur victoire aux dernières élections et, plus particulièrement, mes collègues du Bloc québécois. C'est à la fois rassurant et stimulant de voir à nouveau une forte délégation de députés du Bloc québécois dans cette nouvelle législature. Par leur choix, les Québécoises et les Québécois ont rejeté l'idéologie conservatrice. De plus, ils ont choisi une majorité d'élus du Bloc québécois, parce que ceux-ci, c'est-à-dire les Québécois, croient fermement à l'utilité du Bloc à Ottawa.

Fidèle à nos engagements auprès de la nation québécoise, nous nous opposerons à l'adoption de ce discours du Trône puisqu'il reflète une idéologie qui a été rejetée par plus de 78 p. 100 des Québécois et des Québécoises lors du dernier scrutin et qu'il ne répond en rien au consensus québécois.

Aujourd'hui, je veux aussi parler des oubliés de ce discours du Trône sans vision, soit ceux que les conservateurs ont abandonné depuis leur tout premier mandat en janvier 2006 et qu'ils semblent avoir l'intention de continuer à ignorer. Je pense ici aux chômeurs, aux femmes, aux industries manufacturières et forestières, à l'environnement, aux sans logis, aux provinces et plus particulièrement au Québec et ses régions.

*L'Adresse*

Il est extrêmement décevant de voir que le premier ministre n'a tiré aucune leçon du résultat des dernières élections au Québec. Au contraire, il est demeuré complètement insensible aux préoccupations et aux inquiétudes grandissantes des Québécois et des Québécoises. Dans son discours du Trône, le premier ministre n'a pas su se montrer à la hauteur de la situation et promet en plus de continuer à fermer les yeux comme si de rien n'était, alors que la situation est désastreuse.

Elle est désastreuse pour ma région en particulier. Celle-ci a été frappée de plein fouet elle aussi par la crise forestière. Chez moi, les gens de la MRC d'Antoine-Labelle — une MRC mono-industrielle — sont très inquiets de l'inaction et du laxisme des conservateurs. Inquiets et insécures aussi puisque des centaines de personnes ont perdu leurs emplois durant la dernière année. Des centaines de travailleurs de l'industrie forestière ont vu leurs scieries et leurs usines fermer les unes après les autres. Plusieurs d'entre eux sont trop âgés pour se réorienter et devront faire un choix entre se résigner à vivre de l'aide sociale ou, pire encore, quitter leur région, leur communauté, leur village, leurs amis et leur famille. Ils devront faire le choix abominable de se départir de leurs biens durement acquis au fil des ans. C'est honteux, mais le gouvernement persiste et promet de continuer sur la même voie désastreuse.

Vous ne serez pas étonnée, madame la Présidente, si je vous dis que lors de la dernière campagne électorale dans ma circonscription, je n'ai pas vu l'ombre du candidat conservateur sur le terrain. Celui-ci est demeuré caché dans son sous-sol pour ne pas avoir à répondre des actions irresponsables et inexcusables commises par son gouvernement. Il avait peur, il était gêné d'avoir à affronter la grogne de ces chômeurs et de ces chômeuses.

Le Bloc, lui, comme toujours, a agi de façon responsable dans ce dossier. Nous avons proposé des solutions concrètes et intelligentes à cette crise. Nous demandions entre autres la mise en place d'un programme de prêts et de garanties de prêts à l'achat de nouveaux équipements de production pour les secteurs forestier et manufacturier; des crédits d'impôts remboursables pour la recherche et le développement; un programme de soutien au revenu pour les travailleurs âgés ainsi que la bonification du programme d'assurance-emploi. Malheureusement, il n'y a pas un mot là-dessus dans le discours du premier ministre. Je me dois, à ce point-ci, de citer mon chef qui affirmait dans sa réplique au discours du Trône:

Le gouvernement avait la responsabilité d'annoncer clairement sa volonté d'offrir un véritable plan de soutien pour les entreprises des secteurs forestier et manufacturier, ce qui constitue une priorité pour le Québec et ses régions. Au lieu de cela, nous avons eu droit à des engagements flous. Pour le secteur forestier, où des milliers de travailleurs ont déjà perdu leur emploi, le gouvernement promet de continuer sur la même voie désastreuse.

● (1805)

Ce message est terrible pour les milliers de travailleurs, les communautés et les régions qui vivent de l'industrie forestière. Le message, c'est: débrouillez-vous tout seul, et cela est inacceptable.

Quel beau message d'espoir les gens de ma région peuvent-ils retirer du discours du Trône? Rien! « Débrouillez-vous tout seul », leur lance-t-on. Cette attitude est tout simplement inacceptable. Ce terrible message a des conséquences catastrophiques dans les Hautes-Laurentides, et les gens de chez nous ont bien raison d'être en colère contre le gouvernement fédéral.

Faisant preuve de dynamisme et alimentés par un puissant désir de relancer l'économie dans les Hautes-Laurentides, les élus et les représentants de différents secteurs socioéconomiques ont retroussé leurs manches pour développer d'autres créneaux et ont misé entre autres sur le développement touristique.

L'aéroport Mont-Tremblant international de La Macaza est l'un des principaux moteurs pour la prospérité économique de ma région. Le gouvernement a maintenant la responsabilité de le soutenir dans ses projets d'agrandissement et de mise à niveau de ses infrastructures, et de régler une fois pour toute l'imposition des frais de douane sur ses vols réguliers.

L'ensemble des élus des Laurentides a travaillé pour que l'aéroport soit reconnu au même titre que les aéroports de Montréal et de Québec. Nous nous sommes tous réjouis de l'adoption à l'unanimité d'une motion proposée par le Bloc québécois. J'ai moi-même mené cette bataille en cette Chambre en juin dernier. Nous souhaitons maintenant connaître la suite des événements. Le gouvernement doit rassurer mon milieu et permettre au directeur général de cet aéroport de conclure de nouvelles ententes commerciales sans se soucier que des frais de douane soient à nouveau imposés.

Nous estimons à 9 millions de dollars les retombées économiques annuelles dont serait privée ma région si ces nouvelles ententes ne pouvaient se conclure. Il est primordial que le gouvernement agisse de façon responsable et fasse preuve d'ouverture à l'égard de ma région ainsi que de toutes les régions du Québec.

Les régions du Québec ne sont d'ailleurs pas les seules à devoir souffrir face à l'entêtement idéologique des conservateurs. En tant que porte-parole adjointe du Bloc québécois à la Condition féminine, je constate malheureusement que les femmes en prennent pour leur rhume depuis l'arrivée de ces derniers au pouvoir en janvier 2006. Si je me fie au contenu du discours du Trône, la situation ne s'améliorera guère.

Les femmes ont encaissé des coups durs depuis deux ans, tels que les coupes à Condition féminine et au Programme de promotion de la femme, l'abolition du Programme de contestation judiciaire et le dépôt du projet de loi C-484 qui visait à rouvrir le débat sur la criminalisation de l'avortement. En passant, l'idée d'un autre projet de loi similaire plane toujours dans le paysage des conservateurs.

Pourtant, le premier ministre s'était engagé au cours des campagnes électorales de 2006 et d'octobre dernier à ne pas rouvrir le débat sur l'avortement. Les femmes se sont battues durement pour obtenir le libre choix et il existe un fort consensus au sein de la société québécoise qui considère que le débat a été fait et qu'il est clos.

Ce qui est inquiétant, c'est que rien n'apparaît à cet égard dans le discours du Trône. Fait encore plus marquant, le mot « femme » ne se retrouve qu'à deux reprises dans ce fameux discours, dans une forme tout à fait générale n'impliquant aucun engagement envers ces dernières.

Ce qui nous apparaît encore plus troublant quant aux intentions des conservateurs, c'est l'adoption, lors de leur récent congrès de Winnipeg, d'une résolution concernant le statut du fœtus. Cette résolution ne peut que nous inquiéter au plus haut point, parce qu'elle provient de la base militante du Parti conservateur.

Ma collègue de Laval et moi-même avons sommé le premier ministre de mettre immédiatement fin aux vives inquiétudes soulevées par l'adoption d'une telle proposition. Nous devons malheureusement nous rendre à l'évidence: le gouvernement n'a pas du tout l'intention de s'y soumettre et que la tentation est grande au sein du caucus conservateur de rouvrir le débat.

Qu'entend faire le gouvernement pour clarifier son intention de ne pas rouvrir le débat sur l'avortement? Rien!

*L'Adresse*

Qu'entend faire le gouvernement pour mettre un terme aux violences que vivent les femmes autochtones dans les réserves? Rien!

Qu'entend faire le gouvernement pour mettre un terme à la pauvreté qui atteint deux fois plus de femmes que d'hommes? Rien!

La réponse est claire: pour les femmes, ce gouvernement conservateur ne fera rien; pour les chômeurs et les chômeuses: rien; pour les industries manufacturière et forestière: rien; pour la culture, l'environnement est les sans-logis: rien!

• (1810)

En terminant, je dirai que le plus grand des oubliés du discours du Trône conservateur, c'est encore le Québec.

**Mme Nicole Demers (Laval, BQ):** Madame la Présidente, j'ai écouté avec attention le discours de mon honorable collègue Labelle des Laurentides, et je dois dire que son ton est tout à fait juste. Tout ce qu'elle a dit et exprimé représente la réalité de ce qu'on a pu lire ou ne pas retrouver dans le discours du Trône.

J'aimerais que ma collègue nous exprime ce qu'elle pense du désir du gouvernement conservateur d'abolir le registre des armes à feu.

**Mme Johanne Deschamps:** Madame la Présidente, je remercie ma collègue qui, comme moi, est porte-parole en matière de condition féminine. Je dois faire remarquer qu'elle fait un excellent travail pour la cause des femmes.

Toujours dans la foulée des dossiers concernant les femmes, et bien que je ne sois pas une experte dans le dossier des armes à feu, je peux dire qu'au Québec, une majorité de personnes s'oppose à l'annulation du registre des armes à feu, et plus particulièrement une majorité de femmes. Si ma mémoire est bonne, le Québec est la province qui consulte le plus ce registre, et la Sûreté du Québec s'en sert tous les jours comme d'un outil nécessaire et vraiment important.

**Mme Monique Guay (Rivière-du-Nord, BQ):** Madame la Présidente, j'aimerais vous féliciter à mon tour de votre nomination en tant que femme très importante en cette Chambre. J'espère que vous aurez beaucoup de succès.

J'aurais une question à poser à ma collègue et voisine, car nous sommes voisines toutes les deux. Le comté de Rivière-du-Nord est situé juste à côté du comté de Laurentides—Labelle et les problèmes y sont très semblables. J'aimerais que ma collègue élabore un peu sur le projet de loi que les conservateurs veulent nous ramener et que tout le Québec rejette, soit celui sur les jeunes contrevenants. Je suis sûre que par ses expériences passées et ses expériences en tant que députée, elle a pu voir que c'est vraiment une très mauvaise idée que d'envoyer nos jeunes enfants à l'école du crime. J'aimerais entendre ses commentaires là-dessus.

**Mme Johanne Deschamps:** Madame la Présidente, je veux remercier ma collègue et voisine de la circonscription de Rivière-du-Nord. Je voudrais apporter une petite précision à ma collègue de Laval qui m'a nommée « Labelle des Laurentides ». Ce n'est pas encore le festival d'hiver et je n'ai pas encore eu la chance de voir ma circonscription s'appeler Labelle-des-Laurentides; c'est bien Laurentides—Labelle.

Je ne suis pas une experte en matière de justice, mais encore là, contrairement au reste du Canada, au Québec il y a aussi un consensus concernant la Loi sur les jeunes contrevenants, et on s'y oppose fortement. Nous avons, chez nous, en matière de justice, tous les outils qu'il faut pour favoriser la réinsertion ou pour rendre un jugement sur la délinquance. Le Québec s'est donné des outils, mais il favorise aussi la réinsertion des jeunes. Son approche en est davantage une de prévention, et sur ce plan, encore une fois, le

Québec se démarque du reste du Canada par ses positions de société et de nation.

**La présidente suppléante (Mme Denise Savoie):** Comme il est 18 h 15, conformément à l'ordre adopté le jeudi 20 novembre 2008, il est de mon devoir d'interrompre les délibérations et de mettre aux voix sur-le-champ toute question nécessaire en vue de disposer du sous-amendement dont la Chambre est maintenant saisie.

La mise aux voix porte sur le sous-amendement. Plaît-il à la Chambre d'adopter le sous-amendement?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

**La présidente suppléante (Mme Denise Savoie):** Que tous ceux qui appuient le sous-amendement veuillent bien dire oui.

**Des voix:** Oui.

**La présidente suppléante (Mme Denise Savoie):** Que tous ceux qui s'y opposent veuillent bien dire non.

**Des voix:** Non.

**La présidente suppléante (Mme Denise Savoie):** À mon avis, les non l'emportent.

*Et cinq députés ou plus s'étant levés:*

**La présidente suppléante (Mme Denise Savoie):** Convoquez les députés.

• (1845)

(Le sous-amendement, mis aux voix, est rejeté par le vote suivant:)

(Vote n° 1)

## POUR

Députés

André	Asselin
Bachand	Beaudin
Bellavance	Bigras
Blais	Bonsant
Bouchard	Bourgeois
Brunelle	Cardin
Carrier	Crête
DeBellefeuille	Demers
Deschamps	Desnoyers
Dorion	Duceppe
Dufour	Faille
Freeman	Gagnon
Gaudet	Guay
Guimond (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques)	
Guimond (Montmorency—Charlevoix—Haute-Côte-Nord)	
Laforest	Laframboise
Lavallée	Lemay
Lessard	Lévesque
Malo	Ménard (Hochelaga)
Ménard (Marc-Aurèle-Fortin)	Mourani
Nadeau	Ouellet
Paillé	Paquette
Plamondon	Pomerleau
Roy	St-Cyr
Thi Lac	Vincent — 48

## CONTRE

Députés

Abbott	Ablonczy
Aglukkaq	Albrecht

*L'Adresse*

Allen (Welland)	Allen (Tobique—Mactaquac)	Mark	Marston
Allison	Ambrose	Martin (Sault Ste. Marie)	Masse
Anders	Anderson	Mathysen	Mayer
Andrews	Angus	McCallum	McColeman
Ashfield	Ashton	McGuinty	McKay (Scarborough—Guildwood)
Bagnell	Bains	McLeod	Mendes
Baird	Bélangier	Menzies	Merrifield
Bennett	Benoit	Miller	Minna
Bernier	Bevington	Moore (Port Moody—Westwood—Port Coquitlam)	
Bezan	Black	Moore (Fundy Royal)	
Blackburn	Blaney	Mulcair	Murphy (Charlottetown)
Block	Boucher	Murray	Neville
Boughen	Braid	Nicholson	Norlock
Breitkreuz	Brisson	O'Connor	O'Neill-Gordon
Brown (Leeds—Grenville)	Brown (Newmarket—Aurora)	Obhrai	Oda
Brown (Barrie)	Byrne	Oliphant	Paradis
Cadman	Calandra	Patry	Payne
Calkins	Cannan (Kelowna—Lake Country)	Pearson	Petit
Cannon (Pontiac)	Carrie	Poilievre	Prentice
Casson	Charlton	Preston	Proulx
Chong	Chow	Rae	Rafferty
Christopherson	Clarke	Raitt	Rajotte
Clement	Coady	Ratansi	Rathgeber
Coderre	Comartin	Regan	Reid
Crombie	Crowder	Richards	Rickford
Cullen	Cummins	Ritz	Rodriguez
Cuzner	Davidson	Rota	Russell
Davies (Vancouver Kingsway)	Davies (Vancouver East)	Savage	Savoie
Day	Dechert	Saxton	Scheer
Del Mastro	Devolin	Schellenberger	Sgro
Dewar	Dhaliwal	Shea	Shiple
Dion	Dosanjh	Shory	Siksay
Dreeshen	Dryden	Silva	Simms
Duncan (Vancouver Island North)	Duncan (Edmonton—Strathcona)	Simson	Smith
Dykstra	Easter	Sorenson	Stanton
Eyking	Fast	Stoffer	Storseth
Finley	Flaherty	Strahl	Sweet
Fletcher	Foote	Szabo	Thibeault
Fry	Galipeau	Thompson	Tilson
Gallant	Garneau	Toews	Tonks
Glover	Godin	Trost	Trudeau
Goldring	Goodale	Tweed	Uppal
Goodyear	Gourde	Valeriotte	Van Kesteren
Gravelle	Grewal	Van Loan	Vellacott
Guergis	Hall Findlay	Verner	Volpe
Harper	Harris (St. John's East)	Wallace	Warawa
Harris (Cariboo—Prince George)	Hawn	Warkentin	Wasylcyia-Leis
Hiebert	Hill	Watson	Weston (West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to
Hoback	Hoepfner	Sky Country)	
Holder	Holland	Weston (Saint John)	Wilfert
Hughes	Hyer	Wong	Woodworth
Ignatieff	Jean	Wrzesnewskyj	Yelich
Jennings	Julian	Young	Zarac — 238
Kamp (Pitt Meadows—Maple Ridge—Mission)	Kania		
Karygiannis	Keddy (South Shore—St. Margaret's)		
Kennedy	Kenney (Calgary Southeast)		
Kent	Kerr		
Komarnicki	Kramp (Prince Edward—Hastings)		
Lake	Lauzon	Bruinooge	PAIRÉS
Layton	Lebel		Députés
Lee	Lemieux		Lalonde— 2
Leslie	Lobb		
Lukiwski	Lunn		
Lunney	MacAulay		
MacKay (Central Nova)	MacKenzie		
Malhi	Maloway		

**Le Président:** Je déclare le sous-amendement rejeté.

Comme il est 18 h 46, la Chambre s'ajourne à demain, à 10 heures, conformément au paragraphe 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 46.)



## TABLE DES MATIÈRES

Le lundi 24 novembre 2008

### DISCOURS DU TRÔNE

#### REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉ- PONSE

M. Roy .....	141
M. Crête .....	142
M. Pacetti .....	143
M. André .....	143
M. Martin (Esquimalt—Juan de Fuca) .....	144
M. Marston .....	145
M. Del Mastro .....	145
M. Easter .....	148
M. Crête .....	149
M. Hyer .....	149
M. Brison .....	149
M. Cullen .....	151
M. Martin (Esquimalt—Juan de Fuca) .....	151
M. Murphy (Charlottetown) .....	152
M. Crête .....	153
M. Tonks .....	153
M. Preston .....	154
Mme Sgro .....	157
M. Cullen .....	157
M. Simms .....	157
M. Tonks .....	158
Mme Fry .....	158
Mme Ratansi .....	159
Mme Simson .....	160
Mme Ratansi .....	161
M. Fast .....	161
M. Hyer .....	162
M. Cullen .....	163
M. Marston .....	164
M. Allen (Welland) .....	164
Mme Charlton .....	165

### DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

<b>Le Prix d'excellence du Nord de l'Ontario</b>	
M. Rickford .....	166
<b>Frank Ledwell</b>	
M. Easter .....	166
<b>L'Association Québec-France de Granby</b>	
Mme Guay .....	166
<b>Le prix de l'essence</b>	
Mme Hughes .....	167
<b>Le leadership municipal en matière de patrimoine</b>	
Mme Brown (Newmarket—Aurora) .....	167
<b>Michel A. Thérien</b>	
M. Bélanger .....	167
<b>L'Ukraine</b>	
Mme Smith .....	167
<b>Trois-Rivières</b>	
Mme Brunelle .....	167

#### La visite de l'Aga Khan

M. Shory .....	167
----------------	-----

#### L'Ukraine

M. Wrzesnewskyj .....	168
-----------------------	-----

#### Le flambeau olympique

M. Petit .....	168
----------------	-----

#### L'économie

M. Cullen .....	168
-----------------	-----

#### L'Ukraine

M. Bezan .....	168
----------------	-----

#### Le Rouge et Or de l'Université Laval

M. Paillé .....	169
-----------------	-----

#### L'industrie de la haute technologie

M. Pearson .....	169
------------------	-----

#### Le député de Kingston et les Îles

M. Brown (Leeds—Grenville) .....	169
----------------------------------	-----

### QUESTIONS ORALES

#### L'économie

M. McCallum (Markham—Unionville) .....	169
M. Menzies .....	169
M. McCallum (Markham—Unionville) .....	169
M. Menzies .....	169
M. McCallum (Markham—Unionville) .....	170
M. Menzies .....	170
M. Brison .....	170
M. Menzies .....	170
M. Brison .....	170
M. Menzies .....	170
M. Duceppe .....	170
M. Menzies .....	170
M. Duceppe .....	170
M. Menzies .....	171
M. Laforest .....	171
M. Menzies .....	171
M. Laforest .....	171
M. Menzies .....	171
M. Layton .....	171
M. Menzies .....	171
M. Layton .....	171
M. Menzies .....	171
M. Layton .....	171
M. Menzies .....	172

#### L'industrie automobile

M. Kennedy .....	172
M. Clement .....	172
M. Kennedy .....	172
M. Clement .....	172

#### Les aînés

Mme Jennings .....	172
M. Menzies .....	172
Mme Jennings .....	172



M. Cullen .....	193	M. Bouchard .....	200
M. Holland .....	193	M. Fast .....	201
M. Fast .....	195	M. Del Mastro .....	202
Mme Davies (Vancouver-Est) .....	195	Mme Deschamps .....	202
M. Lunney .....	196	Mme Demers .....	204
M. Rafferty .....	199	Mme Guay .....	204
M. Bagnell .....	199	La présidente suppléante (Mme Savoie) .....	204
M. Cullen .....	200	Rejet du sous-amendement .....	205

**POSTE  MAIL**

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

**Poste-lettre**

**Lettermail**

**1782711  
Ottawa**

*En case de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*  
Les Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

*If undelivered, return COVER ONLY to:*  
Publishing and Depository Services  
Public Works and Government Services Canada  
Ottawa, Ontario K1A 0S5

**Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes**

**Published under the authority of the Speaker of the House of Commons**

**Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :**

**Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:**

**<http://www.parl.gc.ca>**

---

**Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.**

**On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt**

**Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

**Ottawa (Ontario) K1A 0S5**

**Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943**

**Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757**

**[publications@tpsgc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc.gc.ca)**

**<http://publications.gc.ca>**

**The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.**

**Additional copies or the English version of this publication may be obtained from Publishing and Depository Services**

**Public Works and Government Services Canada**

**Ottawa, Ontario K1A 0S5**

**Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943**

**Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757**

**[publications@pwgsc.gc.ca](mailto:publications@pwgsc.gc.ca)**

**<http://publications.gc.ca>**